

Ch. V. 1550

ALGERIE

Deux coopérants
(presque) imaginaires

SOUDAN

L'odyssée
d'un réfugié éthiopien

(Page 7)

ÉTATS-UNIS

A un an des « présidentielles »

(Pages 4 et 5)

HISTOIRE

La Corse, premier département
français libéré

(Page 2)

CIRCULATION

Un projet de réforme

(Page 10)

ÉCHECS

Rencontres avec Kortchnoi

(Page 11)

Dans « le Monde Dimanche »
quatre pages de radio et de télévision

LE BILAN DES ÉLECTIONS CANTONALES PARTIELLES

La gauche au-dessous des 45 %

par JÉRÔME JAFFRÉ
et JEAN-LUC PARODI (*)

A côté des sondages d'opinion, les élections cantonales partielles constituent un précieux instrument de mesure pour suivre, entre les grandes scrutins, l'évolution du rapport de forces politiques dans le pays. À l'écabellé du canton, ces consultations reproduisent fidèlement les caractéristiques des grands scrutins nationaux : l'affrontement des grandes tendances au premier tour, la nécessité d'un rassemblement des coalitions au second. Progressivement, au cours des dix dernières années, les élections partielles ont épousé l'évolution du système politique et les élections municipales et cantonales sont devenues des scrutins comme les autres plutôt que des consultations très personnalisées ou à caractère très local comme jadis. Organisées tout au long de la législature et à un rythme assez fréquent — on en compte une quarantaine par an — les élections partielles permettent d'établir un véritable « baromètre électoral ».

Depuis une dizaine d'années, cet instrument de mesure a permis de déceler ou de confirmer les grandes tendances du corps électoral comme la montée de la gauche et du parti socialiste (1). Dans la période récente, il faisait apparaître que le recul communiste observé en avril 1981 avait commencé au début 1980, juste après l'invasion de l'Afghanistan et l'alignement du P.C. français sur les thèses soviétiques. Fin 1982, il annonçait avec une certaine précision le reflux de la gau-

che aux élections municipales prochaines (2).

Pour être rigoureux, cet instrument de mesure suppose toutefois plusieurs précautions. Il convient tout d'abord de prendre en compte un nombre suffisant de cantons pour gommer les disparités de taille et de situation locale inhérentes à ce type de scrutin. De ce point de vue, un bilan semestriel paraît être une bonne cadence. En outre, le poids des cantons urbains très peuplés — dans notre série, le nombre des électeurs inscrits par canton varie de 941 à 31 172, soit un rapport de 1 à 33 — incite à prendre en compte le nombre de fois où une politique progresse ou recule par rapport au nombre total de cantons en compétition.

Deuxième précaution : les élections cantonales partielles renvoient à deux scrutins de référence, puisque les conseillers généraux sont renouvelables par moitié tous les trois ans. Les résultats des partielles peuvent donc être comparés soit à ceux des cantonales de 1979 ou de celles de 1982. La différence pour l'analyse est de taille. Il y a quatre ans, la gauche était majoritaire avec 52,3 % des suffrages exprimés, le P.C. était encore à 22,5 % et le P.S.-M.R.G. froissait les 20 % (29,3 % exactement). En mars 1982, la gauche était déjà minoritaire avec 48,1 % des voix, ou 49,6 % si l'on prend en compte les candidats étiquetés « divers gauche » par le ministère de l'intérieur : le P.C. tombait à 15,9 % et le P.S.-M.R.G. atteignait 31,6 %.

(*) Respectivement directeur des études politiques de la S.O.F.R.E.S. et maître de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques.

On voit bien l'importance de cette différence pour l'analyse aujourd'hui. Un recul de la gauche par rapport à 1979 ou 1982 n'aurait pas la même signification. Minime par rapport à 1979, il pourrait laisser la gauche majoritaire ; minime depuis 1982, il suffirait à la rendre beaucoup plus nettement minoritaire.

Ultime précaution pour l'analyse en voix : dans la mesure où l'on recherche des indications sur le rapport de forces national — qui résulte d'une compétition où le P.C., le P.S. et l'opposition sont toujours présents, — seuls seront conservés les scrutins qui ont vu s'affronter au renouvellement général comme à la partielle, au moins ces trois candidats représentant trois principales tendances. Au total, 27 des 37 élections partielles intervenues entre mars et septembre (3) peuvent être prises en compte selon ce critère.

Ajoutons enfin que ce baromètre électoral a ses limites : il n'apporte rien de significatif sur le rapport des forces entre le R.P.R. et l'U.D.F.

(Lire la suite page 9.)

(1) Voir Jérôme Jaffré et Jean-Luc Parodi, « A la recherche d'un baromètre électoral : les élections cantonales partielles au cours de la législature 1973-1978 », *pourvoirs*, n° 6, P.U.F., 1978.

(2) Voir le compte rendu de la Journée d'études à l'Association française de science politique, *Le Monde*, 6-7 février 1983.

(3) Voir le bilan très fouillé établi par Nadine Avelange, « Le recul de la gauche affecte plus le P.S. que le P.C. », *Le Monde*, 10-11 juillet 1983.

BILAN DE TABLE

La cuisine de demain commence en 1604

Les fourneaux français ne sont pas au mieux de leur forme. La rédaction d'un ouvrage très ancien, *Ouverture de cuisine, pourrait être utile à nos nouveaux « maîtres à manger »*.

Où est la cuisine, en France ? La question, périodiquement posée, demanderait une longue analyse. Et d'abord quelle cuisine ? Celle de tout le monde et du quotidien ? Celle des fêtes et du restaurant ? En vérité, n'est-ce pas la même, et si, autrefois, l'auberge, la table d'hôte, le « res-

taurant », n'étaient que la mise à la portée du voyageur de la cuisine des particuliers, on peut convenir aujourd'hui que, souvent, cette cuisine des foyers n'est que le reflet de celle des restaurants à la mode. La cuisine est devenue une mode !

Pourtant, ne l'oublions pas, la cuisine est avant tout le matériau cuisiné, le reflet du produit. Je connais « mon » marché depuis bientôt un demi-siècle. J'y allais enfant. Alors, plus de 80 % des marchands de fruits et légumes étaient des paysans producteurs venus des banlieues voisines.

Outre que c'était une garantie de fraîcheur des produits (non calibrés, certes, moins beaux d'apparence, mais combien plus goûteux !), on ne les trouvait qu'en leur saison. Aujourd'hui, ils se comptent sur les doigts d'une main les enfants de ces maraichers, et les « fruits et légumes » aux éventailes en direct de Rungis proposent toute l'année des « primeurs », qui, ainsi que Balzac disait déjà, sont quelquefois des « postumeurs ». C'est la tentation !

ROBERT COURTINE.
(Lire la suite page 12.)

DERNIÈRE ÉDITION -

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

AVEC LE SUPPLÉMENT DIMANCHE

QUARANTIÈME ANNÉE - N° 12037

4,80 F

DIMANCHE 9 - LUNDI 10 OCTOBRE 1983

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23

La livraison des Super-Étendard à l'Irak

Les cinq appareils « prêts » auraient quitté secrètement leur base de Bretagne. Équipés d'Exocet, ces avions peuvent peser très lourd dans la guerre du Golfe. La France « aide le belligérant qui accepte la paix ».

À Paris, on se refusait, ce samedi matin 8 octobre, à confirmer ou à démentir des informations en provenance de Landivisiau, en Bretagne, selon lesquelles cinq Super-Étendard, destinés à l'Irak et stationnés sur cette base de l'aéronavale française, s'étaient envolés, vendredi soir, pour une base du sud de la France — Istres, dans les Bouches-du-Rhône, ou Solenzara, en Corse, — avant leur départ pour l'Irak.

Ces mêmes informations font état de la présence de pilotes français, en civil, à bord des Super-Étendard, repeints en gris, il y a une quinzaine de jours, sans mar-

que extérieure distinctive. Pour des raisons de sécurité durant leur transfert vers l'Irak, l'insigne emprunté par les avions français n'a pas été révélé. Les Super-Étendard pourraient prendre la route du nord, par la Turquie.

Initialement prévus pour la mi-septembre, la livraison des avions a été différée pour permettre au président de la République française, très critiqué sur ce contrat à l'étranger, de prononcer son discours sur le désarmement et le développement aux Nations unies et de présider la conférence franco-afrique de Viète. Une trentaine de pilotes, mécaniciens et techniciens irakiens ont eu, ainsi, le temps d'achever leur instruction à Landivisiau, une formation facilitée par le fait qu'il s'agit de pilotes déjà entraînés sur Mirage F-1.

Cette transaction fait partie d'un ensemble de contrats qui prévoient l'achat, par l'Irak, de « viols » de six avions Mirage F-1, qui lui seront livrés en 1983-1984, et le prêt, temporaire, jusqu'en 1985, de cinq avions d'attaque Super-Étendard, prélevés sur un contingent de soixante-et-onze appareils construits par la marine française.

Le président irakien, M. Saddam Hussein, a prévu de s'expliquer, la semaine prochaine à Bagdad devant les journalistes, sur les livraisons de 200 pays avec la France et, en particulier, sur les livraisons d'armes françaises destinées à accroître le potentiel militaire de son pays face à l'Iran.

Une force de « frappe »
dissuasive

Les Super-Étendard irakiens sont capables de lancer des missiles surface-surface AM-39 Exocet dont sont déjà dotés les forces de Bagdad, puisqu'elles en ont utilisé, en novembre 1982, à partir d'hélicoptères Super-Frelon, contre des navires marchands au large de l'île iranienne de Kharg, dans la région du Golfe.

Les Mirage F-1 irakiens seront, à leur tour, rendus capables de lancer des Exocet. Mais, dans l'immédiat, cette mission est propre aux Super-Étendard, de surcroît ravitaillables en vol, et il est probable que la France ait accepté, de la sorte, de mettre à la disposition de Bagdad une force de « frappe » dissuasive censée exercer, à l'encontre des Iraniens, une menace d'asphyxie économique en décourageant les armateurs et les assureurs maritimes d'envoyer des pétroliers au terminal iranien de l'île de Kharg.

JACQUES ISNARD.
(Lire la suite page 3.)



(Dessin de PLANTU.)

PRIVÉ - PUBLIC

« Ne touchez pas
à notre lycée chrétien ! »

M. Savary met la dernière main à ses propositions sur l'enseignement privé. A Yssingaux (Haute-Loire), on attend calmement et fermement.

De notre envoyé spécial

Yssingaux. — Lentement, les onze vaches rousses et blanches traversent les rues de la sous-préfecture de la Haute-Loire. Comme tous les soirs d'automne, elles descendent le boulevard Saint-Pierre et tournent devant la façade du lycée du Sacré-Cœur. A cette heure, les cars de ramassage scolaire ont déjà amené les élèves demi-pensionnaires. Escaliers de bois et longs couloirs retrouvent le calme.

« Les internes, encore nombreux dans ce pays de montagne, sont en étude surveillée », explique le directeur, M. Pierre Gire, un clerc comme l'économe et le surveillant général. Ancien professeur de philosophie, M. Gire n'a pas abandonné l'ensei-

gnement. Il continue à assurer des cours tout en veillant au fonctionnement du lycée.

Un petit établissement, deux cent quatre-vingts élèves, une trentaine d'enseignants, on décide M. Gire, tout le monde se connaît. Un établissement « scolaire chrétien », selon l'expression du directeur, fier de son identité explicitée par le projet pédagogique. « Aux élèves qui demandent d'enseigner, on leur propose la formation de l'esprit, l'éducation de la personne, l'apprentissage de la vie sociale et aussi l'éducation de la foi. » Aux jeunes, à leurs familles, d'accepter ou de refuser les termes de ce projet. Mais, a-t-il inscrit définitivement, ila savent que « la communauté éducative veut assurer auprès des jeunes l'annonce explicite de la parole de Dieu, la célébration du salut en Jésus-Christ par les sacrements... »

SERGE BOLLOCH.
(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

Saluons la création du comité d'éthique dont les membres auront à se prononcer sur les questions morales que pose la recherche biomédicale. Un vaste champ s'ouvre à ces éminents moralistes. Parmi les thèmes qu'on peut leur suggérer

Éthique

d'explorer, il en est un dont l'urgence n'échappera à personne : comment éviter que la recherche biomédicale ne s'engage dans la spirale d'une psychopathologie électroale mortifère pour la démocratie ?

BRUNO FRAPPAT.

« Une foule d'informations sur la vie quotidienne et spirituelle des siècles lointains... »
Le Figaro
«... un modèle d'érudition, de finesse et de clarté... »
Spectacle du Monde
272 pages - 76 F

Les nonnes au Moyen Age
MICHEL PARISSE

Christine Bonneton EDITION
6, rue André-Colledebroux 75016 PARIS - TEL. : 520.17.42

RENDEZ-VOUS

- 9 octobre. **Alger** : visite officielle de M. Mauroy (jusqu'au 11).
Ryad : visite du chancelier Kohl.
Washington : voyage de la mission Kissinger en Amérique centrale. Vingt-cinquième anniversaire de la mort de Pie XII.
10 octobre. **Bruxelles** : conseil des ministres des affaires étrangères et des finances des Dix.
Washington : visite du ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xue-qian.
11 octobre. **Pretoria** : procès de quatre extrémistes blancs.
11 octobre. **Grande-Bretagne** : congrès conservateur.
12 octobre. **Belgique** : visite du président Mitterrand.
13 octobre. **Chili** : journée de protestation contre le régime.
14 octobre. **Varsovie** : réunion du comité central du parti.
15 octobre. **R.F.A.** : début d'une semaine de manifestations pacifistes.
SPORTS
9 octobre. **Cyclisme** : Blois-Chaville.
Tennis : championnat de France interclubs à Nîmes.
10 octobre. **Boxe** : championnat d'Europe des mi-moyens Elbilba (France)-Decae stecker (Belgique) à Paris.
13 octobre. **Judo** : championnats du monde masculins à Moscou (jusqu'au 16).
Golf : Open de Nîmes (jusqu'au 16).
15 octobre. **Automobilisme** : Grand Prix d'Afrique du Sud de formule 1 (fin du championnat du monde).
Football : quatorzième journée du championnat de France de première division.
16 octobre. **Athlétisme** : 20 km de Paris.
Volley : départ de la course La Baule-Dakar.

Correspondance

A propos de la « guerre du Ramadan »

M. Mourad Boularès, fonctionnaire à l'UNESCO, nous écrit :
La conclusion de l'excellent article de J.-C. Guillebaud : « La foudre tombe sur Israël... » (le Monde du 2-3 octobre), appelle une précision à la fois linguistique et historique.
Le nom donné à la guerre de Ramadan (c'est ainsi qu'on la désigne de ce côté-ci de ce qui fut la ligne Bar-Lev) est Badr et non Pader comme vous l'écrivez (l'alphabet arabe ne comporte pas de lettre P). Le mot Badr veut dire lune en arabe, c'est aussi le nom d'une petite localité au sud-ouest de Médine. L'opération menée en octobre 1973 par les forces armées égyptiennes (pendant le mois de Ramadan) renvoie à la bataille de Badr, première grande bataille menée par le Prophète contre les riches marchands mécréants qui lui étaient hostiles. Elle se déroule dans la localité de Badr au cours de la deuxième moitié du mois de Ramadan de l'an 2 de l'hégire.

LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 85 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 85 dr. ; Islande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 95 esc. ; Suède, 340 F CFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Thaïlande, 140 t. ; Yougoslavie, 190 ad.

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé
au « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

IL Y A QUARANTE ANS

La Corse, libérée la première

Il y a quarante ans, du 9 septembre au 4 octobre 1943, l'union fraternelle des groupes de résistance et des éléments de choc de l'armée d'Afrique réussissent à chasser la Wehrmacht de l'île de Beauté. Dès lors, la Corse devenait (après les trois départements d'Algérie) dans l'histoire le premier département français libéré.

Cette opération, rapidement prévue au début par le général Giraud, à l'insu du général de Gaulle, intervenait au moment même où Mussolini était chassé du pouvoir par le maréchal Badoglio, qui venait de conclure un armistice secret avec les Alliés.

Dans la stratégie qui devait aboutir en premier lieu à la libération de la France continentale, ensuite à l'écrasement et au démantèlement de l'Allemagne nazie, le général de Gaulle dut non seulement affronter le commandement suprême allié mais encore ses propres subordonnés du Comité français de libération nationale.

Ceux qui ont vécu ces heures historiques, dans l'atmosphère byzantine qui régnait alors à Alger, devenue capitale de la France combattante, se souviennent de la fureur qui s'empara de de Gaulle, le 9 septembre.

La première cible fut bien entendu Giraud, partenaire et rival à la coprésidence du C.F.L.N. et qui était chargé des problèmes militaires, de Gaulle s'étant réservé les autres compétences diplomatiques, économiques et politiques. Réponse de Giraud : je ne suis au courant de rien !

Ce même jour, presque à la même heure, les insurgés corse viennent de s'emparer de la préfecture d'Ajaccio, en dénonçant toute volonté de retour au système de la défunte III^e République. Tandis que le préfet de Vichy se rallie à l'insurrection, le capitaine d'Istria, envoyé par Giraud, s'efforce d'obtenir du commandement italien sa participation, ou du moins sa neutralité.

Rivalités au sein de la Résistance

Revenons en arrière pour comprendre les positions des divers mouvements de la résistance corse. Le capitaine Scamaroni avait été envoyé en 1941 par les Français libres de Londres, avec mission de coiffer l'ensemble des maquis. En réalité, il devait faire échec aux chefs du Front national, Giovanni, le politique, Vittori, délégué militaire, tous deux communistes, pour avoir la main-mise sur l'ensemble des réseaux.

Mais Scamaroni devait tomber dans des conditions mal définies entre les mains des Italiens, qui avaient occupé l'île après le débarquement allié en Afrique du Nord. Soumis à la torture, le délégué de de Gaulle préféra, comme Brossette, se suicider plutôt que de parler. Il fut remplacé par le capitaine Colonna d'Istria, envoyé par le comité d'Alger.

Selon de Gaulle, d'Istria, connaissant la méfiance du chef de la France libre à l'égard des communistes, ne rendait des comptes qu'à Giraud, permettant au même coup à Giovanni et Vittori d'organiser leurs maquis sur le modèle des francs-tireurs et partisans.

Enfin, de Gaulle qui savait déjà que Pourtalet, l'ancien député des Alpes-Maritimes, caché à Nice, servait d'agent de liaison avec les communistes du continent, apprenait par ses services de renseignement que l'Intelligence Service britannique venait d'envoyer dix mille pistolets mitrailleurs Fen-Gun aux maquisards. Ces armes automatiques, transportées par le sous-marin Casablanca du capitaine de frégate L'Hermier (1), furent distribuées en priorité aux partisans du parti communiste, les gaullistes, représentés par Henri Maillot, cousin du général, ne recevant que des armes de chasse. Pourtant, Maillot, convaincu que le Front national avait reçu la bénédiction de son parent, avait rejoint ses rangs.

En même temps qu'elles occupent la totalité du territoire métropolitain, les forces de l'Axe avaient envoyé dans l'île quatre-vingt mille militaires italiens et dix mille allemands. Mais, dès la reddition de l'armée royale de Badoglio et la capture du Duce, il

devint évident que les péninsulaires, dont le moral était au plus bas depuis la défaite africaine et l'invasion de la Sicile et du sud de la botte, allaient se rallier aux partisans corses. C'est alors que, mis au pied du mur, de Gaulle déclare : « Il faut aider la Corse au plus vite. »

Pour concrétiser cette déclaration, il désigne comme préfet de l'île un de ses fidèles, Luizet, ancien sous-préfet de Tiarret en novembre 1942, qui avait contribué à la réussite du débarquement allié en Oranie (on devait le retrouver à un poste-clé lors de la libération de Paris). Le gouverneur militaire sera le général Molard, tandis que le général de corps d'armée Martin était désigné comme commandant des opérations du corps expéditionnaire (2). La future maréchal Juin recevait le titre de directeur des opérations terrestres. En réalité, il deviendra, quelques jours plus tard, le chef du corps expéditionnaire français en Italie.

Coexistence de deux armées

Depuis le printemps de 1943, deux armées coexistent en Afrique du Nord, celle de Giraud et celle de de Gaulle. Pour la traditionnelle armée d'Afrique, pas de problème : elle est derrière Giraud. Quant à nous, volontaires des corps francs d'Afrique, créés par le général de Montabert avec les anciens du « complot des cinq », qui avaient organisé le débarquement du 8 novembre 1942, le problème est différent.

Leclerc, auréolé de la légende de Koufra, est encore à Sabrata et à Zouara, en Tripolitaine. Par paquets entiers, les camarades des quatre bataillons du corps franc rejoignent pour compléter son régiment de marche du Tehad, son génie et son 1^{er} spahis de marche, avant de gagner les plages de Temara, au Maroc, et d'aller s'entraîner en Grande-Bretagne aux environs de Hull. C'est, nous l'apprenons plus tard, la division blindée (la 2^e D.B.) que de Gaulle réserve pour la libération de Paris. D'autres, plus pressés de passer à l'action, vers l'Italie par exemple, optent pour le bataillon de choc du commandant Gambiez ou les commandos d'Afrique du commandant Bouvet, qui vient aussi des corps francs. Quant au chef de ces mêmes corps francs, le colonel Magnan devenu général, il se voit confier une division d'infanterie coloniale (la 9^e D.I.C.) qui fera ses premières armes à l'île d'Elbe.

Pour ma part, je n'ai pu encore rejoindre Leclerc, car je suis à l'hôpital Maillot puis à Miliana, où m'attend une réforme à 100 %. Pour y échapper, une seule solution d'ordre professionnel : on demande des correspondants de guerre. Ma proposition est acceptée. Et alors que j'attends une éventuelle date de départ pour l'Italie, c'est vers la Corse que le destin va me pousser.

C'est le moment où de Gaulle décide d'envoyer les meilleurs éléments de choc de l'armée d'Afrique dont il dispose et qui ne sont pas encore totalement équipés par les Américains. Qu'ils soient tirailleurs, tabors, spahis ou commandos, ces hommes auxquels je me trouve mêlé vont être habillés en uniformes américains-britanniques avec des casques Adrian ou du modèle troupe mécanisé 2535. Et même de casques britanniques : les fameux « plous à barbe ». L'armement aussi est disparate avec des mitrailleuses américaines Thompson ou britanniques comme les Sten.

En sa qualité tout à fait temporaire de directeur des opérations

terrestres, Juin avait établi un plan de bataille dans le cas, prévisible, où les Italiens resteraient neutres et se laisseraient désarmer sans être engagés au combat : l'ordre de bataille du corps français en Corse comportait un débarquement en tenaille sur les côtes orientale et occidentale.

C'était l'unique moyen de disposer des deux seules routes praticables par les engins motorisés. Et il était évident que c'était aussi ces deux rocade que le général allemand Von Senger und Utterlin allait utiliser pour récupérer les troupes fuyant la Sardaigne, dont sa 90^e Panzer Grenadier Division, une brigade de la Waffen SS et les services de la marine et de l'aviation sous ses ordres.

Juin a vu grand. Deux divisions d'infanterie nord-africaines dont l'une de montagne, un groupe de tabors (l'effectif d'une forte brigade) disposant d'un atout formidable qui a déjà fait ses preuves en Tunisie (la Royal

célèbre Casablanca, un autre sous-marin, l'Aréthuse).

Débarquent, follement acclamés, les unités marocaines et leurs cadres européens : le 1^{er} régiment de tirailleurs, le 1^{er} régiment de spahis, le 2^e groupement de tabors, dont les gnomiers portent la djellaba rayée en poil de chameau. Suivent les canons de montagne, les obusiers, les matériels du génie, des transmissions, les ambulances, le ravitaillement et la maintenance.

Attendus dans la fièvre, les avions aux cocardes tricolores fraîchement peints sur les étoiles américaines vont se poser près d'Ajaccio, sur l'aéroport de Campo-de-Oro, qui accueille ainsi la première escadrille de chasse française.

Une autotraitailleuse de reconnaissance des spahis me permet de participer à la grande traque : les Allemands de l'île, rejoints par les résistants de Sardaigne à travers le détroit de Bonifacio, n'ont



Dessin de ROUIL.

Brèle Force), des blindés légers et les commandos de Gambiez, dont l'instruction avec une formation parachutiste vient de se terminer à Staouéli, près d'Alger. Mais le transport maritime et l'appui tactique aérien des Alliés restaient problématiques en raison de l'opération lancée sur Salerne pour l'occupation du port de Naples, indispensable pour marcher rapidement sur Rome.

De Gaulle dit oui à Giraud

Cette hypothèse d'école d'état-major se révélait irréalisable dans l'instant et d'autres responsabilités étant prévues pour Juin (le véritable vainqueur de la campagne d'Italie), de Gaulle donne son accord à Giraud : monter l'opération Vésuve avec tous les moyens dont il peut disposer dans le délai de quelques jours. C'est ainsi que la marine, renforcée de deux paquebots, va se consacrer à une « noria » qui durera tout un mois pour débarquer en vagues successives des troupes combattantes et des éléments que l'on appelle aujourd'hui des unités de commandement et de soutien logistique.

La première vague laisse sur les quais du port d'Ajaccio, libérée, le bataillon de choc de Gambiez (3). Et la « noria » se poursuit : chaque arrivée provoque l'enthousiasme des patriotes corses. Voici les croiseurs Jeanne d'Arc et Montcalm, les contre-torpilleurs Terrible et Fantasque, les torpilleurs Alcyon et Tempête, deux barges américaines de débarquement et, aux côtés du

pas le choix. C'est la fuite vers le nord, pour tenter de gagner le cap Corse par Bastia et renouveler l'expérience faite par les Français et les Anglais à Dunkerque en juin 1940, et par l'Afrika Korps en mai 1943 au cap Bon en Tunisie. Trois ans seulement...

La brigade SS de Bonifacio va former à la fois l'arrière-garde de la 90^e Panzer Grenadier et en même temps dégager la route de la plaine orientale, car l'énorme massif central de l'île est contrôlé par les Marocains, les commandos et les partisans. Dure retraite sur une rocade flanquée de lentilles, d'arbusiers, de petites forêts de châtaigniers et de chênes verts, où chaque village peut cacher une embuscade.

Un autre détachement allemand va tenter sa chance vers le nord-est, par Sartène. Il est contraint par les patriotes corses et les commandos à se rabattre vers Levie, où il se fait capturer. Pour leurs camarades qui foncent vers Porto-Vecchio, la tâche sera moins difficile malgré la mobilisation totale de l'île tout entière. Le général Martin a l'air de se mouvoir de spahis et de tirailleurs en pleine montagne dans une audacieuse manœuvre de rupture vers Corte et Ponte-Leccia. C'est, pour les vétérans du Zaghouben, en pire mais plus rapide, l'offensive dans la dorsale tunisienne quelques mois plus tôt.

A partir de Corte, nous rencontrons deux compagnies du bataillon de choc lancé par un itinéraire parallèle sur le flanc droit des Marocains. Elles ont pour but de

couper en rondelles la colonne ennemie à Aleria. Elles attendent en renfort leur troisième compagnie, guidée par un fort parti de maquisards, qui va barceler l'adversaire à l'embouchure des torrents Oso et Travio. Mais la mission la plus dure et la plus longue sera confiée aux Marocains, qui deviendront les héros de la quatrième D.M.M. en Italie et dans la Forêt-Noire, puisque leur chevauchée ne se terminera qu'au cœur du Tyrol.

Pour l'instant, nos Marocains vont au plus pressé et tendent une embuscade près de Saint-Florent, au carrefour de Patrimonio. Mais l'embuscade — même si elle n'est pas mortelle — sera donnée au col de Teghime, qui donne accès au port de Bastia. Trop tard : les Allemands ont réussi à percer la nasse pour se réfugier au cap Corse. Le général Von Senger a gagné son pari car il ne laisse derrière lui que 200 prisonniers. Et encore ces derniers ont-ils été capturés par les Italiens du général Magli, qui a trouvé le moyen de se dédouaner.

Il y eut chez l'ennemi un léger flottement entre le 13 et le 20 septembre, au début, lorsque Von Senger reçut l'ordre d'évacuer à tout prix, et le 19, quand le commandant en chef du grand sud, le maréchal de l'air Kesselring, lui donna de Rome le contre-ordre de résister à outrance.

Valse-hésitation

Le service de renseignements de Giraud avait été informé de cette valse-hésitation, et la consigne fut donnée à Martin de ramener le gros de ses forces, qui désormais vont recevoir, mais un peu tard, l'appui des avions américains et britanniques. Hélas, alors que déjà la victoire est à portée de la main, l'aviation alliée va commettre la terrible erreur (4) de mitrailler des réfugiés civils qu'ils avaient pris pour une colonne allemande.

Von Senger a pu faire passer le gros de ses hommes et une bonne partie de son matériel sur la côte occidentale italienne. Mais, désormais, et jusqu'à l'écrasement des forces nazies et fascistes de la République provisoire de Salò, le golfe de Gênes sera à portée de l'aviation et de la marine alliées et les bombardiers américains comme ceux de la R.A.F. auront tout le sud de l'Allemagne dans leur rayon d'action. Ce sera enfin, en cette matinée radieuse du 15 août 1944, une magnifique rampe de lancement pour les forces alliées — dans lesquelles l'armée d'Afrique a retrouvé la place qui était la sienne, au premier rang — vers les plages de débarquement de la Côte d'Azur et de Provence.

L'histoire se renouvelle-t-elle parfois ? Quinze ans plus tard, alors qu'Alger était en ébullition après le 13 mai 1958 et réclamait le retour du général de Gaulle pour garder l'Algérie à la France, je me trouvais à nouveau — en avion cette fois — avec les journalistes qui accompagnaient le colonel Thomazzo, dit « Nez-de-Cuir », qui, au nom du général de Gaulle, venait installer le premier Comité français de salut public à Ajaccio, alors capitale du premier département insulaire français.

LÉO PALACIO.

(1) Ce sous-marin, dès l'occupation de Toulon par la Wehrmacht, après le débarquement allié en Afrique du Nord, avait été l'un des rares bâtiments de la marine nationale à échapper au sabotage ordonné par l'ennemi de Laborde.
(2) Le général Martin, commandant en chef en Algérie, devait réprimer avec la plus grande sévérité les émeutes qui éclatèrent dans le Constantinois le 8 mai 1945, jour de la victoire sur le nazisme : émeutes et répression qui portèrent déjà le germe de la rébellion du 1^{er} novembre 1954.
(3) Le général d'armée Gambiez, commandant des troupes en Algérie, s'opposera au putsch d'avril 1961, ce qui lui vaudra d'être déporté dans le Sud-Algérien.
(4) Quelques mois plus tard, les bombardiers américains larguant leur cargaison sur le G.Q.G. de Juin et le septième R.C.A. à Venafro, au nord de Naples sur la route de Rome, avaient tué des centaines de militaires français, croyant avoir bombardé la position inexpugnable de Monte-Cassino.

Etranger

LA SITUATION AU LIBAN

L'O.L.P. menacée par la Syrie

Les Syriens vont-ils parachever l'entreprise de destruction de l'O.L.P. ébauchée par les Israéliens durant la guerre du Liban ? Pour une fois d'accord, Yasser Arafat et le chef de la dissidence au sein du Fatah, Abou Moussa, le protégé de Damas, ont déclaré, le vendredi 7 octobre, qu'ils s'attendaient à un « dénouement » du conflit dans les tout prochains jours.

Plus explicite que son rival, le président de l'O.L.P. a déclaré qu'il s'attendait à une attaque de l'armée syrienne contre les positions des fedayin loyalistes au nord du Liban, à Tripoli et dans ses environs. Damas aurait concentré dans la région deux brigades blindées, des unités de parachutistes et de commandos, au total douze mille hommes qui se tiennent à quelques centaines de mètres de deux camps de réfugiés, où vivent une cinquantaine de milliers de Palestiniens.

Yasser Arafat et ses fedayin — de six mille à dix mille combattants — sont pris dans une souricière. Si l'on en croit le service de renseignements de l'O.L.P., des navires israéliens patrouillent non loin du littoral. Ils auraient déjà arraisonné quatre bateaux avant de capturer des Palestiniens qui se rendaient à Tripoli. Alerté, Yasser Arafat aurait renoué à quitter le port la semaine dernière, de crainte d'être à son tour encerclé en Israël.

Dans ces conditions, le président Assad pourrait être tenté de donner le coup de grâce à l'O.L.P. d'Arafat pour lui substituer une organisation à sa dévotion. Il a déjà chassé ou neutralisé les fedayin dans la vallée libanaise de la Bekaa, sous occupation syrienne, tandis que Walid Joumblatt, son allié libanais, faisait de même dans le Chouf druze. S'il parvient à prendre le contrôle du dernier réduit palestinien au nord, il renforcerait sa position dans toute négociation qui s'engagerait avec les Etats-Unis et le gouvernement du président Amine Gemayel.

L'opération paraît d'autant plus tentante que les Palestiniens ont beaucoup d'amis, mais peu d'alliés capables de les sauver. Les Etats arabes, en accord avec Damas, ou dans la meilleure des hypothèses, impuissants face à la Syrie, n'agissent pas davantage que lors de la guerre du Liban, l'été dernier. L'O.L.P., dont beaucoup plus à son alliance avec la Syrie, dont le rôle géopolitique est primordial, qu'à l'amitié qu'elle témoigne, très discrètement, à l'O.L.P.

Bien que le rapport des forces lui soit largement favorable, le président Assad hésite peut-être à déclencher une opération qui comporterait, malgré tout, des risques politiques et militaires. Yasser Arafat a annoncé vendredi qu'il opposerait une résistance d'autant plus opiniâtre qu'il ne dispose d'aucune autre solution qu'une capitulation inconditionnelle. Sur le plan local, il peut compter sur le soutien de diverses milices libanaises antisyriennes, notamment celle du Mouvement islamiste.

Le président syrien a rarement commis une erreur tactique, de l'avis même de ses adversaires. La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si, encouragé par ses derniers succès au Liban, il commettra une faute qui risque d'être, à terme, lourde de conséquences sur le plan régional et international.

Les dirigeants druzes entendent exclure la France d'un éventuel contingent d'observateurs

Le président Assad, dans une allocution prononcée dans la ville de Hama, a dénoncé « le grand scandale que constitue l'agression flagrante des Etats-Unis » au Liban. Le chef de l'Etat syrien a ajouté : « L'intervention américaine au Liban a atteint un degré dangereux au point que l'administration Reagan est devenue une partie prenante dans la guerre civile libanaise. » Il a accusé le chef de la Maison Blanche d'avoir « renoncé à tous ses engagements », notamment en n'exigeant pas le retrait d'Israël de l'ensemble du territoire libanais.

Le président Assad a, en revanche, rendu hommage à l'O.L.P. dans les termes suivants : « L'Union soviétique n'a jamais concentré ses forces face aux Arabes, ni envahi l'un de nos pays, ni ouvert le feu contre l'un des citoyens de quelque pays arabe que ce soit (...). L'O.L.P. et ses alliés se rangent à nos côtés face à l'invasion israélienne et dans notre lutte pour la libération de tous les territoires occupés. »

Précisant apparemment des distances à l'égard de la Syrie, qui exige l'envoi d'observateurs exclusivement arabes au Liban, les dirigeants druzes et chiites se sont mis

d'accord le vendredi 7 octobre pour que le contingent d'observateurs qui serait chargé de surveiller le cessez-le-feu soit recruté parmi les pays d'Europe occidentale, à l'exception de la France. Ils soutiennent que celle-ci ne peut plus être considérée comme « neutre » depuis que « son aviation est intervenue contre des batteries druzes ». Les responsables druzes nient avoir tiré sur les soldats français installés à Beyrouth.

Le sort de quelque trente mille chrétiens assiégés par la milice druze dans le village de Deir-el-Kamar a fait l'objet vendredi d'un entretien entre M. Walid Joumblatt et le patriarche melchite Maximos Halki. A l'issue de la conversation, qui s'est déroulée à Rome, le prélat a déclaré que le chef druze l'avait assuré de ses bonnes dispositions pour lever le siège mais qu'Israël entravait toute négociation.

Une certaine détente prévaut au Liban, à la suite d'un premier échange d'otages qui s'est effectué vendredi. Les Forces libanaises (chrétiennes) ont libéré vingt-sept musulmans tandis que les milices druzes et chiites élargissent dix-sept chrétiens. — (A.F.P., Reuter, A.P.)

LES NEGOCIATIONS EURO-STRATEGIQUES DE GENEVE

Le chef de la délégation américaine réaffirme que les forces françaises et britanniques ne peuvent être prises en compte

L'Assemblée de l'Atlantique-Nord (A.A.N.), qui était réunie en session annuelle à La Haye, a rejeté, vendredi 7 octobre, à une forte majorité, la proposition de cinq députés de gauche qui demandaient le report de l'installation des euromissiles de l'O.T.A.N. Il s'agissait de MM. Vaigt (R.F.A., ancien-démocrate), De Waele (Pays-Bas, socialiste), Clark (Grande-Bretagne, travailliste), Zervos (Grèce, PASOK) et Damgaard (Danemark, socialiste).

Le chef de la délégation américaine aux pourparlers de Genève, M. Paul Nitze, a, d'autre part, réaffirmé que ces négociations étaient strictement bilatérales entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, et que, compte tenu de la volonté de Paris et de Londres, les forces nucléaires françaises et britanniques ne pouvaient être prises en compte. Ces forces, a-t-il estimé, constituent chacune une « dissuasion nationale minimum » et elles « diffèrent, par leur rôle et leurs caractéristiques, des systèmes qui font l'objet de ces négociations ».

A Bruxelles, le conseil de l'O.T.A.N. a appelé vendredi l'U.R.S.S. à « faire un effort constructif » pour parvenir à un accord, tenant compte, en particulier, des nouvelles propositions formulées par M. Reagan. Notamment le système du *build down*, qui consisterait à détruire de part et d'autre du rideau de fer deux fusées stratégiques anciennes chaque fois qu'un engin plus moderne est installé. Le secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Richard Burt, a indiqué de son côté à Bonn, où il assistait à la réunion d'un groupe consultatif spécial de l'alliance atlantique, que M. Reagan « n'avait pas dit son dernier mot » en la matière, et que l'Union soviétique « n'avait pas rejeté formellement il y a quelques semaines les propositions américaines ».

M. Burt a, par ailleurs, exclu que les négociations se terminent en toute hypothèse le 15 novembre. « Il n'y a pas de date limite pour nous, a-t-il déclaré, nous resterons à la table des négociations aussi longtemps qu'il sera nécessaire. Si

l'U.R.S.S. le veut, nous pouvons conclure un accord avant la fin de l'année. »

Aux Nations unies, M. Vladimir Petrovsky, chef du département des affaires étrangères soviétique, a cependant rejeté les propositions américaines, en particulier celle du *build down*. M. Erich Hecker, chef de l'Etat et du parti communiste est-allemand, a indiqué vendredi, dans un article publié par la *Pravda*, que des missiles soviétiques pourraient être installés dans son pays si l'O.T.A.N. déployait les Pershing-2 et les missiles de croisière prévus par la « double décision » de 1979. Le premier ministre grec, M. Papandréou, qui parlait devant le Conseil mondial des médecins pour la prévention d'une guerre nucléaire, a réaffirmé son opposition au rééquilibrage des forces de l'O.T.A.N. et son intention de favoriser la création d'une zone dénucléarisée dans les Balkans, projet auquel l'Albanie refuse de s'associer. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

Pékin insiste sur une réduction des armements soviétiques classiques et nucléaires à sa frontière

De notre correspondant

Pékin. — Plusieurs déclarations de responsables chinois, ces derniers jours, indiquent que la question des fusées de moyenne portée porteuses de missiles nucléaires, et spécialement des SS-20 installées par l'U.R.S.S. en Asie, devrait être mise en avant par la Chine au cours de la troisième phase des consultations sino-soviétiques, qui ont repris cette semaine à Pékin. Le représentant chinois à ces entretiens, M. Qian Qichen, vice-ministre des affaires étrangères, a déjà clairement laissé entendre en s'adressant à des journalistes japonais. Revenant sur le sujet, un autre diplomate chinois de haut rang, M. Qi Huayuan, directeur de l'information au ministère des affaires étrangères, a déclaré le 5 octobre que son pays était « particulièrement intéressé au démantèlement de tels missiles dans cette partie du monde ».

Bien que l'U.R.S.S. ne soit pas expressément citée, c'est évidemment elle qui est visée, comme du reste M. Qi l'a lui-même fait comprendre au cours d'une conversation, à bâtons rompus avec la presse. « La Chine, a-t-il dit, espère que l'Union soviétique réduira ses troupes le long de la frontière sino-soviétique de même que ses armements classiques et nucléaires ».

L'insistance soudaine de Pékin sur la question des fusées intermédiaires est révélatrice d'une évolution de la réflexion chinoise sur le sujet et de la prise de conscience, relativement récente, de l'importance du problème pour sa sécurité. Ce n'est pas un hasard si mardi, le jour même de l'arrivée à Pékin de M. Bytchev, le négociateur soviétique, l'Agence Chine Nouvelle s'est faite l'écho d'une prévision d'un responsable japonais de la défense indiquant que le nombre des SS-20 déployés en Extrême-Orient atteindrait bientôt 135, contre 108 actuellement.

En relation avec les négociations soviéto-américaines menées à Genève sur les euromissiles, la Chine, à l'instar du Japon, avait exprimé à plusieurs reprises, dans le passé, sa crainte qu'un accord sur le désarmement européen ne se fasse au détriment de l'Asie par le biais du transfert d'un certain nombre de SS-20 soviétiques en Sibirie. Moscou n'a pas été insensible à ces inquiétudes, puisque M. Andropov devait annoncer, le 28 août, que les SS-20 qui seraient considérées superflues à la suite d'un accord d'ensemble avec Washington seraient « détruites » et non déployées.

Bien accueilli, ce geste, toutefois, n'a pas été jugé suffisant par les Chinois. C'est ainsi que le *Quotidien du peuple* écrivait, le 17 septembre : « C'est un fait connu qu'un grand nombre de SS-20 ont été déployées

dans la partie asiatique de l'Union soviétique et que ces fusées représentent une menace considérable contre la Chine et d'autres pays asiatiques. » A la suite de quoi, l'organe central du parti suggérait aux Russes, s'ils voulaient démontrer leur désir de réduire le danger de guerre nucléaire, de « réduire de façon considérable » le nombre des dites fusées.

Démantèlement ou réduction ?

La mention par Pékin d'une « menace » soviétique sur sa sécurité est le genre de propos qui a le don d'agacer prodigieusement les Russes. Lorsque, en juin dernier, M. Zhao Ziyang, le premier ministre chinois, avait enfoncé ce cheval, il s'était vu répondre vertement par la presse moscovite, qui avait alors crié à la « calomnie ». Entre-temps, la position russe paraît avoir évolué vers plus de sang-froid. On peut même se demander si les négociateurs soviétiques, piqués au jeu, ne sont pas intéressés à voir où les Chinois veulent en venir exactement.

La Chine exige-t-elle un « démantèlement » complet des SS-20 en Asie ou une « réduction » de leur nombre ? Dans cette dernière hypothèse, celle-ci devrait-elle être limitée ou « considérable » ? Pékin, ces derniers temps, ayant, tour à tour, exprimé ces différents points de vue, il n'est pas aisé de se faire une religion. Et si démantèlement — ou réduction — il doit y avoir, doit-il s'agir, dans l'optique de Pékin, d'une mesure unilatérale ou bien, au contraire, est-on prêt ici — mais quels sont les équivalents chinois des

SS-20 ? — à s'engager dans un processus de désarmement mutuel ?

Sur le plan des principes, Pékin soutient qu'en matière de désarmement — son ministère des affaires étrangères, M. Wu Xueqian, vient encore de le rappeler devant les Nations unies — il incombe aux deux superpuissances, étant donnée leur supériorité manifeste, de faire le premier pas et l'effort le plus considérable. La position de la Chine, cependant, est en évolution sensible, puisqu'elle serait prête désormais à participer à une conférence des cinq grandes puissances nucléaires dès lors que Russes et Américains auraient accepté le principe d'une réduction de moitié de leur arsenal militaire. Jusqu'alors elle refusait tout engagement de sa part tant qu'une telle réduction ne serait pas devenue effective.

● Cinquante et un millions de personnes dans le monde sont directement ou indirectement employées à des activités se rapportant à la défense, indique un rapport publié dans le *revue du Bureau international du travail* (B.I.T.). Avec 32 millions de personnes, les forces militaires et paramilitaires en représentent la majeure partie, le reste étant constitué par les fonctionnaires des ministères de la défense et des services assimilés (4 millions), le personnel des industries d'armement (5,5 millions) et les travailleurs affectés à la fourniture de biens et services intermédiaires (9,9 millions). Selon les dernières estimations, les dépenses militaires annuelles du monde se chiffrent à quelque 600 milliards de dollars. — (A.F.P.)

Israël n'envisage pas de « verrouiller » le fleuve Awali

De notre correspondant

Jérusalem. — Jusqu'à présent, quand on parlait de « ponts » en Israël, on songeait à ceux qui franchissent le Jourdain. Maintenant, Liban oblige, on se préoccupe d'autres ponts, ceux qui enjambent le fleuve Awali, nouvelle ligne de défense de l'armée israélienne. Faut-il ou cela est possible : le maintien de la paix entre druzes et chrétiens. A long terme, Jérusalem souhaite toujours l'application de l'accord israélo-libanais et le retrait de son armée.

En attendant, celle-ci renforce son dispositif au Sud-Liban. Elle est sur le point d'achever la construction d'un aéroport qui comprend deux plates à Kfayim, localité située à 8 kilomètres de la frontière. Elle dispose déjà de deux terrains d'atterrissage au Liban, l'un au nord de la ville-frontière de Metulla et l'autre près du camp de réfugiés d'Al-Ansar. Elle utilise en outre un hélicoptère de campagne près de Salda.

J.P. LANGELLIER.

Irak

La livraison des Super-Etendard

(Suite de la première page.)

A plusieurs reprises, des pays alliés de la France, tant au sein de l'alliance atlantique qu'au Proche-Orient, ont manifesté leur crainte que l'aide militaire de Paris à Bagdad ne contribue à embraser totalement le Golfe, compte tenu de la détermination des Irakiens de rendre coup pour coup en cas de nouvelles initiatives guerrières des Israéliens. L'imam Khomeiny, par exemple, n'a jamais caché que « les grandes puissances, et en particulier la France, ne verront plus la couleur du pétrole si elles aident davantage Saddam Hussein ».

C'est au début de cette année, lors d'un passage à Paris du vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, que la France avait promis d'étudier avec bienveillance une demande d'armement de Bagdad.

Lors du débat de politique étrangère, jeudi 6 octobre, à l'Assemblée nationale, le premier ministre, M. Pierre Mauroy, rappelant que les relations franco-irakiennes étaient anciennes sur le plan militaire, a de nouveau estimé que les nouvelles demandes de matériel de guerre par

Bagdad « ne sont pas de nature à modifier la situation ».

On explique, en effet, de source officielle, en France, que l'Irak est le seul belligérant — contrairement à l'Iran — à avoir affirmé sa volonté d'appliquer sur le terrain le processus de négociation défini conformément aux résolutions de l'ONU et à s'être replié sur les frontières internationalement reconnues. « C'est ce belligérant qui accepte la paix », a expliqué le premier ministre aux députés — que la France entend appuyer de ses livraisons de matériel militaire.

La volonté de la France de respecter sa parole en exécutant un contrat avec l'Irak — qui lui doit, au demeurant, beaucoup d'argent — n'en porte pas moins sur une fourniture d'armes qui est, aussi, un facteur de déséquilibre accru dans les rapports des forces dans cette région du monde. A moins que la France n'ait pris des précautions techniques préalables à l'envoi des Super-Etendard, pour s'assurer indirectement un contrôle sur le caractère offensif de leurs missions.

JACQUES ISNARD.

● Accord de coopération militaire franco-espagnol. — La France et l'Espagne ont conclu, vendredi 7 octobre à Paris, un accord-cadre intergouvernemental prévoyant de développer les transferts de technologie industrielle (notamment pour la construction de chars, d'hélicoptères et de nouveaux missiles tactiques) et les échanges entre les deux armées (y compris la gendarmerie) qui se traduiraient par la visite, l'an prochain à Madrid, du général Jean-Lacaze, chef d'état-major des armées.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs
résidant à l'étranger
Exemplaires spécimen sur demande

VOTRE ORDINATEUR
LE MAGAZINE D'INFORMATION À LA MAISON
enfin,
le magazine pratique
de l'ordinateur
à la maison
16F chez votre marchand de journaux

Etranger

L'AFFAIRE DU BOEING DE LA KAL

Le pilote soviétique ignorait peut-être qu'il s'agissait d'un avion civil

Les Etats-Unis n'ont pas pu apporter encore de réponse définitive à la question de déterminer si les Soviétiques savaient que le Boeing sud-coréen abattu le 1^{er} septembre par un de leurs avions intercepteurs était un avion civil, a indiqué vendredi 7 octobre le porte-parole adjoint du département d'Etat, M. Romberg. Cette mise au point faisait suite à la publication par le New-York Times d'un article selon lequel les experts des services secrets américains étaient arrivés à la conclusion que le pilote du chasseur soviétique ne savait pas sur quel genre d'appareil il ouvrait le feu, en raison notamment de la position qu'il occupait par rapport au Boeing.

Ces considérations, a ajouté M. Romberg, ne modifient cependant pas la position du gouvernement américain sur l'affaire. Les Soviétiques, e-t-il dit, « pouvaient parfaitement prendre les mesures nécessaires pour identifier l'appareil, et s'ils ne les ont pas prises,

c'est qu'ils ont été « négligents ou incompetents, ou les deux ».

« Même si cela avait été [un avion de reconnaissance de type] RC-135, a encore dit M. Romberg, il se serait tout de même agi d'un appareil non armé ».

A Montréal, le vingt-quatrième session de l'assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a pris fin vendredi après avoir été dominée par l'affaire du Boeing sud-coréen. On prévoit qu'un rapport intérimaire à ce sujet sera remis le 17 octobre au conseil de l'Organisation par le secrétaire général de l'OACI, M. Yves Lambert. Un rapport définitif est attendu avant le 16 décembre.

A Londres, British Airways a dû reporter à jeudi prochain la reprise de ses vols vers Moscou en raison de la prolongation du boycottage observé par le personnel au sol. — (A.P., A.F.P., Reuters.)

Au ministère des relations extérieures

M. LOIC HENNEKINNE

EST NOMMÉ

DIRECTEUR DU PERSONNEL

M. Loïc Hennekinne a été nommé directeur du personnel et de l'administration générale du ministère des relations extérieures, ce remplacement de M. Jean-Pierre Cabanot, est-on appris vendredi 7 octobre.

[Né le 20 Septembre 1940 à Caudran (Gironde), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Hennekinne est entré à la direction d'Europe des affaires étrangères en juin 1966. Il a ensuite été premier secrétaire à Saigon de 1969 à 1971, puis à Santiago du Chili (1971-1973). Revenu à l'administration centrale, il a successivement assumé les directions d'Amérique et des affaires économiques et financières. Délégué dans les fonctions de sous-directeur en janvier 1978, il a ensuite été nommé premier conseiller à Tokyo de 1979 à 1981. Détaché auprès du ministre de l'Industrie en octobre 1981, comme délégué à l'action extérieure, M. Hennekinne était devenu le directeur du cabinet de M. Chevènement en septembre 1982.]

Nicaragua

Des guerilleros antisandinistes ont miné le principal port pétrolier du pays

Les accès du principal port pétrolier du Nicaragua, Puerto Corinto, situé à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Managua, a été miné par des commandos de la Force démocratique nicaraguayenne, a annoncé, le vendredi 7 octobre, l'organisation de guerilleros au régime sandiniste, la F.D.N., composée, pour l'essentiel, d'anciens gardes somozistes, a également menacé de considérer comme « cible militaire » tout navire qui viendrait décharger dans ce port du Pacifique. (Un navire mexicain est attendu le 12 octobre à Corinto.) La F.D.N. a adressé une lettre à la compagnie d'assurances Lloyd's, à Londres, indiquant qu'elle « déclinerait toute responsabilité » pour la sécurité des embarcations naviguant en ce moment dans la région.

Par ailleurs, Managua a annoncé qu'une attaque au mortier a été perpétrée, le vendredi 7 octobre, depuis

le Costa-Rica contre des installations nicaraguayennes situées à El Naranjo, sur le littoral atlantique, à un kilomètre au nord de la rivière frontalière, le río San Juan. Toujours selon Managua, trois cents membres de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE) de l'ancien « commandant » sandiniste passé à l'opposition, M. Eden Pastora, seraient installés dans divers camps au Costa-Rica, près de la frontière nicaraguayenne. La localisation précise de sept camps, ainsi que les noms des dirigeants des groupes de combattants, ont été communiqués à San-José.

Le coordonnateur de la junte sandiniste du gouvernement, M. Daniel Ortega, a accusé, le 7 octobre, les Etats-Unis de « favoriser des actions militaires à la frontière méridionale du Nicaragua » afin de provoquer une confrontation entre Managua et le Costa-Rica.

Chili

Le gouvernement interdit une manifestation unitaire de l'opposition

Les autorités militaires chiliennes ont décidé, le vendredi 7 octobre, d'interdire la « marche pour la démocratie », qui avait été convoquée pour le mardi 11 par toute l'opposition au général Pinochet. L'Alliance démocratique (A.D.), qui regroupe, autour de la Démocratie chrétienne, les modérés de droite et le Bloc socialiste, a décidé de respecter cette interdiction. L'A.D. reviendra-t-elle sur son refus de participer à la sixième journée de protestation nationale organisée, le jeudi 13, par le Mouvement démocratique populaire, proche du parti communiste chilien ?

Le ministre de l'Intérieur, M. Onofre Jarpa, a assuré qu'il avait interdit la « marche pour la démocratie », afin d'éviter « que ne se répètent les actes de vandalisme et les

excès survenus lors des précédentes manifestations ». (Celles-ci avaient vu la mort de quarante-quatre personnes : il y avait eu des centaines de blessés.) Les dirigeants de l'Alliance, rappelant que les autorités ont refusé toute enquête sur les origines des violences, mettent en cause la responsabilité de personnes liées au gouvernement.

Pour sa part, le Bloc socialiste n'estimé que la tentative de « dialogue » entre le gouvernement, et ce particulier le ministre de l'Intérieur, et l'opposition avait désormais échoué. L'heure a sonné de la « mobilisation du peuple », a déclaré M. Sergio Aguilar, un des leaders du Bloc. Le général Pinochet, de son côté, a déclaré le même jour que le « dialogue » n'avait encore rien donné.

Compte à rebours pour la Maison Blanche

Le savant « j'y vais, j'y vais pas »

De notre correspondant

Washington. — C'était à San Diego le 26 août dernier. S'adressant à un parterre de dames du parti républicain, M. Reagan lance : « Ce que l'administration peut faire de plus important pour les femmes est de faire avancer l'économie et de maintenir le mouvement ». Autrement dit, le défenseur des femmes, c'est moi et non les féministes, leurs balivernes et leurs courtoisies démocratiques.

Ovation de l'assistance qui scandait : « 84 ! 84 ! ». M. Reagan rétorquait, faisant mine d'oublier qu'il y a une élection présidentielle en novembre 1984 : « Je ne voudrais pas vous contredire, mais 84... je ne suis pas si vieux ! ». Rires des dames républicaines et furieuse perplexité des commentateurs politiques. A-t-il voulu esquiver la question comme il continue de le faire jusqu'à maintenant ? A-t-il au contraire commencé à traiter par un humour juvénile le problème de l'âge — presque soixante-dix-huit ans — qu'il aurait au terme d'un second mandat ? N'a-t-il réellement pas encore pris sa décision ? Ou applique-t-il déjà les recettes de campagne que ses conseillers politiques ont mises au point, dans un déluge de fuites mais seulement, jurent-ils, au cas où... ?

Si mince que soit le doute, la question (Will he run ? Sera-t-il candidat ?) n'occupe pas seulement les cocktails de Washington mais aussi les colonnes des journaux et les esprits, surtout des sept candidats démocrates à la candidature et des quatre républicains, au moins, éventuellement prêts à la bataille. Pour les premiers, il est bien ennuyé de n'avoir pas encore d'adversaire déclaré, car il est moins aisé d'attaquer le président qu'un candidat, l'aptitude à vaincre (grand argument pour les primaires) dépendant évidemment du complément d'objet. Pour les seconds, l'art est délicat de faire savoir qu'on est disponible sans paraître pour autant pousser à la retraite l'homme qui pourrait occuper la Maison Blanche pour encore cinq ans.

Conclusion : ces moments sont certainement exquis pour le président qui, à lui, tout son temps et le prend. Déciderait-il de finir ses jours dans son ranch californien plutôt qu'à Washington ?

Dans ce cas, plus il l'annoncerait tard, plus il garderait longtemps le premier rôle et la possibilité d'imposer son candidat à un parti républicain pris de court. De même, à entrer tardivement en lice, il compliquerait la tâche aux démocrates, au sénateur Glenn surtout, que les sondages donnent comme le plus apte à le battre. Le président et son équipe considèrent eux aussi que l'ancien astronaute est leur plus dangereux adversaire en raison de son image de héros et de libéral conservateur, M. Reagan aurait vraiment tort de ne pas laisser durer le suspense.

S'entretenant tel jour (le 24 septembre) avec des responsables républicains, il dénonce le « prêche-prêche » (des démocrates) sur l'équité et la compassion et jette : « Nous pouvons travailler ensemble à la victoire et le feront ». Dix jours plus tard, après que l'A.F.L.-C.I.O. et le syndicat des enseignants eurent apporté leur soutien à M. Mondale, il dénonce — exactement comme le fait le sénateur — les candidats faisant appel à « d'étroits intérêts particuliers ». L'offensive se précise le surlendemain (5 octobre) avec une sortie contre les démocrates « plus jeunes que moi — tout le monde l'est, ajoutez-il avec un sourire appuyé — mais que je dois appeler — les vieux hommes de Washington — tant leurs idées sont vieilles et élimées ».

Des malheurs avec les femmes

Là, c'est une autre des recettes qui est testée (l'Amérique vraie, dynamique et musclée, contre la sclérose politique de la capitale), mais l'ambiguïté est recréée l'après-midi même quand M. Reagan « confie » la confection du responsable de l'agence Associated Press qu'il « se déterminera en fonction de ce que les gens pensent ».

Au même moment pourtant, on fait officiellement savoir que la formation d'un comité pour la réélection du président sortant sera annoncée le 17 octobre. Les bureaux sont loués, ajoutent-ils, mais... cela n'engagerait formellement rien (c'est vrai) M. Reagan, qui ne ferait connaître sa décision que début novembre ou mi-novembre, ou peut-être même en décembre.

Des examens en raison des risques de cancer de la peau qu'elle présente. M. Reagan sera-t-il tenté de renoncer aux fatigues d'une nouvelle campagne et surtout d'éviter d'y exposer son épouse ? Tout semble indiquer pourtant que le président est décidé à se représenter et que sa femme sera à ses côtés. S'agit-il d'un numéro de coquetterie de deux anciens acteurs professionnels ?

Le désir de respectabilité

M. Reagan est certainement admiré par bon nombre d'Américains pour son élégance et sa distinction. Elle a été proclamée en 1980 l'une des « dix femmes les plus belles du monde ». Mais il n'est pas sûr qu'elle soit équilibrée et un modèle qu'en la personne du second mari de sa mère, un chirurgien riche, célèbre et ultra-réactionnaire de Chicago, le Dr Loyal Davis. Ce dernier l'adopte légalement quand elle a quatorze ans et lui donne son nom. Les convictions politiques du Dr Davis l'ont marqué, de façon indélébile.

Après des études théâtrales, Nancy Davis fait ses débuts à Broadway en 1945 dans une comédie musicale avec Yul Brynner, qui remporte un vif succès. Elle signe en 1949 un contrat de sept ans avec le Metro Goldwyn Mayer. Malgré douze films, le gloire se fait attendre. Ronald Reagan vit à la même époque un destin parallèle à Hollywood. Le nom de Nancy apparaît, en cette période de chasse aux sorcières, sur une liste de sympathisants communistes. Il s'agit d'une erreur : on l'a confondue avec une autre actrice qui porte le même nom. Ronald Reagan président du syndicat des comédiens de cinéma arrange l'affaire... Ils se marient un an plus tard, en 1952.

Bref, le jeu est si bien mené que le souvenir de l'élection de 1956 hante les milieux politiques. Le président Eisenhower avait, cette année-là, attendu la fin février, huit mois seulement avant l'échéance de novembre, pour se déclarer et, par parenthèse, se faire réélire. Alors, en attendant, et pour prendre M. Reagan au mot, que pensent les Américains ? A première vue, d'excellentes choses de lui puisqu'ils étaient en septembre (1) — meilleure proportion depuis la première année de son mandat — 59 % à approuver la manière dont il remplit ses fonctions contre 41 % qui le désapprouvent. En mars dernier, la « performance comme président » n'était jugée bonne que par 45 % des personnes interrogées. Principale raison de ce bond spectaculaire : le succès économique. Il est maintenant indéniable, même si la reprise a moins rapidement progressé depuis août, et c'est pour cela qu'il devrait constituer le premier argument du candidat Reagan d'ores et déjà avancé par le président Reagan devant l'auditoire féminin de San-Diego et ailleurs.

C'est là un point fort auquel il faut ajouter qu'il n'y aurait pas de rival sérieux contre le président sortant pour l'investiture républicaine.

Seulement, voilà, on peut être jugé bon professionnel par une majorité absolue et très nette de gens qui ne sont pas aussi nombreux à vous avoir en sympathie. Souhaitez-vous qu'il se représente ? La majorité (48 % contre 41 %) n'est plus que relative. C'est beaucoup mieux qu'en juin dernier où la proportion était sensiblement inverse, mais une réflexion ne serait pas certaine.

Premier problème : M. Reagan n'a que des malheurs avec les femmes, beaucoup moins nombreuses à penser du bien de lui que les hommes. Cette différence tient largement à l'opposition manifestée par le président à l'adoption d'un amendement, soutenu par tous les mouvements féministes, qui aurait inscrit dans la Constitution l'égalité en droits des hommes et des femmes.

M. Reagan a des principes. Il considère que les femmes sont très bien comme elles sont et qu'il ne fallait pas mettre les employeurs en situation de se faire condamner en masse pour discrimination salariale. Il a donc tenu bon depuis trois ans en acceptant seulement, car l'affaire était fâcheuse, de créer des commissions chargées de traquer pour réformer toutes les lois dont la formation introduit une différence entre les hommes et les femmes. La parade était bonne, et voilà qu'un beau milieu d'août un des responsables de ce travail donne sa démission et explique au Washington Post ravi que tout cela n'est qu'une duperie et une « honte ».

M. Honegger, républicain bon teint, parfaitement convenable et à l'allure pas du tout « libérée », fait un malheur sur toutes les télévisions et tient dans les sondages, eux, sont formels : si 64 % des hommes jugent bonne la « performance » du président, il n'y a que 54 % de femmes du même avis. Elles ne tendent à aller « bien, très bien » aux Etats-Unis. Elles ne sont que 49 % à être d'accord, et ainsi de suite. Au total, l'entourage du président a recensé vingt-deux raisons — de son « machisme » à son image belliciste — pour lesquelles il n'est pas aimé d'un sexe ici très combatif.

La campagne, dans laquelle les démocrates auront beaucoup plus d'arguments en la matière qu'en aurait M. Reagan, risque d'accroître ce handicap.

Deuxième problème : les Noirs. Ils sont les premières victimes des coups clairs auxquelles a procédé le président dans les budgets d'aide sociale, et voteront en bloc contre lui. La situation est d'autant plus sérieuse que, sous l'impulsion de leurs dirigeants, notamment de M. Jesse Jackson, qui envisage une candidature à l'investiture démocrate, une campagne d'organisation avec succès pour faire s'inscrire sur les listes électorales tous ceux d'entre eux qui ne le sont pas.

DOMINIQUE DHOMBRES.

M. Reagan

الجمهورية العربية السورية

Étranger

Niger

Les auteurs de la tentative de coup d'Etat sont de proches collaborateurs du président Kountché

De notre envoyée spéciale

Niaméy. — « Le monde, depuis qu'il est monde et tant qu'il le restera, a toujours été fait de trahisons. C'est par ces mots que le président Kountché a commencé, le vendredi 7 octobre, son allocution radiodiffusée pour expliquer au peuple nigérien les circonstances de la tentative de coup d'Etat qui a eu lieu dans la nuit du 5 au 6 octobre à Niaméy. Pendant vingt-cinq minutes, le chef de l'Etat a décrit les événements qui ont ébranlé son régime et qui mettent en cause quelques-uns de ses plus proches collaborateurs. »

Les auteurs de cette tentative sont, en effet, le lieutenant de gendarmerie Amadou Oumarou, plus connu sous le nom de « Bonkano », son conseiller spécial à la sécurité, le commandant de la garde présidentielle chargé de sa sécurité personnelle, le lieutenant Idrissa Amadou, le commandant de bataillon de Niaméy des forces armées nationales (FAN), le commandant Amadou Seydou et un officier de gendarmerie, le lieutenant Sidikou. Un civil, le directeur de cabinet du premier ministre, M. Mahamane Sidikou, serait l'auteur d'une déclaration et de trois projets de communiqué qui devaient être lus à la radio après la réussite du coup d'Etat. Dans cette déclaration, les putschistes annonçaient le renversement du Conseil militaire suprême, au pouvoir depuis avril 1974, et son remplacement par un « conseil de défense du peuple nigérien ».

Le général Kountché a expliqué que, dans la soirée du 5 octobre, le commandant du bataillon de Niaméy a « neutralisé, en les attirant dans un trappage », le chef d'état-major de l'armée, le commandant de la garde républicaine, le commandant de la gendarmerie ainsi que le commandant du centre d'instruction de Nondibia (à quelques kilomètres au nord de Niaméy). Le chef de bataillon de Niaméy a ensuite tenté de créer un affrontement entre diverses unités de la capitale. La manœuvre fut déjouée, selon le président Kountché, par le chef d'état-major adjoint, le commandant Tomba Boubacar, qui fit arrêter le commandant Amadou Seydou.

Selon le président Kountché, les nombreux échanges de coups de feu entendus dans la nuit du mercredi 5 au jeudi 6 octobre, n'ont pas été le

fait d'affrontements entre factieux et loyalistes et la tentative a fait un seul mort (un civil qui n'avait pas répondu à des sommations) et quatre blessés, parmi les militaires. Le président a révélé avoir été averti, alors qu'il se trouvait encore à Paris, que « quelque chose d'anormal » se passait dans son pays et avoir appris les détails de l'opération au cours de l'escalade, à Alger, de l'ambassadeur de France en Algérie, M. Georgy, et de l'ambassadeur du Niger à Paris. Les putschistes, qui s'étaient acquis la complicité d'un responsable du centre des télécommunications, avaient en effet fait couper toutes les communications internationales et nationales pendant la nuit et le début de la matinée de jeudi.

« Autre chose derrière »

Tirant les enseignements de cette troisième tentative de coup d'Etat, après celles de 1975 et 1976, le président Kountché a rendu hommage au « loyalisme des Forces armées nigériennes » et a dénoncé « le caractère cupide de cette affaire », estimant que « aucun des responsables de cette tentative n'était capable d'assumer les responsabilités suprêmes ». Le président Kountché a enfin indiqué que l'enquête en cours révélerait « s'il y avait autre chose derrière » et a appelé les Nigériens à rester « vigilants », jusqu'à ce que tous « les véritables dessous de cette affaire » soient connus. « Est-ce une action localisée au y-a-t-il d'autres maux derrière ? », s'est demandé le chef de l'Etat.

M. Kountché estime qu'il a été trahi en raison « de son honnêteté, de sa confiance pleine et entière et de son excès de sincérité, qui peut apparaître comme de la naïveté ».

En l'absence de tout détail sur le contenu de la déclaration rédigée par les putschistes, il est encore difficile de connaître l'orientation qu'ils comptaient donner à leur régime. Deux d'entre eux, le lieutenant Bonkano et le lieutenant Idrissa Amadou, ont réussi à prendre la fuite en compagnie du capitaine responsable du service du matériel. Le chef du bataillon de Niaméy ainsi que le directeur de cabinet du premier ministre ont été arrêtés. On ignore le nombre exact des arrestations.

Il semble, toutefois, que ces hommes qui, de par leurs fonctions, avaient accès aux principaux leviers de commande de l'Etat, aient agi sans s'assurer beaucoup de complications.

La situation paraît normale dans la capitale, où l'aéroport, brièvement fermé, a été rouvert. Le président du Bénin, le général Kérékou, de retour du sommet de Vittel, a fait une brève escale à Niaméy, vendredi après-midi, et il s'est entretenu avec le président Kountché.

FRANÇOISE CHIPAUX.

L'évolution de la crise tchadienne

M. MOBUTU

ESTIME QUE L'O.U.A. « N'ARRIVERA A RIEN »

Le chef de l'Etat du Zaïre, le président Mobutu Sese Seko, estime que la Libye a agi de manière « inadmissible » au Tchad et qu'elle doit être mise « au ban de la société internationale ». Dans une interview accordée à l'hebdomadaire Paris-Match, en date du 14 octobre, le président zaïrois, interrogé sur le rôle que pourrait jouer l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) pour trouver une solution au problème tchadien, affirme : « On n'arrivera à rien à l'O.U.A. ». « Cela n'empêche pas, poursuit-il, que l'on puisse prendre en considération ses avis. » Evoquant, d'autre part, les relations franco-zaïroises, le président Mobutu a indiqué qu'il « ne voit pas aujourd'hui de différence dans l'attitude de la France depuis que le général de Gaulle était à l'Elysée ». De M. François Mitterrand, M. Mobutu dit : « Il connaît très bien l'Afrique. Il y a une trentaine d'années, il portait le casque colonial, il était alors ministre de la France d'outre-mer. »

Le président tchadien, M. Hissène Habré, qui a fait une escale vendredi matin 7 octobre à Abidjan, avant de regagner N'Djamena, s'est déclaré, pour sa part, satisfait du sommet franco-africain de Vittel, où s'est dégagé un consensus « sur le nécessaire respect de l'intégrité territoriale du Tchad » et dont sur « le retrait des forces libyennes ». Il a ajouté : « Nous tendons la main à tous les Tchadiens et nos portes sont ouvertes à tous les fils du Tchad. » Cependant, selon l'A.F.P., à son arrivée à N'Djamena, M. Hissène Habré a ajouté qu'au sommet de Vittel « il n'a pas été question des tendances politico-militaires tchadiennes, mais d'aider le gouvernement tchadien à rassembler autour de lui tous les Tchadiens vraiment patriotes, désireux de rentrer chez eux ».

Mozambique

• ADHESION AU GROUPE DES PAYS A.C.P. — Le Mozambique a demandé son entrée dans le groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) associée à la C.E.E. par la convention de Lomé, a déclaré le 4 octobre, à Bruxelles, le président du Mozambique, M. Samora Machel. Les ministres et représentants des dix-neuf autres pays A.C.P. préparant actuellement dans la capitale belge le renouvellement de la convention de Lomé. A cette négociation, qui doit durer dix mois et qui s'est ouverte le 6 à Luxembourg par un conseil des ministres des affaires étrangères de la C.E.E. et des pays A.C.P., participent pour la première fois l'Angola et le Mozambique. — (A.F.P.)

République Sud-Africaine

• INCULPATION DE JOURNALISTES. — Vingt-deux journalistes sud-africains — dont des Blancs — qui avaient été arrêtés jeudi 6 octobre, en début d'après-midi, dans le centre de Johannesburg, alors qu'ils participaient à une manifestation de protestation contre les « agressions » dont ont été victimes huit de leurs confrères, ont été remis en liberté après s'être vu notifier leur inculpation pour « participation à un rassemblement illégal ». Les huit journalistes avaient été agressés lors de l'évacuation d'un camp de squatters noirs situés à Kallhousburg, dans la grande banlieue de Johannesburg. — (A.F.P.)

LE PRIX NOBEL DE LECH WALESA

Incongru comme la vie...

Lech Walesa est sans doute le « simple citoyen » le plus photographié du monde. D'août 1980 à octobre 1983, des milliers de clichés, des kilomètres de films, ont tant et si bien fixé ce visage étonnamment changeant. Le jeune ouvrier en train de bousculer joyeusement l'histoire est devenu un prix Nobel de la paix da plus en plus réduit à la dure condition d'un symbole à vivant. Est-il resté la même homme ?

Effondré dans un fauteuil, épuisé par le manque de sommeil, Lech Walesa écoute d'une oreille un jeune homme, étudiant sans doute, lui exposer son analyse de la situation politique. Cela fait presque dix jours, en ce mois d'août 1980, que le chanteur Lénine est occupé, et que le bâtiment où s'est installé le MKS — le comité de grève interentreprises — est devenu le vaisseau amiral d'une révolution qui s'ignore encore. Le regard vide, Walesa interrompait son « conseiller » d'un jour : « Mois qu'est-ce que je vais bien pouvoir leur dire ? ». La délégation gouvernementale vient d'annoncer une nouvelle fois qu'elle repoussait son arrivée. Il y a cinq mille personnes qui se pressent, comme tous les soirs, derrière le portail du chantier. Les gens sont inquiets, les rumeurs d'intervention de la police se multiplient, le découragement n'est pas loin. « Il faut bien que je leur dise quelque chose... »

Dix minutes plus tard, le même homme se hisse sur la grille du portail, au milieu des drapeaux et des fleurs. Son regard éclate d'une joie maligne. Il se lance, après les plaisanteries habituelles, dans une harangue à sa façon d'où il ressort que, si les « délégués » de la « République de Varsovie » sont encore retardés, ce ne peut être que bon signe. « De toute manière, nous allons gagner, cela ne fait pas le moindre doute. » Vivats, chants, slogans : la foule, comme d'habitude, répond au doigt et à l'œil. Encore un jour de gagné pour Walesa, et surtout pour le « mouvement » : encore quelques jours comme celui-ci, et l'ancien électricien au chômage pourra signer les accords de Gdansk et faire irruption, devant des Polonais médusés, sur les écrans de la télévision, aussi incongru que la vie sur une planète morte.

En costume du dimanche

Commence une autre histoire : celle d'un Walesa qui dirige, avec les moyens du bord, un mouvement qui se répand comme une traînée de poudre, et reprend à son compte toutes les aspirations d'un peuple frustré depuis des décennies. Cravate et costume du dimanche remplacent désormais souvent le débraillé qui convenait pourtant si bien au héros de Gdansk : c'est qu'il faut traiter d'égal à égal avec les premiers ministres et les premiers secrétaires, rendre visite au pape quand ce n'est pas au pape, courir le monde, de la France au Japon. Walesa, déjà, a vieilli : sa coiffure s'est assagie : il avait les cheveux rejetés en arrière, les voici sur le côté, avec une raie bien droite.

Ce n'est pas un notable pour autant : il reste un homme simple, blagueur, chaleureux, « trop bon avec les journalistes », comme dit un de ses adjoints, aujourd'hui en prison. C'est surtout un homme éternellement pressé, qui parcourt en tous sens la Pologne, dormant tant bien que mal dans la voiture qui le conduit, presque chaque nuit, d'un bout à l'autre du pays : les conflits éclatent à chaque endroit. Walesa ne sait plus où donner de la tête. Mais il s'attache à dédramatiser, tout en cultivant son image d'improvisateur insouciant. On l'a vu faire semblant de jouer à pile ou face une décision importante, avant de faire, bien sûr, le contraire de ce que le sort a décidé.

Octobre 1981. On est à quelques jours de la fin du congrès de



Dessin de PRANCHINI

Solidarité. Les participants et les journalistes se demandent si le « mythe » Walesa n'est pas en train de se décomposer devant eux.

Il s'agit d'élire, pour le grand bien de la démocratie retrouvée, le président du syndicat : il y a trois autres candidats, mais personne ne croit sérieusement que Walesa puisse être battu. Arrive pour lui le moment de présenter son programme. Il se lance, à toute vitesse, dans une improvisation sans queue ni tête, où il accumule comme à plaisir toutes les provocations possibles : non, il n'a que faire de la démocratie, oui, il continuera à diriger le syndicat comme il l'entend, contre la majorité s'il le faut, et si les délégués ne sont pas contents, eh bien tant pis, c'est fini, il laissera tomber le syndicat pour aller (déjà) à la pêche. Sur quoi, avec un geste du bras qui semble balayer tout ce qu'il vient de dire, il retourne à sa place, devant une assistance consternée. Plus tard, il prétendra avoir fait à dessin la plus mauvaise prestation possible pour mettre les militants à l'épreuve et montrer qu'il serait « quand même » élu.

Un passage à vide

Passage à vide inquiétant, mais qui reste l'exception : combien de fois, au cours de ce même congrès, ne fut-ce pas au contraire Walesa qui réussit à rétablir une situation qui tournait au désastre ? Après avoir laissé, en dodécimale de la tête, s'écrouler un débat où des orateurs, pleins de bonnes intentions, s'éloignaient de plus en plus des réalités, il se lève soudain comme un ressort, s'empare d'un micro, passe un « savon » à l'assistance, et reprend la situation en main. Une nuit, après que l'intervention du ministre des finances et d'un secrétaire d'Etat « invités » pour la circonstance eut soulevé un si grand tollé qu'il mettait en danger la suite du congrès, Walesa, jusque-là prostré, bondit : « Maintenant ça suffit ! Monsieur le ministre et monsieur l'autre, ramassez la merde que vous avez apportée, et au revoir ! » Grossier, mais diablement efficace. Les ministres disparaissent, la salle est enchantée du bon coup fait aux représentants du pouvoir, et le lendemain on peut passer à des choses plus sérieuses que la hausse du prix de la vodka et des cigarettes. Naturellement, ce comportement a tout pour choquer nombre d'intellectuels (nu d'hommes d'Eglise) qui à l'époque ne cachent guère leur dégoût pour cet ouvrier peu instruit. C'est pourtant ce même « esprit simple » qui, à l'orée de persévérance et d'habileté tactique, va narguer pendant seize mois le pouvoir et permettre ainsi à la société de s'imprégner de revendications qu'elle n'oubliera plus.

En dépit de propos parfois rouflants, Walesa ne se fait déjà aucune illusion sur ce pouvoir

autour de lui, s'amplifiant : écrit-il une deuxième lettre au général Jaruzelski qu'une fautive version est aussitôt mise en circulation, semant le trouble parmi les militaires qui se demandent si Walesa, usé, découragé, ne va pas passer de l'autre côté de la barricade.

C'est, une fois de plus, mal le connaître : il prépare un texte où il esquisse de nouvelles perspectives pour permettre au mouvement brisé par le coup de force de trouver d'autres moyens d'agir, avec le même but : un texte ardu, exigeant sur le fond. C'est ce texte qu'il vient lire le 16 décembre, devant le monument aux victimes de 1970 — un monument, un anniversaire auxquels il tient par-dessus tout. Dès la veille, des milliers de policiers porteurs de matraque ont envahi Gdansk. Devant la porte des Walesa, où le téléphone a été coupé, les Mercedes noires de la police politique stationnent à côté des voitures des télévisions américaines. On attend. « M. Henryk », le vieux « garde du corps » sort en pantoufles dans la neige à la recherche d'une voiture qui lui permettrait d'aller quérir un avocat ami : Walesa vient de rejeter, pour la seconde fois, une convocation du procureur. Tout le monde est sur les dents, mais l'issue est certaine. Les autorités — et les Polonais qui en doutaient encore — ont compris que Walesa n'était décidément pas homme à céder.

Diffamé et revigoré

Il est « enlevé » pour la journée, et puis, soudain, changement de tactique : les barreaux qui entouraient son domicile sont levés, les journalistes peuvent retrouver Walesa. Redevenu disert, égal à lui-même — il a déjà nettement maigri. Mais ces retrouvailles avec la presse sont un cadeau empoisonné. Walesa peut parler autant que bon lui semble, se prêter à mille nouvelles photos qui s'écraseront dans les magazines occidentaux. Le calcul est simple, et vaut toujours : la presse comme l'opinion se lasseront. Walesa, star sur le déclin, finira bien par être oublié : on peut même prendre le risque de le laisser reprendre son travail aux chantiers Lénine. Avec suffisamment d'articles méprisants dans la presse polonaise, et au besoin des « documents », « prouvant » sa « malhonnêteté », comment ne parviendrait-on pas à en finir avec lui ? Dans cette perspective, le prix Nobel de la paix n'est pas forcément un obstacle insurmontable : il peut permettre au « pantin » de s'agiter un peu plus longtemps sur la scène, mais combien de temps ?

Tel est le raisonnement officiel. En fait, il reste cet homme qui a, comme tout le monde, ses limites, mais aussi une force intérieure — parfois masquée par les aspects un peu « cabotins » du personnage. D'abord une foi profonde, mais qui n'implique nullement une obéissance aux souhaits de l'épiscopat si souvent contredisant à son égard. Foi en Dieu, mais aussi en la cause à laquelle il s'est consacré. « J'agis selon ma conscience, je veux servir, je m'y donne de toutes mes forces, nous disait-il à l'automne 1981, je ne peux pas faire plus et je ne changerai pas de conduite. » Et ce prénom de « Maria-Victoria » donné, au plus noir de l'état de guerre, à sa dernière-née n'est pas choisi au hasard. L'homme est endurci par les dix années de lutte qui ont précédé pour lui août 1980, les dizaines d'arrestations, les licenciements, les photographies « nu, en diverses positions », au siège de la police politique à Gdansk...

Les épreuves d'aujourd'hui sont d'un autre ordre : surveillance constante, campagnes de diffamation, poids des responsabilités, sentiment d'impuissance peut-être : il a un ulcère à l'estomac, mais, comme vient de le dire sa femme, « cela vaut la peine de souffrir », de supporter « toutes ces angoisses ». Aura-t-il pour autant la force de tenir son rang, et surtout de dépasser le personnage qu'il est contraint de jouer, faute de mieux ? En tout cas, ragillard par le Nobel, il semble ignorer le problème : « Je continuerai à être le même : tonché en liberté, touché en prison, je serai toujours Lech Walesa. »

JAN KRAUZE.

ALGÉRIE

Deux coopérants (presque) imaginaires

La communauté coopérante en Algérie est un monde complexe et contrasté. Qui pourrait prétendre à en faire le portrait, sinon un romancier ? C'est donc avec la réserve qui précède les livres de fiction : « Toute ressemblance avec... » etc., que notre correspondant se risque à décrire deux personnages (presque) imaginaires...

De notre correspondant

Alger. — « Avant le 10 mai 1981, je n'avais jamais mis les pieds à l'ambassade. Depuis, celui qui nous tient ces propos ne s'est pas privé de son « droit » de se faire entendre au nom du « dialogue » et de la « concertation ». Dans le rituel des visites de ministres qui se succèdent à Alger depuis le « changement de régime », il y a le plus souvent une rencontre avec les représentants des enseignants français et des coopérateurs techniques. Entretien plus difficile à préparer que bien des plans de tables pour réception officielle. Attention à l'oubli d'une des composantes d'une fédération syndicale ou d'un « collectif ». Gare à l'échange inégal au cours duquel deux minutes de plus seraient accordées à l'un au détriment de l'autre. Lâchement, le ministre s'en tire parfois par une rencontre en groupe qui ne satisfait pleinement personne. Le correspondant de presse, régulièrement sommé de rendre compte des revendications, sait, quand il a donné rendez-vous à un visiteur, qu'il doit s'attendre à voir entrer dans son bureau d'autres « camarades », venus s'assurer que rien ne demeurerait insuffisamment « expliqué ».

Après une action revendicative, au printemps, il avait été accepté que des porte-parole des mécontents viennent se faire entendre à Paris. Stupéfaction de l'ambassade, en apprenant le nombre de billets d'avion réclamés au nom de cet engagement. « Ne faisons pas aux intéressés l'injure de croire qu'ils avaient voulu passer un week-end

à Paris aux frais de la République. Le souci de la « représentation », le refus de la « personnalisation », le goût du « travail en équipe », ont certainement prévalu. Faute de pouvoir décrire ces groupes avec tout l'art de la nuance et « l'objectivité » qu'ils exigent de lui, le journaliste, prié de croquer la gent coopérante par une rédaction inconsciente du péril de la tâche, a choisi de faire deux portraits. Et puisque, en Algérie, la revendication est souvent virulente quand elle s'exprime sous forme collective mais rarement assumée par une personne acceptant de parler en son nom propre, disons pour mettre tout le monde à l'aise que « Pierre » et « Bernard » sont de simples archétypes.

Pierre

le « camionneur chilien »

Pierre enseigne depuis quatre ans dans un lycée algérien. Il paraît la trentaine, mais son collier bien lissé le rajeunit peut-être. Pendant la belle saison, il entreprend un bronzage de boucanier en faisant de la planche à voile à Palm-Beach, mais abusivement évacuateur que porte un lieu particulièrement souillé où les « planchistes » risquent moins qu'ailleurs d'éprouver les baigneurs. C'est son seul luxe.

Mal logé, modulant ses journées au rythme des coupures d'eau, modestement payé et brimé par un taux de change de plus en plus défavorable, il vit douloureusement la rigueur des temps. En vain cherchait-il chez lui la nonchalance rêveuse que Georges Perec avait perçue, au-delà d'un début d'attachement petit-bourgeois pour « les choses », chez ses semblables des années 60 en Tunisie. Pierre commence à se demander sérieusement si le F3 qu'il projetait de faire construire sur le terrain familial de ce Vaucluse dont il garde indélébilement l'accent poussera un jour.

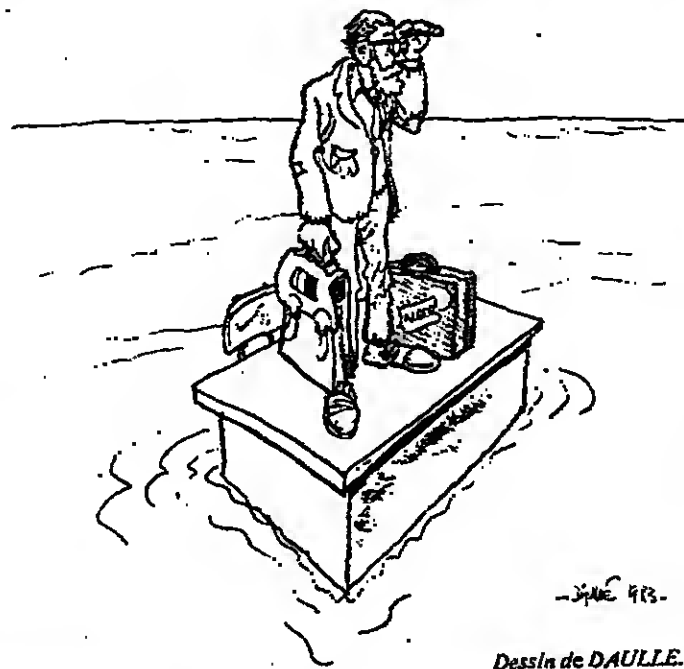
Comme beaucoup de ses collègues, Pierre est marié mais n'a « pas encore » d'enfant. Il a décidé de tenter l'aventure de la coopération quand sa femme Jacqueline, maîtresse auxiliaire d'espagnol, s'est vu offrir « un demi-poste » à 50 kilomètres de chez eux. En Algérie, l'épouse tra-

vaillait, sans être tout à fait assurée de la titularisation au retour. D'une façon générale, Pierre - en avait ras le bol de la situation bloquée en France. Il avait envie « de soleil et de mer », mais, attention, pas d'importer où ! Le choix n'a pas été vraiment délibéré. Aucune idée précise de l'Algérie car nous y avons été expédiés au dernier moment. Mais nous ne voulions que d'un pays progressiste, soucieux de son indépendance réelle et de son peuple.

L'arrivée outre-Méditerranée fut « un choc auquel nous étions mal préparés. Tout de suite, il y a

ments ? Je n'avais pas d'idées préconçues, mais je suis effaré par le peu de motivation des élèves, l'état des locaux, le niveau très faible ».

En juin dernier, Pierre a pris son duvet pour dormir devant les services de coopération culturelle et technique de l'ambassade, occupés par ses camarades manifestant contre la détérioration de leurs conditions de vie. Depuis plusieurs années, cela fait partie de ce que les diplomates blasés appellent le « folklore coopératif ». Mais, cette fois-ci, le mouvement a duré plus de quinze jours. Pierre avait « son tour de



Dessin de DAULLE.

eu le problème du logement. Beaucoup de sourires du côté algérien, mais aucune aide efficace. Nous avons démenagé trois fois en six mois avant de trouver un appartement à 3 000 dinars (4600 F) par mois. Tout de suite Jacqueline a été épouvantée par la phalacrocorax ambiante. Le manque d'intégration en milieu algérien nous conduisit à ne vivre qu'entre coopérateurs. Nous souffrions de l'absence de cinéma, de livres et souvent de journaux. La radio est le seul lien permanent avec la France ».

L'intérêt du travail offre-t-il une compensation à ces désagrè-

garde, car, bien sûr, il n'était pas question de faire grève chez son employeur algérien. L'occupation a été assurée par rotation des effectifs, en fonction des possibilités de chacun.

La nécessité de ménager les autorités du paysôte, le « devoir de réserve », ajoutent au malaise de Pierre - en apparence dressé contre le gouvernement actuel alors qu'il avait voté pour le changement ». Ce qui lui a fait le plus mal, c'est d'être traité de « camionneur chilien » par un collègue ne participant pas à son action. Pourtant, il le sait par ses camarades bien placés à Paris,

certain ministres reconnaissent la légitimité de ses revendications. Grâce à des complications syndicales, il a pu faire publiquement état d'une lettre de M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures chargé de la coopération, adressée à la Rue de Rivoli pour exprimer ses inquiétudes quant à « la prochaine campagne de recrutement ».

Pierre est revenu à Alger pour la rentrée, le coffre de sa voiture plein de boîtes de cassoulet. Il n'a pas imité certains camarades qui ont « disparu » sans même avoir prévenu. Mais il a fait ce qu'il n'aurait jamais cru faire il y a quelques années : à un ami en mal d'expatriation qui l'interrogeait, il « a conseillé le Maroc ».

Bernard

le « pied rose »

Bernard se présente lui-même comme un « pied rose ». Il avait moins de trente ans quand, en 1971, il a décidé de partir dans l'Algérie de Boumediène comme coopérateur technique au ministère de l'Agriculture. « La charte de la révolution agricole, la nationalisation des sociétés pétrolières, ce n'était pas rien ! Quelques mois après la mort de Nasser, l'Algérie était le pays non aligné le mieux fait pour me séduire ». Occupant, sans en avoir expressément le titre, une fonction d'administrateur civil, il a beaucoup travaillé sans songer à s'enrichir. Dans son modeste deux-pièces de célibataire, il repasse lui-même ses éternelles chemises blanches. Il porte cravate et blazer. Le débraillé de ses compatriotes enseignants n'est pas son genre.

Pendant longtemps, Bernard s'est senti en marge de la communauté française. Dans ses rares contacts avec l'administration de son pays, il « percevait une hostilité latente ». Et puis ce fut la « divine surprise, le rejet de Giscard, le voyage de Mitterrand à Alger ». Il a cru quelque temps que tout allait changer : sa mission, dont il dénonçait « le caractère néo-colonial », serait redéfinie, ses conditions de vie seraient améliorées.

Aux ministères, aux hauts fonctionnaires accourus tout à coup à Alger, Bernard a remis des notes rappelant « la compétence, la motivation politique de ceux qui ont choisi de travailler durablement

pour l'Algérie ». Aux considérations générales sur « le développement par la solidarité », s'ajoutaient des revendications personnelles relatives à l'évolution des carrières, à la permanence de l'emploi, au maintien du pouvoir d'achat. Mais, deux ans après l'installation de la gauche, Bernard signait avec d'autres camarades un communiqué pour dire qu'ils s'interrogeaient sur le silence prolongé des services du ministère de la Coopération ».

Au lieu de s'améliorer, la situation s'est dégradée pour certains de ses camarades - remis à disposition du gouvernement français par les autorités algériennes après des années de bons et loyaux services. Dans une lettre à M. Nucci, le « collectif coopérateurs techniques » en Algérie a dénoncé cette « décision unilatérale » sans émettre outre mesure une ambassade se déclarant incompétente pour discuter les décisions d'un partenaire qui exerce ses droits d'Etat souverain.

Bernard s'est beaucoup démené ces derniers mois. Il a beaucoup écrit, beaucoup parlé. Sa pugnacité commence à s'épuiser. Dans le regard d'un haut fonctionnaire français, il vient de découvrir ce que personne n'ose lui dire carrément. L'Algérie d'aujourd'hui ne tient pas à garder indéfiniment sur son sol ces vieux coopérateurs dont certains pourraient se prendre pour « la mémoire » du pays. Les personnes, les orientations, ont changé. Paris et Alger sont tacitement d'accord pour des contrats de coopération plus courts, sans « investissement » politique ou sentimental des intéressés. L'Algérie a besoin de techniciens de haut niveau. Ceux-ci doivent transmettre leur savoir, former des cadres nationaux, puis s'en aller. Un diplômé, sorti de l'université française dans les années 60, que peut-il continuer à apporter à l'Algérie ?

Faute d'un grand corps de la coopération, qui permettrait à chacun de venir se recycler en France avant une nouvelle affectation décidée en fonction d'un plan de carrière, Bernard sait que, quand il recevra à son tour l'avis de « remise à disposition », sa seule perspective d'avenir sera de pointer à l'Agence pour l'emploi, de l'autre côté de la Méditerranée.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

SOUDAN

L'odyssée des réfugiés éthiopiens

Les guerres sans fin ont leurs héros. Mais plus féroces d'abord des victimes, même hors des champs de bataille. Surtout en Afrique, « continent des réfugiés » - un habitant sur dix - fuyant la misère, la conscription, la peur. Leurs vies ballottées et leurs errances sont parfois d'incroyables odyssées.

De notre envoyé spécial

Tawawa (Soudan oriental). — Ils n'ont pas l'air épuisés mais seulement fatigués. Selon un infirmier, ils ne souffrent que de dysenterie ou de toux chronique. L'un d'eux frissonne pourtant - sans doute le paludisme - tandis qu'un autre, apparemment en bonne santé, raconte avec vivacité leur aventure. Une odyssée à peine croyable : ces douze jeunes gens, des Éthiopiens d'origine somalienne ou oromo, ont mis plus de quatre mois, en se terrant le plus souvent, pour gagner ce centre d'accueil de l'Est soudanais.

Paris de Djibouti, où ils vivaient depuis six ans dans des camps de réfugiés, ils ont traversé la mer Rouge pour débarquer au Yémen du Nord, puis gagner l'Arabie Saoudite. Ils ont franchi de nouveau la mer Rouge pour atteindre la côte érythréenne. Aidés par les maquisards qui tiennent tête, dans cette région, aux troupes éthiopiennes, ils ont rejoint le Soudan. Quarante-cinq

fuyards, disent-ils, avaient pris place à bord du bateau qui les a transportés, début juin, de Djibouti à la côte yéménite. « Les autres, raconte l'un d'eux, ont été tués ou arrêtés en Arabie Saoudite. On ne sait pas ce qu'ils sont devenus ».

Cette histoire n'est pas commune, certes, mais elle en dit long sur le sort de ces centaines de milliers de réfugiés de la corne de l'Afrique que l'on retrouve sur toutes les frontières de la région et qui n'ont pas tous la « chance » d'écouler dans un centre d'accueil ou dans un camp aménagé à leur intention. Guerres et sécheresse se conjuguent pour leur rendre l'existence misérable. Se sentant traqués, ils se méfient de tout et la moindre rumeur peut créer, dans leurs rangs, de véritables paniques.

C'est sans doute ce qui est arrivé à ces jeunes gens. « Nous avons vu le moment où nous serions forcés de renouer en Éthiopie, nous avons préféré nous enfuir », dit Omar, approuvé par les autres. Le plus inquiet était encore celui qui, de son propre chef, un an plus tôt, était rentré chez lui. « J'ai été emprisonné à Dire-Dawa et, au bout de sept mois, j'ai réussi à m'enfuir pour rejoindre Djibouti », affirme-t-il. La seule éventualité d'un « rapatriement forcé » le terrifiait.

L'aventure des douze est le produit d'un tragique malentendu. Sous la houlette du H.C.R. - le Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations unies - Djibouti et Addis-Abeba se sont entendus, cette année, sur le « rapatriement

volontaire » de quelques milliers de Somaliens et d'Oromos qui, lors de la guerre d'Ogaden en 1977-1978, ont trouvé refuge dans la petite république et y reçoivent depuis une assistance. Moyennant des garanties - notamment une aide matérielle du H.C.R. et une amnistie générale décrétée par Addis-Abeba - les premiers « rapatriés volontaires » ont regagné l'Éthiopie (le Monde du 21 septembre), au moment même où ces jeunes gens arrivaient à Tawawa.

Quarante-cinq jours de marche

« Il y a eu des malheurs », c'est un fait, mais personne n'a été contraint à quitter Djibouti », explique un représentant du H.C.R. à Tawawa. « Tout simplement, ajoutera-t-il, ces jeunes n'ont pu être persuadés à temps qu'ils pouvaient demeurer à Djibouti ». Affolés à l'idée de tomber entre les mains des militaires éthiopiens - surtout au moment où la conscription vient d'être généralisée - ils ont pris les devants.

A Tawawa, les nouveaux arrivants viennent le plus souvent d'Erythrée, où la guerre sévit depuis plus de vingt ans, et surtout du Tigré, province éthiopienne ravagée à son tour, depuis deux ou trois ans, par les combats et la sécheresse. Frère jumeau du F.P.L.E. (Front populaire de libération de l'Erythrée), le F.L.P.T. (Front de libération populaire du Tigré) même aujourd'hui une vie très dure à l'armée éthiopienne, non seulement dans la province du

Tigré, mais également dans celle limitrophe du Gondar. Dans ces régions, la famine prend des proportions alarmantes et l'insécurité s'étend. Une trentaine de réfugiés en moyenne en viennent chaque jour. L'un d'eux eux, Hassan, qui s'est présenté à Tawawa le jour de notre visite, a quinze ans. Il est épuisé. Il lui a fallu quarante-cinq jours de marche pour atteindre le camp.

Ses parents, dit-il, lui ont ordonné de s'enfuir, en compagnie d'une dizaine de camarades de son âge, dès que l'armée a enlevé son nom pour le service militaire. Son histoire est banale. Fils et petit-fils de paysans pauvres, il n'a jamais connu les bancs de l'école. Avec ses compagnons d'infortune, il a marché la nuit, se cachant le jour. Il ne connaît personne à Tawawa, mais le « téléphone du désert » lui a fait savoir que le centre accueillait les « nouveaux arrivants ». Dès qu'il aura retrouvé quelques forces, il cherchera du travail.

Le campement de Tawawa se trouve au bout d'une mauvaise piste - difficilement praticable à l'époque des maigres pluies de septembre - à quelques kilomètres de Gedaref, le plus gros bourg de la région. Sur les quelques quatre cent cinquante mille réfugiés de l'Est soudanais - pour l'essentiel, venus d'Erythrée et d'Éthiopie - une centaine de milliers ont été installés dans des camps. Douze mille autres sont à Tawawa, mais ce ne sont pas les mieux lotis car aucune terre ne leur a été allouée.

La moitié de ceux qui travaillent se placent comme ouvriers

agricoles chez les gros propriétaires fonciers soudanais d'une région relativement prospère. Les autres trouvent de menus emplois en ville. « Ils constituent, explique le représentant d'une organisation caritative, la réserve de travailleurs de la ville de Gedaref et y alimentent même la prostitution ». Une minorité s'emploie à Tawawa même : petit commerce, fabriques artisanales de bière, artisanat éthiopien. Les plus démunis - veuves, orphelins, vieillards - y reçoivent toujours une aide alimentaire.

Une paix provisoire

Ceux qui trouvent un emploi à Gedaref sont contraints à habiter à Tawawa, pour des « raisons d'ordre public ». On le comprend d'ailleurs en se promenant dans les rues de Gedaref, sorte de gros bourg crasseux, où une minorité de riches, caebés derrière les murs et les barbelés de leurs villas coquées, s'accommodent sans trop de peine de la misère d'un petit peuple de va-nu-pieds et des effluves du centre commerçant de la ville.

Que peuvent espérer des réfugiés - politiques ou économiques - qui échouent dans un environnement sans doute familial - on se connaît de part et d'autre de la frontière - mais bien peu hospitalier ? Um-Gargur, autre centre de Gedaref, offre une réponse moins décourageante car les six mille habitants de ce gros village - en comptant le village voisin de Karkora, qui en abrite mille cinq cents - ont pu, en l'espace de six ans, y recréer une ambiance ru-

rale qui leur est propre. Ils ont reçu, en effet, près de 4 000 hectares de terre et se suffisent pratiquement à eux-mêmes.

Um-Gardur est beaucoup plus propre que Tawawa. La délinquance y est pratiquement inexistante. Les Erythréens - l'immense majorité - semblent s'y être un peu recroquevillés sur eux-mêmes. « Si la paix est établie en Erythrée, explique un interprète, ils se sont coupés de leur pays. Ils se sentent moins concernés que par le passé par la lutte pour l'indépendance ». En quelque sorte, grâce à l'aide initiale de plusieurs organisations humanitaires et celle du gouvernement soudanais, ils auraient trouvé, de ce côté de la frontière, une paix provisoire sur des terres qui ne sont pas celles de leurs ancêtres.

Mais que dire de plus de trois cent mille Éthiopiens et Erythréens réfugiés au Soudan et qui se sont installés à leur compte, dans les villes de l'est du pays ? Les meilleurs s'en vont : les États-Unis, pour prendre un exemple, leur offrent deux mille bourses par an, ce qui n'est pas nécessairement bon pour une population qui manque de cadres, d'instituteurs et d'infirmiers. Les autres tentent d'organiser leur existence. Parmi eux figurent aujourd'hui cette douzaine de jeunes Somaliens et Oromos, originaires de l'Est éthiopien, qui ont sans doute survécu au pire, mais qui tremblent à la seule idée d'un retour à Djibouti ou à Dire-Dawa.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Etranger

M. Mauroy en Algérie :
apurer le contentieux
avant le voyage du président Châdli

La visite que M. Pierre Mauroy effectue en Algérie, du dimanche 9 octobre au mardi 11, est importante à double titre : elle permettra de dresser le bilan de la coopération bilatérale, qui s'est intensifiée depuis mai 1981, et de régler les dossiers en suspens pour que le voyage du président Châdli Bendjedid à Paris, les 8, 9 et 10 novembre, soit un succès. Il est évident, en effet, que la première visite officielle d'un chef d'Etat algérien depuis l'accession de l'Algérie à l'indépendance en 1962, ne sera pas une visite comme les autres : elle concrétisera la réconciliation entre les deux pays et marquera un nouveau départ.

La visite éclair du premier ministre à Alger, le 10 septembre, avait porté essentiellement sur des questions de politique étrangère (Tchad, Liban, guerre du Golfe, Sahara occidental) alors que celle du 9 octobre se concentrera sur les problèmes bilatéraux. C'est pourquoi M. Mauroy est accompagné de M. Fierman (transports), Le Garrec (Ploa), M. Dufoux (immigration) et M. Nucci (coopération).

Les travaux porteront sur deux volets principaux : l'héritage de la colonisation et les perspectives de la coopération. Champio du non-alignement, les Algériens rappellent qu'ils sont aussi le premier client de la France dans le tiers-monde et le ouvrier de la planète, derrière les pays industrialisés. Les dossiers les plus délicats concernent les personnes et se divisent en cinq grands chapitres :

1) La question des transferts d'argent, par les « pieds-noirs » qui souhaitent s'installer en France. Selon les Algériens, le montant global de ce qu'on appelle les « comptes de départ définitif » serait de l'ordre de 60 millions de francs et il y aurait environ huit cents dossiers pour la vente de biens immobiliers. En principe, une procédure a été définie pour les transferts. Pour ce qui est des ventes de biens, et afin d'éviter les spéculations, l'Etat algérien, se foudant sur une loi d'inspiration française, a fait jouer son droit de préemption. Les intéressés estimant que leurs biens sont sous-évalués, les discussions porteront sur une procédure de recours.

2) Le problème des autorisations d'entrée en Algérie pour les Français musulmans, c'est-à-dire les anciens harkis.

3) Le problème de la main-d'œuvre immigrée. L'Algérie ayant suspendu depuis 1973 l'émigration vers la France, les deux pays sont

d'accord pour empêcher les entrées de travailleurs clandestins, sans porter atteinte à la libre circulation des personnes (un million d'Algériens environ vivent en France tous les ans). A cet effet, un accord signé récemment a instauré un « double » : d'une part, une partie doit être remise à l'entrée en France et permet de vérifier si le touriste est bien rentré chez lui au bout de trois mois. La visite de M. Mauroy permettra de discuter des modalités d'application de ce système, qui devrait être opérationnel en 1984, ainsi que de l'incitation au retour des travailleurs immigrés.

4) Les cimetières français en Algérie. Pour la première fois depuis l'indépendance, une commission a été constituée et doit proposer des solutions pour résoudre le problème des cimetières mal entretenus parce que situés dans des régions éloignées ou dans des communes pauvres. Une des mesures envisagées est le regroupement des sépultures.

Un accord sur le service militaire ?

5) Le service militaire. C'est un problème brûlant qui se pose pour la première fois et avec une grande ampleur, parce qu'il concerne les jeunes Algériens nés de la « deuxième génération ». Nés en France après 1963, ils sont algériens pour l'Algérie et français pour la France, aucun des deux pays n'admettant la double nationalité. Il fallait donc trouver un moyen qui leur évite de faire leur service militaire dans les deux pays. Après plusieurs mois de négociations, les militaires ont paré un accord, cette semaine à Paris, et les Algériens s'exclament que M. Mauroy puisse le signer à Alger. Son principe est simple : le service militaire effectué par ces jeunes gens dans l'un des deux pays sera reconnu par l'autre.

Par ailleurs, il est probable que les Algériens soulèveront, au moins pour le principe, le problème de la restitution des archives algériennes, qui se trouvent en France. Sur le principe les deux pays sont d'accord, mais les modalités d'application restent à définir.

Deuxième volet des entretiens : la coopération économique et culturelle. Sur le plan économique, le volume global des échanges a augmenté en 1982 de 54 % par rapport à 1981 (39,9 milliards de francs, contre 25,9). Toutefois, la balance des paiements est devenue déficitaire pour la France, après l'avoir toujours été pour l'Algérie, en raison des achats de gaz dont le prix a été réévalué. Les importations ont donc atteint 25 914 millions de francs en 1982. Les contrats de bien d'équipement ont quadruplé pour atteindre 15 193 millions l'an dernier.

Différents paramètres permettent de penser que la balance commerciale va s'améliorer progressivement pour être équilibrée en 1985. En effet, si le dollar est monté à 8 francs, le prix du million de B.T.U. de gaz est tombé de 5,37 dollars à 3,97 dollars, tandis que la part des achats de biens français par l'Algérie devrait s'accroître si les entreprises françaises se montrent plus dynamiques et plus compétitives.

PAUL BALTA.

Angola

● LA PRÉSENCE CUBAINE. — Les Etats-Unis ont constaté un « accroissement inquiétant » du nombre des soldats cubains en Angola, au cours des derniers mois, a indiqué, jeudi 6 octobre, à New-York, un haut responsable américain, qui a tenu à garder l'anonymat. Le nombre des soldats cubains, qui était de vingt mille en juin, serait actuellement de vingt-cinq mille. — (A.F.P.)

Guinée-Bissau

● SUSPENSIONS ET EXCLUSIONS AU SEIN DU P.A.I.G.C. — Six personnalités du Parti de l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (P.A.I.G.C.) ont été suspendues pour un an et trois autres ont été exclues de ce parti pour avoir « trahi » les objectifs du parti, a annoncé, récemment, le comité central du P.A.I.G.C. Ces mesures concernent notamment : MM. Samba Lamine Mane, ancien ministre des affaires étrangères, qui est suspendu du bureau politique, et Joao Da Silva, ancien chef d'état-major des forces armées de Guinée-Bissau, qui reste membre du comité central. — (A.F.P.)

(N.D.L.R. — Lors d'une précédente visite en France, M. Sekou Touré avait indiqué que les huit prisonniers sur le sort desquels cette association s'interrogeait, avaient été exécutés (le Monde du 15 septembre).

(1) 6, rue Schimper, 67000 Strasbourg.

Lectures

Juifs clandestins à Berlin

Dans les derniers jours d'avril 1945, Hans Rosenthal, âgé de vingt ans, est l'un des Berlinois qui n'ont pas été mobilisés dans les bataillons d'enfants et de traine-savates levés pour l'ultime défense de la capitale. Depuis trois ans, il fuit la Gestapo ; depuis vingt-six mois, il a plongé dans une totale clandestinité en plein cœur de Berlin. Il n'a jamais cessé d'errer dans la ville, revenant chaque soir chez la vieille femme qui lui donne couvert et gîte. Il est juif.

Au début de 1943, sur le conseil de son patron, il a déjoué l'étoile jaune de ses vêtements. Il l'a cachée avec ses papiers marqués d'un J - Jude, qui, au jour de la fin de la guerre, attesteront qu'il est bien un juif survivant. Un des tout derniers de ce petit reste d'Israël que, jusqu'au dernier jour, Himmler et Goebbels, gauléters de Berlin, cherchaient à détruire totalement de la capitale.

Hans Rosenthal, en cette fin d'avril, est seul dans la rue que remoncent des chars russes. Il brandit un mouchoir blanc. Il crie : « Je suis juif ». Mais les soldats ne comprennent pas. Ils marchent vers lui, les armes pointées, sans voir l'étoile jaune que Hans a recousue sur son manteau. L'étoile qui devrait le sauver. Passe un officier. Il parle allemand. « Je suis juif », lui dit Hans.

— Alors, dis le Sh'ma. Et Hans explose, hurle dans les ruines, devant le char russe : « Sh'ma Yisroel adonay... » le « Ecoute Israël... ».

— C'est bien un juif », dit l'officier. Et il explique à Hans que ces soldats avaient l'ordre de fusiller sur place les civils porteurs d'étoiles jaunes ; leur unité venait d'affronter de nombreux SS, qui, en ces derniers jours, s'étaient camouflés sous l'insigne de David.

— Il n'y a guère de plus grand miracle que la survie d'un juif à Berlin pendant la dernière année de la seconde guerre », conclut l'écrivain américain Leonard Gross au terme d'une longue enquête commencée en 1967 par un de ses amis et terminée en 1980. Dix-huit survivants avaient accepté de raconter les épisodes constamment miraculeux en effet qui les avaient portés jusqu'à leur libération. Dix-huit sur un nombre estimé à quelques milliers.

Le lent laminage

En 1933, lorsque Hitler avait pris le pouvoir, la communauté juive de Berlin comptait de 160 000 à 180 000 membres, soit le tiers de toute la communauté du Reich. En 1939, au moment de la déclaration de guerre, la moitié d'entre eux avaient émigré. Quelques-uns avaient choisi le suicide. Le 31 mars 1943, après les premières vagues de déportations vers l'Est, il en restait 18 515. Le 19 mai, jour auquel Goebbels proclama que Berlin était désormais « Judenfrei » (libre de juifs) après des semaines de traque impitoyable, cinq mille juifs avaient « plongé », selon le terme dont ils usaient, emportés par la volonté de survivre dans une existence radicalement marginale et totalement inconcevable à qui n'a pas fait l'expérience de la guerre.

Depuis dix ans, le laminage de la communauté juive allemande et son élimination de la vie nationale avaient fonctionné par une suite de mesures législatives qui n'impliquaient pas l'extermination massive, mais purement et simplement l'impossibilité de mener la vie la plus modeste. La moitié des juifs demeurés en Allemagne avaient cherché refuge à Berlin pour y trouver l'anonymat et peut-être la transformation de l'état-civil. Cette énorme capitale, faite de quartiers nettement séparés par des canaux et des parcs, entourés de bois, semblait le lieu idéal de la clandestinité. Chacun n'y connaissait que son voisin.

La déclaration de guerre avait provoqué une première vague d'arrestations et de déportations en Pologne, ou le regroupement des hommes valides de la communauté dans des bataillons de travailleurs forcés, affectés à des

usines. De nouvelles mesures discriminatoires intervenaient à l'automne 1941 avec l'obligation du port de l'étoile jaune. Le commandement de la Wehrmacht, par un paradoxe apparent, assurait un minimum de liberté en s'opposant aux projets qui auraient vidé en partie les usines de guerre. La nouvelle étape vers l'élimination fut rendue possible par le recrutement de travailleurs étrangers. A l'automne 1942, les quarante mille juifs berlinois, ainsi relativement protégés, virent leur nombre réduit au tiers, jusqu'à cette aube du 27 février, un jour de sabbat, où une rafle éclair, sur les lieux de travail et dans les logements, fournit les principaux convois vers la Pologne et Auschwitz.

L'extraordinaire, c'est qu'en dépit des rumeurs, beaucoup des victimes se croyaient à l'abri et que le respect des règles bureaucratiques leur importait sur la peur. La Gestapo prévoyait qu'elle viendrait le lendemain et qu'il fallait « être prêt ». Les vieux parents mettaient leurs meilleurs habits, préparaient quelques bagages, recevaient dans la soirée leurs enfants déjà passés dans la clandestinité, faisaient leurs adieux, et attendaient. L'hypothèse de la fuite ne paraissait pas plus les effleurer que celle du massacre.

Ceux qui avaient le sursaut salvateur étaient jeunes, et ceux

pour cacher, ravitailler et faire fuir des juifs.

L'un des centres de cette activité souterraine se trouvait à l'église suédoise de Berlin, dont le pasteur, protégé par deux policiers, anciens socialistes, accueillait jusqu'au bout dans sa crypte les plus déshérités des persécutés.

Pour survivre, il fallait nier la réalité sans cesser de l'éprouver. Se défilait de la « Gestapo juive », dont les espions avaient acheté leur salut au prix des victimes qu'ils détestaient. Se lancer dans une existence totalement coupée des références ordinaires, et d'abord sans papiers ni cartes d'alimentation, entretenus par le seul marché noir et par conséquent par des revenus également noirs. Ainsi Fritz Kreuger, l'un des héros de Gross, fournissait-il en pierres précieuses tous les bijoux de Berlin. Jusqu'à la fin, il les reçut d'Amsterdam par un courrier des affaires étrangères.

Deux fois, il s'enfuit des locaux de la Gestapo et continua à parcourir le centre-ville en se donnant l'allure même d'un gestic, manteau de cuir, bottes, air buté sous le grand chapeau noir.

Plus d'une fois, ces hommes furent tentés par le suicide ou la reddition. Mais la volonté de survivre, la certitude qu'ils survivraient, l'emportèrent. Par des

espoirs les rumeurs des bombardiers dans les nuits de Berlin, ils se sentaient profondément Allemands. Au fil des années, ils avaient vu se rompre les amitiés, grossir les passions de l'antisémitisme ; ils avaient eux-mêmes incité leurs relations à prendre du champ. La clandestinité leur révélait d'autres amitiés, d'autres relais ; ils survivaient parce que la compassion et la haine s'étaient pas d'embles assurées. Chaque rencontre était un pari, et le dénonciateur pas nécessairement celui auquel ils peussent.

« Nous devons apprendre à vivre dans les catacombes », avait dit Martin Buber dès le début du régime nazi. Cette survie dans la capitale qui devenait un champ de ruines se déroulait dans des catacombes crées. Les clandestins y étaient solidaires des réguliers. Les deux dernières années de la guerre représentaient le terme d'une évolution qui, dès son départ, avait été pressentie et définie.

Connue ? Certes, lorsqu'on reprend le livre noir sur la situation des juifs en Allemagne, publié en 1934 par le comité des délégations juives à Paris. Il vient d'être réédité et sa force réside dans l'accumulation de textes des six premiers mois de 1933 qu'il rassemble : discours, lois, informations de presse, restituées l'image du nazisme sous les traits mêmes dont il fallut une guerre mondiale et des millions de massacres pour attester qu'ils étaient vrais. Comment osa-t-on dire qu'il s'agissait de propagande communiste, sinon parce que les auteurs étaient des militants de gauche, juifs, les premiers à ne s'être pas bercés d'illusions et à avoir émigré ? De ce livre noir, tout était dit, et sa lecture aujourd'hui accable encore, si même elle ne suscite pas quelque honte. Et qu'on n'invogue pas l'anachronisme de la lecture. Il y eut chez les contemporains responsables plus que de l'aveuglement.

L'orgueil de la ségrégation

Un défi parfois ? Assurément, lorsqu'on retrouve dans la *Jüdische Rundschau* du 4 avril 1933 un appel de l'écrivain Robert Weislich : « Portez l'étoile jaune avec fierté ! ». Les premières mesures discriminatoires contre les intellectuels juifs visant à les exclure de la culture allemande suscitaient « un front de résistance intellectuelle », eurent en effet le résultat de coaguler une conscience juive qui revendiquait son appartenance à l'esprit allemand. L'aryanisation suscitait cela même qu'elle entendait abolir. La rupture de l'assimilation fortifia l'orgueil de la ségrégation.

A l'été 1937, on comptait vingt-sept maisons d'édition et cinquante-trois librairies uniquement consacrées à la culture juive de langue allemande, en dépit de la série de barrières administratives destinées à entraver la publication et la diffusion d'ouvrages dont les auteurs, parce qu'ils étaient juifs, étaient à l'index.

Le plus célèbre éditeur était Schocken-Verlag à Berlin. Il sortit la moitié des trois cents ouvrages juifs publiés entre 1933 et 1937, dont les plus grands : Leo Baeck, Martin Buber, Kafka, Franz Rosenzweig. C'est en 1931 que Salman Schocken, fameux collectionneur d'autographes et de livres rares, avait fondé cette maison d'édition, dans le but de développer la culture juive allemande. Il y investit à cette fin les premiers livres de poche, dont 83 titres furent publiés jusqu'en 1938 pour recueillir les auteurs juifs « de tous les temps et de tous les pays » et en faire « le don d'un juif à l'Allemagne ».

Après la « nuit de cristal » du 8 novembre 1938, où toutes les entreprises juives furent attaquées, la maison d'édition Schocken fut mise en liquidation.

JACQUES NOBECOURT.

* Leonard Gross, *Versteckt, Wie Juden in Berlin die Nazi-Zeit überlebten*. Rowohlt Verlag, 1983.

* Monika Richarz, *Jüdisches Leben in Deutschland, 1918-1945*. Deutsche Verlagsanstalt, 1983. *Die Lage der Juden in Deutschland 1933* nouvelle édition : Ullstein Verlag 1983.

* Volker Dahm, *Das jüdische Buch im dritten Reich*. Buchhändler Verlag, 1983.



Dessin de SZLAKMANN.

Un panorama des partis britanniques

Trois universitaires ont joint leurs efforts pour présenter un panorama très complet des forces politiques britanniques, de leur histoire, leur doctrine, leur organisation. Ils ne se sont pas bornés à étudier les deux grands partis, conservateur et travailliste, qui alternent au gouvernement depuis plus d'un demi-siècle. Ils ont aussi étudié les autres forces politiques, les partis sociaux-démocrates, ainsi qu'aux petites formations, nationalistes ou extrémistes.

Cet intérêt est d'autant plus justifié que la naissance du parti social-démocrate en mars 1981 et son alliance avec le parti libéral a modifié les données du jeu politique britannique, même si l'alliance n'est pas parvenue, le 9 juin, à surmonter l'obstacle constitué par le scrutin majoritaire uninominal à un tour.

Jacques Leruez, Jean-Claude Sergeant et William Toboul s'inscrivent en faux contre la thèse voulant que la domination des deux grands partis soit « l'ex-

pression naturelle d'une réalité sociologique » et non « une résultante des contraintes du système électoral ». D'ailleurs, d'un point de vue purement sociologique, il y a une place à prendre au centre de l'éventail politique, entre les travaillistes tirés vers la gauche par une base socialisante et les conservateurs poussés vers la droite par le « Thatcherisme ».

On regrettera, à ce propos, que nos trois professeurs aient l'étude de la doctrine conservatrice à l'époque Macmillan et ne disent rien du populisme de M. Thatcher qui se distingue de la « compassion » pour le peuple, cher à l'establishment conservateur depuis Disraeli.

D. V.

* Jacques Leruez, Jean-Claude Sergeant, William Toboul : *Les Partis politiques britanniques - du bipartisme au multipartisme*. Presses universitaires de France, 140 F.

France

Le bilan des élections cantonales partielles

(Suite de la première page.)

Les primaires y sont trop rares et dans ces scrutins leurs candidats préfèrent souvent un label moins partisan : modéré, opposition (sans autre indication), voire sans étiquette.

Les précautions étant prises, quels enseignements peut-on tirer des élections cantonales partielles.

1) **La gauche subit un recul considérable.** — Les tableaux 1 et 2 montrent les pertes de la gauche. Elle passe d'une moyenne de 54 % des suffrages exprimés en 1979 dans les 12 cantons de cette série (soit un peu plus que sa moyenne nationale à 44,2 %). Un recul de près de 10 points ! Depuis mars 1982 — en un an et demi — la gauche a perdu 5,3 points, reculant dans les 15 cantons de cette série de 47,8 % à 42,5 % des voix.

Dans une telle conjoncture, il est clair que le recul est la règle et la progression, l'exception. Dans la série de 1979, la gauche perd du terrain 12 fois sur 12, dans celle de 1982, 13 fois sur 15. Les pertes sont comparables dans les zones de force comme dans les zones de faiblesse, dans les départements de vieille implantation comme dans ceux de conquête plus récente. De 1979 à 1983, la gauche perd un terrain considérable à Conflans-en-Jarnisy (Meurthe-et-Moselle), de 71,9 % à 55,2 % des voix ; à Ensisheim (Haut-Rhin), de 30,2 % à 18,7 %. Depuis 1982, elle recule à Montpon-en-Bresse (Saône-et-Loire), de 63,8 % à 55,1 %, comme à Rouen 7, de 49,9 % à 37,3 %.

2) **Le P.C. en situation d'incertitude.** — Par rapport à 1979, le P.C. est en recul dans les 12 cantons étudiés. Il passe de 22,6 % des suffrages exprimés, soit un score très proche de sa moyenne nationale — à 14,2 %, un recul de 8,4 points. En revanche, de 1982 à 1983, il reprend du terrain avec 20,5 % des voix, au lieu de 18,2 % il y a un an et demi (un score supérieur à sa moyenne nationale). De cette dernière indication, il serait prématuré de conclure à une remontée de l'influence communiste. Sur les 15 élections partielles de la série 1982, le P.C. subit 8 reculs, soit une légère majorité de cas de régression. Dans 2 cantons (Bourges 5 et Nîmes 2), son candidat se présentait comme sortant invalide, ce qui lui assurait au premier tour une prime non négligeable comme représentant légitime de la gauche tout entière. Notons, enfin, que dans la série 1979 le P.C. subit quelques échecs spectaculaires et frôle parfois la marginalisation pure et simple. A Donzenac (Corrèze), il recule de 32,3 à 20 % et perd le siège de majorité au conseil général ; aux Andelys (Eure), il obtient 9 % des voix au lieu de 17,9 % et à Lille-Nord-Est 9,7 au lieu de 22,2 %. Alors, poursuite du déclin ou amorce d'une remontée ? La rigueur d'analyse invite à ne pas conclure, en attendant d'autres éléments d'information.

3) **Le P.S. en chute libre depuis 1982.** — Grâce au recul massif du P.C., le parti socialiste, avec ses alliés radicaux de gauche, parvient à maintenir ses positions par rapport à 1979 (— 0,3 % seulement). En revanche, de 1982 à 1983, aux côtés d'un P.C. déjà très amoindri, le P.S. subit une véritable érosion de son électoral, reculant de 28,8 % des voix à 21,7 %. Dans cette série de 15 cantons, il ne devance plus le P.C. que d'un petit point au lieu de 10 l'an dernier ! Les reculs socialistes sont devenus la règle : dans la série 1979, le P.S. perd du terrain dans 9 des 12 cantons ; dans la série 1982, 14 fois sur 15. En un an, le P.S. recule à Nîmes 2 de 22,4 à 12,3 %, à Crétell-Nord de 32,3 à 26,5 %, à Cagnes-Ouest (Alpes-Maritimes) de 22 à 13,8 %. Grand vainqueur en 1981, demeurant vainqueur en 1982 grâce au recul communiste, le parti socialiste est désormais en première ligne des reculs de la gauche et sa

première victime. Tout se passe comme s'il n'occupait plus complètement l'espace décisif du centre-gauche, celui où en scrutin majoritaire se joue la décision. Un beau sujet de réflexion pour les congressistes de Bourg-en-Bresse.

4) **La gauche est en partie victime d'une démobilitation de son électoral.** — Le recul de la gauche est accentué par la démobilitation de son électoral. On note en effet un lien assez étroit entre la montée de l'abstention (toujours sensible dans les élections partielles) et le recul de la gauche, calculé en pourcentage des suffrages exprimés. C'est le cas, par exemple, dans la série 1979 ; à Conflans-en-Jarnisy et aux Andelys, dans la série 1982, à Rouen 7, à Cagnes-Ouest et à Crétell-Nord. Dans des scrutins sans grands enjeux ni passion, la gauche éprouve du mal à mobiliser ses troupes alors que l'électorat d'opposition est prompt à saisir la moindre occasion de manifester son mécontentement. Toutefois, ce serait une erreur d'imputer aux seuls abstentionnistes les déboires de la gauche. L'essentiel de son recul tient à un transfert de ses électeurs vers la droite. A preuve, ces cantons où elle recule fortement alors que la participation électorale progresse. C'est le cas à Montpon-en-Bresse, Dainville (Eure) ou Donzenac. Dans ce dernier canton, la participation progresse de 3,6 % des électeurs inscrits alors que la gauche recule en suffrages exprimés de 7,2 %.

5) **En sièges, la gauche s'effondre par rapport à 1979.** — Pour la répartition des sièges, le tableau 3 prend en compte la totalité des élections partielles organisées entre mars et septembre. Les effets conjugués de la démobilitation et du transfert à droite sont spectaculaires. D'une répartition moitié-moitié, on passe à un rapport de forces trois quarts-un quart en faveur de l'opposition. La gauche perd un peu plus de la moitié de ses sièges, 10 cantons sur les 19 qu'elle détenait. P.C., P.S. et M.R.G. sont atteints dans des proportions identiques. Si nous distinguons le scrutin de 1982 et celui de 1979, les enseignements sont plus nets encore. Sur ses 10 sièges de la série 1982, la gauche en conserve 7 ; sur les 9 sièges de la série 1979, elle n'en retrouve que 2 à l'issue des partielles ! Durement conquis il y a un an par une gauche déjà minoritaire, les sièges de 1982 sont plus facilement conservés malgré la perte en voix. En revanche, par rapport aux cantonales de 1979, où la gauche était majoritaire et avait bénéficié au second tour de mauvais reports à droite, les pertes atteignent des proportions désastreuses.

6) **La gauche n'a cessé de reculer depuis son arrivée au pouvoir.** — Le tableau 4 permet de mesurer, par rapport aux élections cantonales de 1979, l'évolution électorale de la gauche depuis la conquête du pouvoir au printemps 1981. Nous avons distingué trois périodes : de juin à décembre 1981, le semestre qui suivit l'installation de M. Mitterrand à l'Elysée, d'avril 1982 à janvier 1983, la période intermédiaire qui va des cantonales aux municipales, enfin de mars à septembre de cette année. Au cours de ses premiers mois de pouvoir, la gauche réussit à enregistrer dans les partielles de l'état de grâce son score exceptionnel des élections législatives du mois de juin (+ 4,7 points par rapport à 1979). La deuxième période, avec le plan de rigueur de juin 1982, marque une chute brutale (— 5,9 points) et annonce l'échec des municipales. Depuis mars et le nouveau plan de rigueur, le recul frôle les 10 points et marque un palier supplémentaire. Dans les partielles de la rentrée, il semble même s'accroître et, s'il se prolongeait, pourrait créer un nouveau décrochage. C'est peu de dire aujourd'hui que la gauche en France est minoritaire. Aux élec-

tions municipales de mars, le rapport de forces national avait été évalué à 57/47 en faveur de l'opposition (4). Actuellement, la gauche paraît bien se situer en deçà des 45 % et l'opposition au-delà des 55 %. Loin d'être l'exception, l'élection municipale de Dreux s'inscrit, semble-t-il, dans la norme du rapport de forces actuel entre la gauche et la droite.

Ce recul progressif et continu épouse très fidèlement l'évolution qu'enregistre chaque mois les sondages d'opinion. Examinons, par exemple, la cote du président de la République dans les deux grands baromètres de popularité : l'enquête SOFRES, qui enregistre la confiance des Français, et l'enquête IFOP, qui mesure leur satisfaction. En moyenne, sur les trois périodes étudiées, les sondages de la SOFRES établissent la confiance des Français en M. Mitterrand à 62 % contre 32 % de juin à décembre 1981, à 54-42 % dans la deuxième période et les chiffres s'inversent dans la troisième période : 45 % contre 51 %. Même évolution pour l'IFOP, qui crédite, dans un premier temps, le président de 48 % de satisfait contre 25 % de mécontents, puis de 45 % contre 40 % et enfin, de mars à septembre 1983, les chiffres s'inversent également : 36 % de satisfait contre 50 % de mécontents.

Élections intermédiaires et locales, les cantonales partielles permettent cependant de poser

quelques jalons pour les scrutins à venir. Avant le grand rendez-vous de 1986, la gauche aura une échéance difficile : les cantonales de 1985, qui verront le renouvellement des conseillers généraux élus en 1979. Sur la base des calculs actuels — et sauf bien sûr retournement de l'opinion — elle risquerait de subir un véritable effondrement de ses positions de pouvoir dans les conseils généraux.

Pour sa part, le P.C. ne pas fini de manger son pain noir. Les élections européennes de 1984 et les cantonales de 1985 renvoient à des scrutins où il dépassait encore les 20 %, ce qui rend probable un nouveau recul, même amoindri par rapport à 1981.

Enfin, le parti socialiste est foodé à s'inquiéter. Tous ses efforts doivent tendre à reconquérir l'espace perdu du centre-gauche. Mais qu'il y songe : s'il choisit pour les législatives la représentation proportionnelle, l'effet atomiseur de ce mode de scrutin lui rendra la tâche plus difficile en multipliant les forces politiques du centre. Au risque de l'affaiblir plus encore ou même de provoquer son éclatement.

JÉRÔME JAFFRÉ
et JEAN-LUC PARODI

(4) Jérôme Jaffré, « L'inversion du rapport gauche-droite », *Le Monde*, 17 mars 1983.

TABLEAU 1

Le bilan des cantonales partielles par rapport à 1979 (en % des suffrages exprimés)

	Cantonales 1979	Cantonales partielles Mars-sept. 1983	Écart
- Parti communiste	22,6	14,2	- 8,4
- P.S.U., Extrême gauche	1,4	0,8	- 0,6
- Parti socialiste, M.R.G.	30	29,2	- 0,8
Total GAUCHE	54	44,2	- 9,8
- R.P.R., U.D.F., divers droite et sans étiquette	46	55,4	+ 9,4
Écologistes	-	0,4	+ 0,4

TABLEAU 2

Le bilan des cantonales partielles par rapport à 1982 (en % des suffrages exprimés)

	Cantonales 1982	Cantonales partielles Mars-sept. 1983	Écart
- Parti communiste	18,2	20,5	+ 2,3
- P.S.U., Extrême gauche	0,8	0,3	- 0,5
- Parti socialiste, M.R.G.	28,8	21,7	- 7,1
Total GAUCHE	47,8	42,5	- 5,3
- R.P.R., U.D.F., divers droite et sans étiquette	52,2	56,9	+ 4,7
Écologistes	-	0,6	+ 0,6

TABLEAU 3

Les élus des 37 élections cantonales partielles de mars à septembre 1983

	Après les cantonales de 1979 et 1982	Après les cantonales partielles	Écart
- Parti communiste	6	3	- 3
- Parti socialiste	11	5	- 6
- M.R.G.	2	1	- 1
Total GAUCHE	19	9	- 10
- R.P.R., U.D.F., divers droite et sans étiquette	18	28	+ 10

TABLEAU 4

L'évolution électorale de la gauche depuis juin 1981 par rapport aux élections cantonales de 1979

	Évolution électorale de la gauche (en % des suffrages exprimés)
- Période 1 Juin-décembre 1981	+ 4,7
- Période 2 Avril 1982/janvier 1983	- 5,9
- Période 3 Mars-septembre 1983	- 9,8

Les relations P.S.-P.C. — M. Jean Popere, membre du secrétariat national du P.S., a affirmé, vendredi 7 octobre à Radio-Monte-Carlo, que les socialistes

« prennent acte » de la déclaration de M. Georges Marchais dans *l'Humanité* du 7 octobre (*Le Monde* du 8 octobre), mais que, maintenant, ils jugeront « sur pièce ».

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La protection du Rhin contre la pollution : le respect de la parole de la France

L'Assemblée nationale, le vendredi 7 octobre, a adopté, en première lecture, le projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures. Deux cent soixante-quinze députés, tous socialistes, ont voté, cent cinquante-deux ont voté contre : quatre-vingt-huit R.P.R., cinquante-six U.D.F., huit non-inscrits : quarante-huit se sont abstenus volontairement : les quarante-quatre communistes et quatre socialistes : MM. Jean-Pierre Bockel (P.S., Haut-Rhin), Jean-Marie Defontaine (apparenté P.S., Pas-de-Calais), Jean Duprat (apparenté P.S., Hautes-Pyrénées), Jean Oehler (P.S., Bas-Rhin) : quarante n'ont pas pris part au vote, parmi lesquels MM. Raymond Barre (apparenté U.D.F., Rhône) et Michel d'Ornano (U.D.F., Calvados).

Auparavant, l'Assemblée avait repoussé, par 325 voix (P.S.-P.C.) contre 152 (R.P.R.-U.D.F.) la question préalable — dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu à débattre — de M. Pierre Waisenhorn (R.P.R., Haut-Rhin), puis par 326 voix (P.S.-P.C.) contre 152 (R.P.R.-U.D.F.) une motion de renvoi en commission proposée par M. Jean-Louis Masson (R.P.R., Moselle).

L'héritage. S'il est un domaine où la gauche s'estime toujours fondée à invoquer l'héritage de la majorité précédente, c'est bien le dossier empoisonné de la pollution du Rhin. La majorité n'avait eu aucune raison de se priver, à l'occasion de la ratification d'une convention signée en 1976, de donner à l'opposition une leçon de morale politique, même si la leçon était facilitée par l'appartenance de la plupart des députés alsaciens à l'opposition...

Après avoir reculé trois fois la présentation du texte au Parlement, tout en laissant le Trésor encaisser les 93 millions de francs payés par nos partenaires européens dans le cadre de la convention, MM. Raymond Barre et Michel d'Ornano, respectivement, à l'époque, premier ministre et ministre de l'Industrie, puis de l'environnement, ont, il est vrai, fourni les verges pour se faire battre.

M. André Bailon (P.S., Alpes-de-Haute-Provence), rapporteur du projet pour la commission des affaires étrangères, pouvait lancer, tout en regrettant l'absence des deux anciens ministres : « La France a (...) donné sa parole. Votre commission aurait souhaité que ceux qui l'ont donnée la respectent eux-mêmes. » Il sera beaucoup question, au cours du débat, de l'honneur de la France. L'argumentation du gouvernement est simple : la solution technique retenue — l'injection de sel dans le sous-sol alsacien — n'est pas la meilleure, mais la moins mauvaise. La convention elle-même minimise la responsabilité des autres pays riverains dans la pollution du Rhin : « Le texte de cet accord aurait pu, aurait dû être différent », indique M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. Mais la parole de la France est engagée. Le gouvernement le respectera, comme il l'a respecté en honorant des contrats commerciaux signés, « même dans les cas où nous ne les aurions pas signés », ajoute le ministre.

La France, à vrai dire, est d'autant plus fondée à adopter cette attitude que le rapport de forces au sein de l'Europe ne lui laisse guère d'autres possibilités. Les Hollandais, principales victimes des rejets de sel des Mines domaniales de potasse d'Alsace (M.D.P.A.), s'impatiente d'autant plus que l'État français, qui a touché l'argent sans appliquer la convention, est doublement responsable : les M.D.P.A. sont une entreprise nationale. La quinzaine de journalistes hollandais qui avaient fait le voyage jusqu'à Paris auront sans doute entendu avec intérêt M. Roger Duroure (P.S., Landes), rapporteur du projet pour la commission de la production et des échanges, mettre l'Assemblée en garde : « Aucun dialogue n'est plus possible avec nos partenaires sans ratification de la convention. »

L'opposition ne veut pas entendre ce langage. Elle ne manque pas de rappeler, par la voix de plusieurs députés alsaciens, que la parole de la France n'appartient qu'au peuple souverain représenté par le Parlement. Par une inversion des rôles tout aussi curieuse, M. Pierre Wei-

senhorn (R.P.R., Haut-Rhin) accuse la gauche de faire le jeu des trusts — le fameux cartel du sel — en rejetant la création d'une saline pour traiter les déchets, ce qui lui vaudra une singulière réplique de M. Cheysson.

L'hémicycle passe du solennel au badin. L'opposition rappelle que le tocsin a sonné partout en Alsace contre la ratification de la convention. M. Jean-Paul Fuchs (U.D.F., Haut-Rhin) fait boire aux représentants du gouvernement une eau minérale alsacienne « pour le biberon », qui contient, révèle-t-il triomphant, « plus de sel que le Rhin en Hollande ».

Les députés de l'opposition se succèdent pour dénoncer le caractère économiquement et écologiquement hasardeux du projet d'injection, font valoir l'opposition des syndicats et des élus locaux. Le P.C. ne s'en satisfait pas plus. Il s'abstient.

Pour conclure, M. Cheysson et M. Huguette Bouchardeau, secrétaire d'État à l'environnement, se partagent la tâche. A M. Cheysson les inquiétudes économiques et sociales : « Les M.D.P.A., assure-t-il, peuvent et doivent rester l'un des principaux employeurs de l'Alsace. » M. Bouchardeau tente, elle, de rassurer les écologistes. Elle rappelle que le rapport définitif des experts sur la solution de l'injection dans le sous-sol alsacien ne sera connu que dans un an. Elle s'engage « à ce que les injections soient réalisées seulement si le rapport est positif ». Ce qui porte à fin 1984, au mieux, la début des travaux. Les Hollandais devront encore patienter...

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

La motion de censure sera discutée le 12 octobre

L'opposition a déposé vendredi la motion de censure que M. Michel Debret avait soulevée lors des journées parlementaires du R.P.R. en Avignon. Cette motion est ainsi rédigée : « Considérant que le gouvernement affaiblit notre économie, endette le pays, divise le peuple et l'accroît de charges, abaisse notre enseignement et notre organisation médicale et hospitalière, ne prend pas les moyens de lutter contre les menées séparatistes, retarde la modernisation de notre défense, menace enfin des libertés fondamentales, considérant que la situation intérieure et extérieure exige un redressement de la France, les députés soussignés, en application de l'article 49 alinéa 2 de la Constitution, demandent à l'Assemblée nationale de censurer le gouvernement. »

Cette motion a été signée par cinquante et un députés, parmi lesquels, pour le R.P.R., MM. Claude Labbé, Michel Debret, Bernard Pons, Jacques Chirac, et, pour l'U.D.F., MM. Jean-Claude Gaudin et Philippe Mestre. Elle devrait être discutée le mercredi 12 octobre dans l'après-midi.

Société

« Ne touchez pas à notre lycée chrétien ! »

(Suite de la première page.)

L'école possède son identité ; le chef d'établissement a un rôle qui dépasse celui du simple gestionnaire ; deux points essentiels pour M. Gire qui manifestent son engagement. « S'il y avait un changement, des modifications imposées qui nuisent au caractère propre de l'école ou à la mission du directeur, je n'assumerai plus cette charge », déclare-t-il.

Refusant toute dramatisation, refusant surtout que les jeunes élèves soient mêlés à ce débat, il attend avec ses enseignants des propositions ministérielles qui ne sauraient tarder. M. Maguy Vial, responsable départementale de l'Association des parents de l'enseignement libre (A.P.E.L.), elle aussi, est calme. « Tous les parents sont motivés, explique-t-elle. En ce moment, nous sommes tous en haleine. S'ils touchent à notre école, nous descendons dans la rue. » Bien au point, selon elle, entraîneur quinze mille personnes dans les rues du Puy si... Mais M. Vial n'est pas persuadé que les parents auront besoin d'agir. Elle a confiance dans « ces deux présidents, celui de l'association et celui de tous les Français ». Et puis, confie-t-elle, l'école privée fonctionne si bien, et depuis si longtemps, qu'il n'est pas nécessaire de la bouleverser. Dans la Haute-Loire, l'école catholique est une force et une tradition. L'an dernier, 57,8 % des élèves étaient scolarisés dans le public, 42,2 % dans le privé.

Dominiant la ville du Puy de ses 132 mètres, la statue de Notre-Dame-de-France semble surveiller clochers et écoles aux noms de saints. Le sous-directeur diocésain, l'abbé Terrasson, parle du dynamisme des parents, « des jeunes maîtres pleins d'allant, des laïcs qui se donnent à fond ». Il ne cache pas les difficultés, essentiellement financières, des établissements scolaires. Beaucoup de prêtres et de religieuses ont, depuis des années, participé bénévolement à la vie des écoles. Aujourd'hui, alors que le nombre des membres des congrégations diminue, ces bénévoles ne sont plus remplacés. « Pendant des années, des parents ont cru que l'école chrétienne ne coûtait rien, car les prêtres et les sœurs, par leurs sacrifices, réussissaient à la faire vivre », explique-t-il. Le dévouement des enseignants ne suffit pas. Celui des parents qui, l'été, participent aux tra-

vau de réfection des bâtiments des écoles non plus.

Le bénévolat lui-même ne fait pas l'unanimité chez les enseignants du privé. Il est même fortement remis en cause par les adhérents de la C.F.D.T. « On nous demande d'assurer des corvées, alors que les directeurs d'établissement font toujours planer sur nous l'insécurité de l'emploi », résume une jeune adhérente. Il s'agit là d'une position minoritaire. La C.F.D.T. ne rassemble, en effet, qu'un quart des mille cinquante maîtres du privé de la Haute-Loire. Mais la demande d'une plus grande sécurité de l'emploi réunit beaucoup d'enseignants. Comme les parents, comme les prêtres, ils attendent. Certains souhaitent bénéficier des avantages de leurs collègues du public. D'autres craignent de devoir être soumis à des mutations qui les nargueraient à démissionner.

Dans les fermes isolées du pays de Jules Romains, dans les villages des vallées de la Loire ou de l'Allier, des parents et des anciens élèves attachés à leur école chrétienne attendent aussi. « En Haute-Loire, on est lent à s'y mettre, mais quand on s'y met... », déclare un enseignant. Alors ces gens qui ne veulent pas de la guerre scolaire se tiennent prêts. Ils regardent les laïcs préparer leur rassemblement national du 20 novembre, à Yssingeaux, pour obtenir l'ouverture d'un lycée public dans la région. Ils regardent sans animosité. « Nous ne critiquons pas l'enseignement public. Nous sommes même quelques-uns à souhaiter que l'Yssingeaux possède son lycée public puisqu'il n'y en a pas dans le nord-est du département », commente un maître du privé. En ajoutant : « Mais que l'on ne touche pas au nôtre ».

SERGE BOLLOCH.

UN PROJET DE RÉFORME

Au secours des victimes de la route

Les accidents de la route ont fait 360 000 victimes — morts et blessés — en 1982.

Une sur quatre ne sera jamais indemnisée. M. Robert Badinter prépare une réforme qui remédiera bientôt à cette situation.

On connaît le coût humain et économique des accidents de la circulation : mille blessés et quarante morts par jour. Ce que les chiffres ne révèlent pas, en revanche, ce sont les drames qu'engendre un système d'indemnisation qui prive de réparation une victime sur quatre. Qu'un père de famille se fasse faucher en traversant hors des clous, et voilà ses enfants dépourvus de ressources. Pourquoi ? Parce que, selon le code civil, il a commis une « faute ». Peu importe que celle-ci soit plutôt une étourderie ou une imprudence. C'est lui qui doit payer.

Chaque année, des procédures sont engagées pour déterminer les circonstances exactes de ce genre d'accident : le piéton a-t-il réellement commis une faute ? Avait-il ou non un pied hors des clous ? Le chauffeur, lui, a moins de souci à se faire. S'il tue, en état d'ivresse, un père de famille qui traverse au « rouge », il sera, certes, condamné à une peine d'emprisonnement, généralement avec sursis, et à une forte amende. Mais ce sont les assurances qui verseront les dommages-intérêts aux victimes ou à leurs familles. C'est par trop injuste : d'un côté, des criminels du volant qui s'en sortent à moindres frais et de l'autre des étourdis qui subissent jusqu'à la fin de leurs jours les conséquences d'un moment d'inattention.

Chaque année, 100 000 accidents ne sont pas indemnisés. Qui sont-ils ? Des piétons et des cyclistes qui ne sont pas assurés et des conducteurs blessés qui, du fait de la faute qu'ils ont commise, ne peuvent obtenir de réparation, à moins qu'ils aient souscrit une assurance tous risques.

Le système d'indemnisation qui prévaut actuellement est archaïque et lacunaire. 27 % des accidents de la circulation donnent lieu à un procès, alors que c'est le cas pour 1 % seulement en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne. Le caractère souvent byzantin de ces procès retarde le moment où le jugement est rendu. Il faut trente et un mois en moyenne pour percevoir une indemnité en cas d'incapacité permanente.

Un ministre assiste à un cours d'histoire

TOUTE LA RÉSISTANCE EN UNE HEURE D'HORLOGE

« Je suis venu avec vous écouter le bruit de l'histoire. » S'installant au fond de la classe — une terminale du lycée Jean-Zay à Orléans — face aux projecteurs, aux micros et aux caméras, M. Roger-Gérard Schwartzentrup, secrétaire d'État à l'Éducation nationale, voulait témoigner à la fois du « prix que porte le président de la République » à cet enseignement et rendre hommage à Jean Zay, ministre de l'Instruction publique du Front populaire, assassiné par des miliciens en 1944, un radical qui a laissé des traces dans l'histoire.

Le 6 octobre, le cours est consacré à la Résistance. Blouse blanche, voix grave, le professeur incarne, au fur et à mesure qu'il les évoque, les grands moments et les noms célèbres de l'époque : Jean Moulin, Klaus Barbie, le F.T.P., le S.T.O., — le tout à l'intérieur d'un plan en trois parties. La course contre la montre dans une classe d'enseignants conduit à schématiser un passé qui résonne encore dans l'actualité.

Ce sera dans l'année la seule heure consacrée au sujet. Mais, comment le professeur au terme du cours, « nous utilisons beaucoup des documents qui figurent dans le manuel. L'essentiel est de donner aux élèves l'heure, en qu'il préoccupe les lycéens c'est de savoir quand ils « passeront, à la télé »... »

C. A.

Trente-six « sages » pour examiner les problèmes moraux de la recherche biologique et médicale

Le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, créé par décret le 25 février dernier, va pouvoir commencer ses travaux. Un arrêté signé des ministres des affaires sociales et de la solidarité, de l'industrie et de la recherche, ainsi que du secrétaire d'État chargé de la santé, est daté du 29 septembre, paru au Journal officiel du 7 octobre, fixe sa composition.

Placé sous la direction du professeur Jean Bernard, il comprend : En qualité de « personnalités dévouées par le président de la République et appartenant aux principales familles philosophiques et spirituelles » : professeur Henri Atlan (faculté de médecine Broussais-Hôtel-Dieu) ; M. France Quérel, théologien ; M. Jean Gelamur, président-directeur général du groupe Bayard Presse et du journal la Croix ; M. Lucien Sève (Institut de recherches marxistes) ; M. Ahmed Soma, chef de service honoraire à l'hôpital Avicenne.

En qualité de « personnalités qualifiées choisies en raison de leur compétence et de leur intérêt pour les problèmes d'éthique » : M. Léo

Gréard, député (P.S.) de l'Yonne ; M. Miellet Mirodot, sénateur (R.L.), Haute-Saône ; M. Nicole Questiaux, conseiller d'État ; M. Jean Michaud, conseiller à la Cour de cassation ; M. Catherine Labrousse (Université Paris-Sud) ; M. Jacques Rafflé (Collège de France) ; M. Loïc Le Floch-Frigit (Rhône-Poulenc) ; M. Pierre Chevalier, président de la Mutuelle générale de l'éducation nationale ; professeur Paul Milliez ; M. Pierre Larocque (Conseil d'État) ; M. Elizabeth Aubrey, attachée des hôpitaux de Paris ; M. Xavier Emmanuelli (Médecins sans frontières) ; professeur Léon Schwartzentrup ; professeur Henri Laborit ; M. Albert Jaquard (Institut national d'études démographiques).

En qualité de « personnalités appartenant au secteur de la recherche » : professeur Jean Dausset, prix Nobel ; professeur Raymond Bastin (hôpital Claude-Bernard) ; professeur Alfred Jost (Collège de France) ; M. Elie Wollman (Institut Pasteur) ; M. Béatrice Descamps (Institut national de la santé et de la recherche médicale) ; M. Claude Herzig (Centre national de la recherche scientifique) ; M. Pierre Dejourn (C.N.R.S.) ; M. François Bresson (École des hautes études en sciences sociales) ; M. Frida Wanstok (INSERM) ; M. Odile Fichet, ingénieur au C.N.R.S. ; professeur André Boué (INSERM) ; professeur Daniel Schwartz (INSERM) ; professeur Jacques Muraux, président de l'université de Montpellier ; professeur Jean-Pierre Curis, président de l'université de Rennes-I ; M. Jean-

Paul Renard (Institut national de la recherche agronomique).

Le liste des trente-six membres de ce comité d'éthique est publiée plus de sept mois après la parution au Journal officiel du décret — daté du 23 février 1983 — qui lui donnait naissance. Dans ce texte, sa mission était définie de manière extrêmement extensive : elle consistait, en effet, à donner un avis « sur les problèmes moraux qui sont soulevés par la recherche dans les domaines de la biologie, de la médecine et de la santé, que ces problèmes concernent l'homme, des groupes sociaux ou la société tout entière ». Le Conseil des ministres du 2 février avait même précisé que ce comité pourrait également se saisir « de toutes questions faisant débat au sein de la population ».

Les questions, en effet, ne manquent pas, qui pourront faire l'objet des débats du Comité, étant donné que la rapidité des progrès médicaux et scientifiques au cours de ces dernières années a laissé dans le vide juridique certaines des questions les plus aiguës que se posent les sociétés contemporaines. Il en est ainsi des progrès réalisés dans le domaine de la reproduction humaine (fécondation in vitro, stérilisation, insémination artificielle, etc.), de l'utilisation médicale des tissus fœtaux, de l'expérimentation des médicaments sur l'homme sain et malade, pour ne citer que ces exemples. Toutes questions sur lesquelles l'ordre des médecins a, pour sa part, réfléchi, notamment en sein de sa section d'éthique et de déontologie. L'absence de tout représentant de l'ordre dans ce comité prend ainsi figure de geste politique.

Le nouveau permis moto : en mars prochain

Le nouveau système de permis de conduire les motos devrait entrer en vigueur vers le 1^{er} mars prochain. Il a été élaboré par M. Pierre Mayet, directeur de la circulation et de la sécurité routière, vendredi 7 octobre au Salon du cycle et du motocycle. Une table ronde réunissant pouvoirs publics, usagers et constructeurs doit mettre au point, d'ici au 1^{er} janvier, une série de décrets modifiant l'actuel mode de formation des conducteurs, qui avait suscité la révolte des pratiquants et la création de la Fédération française des motards en colère (F.F.M.C.).

La réforme de mars 1980 avait institué trois permis moto : le A 1 (âge minimum seize ans, engins de cylindrée comprise entre 50 et 80 centimètres cubes pour les engins à 50 centimètres cubes pour les autres) ; le A 2 (dix-huit ans, cylindrée inférieure à 400 centimètres cubes, vitesse inférieure à 75 kilomètres/heure) ; et le A 3 (dix-huit ans, cylindrée supérieure à 400 centimètres cubes). Selon le F.F.M.C., le système ainsi instauré était très coûteux pour les usagers et faisait fi de leur véritable sécurité.

Dans le futur, le nombre des permis serait ramené à deux, en même temps que les procédures de formation et de contrôle seraient une pièce plus large à la sécurité et à la « conscientisation » des usagers. L'actuel permis A 1 subsisterait avec le même champ d'application. En revanche, le A 2 et le A 3 seraient fondus

en un permis unique accessible à partir de dix-huit ans. A titre transitoire, les titulaires du permis A 1 devraient pouvoir, à partir de dix-huit ans, conduire des machines de cylindrée supérieure à 80 centimètres cubes — vraisemblablement 125 centimètres cubes. Les titulaires du permis A 2, pour leur part, obtiendraient l'autorisation de piloter des engins excédant les 400 centimètres cubes au bout de deux ans et demi de pratique. Mais le gouvernement souhaite limiter la puissance maximale des motos commercialisées à 100 chevaux, une décision que les motards comme les importateurs ne semblent pas contester dans son principe, même s'ils souhaitent que soit pris en compte pour définir cette limite le rapport poids-puissance des machines.

Satisfaction

Tout le monde paraît donc satisfait à l'avance des prochaines mesures. La « colère » des motards est tombée, et M. Jean-Marc Maldonado, président de la F.F.M.C., présent au Salon de la moto au côté de M. Mayet, s'est plu à souligner l'excellent climat de concertation entre les diverses parties prenantes. Les importateurs ne sont pas mécontents non plus : M. Mayet a publiquement assuré le président de leur chambre syndicale, M. Jean-Claude Olivier, que, en dépit de l'adoption des « gros cubes » de plus de 100 chevaux — 4 à 5 % du marché, — « il n'y aura pas de Polaris de la moto ».

et écorchés, vendredi. MM. José Antonio Martija, vingt-cinq ans, et Inaki Salegui, vingt-trois ans, se trouvaient, lors de leur arrestation, à bord d'un canot à moteur, non immatriculé et amarré depuis la veille à un emplacement réservé aux pêcheurs professionnels. Plusieurs pistolets y auraient été découverts. Déjà arrêtés le 13 février 1981 par la police française et alors condamnés à un an de prison, les deux hommes seraient membres des Commandos antipoliciers (C.A.C.), groupe extrémiste considéré comme une filiale de l'ETA militaire.

Deux Basques espagnols écorchés. — Arrêtés mercredi 5 octobre à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), deux Basques espagnols ont été inculpés de détention d'armes et d'usage de faux papiers.

M. Bess remise en liberté. — M. Helyette Bess, sympathisant des milieux anarchistes et libertaires, arrêté le 27 septembre à Lyon pour trafic de fonds, a été remise en liberté vendredi 7 octobre.

MARCHAND DE SOMMEIL

La bonne conscience de M. Marciano

« M. Marciano est un homme plus soucieux de ses intérêts que de la sécurité de ses locataires. » Ainsi a parlé, mercredi, M. Georges Bonas, substitut du procureur de la République, à l'audience de la 16^e chambre correctionnelle, pour demander fermement contre ce prévenu une peine de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende. Pourtant, M. Abraham Marciano, qui répond du délit d'homocides et blessures involontaires pour avoir négligé, à l'hôtel de la Boule d'Or, rue de Chalon (12^e arrondissement de Paris), dont il est le gérant, d'appliquer certaines mesures de sécurité obligatoires, ne se sent pas coupable.

Pendant deux heures, le président, M. Jeanne Delobau, et M. Alain Marx, au nom des parties civiles, allaient rappeler l'incendie qui se propagea dans l'hôtel le 16 janvier 1979 et l'embrasement du haut en bas. Tout cela si vite que les locataires — quatre-vingts Sénégalais — n'eurent d'autre choix que de sauter par les fenêtres ce qui causa la mort de trois d'entre eux et de graves blessures à vingt autres. Abraham Marciano n'a, cependant, jamais admis qu'il pouvait avoir dans ce drame une quelconque responsabilité.

N'y avait-il pas un signal d'alarme ? Cela ne le dispensait-il pas d'élever la cage de l'escalier ? N'avait-il pas fait exécuter certains travaux exigés par la direction de la prévention et de la protection civile, alors que tant d'autres ne font rien ? Sans doute, mais n'aurait-il pas dû, quand même, se soucier des risques que comportait la présence dans les chambres de réchauds et autres camping-gaz ? Et que pense-t-il encore de cette porte qui ouvrait à l'intérieur, contrairement au règlement, de cette autre qui était sans issue mais que rien ne signalait ? N'aurait-il pas dû donner aussi à la concierge des instructions pour faciliter l'évacuation de l'établissement en cas de sinistre et afficher les consignes de sécurité ?

Il en faut plus pour désarmer M. Marciano. Des consignes en français à des Sénégalais qui ne parlent pas notre langue, cela aurait supposé qu'il fasse, comme il dit, l'école à chacun d'eux. L'absence d'extincteur ? Assurément, mais il n'est pas le seul. Telle a donc été sa défense. Son avocat, M. Nguyen Van Thann, estimant, lui, que si responsabilité il y avait, elle devrait au moins être partagée et que le locataire de la chambre 16, d'où il fut éjecté que l'incendie était né, aurait dû être là lui aussi.

Jugement le 26 octobre.

J.-M. THEOLLEYRE.

GOLF
Une finale très attendue
Dimanche 9 octobre, au Golf de la Boule, Sophie Géri, vainqueur l'année dernière du Challenge FRID, défendra son titre devant 54 joueurs qualifiés dans 9 clubs de province. Disputée en médaille sur 18 trous, sur le prestigieux parcours de la Vallée, titulaire de l'Open de France cette année, cette finale opposera des joueurs aussi talentueux que Martial Papin (R.C.F.), Bernard Augé (Bep) (du golf de La Boule) ou Pierre-Yves Jungers, surprenant vainqueur cet été à Megève de François Il-Joux, membre de l'équipe de France. M. Fred Samuel, président-directeur général de la maison Fred, remettra lui-même le Challenge vers 17 heures au vainqueur de cette journée. Trois victoires consécutives dans cette épreuve permettront au vainqueur de conserver définitivement ce Challenge en sa possession et de participer à la coupe de la maison Fred, meilleure joueuse de l'International Club de Lyon.

Lisez
Le Monde des PHILATÉLISTES
REVUE DE LA PHILATÉLIE

Société

BILAN DE TABLE

La cuisine de demain commence en 1604

(Suite de la première page)

Et la ménagère achète et cuisine en décembre, des cerises en janvier, des haricots verts toute l'année, etc. Le porte-monnaie s'en ressent. La cuisine plus encore, si ce n'est la santé.

La cuisine est le reflet d'une société. Elle était économie domestique, habileté et recherche des meilleures et profitables préparations, méditation de l'ange du foyer sur le bonheur de tous. Elle est aujourd'hui corvée, recherche du vite-fait et du « beau voir » plutôt que du bon. Imitation plutôt que tradition ! Mais, puisque cette cuisine du ménage prend sa source à celle des restaurants (par la faute des médias - et les écrivains y ont peut-être contribué), de même qu'aux vieux livres de cuisine de ménage ont succédé les ouvrages d'élaboration de ces grands chefs !), - puisque, donc, la restauration est le « maître à manger » par magazine interposé de la maîtresse de maison, essayons de voir, à travers elle, où en est notre cuisine.

Vitalité d'un peuple

Restauration de Paris ou de province ? A vrai dire, il n'y a plus guère de différence : la province tout entière s'est mise à l'heure de la capitale à la mode. On trouve aux cartes de Cannes, de Biarritz, de Lille et de Brive-la-Gaillarde les mêmes « petits légumes », qui sont comme le hâlon de la table nouvelle. Il faut ausculter le terroir au plus profond pour trouver les vestiges de ce régionalisme gourmand qui témoignait, par ses spécialités authentiques, de la vitalité d'un peuple : le poisson de la rivière, les légumes du cru, le vin du pays... Les pêcheurs voisins croient sous les fruits invendables, mais le sorbet est aux îles ; la ferme voisine « fait » des volailles, mais les escalopes de dinde arrivent sous vide ; il y a dans l'étang d'excellents poissons de scalpois, mais on propose des bœufs de loup, qui d'ailleurs est un bar se ressentant d'un long voyage...

Quant aux « grands » de province (et loin de moi l'idée de minimiser leur talent !), leur carte ne détonnerait pas entre Étoile et Panthéon. A quelques exceptions près (un Daguin à Auch, un Vanel à Toulouse, un Brun à Marseille), avec aussi des inconnus dans de petits villages perdus hors les circuits du grégarisme vacancier. Aussi bien leur vie n'est pas facile, à ces provinciaux. Ils doivent le plus souvent faire leur année en quelques mois touristiques, face à des charges accrues et une clientèle diminuée, avec un personnel de moins en moins qualifié. Cela explique le repli de beaucoup vers Paris, tel Le Divellec inlassant tomher La Rochelle, qui l'avait laissé tomber, Charvet quittant Nîmes pour reprendre « Marius et Jeanette », Keller venu de la grande banlieue, les Duquesnoy depuis Pont-Sainte-Marie comme hier les Masraff, de Bretagne...

Parlons alors de la restauration parisienne. Elle vit, comme tout le monde, une période de crise. Nombre de maisons disparaissent ou sont à céder : « La moitié des restaurants parisiens sont à vendre », m'a assuré un marchand de fonds important et spécialisé. Mais en contrepartie - et comment expliquer cela ? - il s'ouvre de nouveaux restaurants chaque jour.

Ces difficultés de la restauration expliquent-elles les prix prohibitifs ? En partie. Mais encore faut-il que ces prix lourds correspondent à une prestation d'exception, fasse du repas une fête... Et qu'il y ait, dans l'assiette, quelque chose à manger ! Repas d'affaires, repas de fête... Ils n'existent guère plus en province mais, à Paris, demeurent en partie. Ici on se restreint sur les à-côtés, là on en diminue le rythme. Le client préfère un repas sur deux à des demi-repas, les additions des bonnes adresses le montrent : les bonnes bouteilles se vendent autant même si, le soir ou le lendemain, on se contente de grignoter. C'est ce qui fait le succès des bouillons, ces bistrotiers, de deux sandwiches de pain de campagne et de deux verres d'un petit vin

telles !). Mais ceci ne compense pas cela. Et l'effet bourratif cache un déséquilibre diététique consternant. Est-ce vraiment le dilemme : on mange au-dessus de ses moyens, ou se nourrit aux dépens de sa santé future ?

Une déliquescence du goût

Nous assistons à une déliquescence du goût. Le consommateur ne sait pas reconnaître le pâtissier qui augmente la proportion de sucre pour diminuer celle de beurre dans ses gâteaux ; il ne fait pas de différence entre une confiture d'usine et celle, artisanale, de Tannière, entre une andouillette à la ficelle et une autre, etc. Soit ! Mais que du moins les restaurateurs n'en ajoutent point en servant comme fraiches des saint-Jacques en sachet, comme scampis des langoustines ne venant pas de l'Adriatique, comme magrets des poitrines de canard de basse-cour.

trois à la fois. Ce qu'il faut bien plutôt, pour sauver la cuisine, c'est un retour aux sources qui soit, aussi, une « ouverture ». Et, justement, vient de paraître la première réédition d'un ouvrage de 1604 intitulé *Ouverture de cuisine*.

Imprimé à Liège, il avait pour auteur Lancelot du Castellan, queux des princes-évêques de la ville dès l'an 1557. Présenté et traduit par Léo Moulin, grand érudit et fier gourmet, avec des commentaires pertinents de mon confrère Jacques Kother, directeur du *Guide des connaissances* de Bruxelles, il vient pour la première fois d'être réédité (De Schutter - Anvers-Bruxelles).

L'ouvrage est passionnant, et cette cuisine d'immédiatement après le merveilleux Moyen Âge est pleine d'enseignement. On y voit que l'usage des pommes de terre est ici plus ancien que chez nous, et qu'au banquet de 1557 en l'honneur du prince-évêque Robert de Berghes on servit du caviar. Mais, surtout, Lancelot du Castellan témoigne de ce qu'en ce seizième siècle, à Liège, on se régala d'herbes (oubliées aujourd'hui de nos chefs) telles que bourrache, bettes, huglosses, bétoine, roquette, pimprenelle, sans compter le chervil, la valériane, la sauge, la mélisse, le mille-feuille, la tansie, la marjolaine, l'hysope, le serpolet, dent des dévotions étaient aromatisées de guele. Les pâtés de poissons des cartes sempiternelles d'aujourd'hui ? Lancelot du Castellan nous donne les recettes de pâtés d'huitres, d'esturgeon, de seiche, de rousette, d'escargots. Il se peut même que quelquefois (de miel, bien entendu !), dans l'esturgeon en hochepot par exemple, esturgeon qu'il nous propose aussi rôti, en paupiettes, en saucisses, en daube, en mortadelle. Tout comme le thon.

Divagations

Et je gage que ce menu ne paraîtrait pas nos tables de fête, et que les plus difficiles gourmets s'épanouiraient s'il était proposé par un Chapel ou un Guérard :

Soupe aux huîtres.
Tartelettes aux champignons.
Porc à la sauce poivrée.
Épinards au beurre.
Beignets aux pommes.

Ainsi donc, c'est d'une nouvelle *Ouverture de cuisine* que nous avons besoin plutôt que de divagations mignardes, de recherches de produits rares souvent frelatés, de concessions au méchant goût ou au goût déformé du consommateur qui, en quelques décennies, par l'action conjuguée du progrès, des médias, du mercantilisme, a désappris le goût des choses « vraies ».

Un retour à l'empirisme, une recherche, non du meilleur rapport, mais de la meilleure qualité intrinsèque du produit, un respect, enfin, du consommateur de la part du cuisinier, du restaurateur considéré comme un artisan, non seulement de notre alimentation, mais de notre bonne santé et de notre appétit comblé, qui, voilà qui serait neuf. Et heureux. Une ouverture de cuisine...

ROBERT COURTINE.

PARIS EN VISITES

LUNDI 10 OCTOBRE

- Le Printemps, 14 h 45, rez-de-chaussée nouveau magasin, M^o Huto.
- Le Marais, 15 h, métro Bastille, M^o Legeindre.
- L'île de la Cité, 15 h, Pont-Neuf, M^o Orléans.
- Le cimetière de Passy, 15 h, métro avenue Paul-Doumer, M^o Pasteur.
- De Delacroix à Picasso, 14 h 30, 13, avenue du Président-Wilson (Approche de l'art).
- Musée, 14 h 30, musée du Jeu de Paume (Arts).
- Rue du Cherche-Midi, 14 h 30, métro Vaugelas (Arts et curiosités de Paris).
- Sociétés secrètes et nazisme 1939-1945, 15 h, métro Invalides (M. Czorny).

- Salons de l'Hôtel de Ville, 14 h 30, devant le poste de l'Hôtel de Ville (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- Le Marais, 20 h 30, métro Pont-Marie (Les Filles).
- L'Institut Pasteur, 14 h 30, 25, rue de docteur-Roux (M^o Huto).
- L'île de la Cité, 15 h, métro Cité (P.-Y. Jais).
- Hôtel de Lauzun, 15 h, 17, quai d'Anjou (Histoire et archéologie).
- Le Père-Lachaise, 13 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).
- Le Père-Lachaise, 15 h, entrée, boulevard de Ménilmontant (Paris et son histoire).
- Le Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).

BOIS DE BOULOGNE

Dehors, les créatures !

La police municipale fait le ménage au bois de Boulogne. Est-ce bien la fin du commerce des travestis brésiliens ?

Les feuilles tombent, le bois de Boulogne se dénude. Il n'a plus rien à cacher. Des nuits claires comme le jour, des bosquets sans surprise pour l'enfant qui cherchera son ballon. Une circulation fluide sans coups de frein intempestifs. Des phares qui éclairent droit sans balayages furtifs. Un bois de ville pour s'y tenir par la main, pour les naseaux fumants dans les allées cavalières et le soufflé régulier des joggers. Un bois tranquille où marchent les pigeons.

Depuis le 15 août, la police urbaine nettoie talus et fourrés, traquant à la lampe-torche les drôles d'oiseaux de nuit qui s'étaient posés là, les travestis brésiliens qui, aux beaux jours, racolaient par centaines. Une vaste kermesse du sexe, des marchands de frites et de merguez, des cars de touristes et des milliers d'hommes seuls qui s'enfrissonnaient au son de voix graves sortis de poitrines silencieuses, phantasmes, petits bédouins d'un soir, à la recherche d'une divine surprise, d'une homosexualité au bénéfice de l'erreur. Si sombre est la nuit.

Ce badinage des turpitudes est terminé. M. Raymond Demattéi, contrôleur général, directeur du premier district de la police urbaine de Paris, dans sa voiture légère, sous l'insigne franc de l'avenue de Longchamp, exprime sa satisfaction : « Voyez comme le bois est propre. » Chaque nuit ses policiers rapportent au commissariat de la rue de la Pompe (16^e arrondissement) des

travestis à plaines fourgon. Cueilis en bordure l'un après l'autre, embarqués pêle-mêle, ils prennent un trajet sinueux aux arrêts fréquents. Les portières claquent, les gardiens de la paix publique courent un peu vers les sous-bois où essient de fuir des ombres sur de hautes talons. Aussi captives, elles montent dociles dans le car de police où, leur charme rompu, le merton blasi, elles deviennent pitoyables et pauvres comme des enfants brésiliens.

« Nous faisons une œuvre de salubrité publique, nous avons rendu le bois à sa destination première », explique M. Demattéi. En cette nuit de septembre, les promeneurs désemparés cherchaient encore de l'émotion. Un autocar de touristes depuis passait au ralenti. Des familles dans leurs cabriolets tendaient le cou en vain. Le trouble avait disparu. « Il y avait ici, la nuit au mois d'août, de cinq mille à six mille personnes. Il se commettait des agressions, des accidents de la circulation, nous recevions des plaintes... A présent, on peut rouler tranquille. »

Plus rien, pas un papier gras. Même les amateurs d'exhibition qui se réunissaient à l'endroit le plus sombre ne viennent plus s'abîmer les yeux au cœur de la nuit. Les homosexuels ont déserté leur coin. Le flic ne tombe que sur quelques imprudents victimes d'une urgence ou sur des travestis aux abois. Le décor se fait presque romantique sans la gyrophare de la patrouille et cette esquisse aux folles qui finit en misère avant de la lâcher au petit matin.

Mais, comme les champions aux premières pluies, ne repousseront-elles pas demain ?

CHRISTIAN COLOMBANI.

WEEK-END D'UN CHINEUR

Le nouveau Drouot se transforme tous les samedis en grand bazar de l'antiquité et de la brocante, une grande galerie où il se passe tous les jours quelque chose, un grand magasin où il ne faut surtout pas acheter les yeux fermés. Vous pourrez donc voir, aux expositions qui précèdent les ventes du lundi, des bijoux, de l'argenterie, des objets de vitrine, des tasses, des lustres, des icônes, des cartes postales régionalistes, des timbres-poste, des soldats de plomb, du linge de table, des desins et des tableaux, une miniature de Jan II Bruegel, des meubles dix-huitième et dix-neuvième, des boiserie, des verrières art nouveau et arts déco, des céramiques égyptiennes, grecques et romaines.

Mais vous pourrez aussi assister à une vente très particulière, puisqu'il s'agit de la mise aux enchères de la collection de M^o Camille de Monneron, conservatrice du musée des poupées de Nontron, en Dordogne, qu'elle se trouve dans l'obligation de disperser faute de pouvoir le transformer en musée national. Et ce malgré les efforts de l'expert François Theimer pour intéresser les pouvoirs publics à ce sauvetage. La première vente, consacrée aux mignonnettes, aux poupées de Nuremberg, aux meubles de poupée, objets de toilette, bobets - plus une collection de grenouilles - aura lieu samedi 8 octobre à 14 heures. M^o Gilles Noret-Minet continuera à officier les 10 et 11 octobre pour d'autres objets miniatures, jeux, jouets, et une gigantesque maison de poupée de

14 pièces estimées à plus de 300 000 francs. Également samedi à Drouot, à 14 h 30, une belle vente de grands vins de Bordeaux.

Autres ventes autour de Paris le dimanche 9 octobre à partir de 14 heures ou, à 14 h 30, rue de l'Écluse à Corbeil et à l'Isle-Adam, des dessins, des tableaux, meubles et de l'argenterie à Melun, Pithiviers et Versailles (aux Chevaux-Légers), des tapis et de l'argenterie à Engennes, des timbres-poste à Chartres.

Pour les chineurs de cartes postales, l'Hôtel George V ouvre ses salons jusqu'à samedi, de 10 heures à 20 heures, pour un rendez-vous international de la carte postale. Cinquantecinq exposants français et étrangers, choix de cartes rares et amusantes, exposition sur le thème « Les enfants et la carte postale » (29, avenue George-V).

A Versailles, le passage des antiquaires est en fête jusqu'à dimanche soir : 40 exposants et 20 restaurateurs d'objets d'art (passage de la Gdelle, 10, rue Rameau).

Signalons que, à l'occasion de la publication du *Dictionnaire illustré des antiquités et de la brocante*, la Librairie Larousse et le Louvre des antiquaires présentent du 11 octobre (à 16 heures) au 20 octobre une exposition : « Confrontation », composée de meubles et d'objets anciens définis par le texte et l'image (2, place du Palais-Royal, 75001 Paris ; entrée libre, de 11 à 19 heures tous les jours sauf lundi).

ÉCONOMIE ET HUMANISME

N° 273 septembre-octobre 1983

DOSSIER : LA MER : 1,37 milliard de km²... et quelques enjeux

- Les négociations de Genève sur le contrôle des armements nucléaires : bilan et perspectives.
- Y a-t-il « mal bouffe » en U.R.S.S. ?

Le numéro : 35 F

Abonnement 1984 : 200 F

ÉCONOMIE ET HUMANISME, 14, rue Antoine-Dumont 69372 LYON Cedex 08

RENCONTRE AVEC UN QUÉBÉCOIS

Michel Garneau :
« J'ai toujours trouvé
qu'on était des chanceux
de l'histoire »

Gabriel Garran met en scène au Théâtre de la Commune, à Aubervilliers, Émile ne sera plus jamais cueilli par l'anémone, une pièce du poète québécois Michel Garneau, inventeur de la « ligue d'improvisation » et que Nicole Zand a rencontré, en juin, à Montréal.

Michel Garneau, c'est l'équilibre. Un Québécois de quarante-quatre ans, bica dans sa peau, solide, carré, plein de santé, la voix bien timbrée qui articule bellement, qui résonne, l'œil si bleu, si jeune dans ce visage à la barbe qui grisonne. Quand nous nous sommes vus, c'était le mois de juin à Montréal, la canicule était tombée sur la ville (35 degrés, plus même !) et les Montréalais s'étaient mis en tenue de plage — short, torse au, maillot de corps ou maillot de bain, — la ville transpirait à grosses gouttes et prenait son rythme de l'été.

Il m'a fallu choisir
la rébellion

Garneau, lui, habite rue Saint-Dominique, dans un quartier resté ancien près de Mont-Royal, et là-haut aussi il faisait chaud ce samedi là. En tricot et larges bretelles, Garneau travaillait dans ce qu'il appelle son « bureau », un rez-de-chaussée minuscule tapissé de dictionnaires de tous les langages et de montagnes de livres, d'où l'on entend le bruit de la rue, les gens qui s'apostrophent, les cris des enfants qui jouent, les interminables paroleries au pur accent du Québec. Ce n'est pas à lui qu'il faut parler de « la schizophrénie d'être québécois », sujet tant à la mode dans ce pays bilingue, biculturel, tourné tout autant vers la Californie que vers la France.

« Moi, j'ai toujours trouvé qu'on était des chanceux de l'histoire », dit-il. Si on réussit à garder une certaine santé, c'est à la pluralité qu'on le doit, c'est d'être à l'aise dans la culture anglo-saxonne. Culturellement, je suis très content du bilinguisme.

« Vous parlez l'anglais, vous ? — Sans aucun problème. Parce que je l'ai appris très jeune. Dans la rue d'abord... J'habitais sur la frontière d'Outremont et de Côte-des-Neiges, un quartier assez confortable de Montréal où il y avait des anglophones, et mon père était plutôt fédéraliste. Il nous faisait pratiquer l'anglais à la maison... Ensuite, quand j'ai commencé à lire, le livre de poche n'existait pas encore, mais le « pocket book » était là, dans toute la littérature américaine était accessible. Mes premières lectures à moi, mes premières lectures de « désir », c'est Faulkner, Hemingway.

« Je suis un être de langage et le bilinguisme est une chose que j'aime et qui m'amuse beaucoup. Mais je ne pense pas qu'on doive l'imposer à tout un peuple. » En 1978, Michel Garneau a fait jouer un *Macbeth* — traduit en québécois — qui a été l'événement de la saison. « Efface-toi, tache damnée, efface-toi », disait lady Macbeth, dans cette version fidèle qui partageait énormément le public.

« Il y a des gens qui ont trouvé ça abominable, et d'autres qui trouvent ça merveilleux, parce que, tout d'un coup, on voit Shakespeare, on comprend tout et ce n'est pas une langue de salon », remarque en riant Michel Garneau.

Il faut entendre, en effet, *Macbeth* dire à sa femme : « J'ai, j'ai comme, j'entends une voix qui y'annonça... Qu'pus paraisse darmin' jama's par Macbeth est en train D'olner l'homme, l'homme qu'y'achève. Las souches, l'homme, la bonne mort des journées d'chaque jour. L'homme, et repos des sueurs de nos travaux, el'baume qui guérit. Tous douleurs des âmes, l'homme, la plus douce des deux rivières D'la nature, l'homme, el' grand nourricier du festin d'la vie.

« J'ai, j'ai comme, j'entends une voix qui y'annonça... Qu'pus paraisse darmin' jama's par Macbeth est en train D'olner l'homme, l'homme qu'y'achève. Las souches, l'homme, la bonne mort des journées d'chaque jour. L'homme, et repos des sueurs de nos travaux, el'baume qui guérit. Tous douleurs des âmes, l'homme, la plus douce des deux rivières D'la nature, l'homme, el' grand nourricier du festin d'la vie.

LADY MACBETH
Que c'est qu'tu m'chantes là ?
(1.)

(1) *Macbeth*, traduit en québécois par Michel Garneau. Illustré par Mauron Maxwell. V.L.B. Éditeur, Montréal, 1978.

UN PEINTRE PARMi SES SOUVENIRS

Chagall chez lui

A quatre-vingt-dix-sept ans, Chagall est toujours un peintre actif. Un livre qui vient de paraître fait le point de son « message biblique ».

Tous les matins, un peu avant 9 heures, Chagall va à son rendez-vous. L'atelier l'attend. Sur son chevalet, un tableau, fenêtre ouverte sur son petit monde, est là.

L'atelier aux murs blancs, plein de tables recouvertes de pots de couleurs, de tubes, de pinceaux, de crayons, d'objets sans importance, est éclairé par une haute baie à grands carreaux, qu'on retrouve souvent dans de petites œuvres sur papier transposées en fenêtres de mansarde près de laquelle se tient un couple d'amoureux à côté d'un bouquet de fleurs.

Le scénario matinal ébauche rarement. Avec l'âge, le peintre se met à aimer ses habitudes. Leur répétition est un signe de la vie quotidienne qui suit son cours. Vava, son épouse, veille au maintien des traditions. Lorsque le peintre s'apprête à descendre pour l'atelier, elle lui dit toujours — en russe — « Ostarojno! ostarojno! » (« Attention! fais attention! »). C'est un rituel. Si elle oublie, elle a le sentiment que quelque chose manque. Et lorsqu'elle descend à l'atelier, elle s'enquiert d'une manière ou d'une autre s'il a fait attention... Chagall est comme rassuré : celle qu'il aime.

Il est 10 h 25, le peintre sort. C'est l'heure de la petite marche quotidienne sur la terrasse, sa gymnastique au somme. Il va et vient jusqu'à ce que le réveil de cuisine sonne 11 heures. Puis il reprend le chemin de l'atelier. De même qu'il peint russe — le séjour en France n'a rien changé — Chagall écrit toujours en russe. Et, lorsqu'aucun visiteur n'est à la maison, c'est en russe qu'il parle avec Vava.

Le tableau

que je ne saurais plus faire

Le peintre nous montre la grande *Vue sur Venise*, tableau rouge qui célèbre les temps nouveaux de son installation dans le Midi aux années 50 : le retour en France, le mariage, le commencement de la peinture d'inspiration religieuse autour de laquelle on a construit un musée à Nice. « Cette vue de Venise, dit-il, les gens du Centre Georges Pompidou sont venus me voir et m'ont dit : Nous la voulons pour le musée... Soit... »

A mesure qu'il avance en âge, sa mémoire lointaine revient, de plus en plus claire, de plus en plus familière. Chagall se souvient de ses premières années et ne parle que d'elles. Il feuillette le livre,

qui vient de paraître au Cercle d'art.

L'homme a beau être toujours lui-même, il change. Et sa peinture avec. « C'est fini, un tel tableau, je ne saurais plus le faire. Ni celui-ci, ni celui-là... Néanmoins je travaille toujours. Que puis-je faire d'autre ? C'est mon plaisir et il me suffit. Sinon pourquoi vivre ? »

« À dire vrai, il faut être un peu fou pour peindre comme ça... Heureusement, je le suis encore assez pour continuer à peindre sur mes toiles... »

« Lorsque j'étais jeune, avant 1914, au moment de mon arrivée à Paris, je faisais des tableaux qu'on trouvait fantastiques, irréels, je peignais un personnage la tête en bas, parce que je cherchais une dimension qui dépasse



la réalité. Je lui coupais la tête, à ce personnage, et la séparais du corps parce que je voulais que l'œil passe ici et là... On disait : littérature. Mais ce tableau ne raconte pas une histoire, ditons comme Jérôme Bosch. L'homme que j'avais peint était ivre, je l'ai renversé, la tête à part, et mis la bouteille comme ça... Pourquoi ? Question de construction plastique ! Et il y a bien sûr l'expression de la vie qui doit passer ! Vraiment, c'est compliqué un tableau... »

« Ces images qui étaient encore présentes dans ma mémoire, je sentais qu'elles allaient s'évanouir de mon souvenir comme elles avaient disparu de la réalité. Je les peignais existant à l'idée de les donner à voir. Je me suis fait un peu photographe et un peu peintre, mais un peintre-peintre, qui ne parle que le langage de la maîtrise picturale... »

« Tout ce que j'ai saisi-disant inventé en ces années de la Ruche, n'existe. C'est tout à fait réel... Et je ne pouvais peindre tout ça qu'à Paris, dans sa lumière, qui avait ébloui mes couleurs et dans

l'éloignement qui avait enflammé mon imagination. »

Un mécène, Vinerov, le député de la Douma, avait aidé le jeune Chagall à partir. « Je recevais une petite mensualité qui me permettait de survivre. Je peignais la nuit, et le jour je visitais les musées, le Louvre surtout, où je devrais les grands maîtres qui me parlaient : le Titien, Rembrandt, Masaccio, Cimabue... »

« Toutes les fins de mois, j'allais au Crédit lyonnais, boulevard des Italiens, pas loin de votre journal, qui n'existait pas à l'époque. Je m'y rendais à pied, de Montparnasse, pour économiser un ticket de métro. Lorsque c'était la saison, je m'offrais une petite fête : des kuitres ! Vous me direz bien sûr, la fête dans la pauvreté, c'est très russe, mais après cette dépense extraordi-

Soudain Chagall quitta la Ruebe pour retourner à Vitebsk. Une lettre de sa fiancée, Bella, qui faisait allusion à un autre soupçon attisa sa jalousie. Le peintre roula ses toiles de feu, qu'il venait de peindre, pour les laisser, en passant, à Berlin où elles devaient être exposées, et s'en alla en Russie.

« J'avais fermé la porte de mon atelier d'un bout de fil de fer, et chacun, à la Ruche, pouvait y entrer. L'atelier était devenu un lieu de réunion pour Cendrars, Modigliani, Léger, Soutine... En fait, j'y avais laissé plusieurs œuvres. Cendrars, mon ami, avait cédé le tout — sauf la Nœce au village, qui était roulée sous le lit parce que je croyais cette toile inachevée — au collectionneur bien connu, Gustave Coquiou. Figurez-vous que le poète avait, sur ces travaux non signés, attesté de sa propre main qu'il s'agissait d'œuvres de moi.

« Je les ai donc perdus. Mais l'incident m'a fait gagner un ami, le marchand Ambroise Vollard. Ce Coquiou avait un jour invité à venir voir dans son salon les promesses d'un jeune inconnu. Vollard voulait me connaître. Une lettre de Cendrars m'avait rejoint à Berlin. Reviens, tu es célèbre à Paris, dit Vollard l'attendant... »

« Je le connaissais. Il m'offrait, lorsque j'allais du côté du boulevard des Italiens, de pousser jusqu'à la rue Laffitte, où il tenait une petite galerie. Je le voyais à l'avance la voirie, toujours couvert de poussière. Je n'osais entrer de crainte de le réveiller, car il faisait semblant de dormir sur sa chaise, pour se protéger des clients importuns. Vollard était un marchand qui aimait attendre. Vous auriez dû entrer, m'avait-il dit, lorsque je me suis retourné vers 1923, je l'avais rencontré. Moi aussi, j'ai attendu. Les illustrations de la Bible, puis des Fables de La Fontaine qu'il me commanda, restèrent longtemps en paquets ficelés dans son arrière-boutique avant d'être publiées après la guerre. »

La série des douze grands tableaux d'inspiration biblique peints à partir de 1954, l'embranchement de vieux roses des cinq tableaux du *Canique des caniques*, les quelques deux cents esquisses préparatoires, qui accompagnent le tout, trouvent leur origine historique dans cette chaîne des conséquences. Vollard a trouvé tout naturel de demander à ce peintre du village juif, père de culture hassidique et ébabiliste, d'illustrer la Bible. Tout au tard, Chagall y serait totalement venu. Mais Vollard, avec son flair, en a bûché l'opportunité.

JACQUES MICHEL

« Chagall le message biblique, texte de la Bible, n'est pas un catalogue par Jacques-Bon, Milan, et le Cercle d'art. Paris. Grand et beau volume de 260 pages. Illustrations en couleurs. Sous jaquette. 700 francs.

PEPPE E BARRA AU FESTIVAL D'AUTOMNE

Vue sur Naples

Le Festival d'automne annonce un « programme italien » : disons plutôt trois spectacles venant d'Italie, c'est leur seul point commun. Le premier est Carmelo Bene, hyper-acteur dans son *Macbeth*, du 11 au 16 octobre au Théâtre de Paris. Au Centre Pompidou, du 26 au 31 octobre, vient Ramond à Caporossi, ces deux clowns imperturbables qui triment et détricotent avec une minutie maniaque un univers absurde et qui sont venus déjà au Festival d'automne. Et puis le Napolitain « Peppe e Barra » — c'est ainsi qu'il se présente, prénom et nom dissociés comme s'il s'agissait de deux personnes. D'ailleurs, ils sont deux acteurs dans le spectacle qui vient au Théâtre de Paris, du 18 au 23 octobre : il y a Peppe et sa mère Concetta.

Concetta a de grands yeux à fleur de front, encadrés de noir. Un visage, long, creux, mobile qu'elle distord en grimaces hilares. Ses épaules encore belles se trémoussent dans la décolorée d'une robe espagnole. Peppe est massif. En costume paysan, il chante un vieil air napolitain, assis, un pied en avant, l'autre replié sur le côté, immobile, avec seulement une ondulation des bras qui part des épaules. Des sortes de castagnettes attachées à ses doigts rythment son chant guttural, sa voix s'étire jusqu'aux vibrations d'une pleure viscérale. Un cri doux, douloureux, sauvage.

Le petit Peppe avait sucé au sein maternel l'émou de la scène. Gagnant sa vie et celle de ses parents en exerçant mille petits métiers, ses pas le ramènent toujours vers les feux de la rampe. Il fait du théâtre expérimental et rencontre Roberto de Simone, jeune érudit qui travaille sur le folklore du Sud et la tradition presque oubliée du théâtre musical napolitain.

Les deux jeunes gens fondent la Nuova Compagnia di Canto popolare (venue plusieurs fois en France) et dont l'un des plus grands succès est la *Cinderella*. Peppe Barra y joue la marâtre. Il reste dans la compagnie sept ou huit ans. Il se sent des ailes, se sait capable de tenir à lui seul un show de deux heures. L'occasion lui en est offerte par le carnaval de Venise, en 1981, dont le programme est centré sur les arts napolitains. C'est là que Lamberto Lambertini intervient concrètement. En fait, il connaît Peppe depuis les bancs de l'école. Il est un habitué des soirées familiales où les parents, accompagnés de Peppe, retrouvent leurs mimiques, leurs chansons, leurs plaisanteries pour faire rire les amis.

« C'est là que j'ai pensé à composer un spectacle, dit Lamberto Lambertini, et j'ai choisi les plus beaux morceaux de leur répertoire. »

« Peppe joue des rôles d'homme et de femme, mais ce n'est pas un travesti. C'est l'ambiguïté du spectacle même et le thème du spectacle est l'ambiguïté, l'irréalité et l'humour. C'est totalement napolitain. Ce n'est pas un « travesti », c'est une vision de la culture napolitaine, perpétuelle cheveuement de sentiment forte et de déraison, un rituel ancien qui se vit tous les jours, cette manière de sangloter et de chanter galement aux funérailles, de prier devant une madone installée dans un vieux poste de télévision cassé.

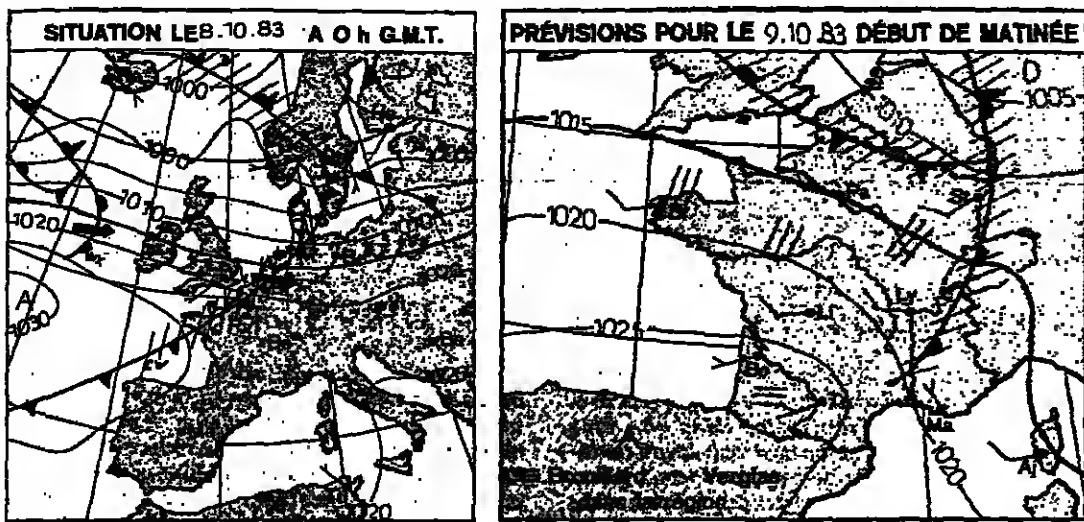
« Le spectacle se réfère à la « sceneggiata » : une forme qui date du siècle dernier, une pièce qui porte le titre d'une chanson très connue. Autour, on écrit des dialogues, des couplets. Au milieu de l'intrigue, la vedette interprète la chanson-titre... Ce n'est pas de l'opéra-bouffe, ce n'est pas du mélodrame... C'est la « sceneggiata ».

« Mais le spectacle est autre chose, une représentation, une théâtralisation. Dans un « caf'conc » ou un cabaret, il perdrait cette dimension essentielle, cette distance, c'est pourquoi j'ai tenu à ce qu'il soit donné dans un vrai grand théâtre. »

COLETTE GODARD.

LES FILMS NOUVEAUX

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 8 octobre à 0 heure et le dimanche 9 octobre à 0 heure.

Des perturbations peu actives, dominées par des masses d'air de faibles pressions, traverseront notre pays dans un flux rapide de secteur ouest.

Dimanche : sur les régions d'étendue de la Normandie et des Flandres aux Vosges, au Jura et à la Savoie, le temps sera nuageux toute la journée et faiblement pluvieux par moments. Des éclaircies, toutefois, près des frontières du nord et du nord-est. Les régions méditerranéennes et les Alpes du Sud bénéficieront d'un temps très ensoleillé. Sur le reste de la France, le temps nuageux au début de journée (surtout près de l'Atlantique) s'améliorera dans l'après-midi avec l'apparition de belles éclaircies.

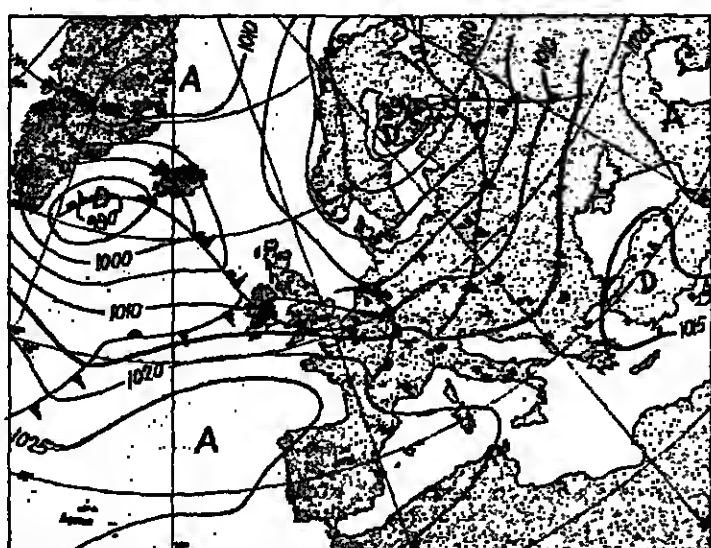
Les vents seront modérés de secteur ouest, sauf près de la Méditerranée, où ils s'orienteront au secteur nord-ouest.

Les températures, bonnes pour cette saison, s'élèveront entre 17 degrés et 25 degrés du nord au sud.

La pression atmosphérique redra au niveau de la mer à Paris, le 8 octobre 1983 à 7 heures, de 1 022,1 millibars, soit 766,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 octobre ; le second le minimum de la nuit du 7 octobre au 8 octobre) : Alsace, 25 et 14 degrés ; Bretagne, 21 et 18 ; Bourgogne, 23 et 14 ; Bretagne, 20 et 10 ; Brest, 16 et 7 ; Caen, 19 et 9 ; Cherbourg, 16 et 8 ; Clermont-Ferrand, 19 et 9 ; Dijon, 20 et 5 ; Grenoble, 23 et 9 ; Lille, 19 et 8 ; Lyon, 19 et 8 ; Marseille-Marseille, 26 et 15 ;

PRÉVISIONS POUR LE 9 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Nancy, 17 et 8 ; Nantes, 19 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 17 ; Paris-Le Bourget, 19 et 10 ; Pau, 22 et 17 ; Perpignan, 27 et 20 ; Rennes, 19 et 10 ; Strasbourg, 19 et 8 ; Tours, 19 et 11 ; Toulouse, 25 et 16 ; Poitiers-Mire, 31 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 15 degrés ; Amsterdam, 16 et 10 ; Athènes, 26 et 13 ; Berlin, 16 et 12 ; Bonn, 16 et 13 ; Bruxelles, 18 et 10 ; La Haye, 23 et 20 ; San-Carles, 27 et 22 ; Copenhague, 14 et 8 ; Dakar, 31 et 27 ; Djérba, 26 et 21 ; Genève, 20 et 5 ; Jérusalem, 26 et 11 ; Lisbonne, 26 et 15 ; Londres, 17 et 6 ; Luxembourg, 19 et 9 ; Madrid, 27 et 8 ; Moscou, 11 et 2 ; Niort, 26 et 13 ; New-York, 20 et 13 ; Palma-de-Majorque, 26 et 16 ; Rome, 24 et 14 ; Stockholm, 10 et 3 ; Tams, 25 et 17.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET

Naissances
— Patrick et Sophie DANIEL-TERESCHENKO ont la joie de faire part de la naissance de Florent, le 2 octobre 1983, à Paris.
17, rue de Clignancourt, 75018 Paris.

— Patricia et Serge MATESCO partagent avec Laura Antonia, la joie d'annoncer la naissance de Maïa Alexandra, Leslie, à Paris, le 4 octobre 1983.

— Les sentiments chaleureux vont à l'équipe médicale du C.H.U. Port-Royal-Cochin, 5, rue d'Alger, 75015 Paris.

Mariages
— M. et Mme Claude MARCUS ont la joie d'annoncer le mariage de leur fille, Anne-Marie, avec M. Erik SEVIN, célébré à New-York le 1^{er} octobre.

Décès
MICHEL POMEY
Nous avons annoncé le décès de M. MICHEL POMEY, vice-président de la Fondation de France. (Le Monde du 8 octobre).
[Né le 8 juillet 1928 à Firminy, dans la Loire, ancien élève de l'École polytechnique et de l'École nationale d'administration, maître des requêtes puis conseiller d'Etat, Michel Pomey fut, de 1962 à 1966, conseiller technique au cabinet d'André Malraux, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Il fut aussi, plus tard, de 1976 à 1982, vice-président de la commission supérieure des monuments historiques. Directeur-fondateur en 1969, puis vice-président de la Fondation de France et membre à plusieurs titres de nombreuses fondations françaises ou étrangères, Michel Pomey s'attacha avec compétence et obstination à la promotion de cette forme moderne de mécénat, encore peu connue et peu répandue en France. Il publia notamment, en 1980, un « Traité des fondations d'utilité publique », ouvrage de référence dans ce domaine.]

JOURNAL OFFICIEL
Sont publiés au Journal officiel du samedi 8 octobre 1983 :

DES DÉCRETS
— Relatif à l'application du troisième alinéa de l'article 30 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature.
— Relatif à l'enseignement des règles générales de sécurité.

— La famille Basta a le regret d'annoncer le décès de **Abdelkader BASTA**, survenu le 5 octobre 1983, à Alger.
Cette annonce étant faite de faire-part.
604437 Alger.

— M^{me} Emilie Espécel, Anne-Marie et Michel Haugou, Françoise et Pierre Bourdier, Jacqueline et Robert Mouchet, Nicole et Michel Mathéron, Caroline, Virginie, Stéphanie, Julien, Antoine, Emile, Paul, Alice, Les familles Des Eynes, Et tous ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de **M. Emilie ESPÉCEL**, épouse DES EYNES, ingénieur en chef honoraire à P.U.K.
Une messe sera célébrée à Saint-Louis de Gerches, le mardi 11 octobre 1983, à 9 heures.
L'inhumation aura lieu le jour même dans le caveau familial, à Sainte-Florine (Haute-Loire).

— M. et M^{me} Michel Lebar et leurs enfants, M. René Lebar, M. et M^{me} Pierre-Bernard Lebar et leurs enfants, M^{me} Paul Adde, ses enfants et petits-enfants, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de **M^{me} Armand LEBAR**, née Berthe Moysse, survenu le 3 octobre 1983.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.
147, avenue du Général-Leclerc, Bourg-le-Rain.

Lettres
— **Polémique après le Nobel.** — Artur Lundkvist, l'académicien suédois qui s'était permis de dire que l'œuvre de William Golding ne méritait pas le prix Nobel de littérature, est revenu subitement à de plus dignes sentiments. Sans doute mis au pas par ses dix-sept collègues, il a déclaré au quotidien Svenska Dagbladet : « Il y a eu un malentendu, j'ai été mal informé. Le choix de Golding est assez bon, mais j'estime qu'il y avait peut-être de meilleurs candidats. Des discussions internes sont toujours très animées. Cette année, j'ai soutenu dans un premier temps Léopold Senghor, mais voyant que cette proposition n'avait guère de chance d'être approuvée, j'ai défendu ensuite Claude Simon. » (Corresp.)

Anniversaires
— A l'occasion du premier anniversaire du décès de **Jean FICHMAN**, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Communications diverses
— La Maison de la poésie (101, rue Rambuteau, 75001 Paris, Tél. : 236-27-53) consacre un hommage au poète Norge. A cette occasion, Daniel Gelin donnera un récital de poésies de Norge (10 octobre, 20 h 30). Alain Bosquet, Jean Rousselot et Gérard Oubé parleront de leur ami (11 octobre, 20 h 30). Lucienne Letondal dira des œuvres du poète (12 octobre, 20 h 30) et, en clôture, Jeanne Dieckmann donnera un récital (15 octobre, 20 h 30).

— M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation chargé des départements et territoires d'outre-mer, Et les collaborateurs du secrétaire d'Etat ont le regret de faire part du décès de

M. Georges Alexandre OLIVETTI, administrateur civil, chef de la subdivision administrative de Kone (Nouvelle-Calédonie), survenu le 4 octobre 1983, à Kone, à l'âge de trente et un ans.

Les obsèques seront célébrées en l'église Saint-Augustin de Paris le mardi 10 octobre 1983, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmartre, dans le caveau de famille.

— Le docteur et M^{me} Jean Radulesco, née Roy, leurs enfants et leur petit-fils, M^{me} Paule Roy et ses enfants, M. et M^{me} Charles Alberici et leurs enfants, M. et M^{me} Charles Baldacci, Poletti et Agostini, ont la grande peine de faire part du décès de

M. Noël ROY, directeur honoraire des impôts, chevalier de la Légion d'honneur et du Mérite social, croix de guerre 1914-1918, leur père, grand-père, arrière-grand-père, oncle et grand-oncle, survenu dans sa quatre-vingt-sixième année.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, en l'église de Calles, le 8 octobre 1983.

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 8 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

FOIE - DIGESTION - CONSTIPATION
Boldoflorine
Infusion
CHEZ VOTRE PHARMACIEN
Ne pas utiliser chez l'enfant et en cas d'allaitement.
Pas d'utilisation prolongée sans avis médical. Voir CP 344 N 483.

20 h 35 Série : Dallas.
Réal. L. J. Moore.
Pendant que les Ewing célèbrent l'adoption du bébé de Bobby et Pam, J.R. intrigue. Drôle de famille !
21 h 25 Droit de réponse : Émission de M. Polac.
La droite est-elle tentée par les extrêmes ? Avec J.-P. Ramière, (Les Nouvelles) ; A. Lefebvre, (Magazine Hebdo) ; T. Ferenczi, (Le Monde) ; D. Jamet, (Le Quotidien) ; J.-F. Kahn, N. Copin, (Le Croix) ; J.-M. Bouguereau, (Libération) ; G. Claisse, (Le Matin) ; M. Cardone, (France-Inter).
22 h 55 Étoiles et toiles.
Magazine du cinéma de F. Mitterrand.
Possibilité d'empire, de Lam Le, la guerre du Vietnam et le cinéma des Vietnamiens en 1953.
23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

Champs Élysées Spécial
PIERRE BACHELET
QUITTE-MOI
nouveaux disques 33T et 45T
disponible en musicassette

20 h 35 Variations : Champs-Élysées, de M. Drucker, Auteur de Pierre Bachelet, Dorothea, Ph. Lavi, M. Tori...

PAT BENATAR
voix dans "Les Enfants du Rock"
nouvel Album
"LIVE FROM EARTH"
33T, K7

22 h 5 Magazine : les enfants du rock.
Avec Pat Benatar : Rock Line, avec Human League, Blancmange, The Creatures, Elvis Costello, King Sunny Adé, The Cure...
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

Nouvelle épargne sans impôt : le CODÉVI
Renseignez-vous au ☎ **16.05.30.15.30** (appel gratuit)
Attention, Parisiens : composez aussi le 16.
© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

20 h 35 Série : le Démon de midi.
Téléfilm de M. Simpson. Avec G. Watford, P. Jones, L. Robson.
D'après une nouvelle d'Agatha Christie. Une femme subjuguée par un haut fonctionnaire, trahie par un mari volage. Tout dépend de la mise en scène.
21 h 35 Série : Merci, Bernard.
Topor, J. Villaret, le professeur Choron, Gaby, Eva Darlan...
21 h 55 Journal.
22 h 15 Confrontations.
Magazine d'I. Chapier et M. Naudy.
Avec M. André Le Fort, ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives.
22 h 30 Musiclub.
Renaissance de la guitare, avec André Segovia.
23 h 15 Journal : Spécial foot.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 30, Troisième rang de face : l'actualité des spectacles.
18 h, Dessin animé : les aventures sous-marines.
18 h 30, Faillite : Dynasty.
19 h 55, Informations nationales et internationales.
19 h 10, Saturnin et compagnie.
19 h 35, Faillite : les Mohicans de Paris.

FRANCE-CULTURE

20 h, Miroirs de femme, de C. Hervani, Avec J. Magre, B. Moatti...
22 h 5, La figne du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert : Quatuor à cordes de Haydn, Livre pour quatuor de Boulez, Quatuor Rasmussenovsky de Beethoven, par le Quatuor Albin-Berg.
22 h 15, Fréquence de nuit : le club des archives ; à 0 h 5, Hommage à Michael Rabin.

Dimanche 9 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

19 h Le magazine de la semaine : sept sur sept.
de J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Boulay.
Le grand témoin sera Jean-Baptiste Doumeng. Des reportages sur les jeux vidéo : toujours plus ; les secrets bancaires : la chute ; nouvelles d'Iran. La télévision des autres sera celle d'Israël.
20 h Journal.
21 h 35 Film : La Femme d'à côté.
Film français de F. Truffaut (1981), avec G. Depardieu, F. Ardant, H. Garcia, M. Baumgartner, V. Silver.
Dans un hameau de la région de Grenoble, un ingénieur, marié et père de famille, retrouve une femme qui, autrefois, a tenté de se suicider à cause de lui. Elle le poursuit de sa passion et leur liaison reprend. Entrée de l'année, étrange et brûlante d'obsession, dans l'univers de Truffaut. Drame du mal d'amour, étude accomplie du mystère féminin.
22 h 20 Sport dimanche.
23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

18 h 5 Dimanche magazine.
Les orchestres des petits bals du samedi soir : Joe, dix-sept ans, l'Américain condamné à mort ; bouteilles à la mer.
19 h 5 Stade 2.
20 h Journal.
21 h 35 Jeu : Des chiffres et des lettres. Finale, en direct de Nîmes.
22 h 5 Document : Duo.
Réal. E. Lemard.
Deux pianistes, Katia et Marielle Labèque, interprètent des œuvres de Ravel, Stravinski, Bartok, Brahms et S. Prokofiev.
22 h 30 Chefs-d'œuvre en péril.
L'art des Vikings ; réal. P. de Lagarde.
Un beau périple sur les traces des vestiges des Vikings.
23 h Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 45 L'écho des barbares.
Un groupe australien Power and Passion ; Jeff Bazzer et R. California, deux Américains en boîte de nuit.
19 h 40 R.F.O. hebdo.
20 h Série : Benny Hill.
21 h 35 Série documentaire : A la recherche du temps présent, de P. Sabbagh et R. Clarke.
Les bébés de l'an 2000.
L'assimilation artificielle, la fécondation in vitro avec le docteur Jean Cohen, gynécologue et accoucheur.
21 h 35 Les producteurs : Pierre Braunberger.
Un ami de Jean Renoir, contemporain de toutes les avant-gardes de ce siècle. Dans les années 20, il produisit des œuvres avec Man Ray, Alberto Cavalcanti ; en 1960, celles de Jean-Luc Godard, Alain Truffaut...
22 h 05 Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit (cycle Hollywood et les femmes) : la Frontière chinoise.

Film américain de J. Ford (1965), avec A. Bancroft, S. Lyon, M. Leighton, F. Robson, M. Dunnock, B. Field. (V. o. sous-titrée).
En 1935, en Chine, à la frontière de la Mongolie, une doctoresse athée s'oppose à la directrice puritaine d'une mission américaine où il n'y a que des femmes. La mission est menacée par des pillards mongols. Dernier film de John Ford, surprenant par sa force critique d'un groupe féminin miné de l'intérieur par le refoulement et l'hystérie. Œuvre très discutée, mais qu'il faut voir absolument.
23 h 55 Prélude à la nuit.
« Air catalan », par la chorale interuniversitaire de Varsovie.

FRANCE-CULTURE

19 h 10, Le cinéma des cinéastes.
20 h, Albums : poésie anglaise contemporaine (Tom Raworth).
20 h 40, Atelier de création radiophonique : Marietan.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 25 février 1954 à Cologne) : Iphigénie en Aulide, ouverture de Gluck ; Concerto pour piano et orchestre n° 4, de Beethoven ; Sinfonietta, de Janáček ; Don Juan, poème symphonique de R. Strauss, par l'Orchestre de la W.D.R. de Cologne, dir. O. Klemperer, sol. L. Fleischer, piano.
22 h 30, Fréquence de nuit : les figures du livre ; 23 h, Entre guillemets ; 0 h 5, Les mots de Françoise Xenakis.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 9 OCTOBRE

— M. Bernard Hanon, P.-D. G. de la régie Renault, est l'invité de l'émission « Forum », sur R.M.C., à 12 h 30.
— M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F. est reçu à l'émission « Le grand jury R.T.L.-Le Monde », sur R.T.L., à 18 h 15.
— M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, participe à l'émission « Le club de la presse », sur Europe 1, à 19 h.

LUNDI 10 OCTOBRE

— M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, est reçu à l'émission « Plaidoyer », sur R.M.C., à 8 h 15.
— M. Michel Giraud, président du conseil général de l'Île-de-France, est l'invité du journal de C.V.S., à 12 h (Versailles, 91,2 MHz).

Economie

L'impôt sur l'infortune de M. Paul Ricard

De notre correspondant

Toulon. — Impôt sur l'inegalité des fortunes ou l'impôt sur l'infortune ? C'est un peu l'alternative posée par M. Paul Ricard. L'industriel, qui a soixante-quatre ans, vit à Signes (Var) et vient de se voir imposer pour la somme de 4 millions de francs pour une fortune qu'il n'aurait pas.

Après sa réussite dans la pastille à l'âge de vingt-deux ans, celui que ses employés ont toujours appelé « le patron » tombe sur le coup de la loi Merthe Richard (1) et choisit de ne pas payer, avant de revenir au « meilleur ami de l'eau » en 1950.

Fortune faite, Paul Ricard se retire, en 1968, de la société spécialisée dans la production et la commercialisation des boissons alcoolisées pour entreprendre une action « écologique ». Il se retrouve à la tête de plusieurs sociétés dont la vocation est semblable : valoriser et gérer des domaines qui lui appartiennent en vue de les mettre « à la disposition du plus grand nombre ».

Outre la création du circuit de vitesse Paul Ricard (1970), il fait urbaniser et aménager l'île de Bendor (acquise en 1950), l'île des Embiez (1958). Il plante un complexe sportif et hôtelier sur un terrain de 673 hectares situé près de Mandelieu, acquis en 1962, et met en exploitation un domaine forestier de 967 hectares acheté entre 1962 et 1970 à Signes. En 1982, ces activités sont fusionnées dans la Société Paul Ricard, dont le capital est de 162 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 15 millions de francs, avec une masse salariale de 8 millions de francs.

« Si j'avais su, soupire Paul Ricard, j'ai investi toute ma fortune personnelle dans cette société. J'ai mis en valeur des îles en construisant des ports, des habitations, des routes, des jardins, en réalisant des adductions d'eau et des stations d'épuration, j'ai eu des subventions de l'Etat. Par contre, j'ai toujours payé des impôts sur communes. Les vedettes qui font la navette entre les îles et le continent sont financées par notre société, alors que l'Etat subventionne Concorde. J'ai fait construire des îles collinaires, des réserves d'eau pour les pompiers... Résultat : l'ensemble est déficitaire, et c'est la Société des Anisettes Ricard qui est obligée de combler le déficit de notre société. Mais l'Etat ne veut rien entendre : bien que dans aucune de

ces activités je ne recherche la rentabilité, il la conteste. » Paul Ricard ne peut comprendre que l'administration fiscale considère l'ensemble des biens de la société (dont il est actionnaire à 80 %) comme des biens personnels et non comme « un outil de travail ».

Faute de trouver un compromis avec le ministère des finances, le « patron » craint le pire pour ses quatre-vingt-quatre employés. Il le leur a expliqué au cours de la réunion du comité d'entreprise qui s'est tenue au début de l'été : n'ayant plus de fortune personnelle, s'il avait dû acquiescer de l'impôt institué par M. Fabius, il serait contraint de le prélever sur les comptes courants de la société, entraînant ainsi un déséquilibre financier qui impliquerait lui-même un arrêt des investissements.

La suite ne fait pas de doute pour la syndicat maison du groupe Paul Ricard, auquel appartient la quasi-totalité du personnel. Moyennant quoi, ce syndicat a entrepris une « action d'information » auprès du commissaire de la République, de la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre, de la direction des impôts, du président de la commission des finances à l'Assemblée nationale, M. Christian Goux, élu du Var et qui, pour la secrétaire du comité d'entreprise de Ricard, « est bien placé pour intervenir... ».

Information certes, mais le syndicat maison ne cache pas qu'il est « de son devoir d'intervenir pour faire alléger cet impôt qui se répercute sur les activités de la société ». Quant à M. Paul Ricard, il attend que l'administration des impôts dépose ses conclusions pour une nouvelle estimation des biens de la société. Il regrette « de ne pas avoir conservé tous ses biens pour ses dix-sept enfants et petits-enfants : si j'avais eu des châteaux ou des collections de tableaux, je n'aurais pas été imposé de la sorte ». Pour l'avenir sa préoccupation va « à l'emploi des gens qui travaillent dans cette société qui ne distribue pas de dividendes. Pour ma part je n'en ai pas besoin, je vis avec ma retraite de cadre ».

JOSÉ LENZINI.

(1) Cette loi, outre la formation des maisons de tolérance, prévoyait l'interdiction de la fabrication de pastilles.

UN PREMIER BILAN DES CONTRATS D'EMPLOI POUR LES JEUNES

Selon un bilan effectué par le ministère chargé de l'emploi, les contrats emploi-formation auraient concerné 77 800 jeunes en 1982-1983 contre 72 000 en 1981-1982. A la rentrée, 10 954 de ces contrats ont été enregistrés, alors que l'objectif, pour l'année scolaire 1983-1984, a été fixé à 100 000 contrats emploi-formation. Quant aux nouveaux contrats emploi-adaptation et emploi-orientation, 603 et 300, respectivement, auraient été conclus à la fin août.

Tels sont les premiers résultats enregistrés par les contrats emploi-adaptation et emploi-orientation, annoncés par M. Jack Ralite, ministre chargé de l'emploi, au mois de mai dernier (Le Monde du 27 mai 1982) et qui sont venus compléter le dispositif mis en place en 1975 avec les contrats emploi-formation.

Il était prévu que ces trois types de contrats devaient s'adresser à 200 000 jeunes, âgés de dix-sept à vingt-cinq ans pour les contrats emploi-formation (100 000 contrats), de seize à vingt-cinq ans pour les contrats emploi-adaptation (50 000), et de dix-huit à vingt-cinq ans pour les contrats emploi-orientation (50 000 également). Plus de 2 milliards de francs doivent être consacrés à ces opérations en 1984, selon le projet du budget.

A Fougères

LES ÉTABLISSEMENTS PRÉVOST SONT MIS EN LIQUIDATION

La mise en liquidation de biens des établissements Prévost de Fougères (Ille-et-Vilaine) — dont les trois cents salariés, tous licenciés à l'exception d'une vingtaine, occupent les locaux — a été prononcée, vendredi 7 octobre, par le tribunal de commerce de Rennes.

Cette entreprise, spécialisée dans la fabrication de meubles de haut de gamme, ferait l'objet d'une proposition de reprise par le groupe Pinaud-France (bois et dérivés). Cette proposition soumise au tribunal comporterait la rembauchage de cent cinquante salariés, par étapes, d'ici à trois ans.

Face à un passif supérieur à 50 millions de francs — soit vingt-cinq fois le capital social — et en l'absence de concordat, le tribunal de commerce a décidé de convertir en liquidation de biens le règlement judiciaire dont bénéficiaient les établissements Prévost. Cette société, appartenant à la société allemande Bretz, avait déposé son bilan en juin dernier, et, dès le mois de juillet, la quasi-totalité du personnel avait été licencié.

JOSÉ LENZINI.

(1) Cette loi, outre la formation des maisons de tolérance, prévoyait l'interdiction de la fabrication de pastilles.

LES DÉBOIRES D'ELF-AQUITAINE AU GUATEMALA

Le groupe français pourrait cesser toute activité dans ce pays

Guatemala. — Elf-Aquitaine, qui produit 95 % de tout le pétrole du Guatemala à proximité de la frontière mexicaine dans une zone de jungle tropicale, à cheval sur le département d'Alta Vera Paz et celui du Peten, pourrait se résoudre à cesser toute activité dans ce pays à brève échéance. C'est ce que laissent entendre les responsables français d'Elf-

Aquitaine Guatemala qui font état de nombreuses difficultés matérielles et financières et surtout d'un contentieux « particulièrement irritant » avec Basic Resources Bahamas Limited, premier associé d'Elf-Aquitaine lorsque celle-ci a commencé ses activités en 1977. La société française a déjà sérieusement réduit ses effectifs.

De notre envoyé spécial

Le matériel, le ravitaillement, le poste de commandement, à l'usine et aux différents puits en exploitation. Tierra-Blanca, en pleine forêt, a le meilleur rendement mais s'épuise rapidement. Comme dans tout le pays les membres de la trouille civile d'auto-défense exhibent fièrement leurs fusils de chasse à cinq coups, mais ne se font pas prier pour dire qu'ils n'ont aucune chance face à un raid éventuel de guérilla.

Le matériel, le ravitaillement, tout est amené sur place, bien entendu, par de petits bimoteurs sur la piste de Rubelsanto, construite par la Société française qui a aussi par contrat des obligations « sociales » : employés guatémaltèques, transports, assistance médicale gratuite aux habitants — encore peu nombreux — attirés par le chantier. C'est la règle du jeu, et l'insécurité latente n'est pas pour les ingénieurs un facteur important de leur découragement.

Des résultats décevants

En revanche, les résultats ne sont pas, et de loin, à la hauteur des espérances et des investissements. Opérateur depuis 1980 et associé à Hispanoil, Elf-Aquitaine Guatemala a dépensé, selon ses porte-parole, environ 285 millions de dollars (1) et n'aurait récupéré qu'une vingtaine de millions de dollars. La production actuelle est de l'ordre de 7 500 barils nets par jour, soit 2,5 millions de barils par an. « Mais les difficultés d'opération, le coût très élevé de production, la modestie des réserves, ne permettent pas à la compagnie d'obtenir des ressources suffisantes pour payer de nouveaux puits et moins encore pour récupérer les investissements », disent les responsables français.

Le vrai coup de grâce c'est, semble-t-il, l'air, controversé avec Basic, une société dans laquelle le Britannique Sir James Goldsmith aurait des intérêts. C'est avec Basic, qui détenait les droits, qu'Elf-Aquitaine s'est d'abord associé sur ce qu'on appelle le bloc 1. En 1980, le gouvernement guatémaltèque n'a pas renouvelé les droits d'exploitation et de production de Basic, en raison de ses maigres performances, et Elf a pris la relève comme opérateur, mais fait face depuis à une offensive de Basic qui réclame, sous divers prétextes, 200 millions de dollars à Elf-Aquitaine. « En mai 1983, Basic a porté sa demande à 293 millions de dollars et réclame un arbitrage sur les années 1981-1982 », précise le directeur général français (il circule dans la capitale dans une voiture blindée car il est menacé de mort).

La société Hispanoil est en dehors du litige qui doit être examiné par la

Chambre internationale de commerce de Genève. « Dans l'attente d'une sentence qui ne pourra être rendue avant un certain temps, peut-être un an, Elf-Aquitaine a été contrainte de prendre des mesures conservatoires au Guatemala contre Basic », dit-il. Les autorités judiciaires guatémaltèques ont mis les intérêts de Basic sous séquestre provisoire, mais le moral est atteint chez les responsables d'Elf-Aquitaine Guatemala qui disent voir affaire à un adversaire « de mauvaise foi, vicieux et redoutable ».

MARCEL NIEDERGAANG.

(1) 1 dollar vaut environ 8 francs.

Importante découverte de pétrole au large de l'Australie. — Les marchés financiers de Melbourne et de Sydney ont connu, vendredi 7 octobre, une grande animation après l'annonce par la société Broken Hill Proprietary (B.H.P.) d'une importante découverte de pétrole dans le puits « Jabiru n° 1 », à 250 kilomètres au nord de l'Australie, près de l'île de Timor. Le gisement, dont les réserves, selon la presse australienne, pourraient atteindre 200 millions de barils, serait de la même importance que celui du détroit de Bass, principal champ australien. Le directeur de la production de la compagnie propriétaire du permis a déclaré qu'une année sera nécessaire pour déterminer si ce gisement est commercialement exploitable. — (A.F.P.)

Le C.N.P.F. et Force ouvrière envisagent des garanties pour les salariés contre les conséquences des mutations industrielles

A l'issue d'une rencontre à Paris, le 7 octobre, entre le C.N.P.F. et Force ouvrière, M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., a annoncé que les deux organisations étaient convenues de discuter en commun « des moyens qui permettraient de garantir les salariés contre les conséquences des mutations industrielles ». Selon le leader syndical, rendez-vous a été pris pour les prochaines semaines.

Évoquant les futures négociations sur l'assurance-chômage qui reprendront, en principe, le 20 octobre, M. Bergeron a souligné que soit alors décidé un relèvement du montant des allocations.

Pour leur part, MM. Yvon Gattaz et Yvon Chotard, dirigeants du C.N.P.F., n'ont fait aucune déclaration à l'issue de leur rencontre avec Force ouvrière.

Manufrance a perdu 35 millions de francs en 1982

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Ce vendredi 7 octobre, la S.C.O.P.D. devait tenir son assemblée générale. Or, dans la matinée, le comité des licenciés était dans l'attente d'un référé du tribunal de commerce de Saint-Etienne, référé qui, espérait-on, amènerait le report de l'assemblée générale. Le tribunal n'a pas suivi les arguments des défenseurs des licenciés de la

S.C.O.P.D. L'assemblée a donc pu se tenir, l'après-midi, à la salle des fêtes de la Bourse du travail de Saint-Etienne.

En dépit d'un optimisme relatif provenant, selon les rapporteurs, du développement des acquis de la coopération sur ses divers marchés, de l'arme à la machine à coudre, y compris le cycle, on ne s'est pas vu la face sur les difficultés actuelles.

Pour l'exercice 1982, le déficit de

la S.C.O.P.D. avoisine 35 millions de francs. La crise économique, le retard de la signature du protocole d'accord et du blocage des fonds d'ont géré contribué à la relance des affaires. Cela dit, il a été annoncé aux coopérateurs la création d'une unité de production du cycle, indépendante de la S.C.O.P.D., puisque, aux termes du protocole du 4 août 1983, ses activités de fabrications doivent être abandonnées par Manufrance. — Ph. M.

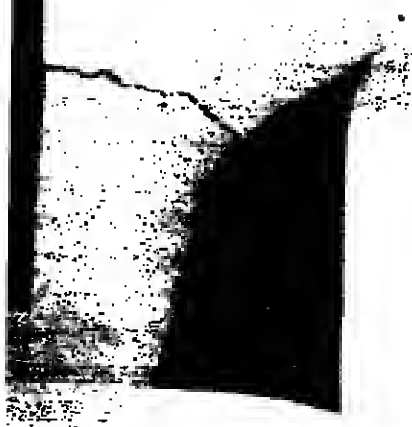
VIVEZ EN EUROPE 1 LES GRANDS MOMENTS DE LA SEMAINE

CLAUDE CHEYSSON
Ministre des Relations Extérieures

DIMANCHE
9 OCTOBRE
à 19h

CLUB DE LA PRESSE
EUROPE 1

animé par
Gérard Carreyrou
et Alain Duhamel



LAINE AU GUATEMALA pourrait cesser le pays

Guatemala qui fait état de la situation matérielle et financière du pays, a annoncé qu'il allait cesser d'importer la laine. Cette décision, qui a été prise par le gouvernement, est due à la situation économique du pays. Le Guatemala a subi de lourdes pertes à cause de la laine, et il a décidé de mettre fin à ces importations. Cette mesure est destinée à réduire les dépenses et à améliorer la situation financière du pays.

Le C.N.P.F. et Force ont envisagé des gains pour les salariés. Les syndicats ont obtenu des gains importants pour les salariés. Cette décision a été prise par le C.N.P.F. et la Force, qui ont travaillé ensemble pour améliorer la situation des travailleurs. Les gains ont été accordés à tous les salariés, ce qui est une bonne nouvelle pour eux.

Le C.N.P.F. et Force ont envisagé des gains pour les salariés. Les syndicats ont obtenu des gains importants pour les salariés. Cette décision a été prise par le C.N.P.F. et la Force, qui ont travaillé ensemble pour améliorer la situation des travailleurs. Les gains ont été accordés à tous les salariés, ce qui est une bonne nouvelle pour eux.

Le C.N.P.F. et Force ont envisagé des gains pour les salariés. Les syndicats ont obtenu des gains importants pour les salariés. Cette décision a été prise par le C.N.P.F. et la Force, qui ont travaillé ensemble pour améliorer la situation des travailleurs. Les gains ont été accordés à tous les salariés, ce qui est une bonne nouvelle pour eux.

Le C.N.P.F. et Force ont envisagé des gains pour les salariés. Les syndicats ont obtenu des gains importants pour les salariés. Cette décision a été prise par le C.N.P.F. et la Force, qui ont travaillé ensemble pour améliorer la situation des travailleurs. Les gains ont été accordés à tous les salariés, ce qui est une bonne nouvelle pour eux.

Le C.N.P.F. et Force ont envisagé des gains pour les salariés. Les syndicats ont obtenu des gains importants pour les salariés. Cette décision a été prise par le C.N.P.F. et la Force, qui ont travaillé ensemble pour améliorer la situation des travailleurs. Les gains ont été accordés à tous les salariés, ce qui est une bonne nouvelle pour eux.

Le Brésil obtient de nouveaux prêts bancaires

Washington (A.F.P.). - Le Brésil a obtenu, le 6 octobre, de ses banques créancières l'octroi de 6,5 milliards de dollars de nouveaux prêts et le réaménagement de 5 milliards de dollars de dettes venant à échéance en 1984, dont le paiement sera facilité par une période de grâce de cinq ans.

Pour les dettes exigibles en 1983, dont le Brésil avait obtenu le réaménagement en février, le délai d'amortissement a été porté à huit ans, avec une période de grâce de deux ans et demi.

Cet accord a été conclu à l'issue d'une réunion de cinq heures au siège du Fonds monétaire international entre le président de la Banque centrale du Brésil, M. Alfonso Celso Pastore, et les représentants de soixante-six banques créancières du Brésil, rassemblées au sein d'un comité présidé par M. William Rhodes, président de la Citibank.

Sur cinq colonnes, le quotidien soviétique "l'Industrie socialiste" se livre dans son numéro du 7 octobre à une attaque en règle contre la politique économique française : « Les concessions et les privilèges consentis au grand capital conduisent à une érosion du soutien populaire qui avait assuré la victoire de la gauche en 1981 », écrit ce journal du comité central du parti communiste soviétique.

Paris a adopté [sa politique] à la C.E.E. et des Etats-Unis », « Les problèmes économiques et sociaux s'aggravent, surtout pour les revenus petits et moyens. » Le capital étranger croît en importance et « contrôle plus de la moitié des industries de pointe. » L'évolution du cours du dollar a contraint Paris à payer en 1982 28 milliards de dollars d'impôts à Washington. Le chômage s'est certes « stabilisé à 9 % de la population active », mais on attend « deux millions et demi de chômeurs pour 1984 ».

Le pouvoir d'achat baisse, les impôts augmentent, ce qui « pénalise d'abord les revenus moyens et petits, alors que, en 1981, le parti socialiste affirmait vouloir frapper les grandes fortunes », qu'il traite maintenant « avec complaisance ».

Car il s'agit bien de la politique du seul parti socialiste : le P.C.F., au contraire, estime le journal soviétique, « se prononce pour la réalisation des promesses, pour l'adoption de mesures décisives, contre le grand capital, pour la lutte énergique contre le chômage, contre la hausse du coût de la vie, pour le renouveau de l'industrie nationale et pour la justice sociale ».

Le quotidien n'oublie pas de donner quelques conseils au gouvernement français : « renforcer le secteur nationalisé et, surtout, financer les dépenses militaires énormes », tout à fait superflues, puisqu'il est bien connu que personne ne menace la France. - (A.F.P.)

Le pouvoir d'achat baisse, les impôts augmentent, ce qui « pénalise d'abord les revenus moyens et petits, alors que, en 1981, le parti socialiste affirmait vouloir frapper les grandes fortunes », qu'il traite maintenant « avec complaisance ».

Le F.M.I. accorde au Portugal un crédit de 749 millions de dollars

Washington (A.F.P.). - Le Fonds monétaire international (F.M.I.) a annoncé, le 7 octobre, l'octroi au Portugal d'un crédit de 703 millions de dollars de tirage spécial (D.T.S.), soit 749 millions de dollars, afin de soutenir le plan de redressement économique de ce pays.

Un premier prêt de 445 millions de D.T.S., soit 172,5 % de la quote-part du Portugal auprès du F.M.I., prendra la forme d'un crédit « stand-by » ouvert jusqu'en février 1985. Un premier tirage peut être effectué immédiatement par le Portugal, pour un montant de 96,75 millions de D.T.S. Le second prêt, accordé au titre des crédits compensatoires à la baisse des recettes d'exportation et du tourisme, d'un montant de 258 millions de D.T.S., est disponible immédiatement.

Selon le F.M.I., le programme d'ajustement portugais est destiné à réduire le déficit extérieur à un niveau qui permette d'éviter les difficultés financières à court terme et de réduire le service de la dette sur le long terme. Ce programme comporte notamment une restriction des dépenses budgétaires et une diminution des emprunts du secteur public.

Le F.M.I. a également annoncé qu'il a accordé au Portugal un crédit de 749 millions de dollars. Ce crédit est destiné à soutenir le plan de redressement économique du Portugal. Le F.M.I. a également annoncé qu'il a accordé au Portugal un crédit de 749 millions de dollars. Ce crédit est destiné à soutenir le plan de redressement économique du Portugal.

Le F.M.I. a également annoncé qu'il a accordé au Portugal un crédit de 749 millions de dollars. Ce crédit est destiné à soutenir le plan de redressement économique du Portugal. Le F.M.I. a également annoncé qu'il a accordé au Portugal un crédit de 749 millions de dollars. Ce crédit est destiné à soutenir le plan de redressement économique du Portugal.

Le F.M.I. a également annoncé qu'il a accordé au Portugal un crédit de 749 millions de dollars. Ce crédit est destiné à soutenir le plan de redressement économique du Portugal. Le F.M.I. a également annoncé qu'il a accordé au Portugal un crédit de 749 millions de dollars. Ce crédit est destiné à soutenir le plan de redressement économique du Portugal.

Le F.M.I. a également annoncé qu'il a accordé au Portugal un crédit de 749 millions de dollars. Ce crédit est destiné à soutenir le plan de redressement économique du Portugal. Le F.M.I. a également annoncé qu'il a accordé au Portugal un crédit de 749 millions de dollars. Ce crédit est destiné à soutenir le plan de redressement économique du Portugal.

Le F.M.I. a également annoncé qu'il a accordé au Portugal un crédit de 749 millions de dollars. Ce crédit est destiné à soutenir le plan de redressement économique du Portugal. Le F.M.I. a également annoncé qu'il a accordé au Portugal un crédit de 749 millions de dollars. Ce crédit est destiné à soutenir le plan de redressement économique du Portugal.

Economie

Aux États-Unis Le chômage a de nouveau diminué en septembre

Washington (A.F.P., U.P.I.). - Le taux de chômage américain a reculé en septembre, se situant à 9,3 % contre 9,5 % le mois précédent. Ce taux, le plus bas depuis dix-sept mois, traduit une reprise de la baisse du chômage, apparue dès le début de l'année mais qui s'était interrompue au mois d'août (sans changement par rapport à juillet). En décembre 1982, le chômage avait atteint 10,8 %, le taux le plus élevé depuis quarante-deux ans.

L'amélioration de la situation de l'emploi résulte de la reprise de l'activité économique : en septembre, 382 000 emplois ont été créés, portant à 101,9 millions la nombre d'emplois civils aux États-Unis. Le total des créations est plus important que l'augmentation de la population ayant ou recherchant un emploi, qui a atteint 112,4 millions en septembre, en hausse de 107 000.

Autre signe d'amélioration, le nombre de « travailleurs découragés », ceux qui ne sont plus inscrits dans les statistiques du chômage parce qu'ils ont abandonné la recherche d'un emploi, a diminué, entraînant 1,6 million en septembre, soit une baisse de 100 000 personnes par rapport à la précédente statistique du mois de juin. Cette amélioration a profité essentiellement aux travailleurs blancs, tandis que les Noirs comptaient encore pour 31 % de cette catégorie, alors qu'ils représentaient 13,7 % de la population américaine.

Le chômage, qui touche 10,4 millions d'Américains, est toujours particulièrement élevé dans certaines catégories de la population : jeunes de moins de vingt ans, 21,8 %, Noirs, 19 %, Hispaniques, 13,1 %. Chez les jeunes Noirs le chômage atteint 52 %. Le taux a toutefois sensiblement baissé en septembre pour les jeunes et les Noirs. Enfin, la durée hebdomadaire du travail a augmenté de vingt-quatre minutes pour atteindre quarante heures sept minutes.

QUAND IL S'AGIT DE CHOISIR UN CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS, LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.



LE REMARQUABLE PETIT SYSTÈME DE GESTION: BURROUGHS B20

La plupart des gens pensent que si un constructeur d'ordinateurs est plus grand que Burroughs, il est automatiquement meilleur que Burroughs.

Ce n'est pas forcément vrai. Dans la gamme des petits systèmes de gestion, par exemple, le Burroughs B20 est l'un des ordinateurs autonomes les plus polyvalents, les plus faciles à utiliser et les plus écolais du marché.

Avec son puissant processeur 16 bits et jusqu'à 640 K octets de mémoire RAM dans chaque poste de travail, le Burroughs B20 donne à chaque utilisateur son propre ordinateur, mais avec la puissance, les bases de données et la mémoire associées auparavant uniquement à de grands systèmes.

Plus important encore, le B20 peut s'intégrer dans un réseau d'autres B20, ce qui permet à chacun de disposer dans son travail des informations les plus récentes. Et comme le B20 peut gérer de nombreux postes de travail, il grandira avec votre entreprise.

Pour le mettre en exploitation, vous n'avez qu'à le débiller, le brancher *, choisir un de nos nombreux logiciels destinés à la gestion des entreprises (fiches de paie, livres de ventes, registres de stocks, etc.), incliner l'écran à la hauteur voulue... et c'est à vous de jouer. (Nos manuels de formation programmée sont si faciles à utiliser que vous serez capable de projeter vos ventes au bout de quelques heures seulement.)

Si vous avez besoin d'aide, appelez le Centre Burroughs de Gestion et de Ressources des Appels Clients. Les informaticiens compétents de Burroughs vous aideront à résoudre tous vos problèmes - qu'ils soient liés à notre matériel, notre logiciel ou nos systèmes d'exploitation. Notre expérience internationale de 87 ans dans le domaine du matériel de bureau nous a appris certaines choses en matière de service et de soutien aux entreprises.

Donc, si vous cherchez un petit système de gestion, votre décision ne doit pas être fonction de la taille du constructeur. Mais plutôt de sa qualité.

Burroughs LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.

*L'unité de mémoire de masse B22 doit être installée par un technicien qualifié de Burroughs.

Le petit système de gestion B20 m'intéresse. Veuillez m'envoyer de plus amples informations.

Nom: _____

Fonction: _____

Société: _____

Adresse: _____

Téléphone: _____

A envoyer à: Direction du Marketing
Systems B20
S.A. Burroughs
95015 - Cergy Pontoise Cedex

LM 10 093

Revue des valeurs

Semaine du 3 au 7 octobre 1983

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Toujours plus haut

Après un bref accès de découragement en début de semaine, à l'annonce d'une progression de 2,3 milliards de dollars de la masse monétaire, les boursiers new-yorkais ont rapidement retrouvé le sourire en regard de la baisse constatée sur les fonds fédéraux. Ce mouvement a été suivi par les déclarations rassurantes du président américain selon lesquelles les taux d'intérêt devraient poursuivre leur mouvement de baisse aux États-Unis.

De son côté, le secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan, a estimé que le déficit budgétaire pourrait être ramené à 100 milliards de dollars à l'horizon de l'année fiscale 1985. Cette conjonction d'éléments favorables, allée à la perspective de résultats financiers en hausse pour les entreprises américaines au troisième trimestre 1983, a permis de laisser l'indice Dow Jones à de nouveaux records. Vendredi, le Dow Jones s'élevait à 1 272,15 points, en hausse de 39,03 points sur la semaine précédente.

	Cours 30 sept.	Cours 7 oct.
Alcoa	45	45 1/2
A.T.T.	65	64 3/4
Boeing	39 1/4	42 7/8
Chase Manhattan Bank	48	49 1/8
Du Pont de Nemours	52	50 1/4
Eastman Kodak	68 3/4	72 7/8
Exxon	36 1/2	37
Ford	61 1/2	66 3/8
General Electric	52 3/4	56
General Foods	47	46 7/8
General Motors	73 5/8	76 3/8
Goodyear	30 3/8	31 5/8
I.B.M.	126 7/8	133 3/8
J.T.T.	43 1/2	44 7/8
Mobil Oil	31	30 1/2
Pfizer	39 3/4	43 7/8
Schlumberger	54 5/8	54 1/8
Tesco	36	35 3/4
U.A.L. Inc.	29	30 1/2
Union Carbide	66 1/8	68 1/4
U.S. Steel	27 5/8	28 3/4
Westinghouse	46 3/8	47 1/2
Xerox Corp.	42 3/8	46 1/2

LONDRES

Légère hausse

Le feu vert donné lundi aux banques britanniques pour procéder à une réduction de leur taux de base a permis de freiner la baisse initiale du marché, et une nouvelle demande s'est rapidement installée dans le sillage de Wall Street, les investisseurs américains faisant porter leurs efforts sur l'I.C.I., Beecham et Glaxo parmi les valeurs les plus en vue. L'annonce par Dunlop de la fermeture de sa filiale française n'a pas eu d'effet sur l'action. L'indice « F.T. », industriel, a progressé de 70,8 contre 70,4 de jeudi, à 569,7 contre 581,3 ; l'indice « All-Share » a progressé de 82,17 contre 81,88.

Pour son introduction sur le London Stock Exchange, la célèbre équipe de football londonienne Tottenham Hotspur a tiré droit au but. Plaçant sous une avalanche de demandes, la vente des actions intervenue jeudi matin a été couverte au moins quatre fois en l'espace de quelques minutes seulement, cette opération devant rapporter 2,5 millions de livres sterling au club sportif.

	Cours 30 sept.	Cours 7 oct.
Beecham	315	315
Bovater	194	204
Brit. Petroleum	436	430
Courtauld	98	95
De Beers	8 70	8 20
Dunlop	55	54
Free State Geduld	41	42 1/2
Glaxo	820	795
Gr. Univ. Stores	538	550
Imp. Chemical	558	554
Shell	598	582
Unilever	823	843
Vickers	110	113
War Loan	36 5/8	36 7/8

TOKYO

Record historique

Envahie des cours cette semaine à Tokyo, où l'indice Nikkei-Dow Jones s'est établi vendredi à 9 563,48 (+116,6 points), tandis que l'indice général était en hausse de 7,21 yen, à 699,60 points. L'influence de Wall Street a joué dans le sens de la hausse.

	Cours 30 sept.	Cours 7 oct.
Akai	570	577
Bridgestone	507	522
Cannon	1 430	1 440
Fuji Bank	500	500
Honda Motors	942	1 030
Mitsubishi Electric	1 720	1 770
Mitsubishi Heavy	256	270
Sony Corp.	3 670	3 860
Toyota Motors	1 260	1 290

FRANCFORT

Bonnes dispositions

Sous l'effet d'un redressement du marché obligataire et d'un recul du dollar, la Bourse de Francfort a été bien orientée et l'indice de la Commerzbank est passé à 968,4 contre 939 le vendredi précédent.

	Cours 30 sept.	Cours 7 oct.
A.E.G.	85	84
B.A.S.F.	150,70	155,00
Bayer	151,50	157,60
Commerzbank	167,50	169,30
Deutschebank	202,50	209,80
Hoechst	172,20	166,50
Karstadt	260	267
Mannesmann	347,90	359,40
Siemens	217	225,10
Volkswagen	217	225,10

BOURSE DE PARIS

La dernière ligne droite ! En ces premiers jours d'octobre, la Bourse de Paris aborde son quatrième et dernier trimestre d'activité 1983 qui devrait lui permettre de confirmer la performance tout à fait remarquable accomplie depuis le début de l'année. A l'heure actuelle, l'indice de la Compagnie des agents de change affiche une hausse de 41 % en neuf mois, tandis que l'indice de tendance de ce même organisme marque un bond de 50 %. Pour couper la poire en deux, disons que le marché parisien a grimpé de 45 % au bas mot, tandis que sur les principales Bourses étrangères, y compris New-York, la hausse des cours est restée « seulement » voisine de 20 % dans le meilleur des cas.

Dans la perspective de cette échéance de fin d'année, la communauté financière ne paraît pas trop préoccupée par un éventuel coup d'arrêt à la hausse, et les commentateurs sont d'avis que les actions françaises de qualité devraient continuer à avoir cet effet d'entraînement qu'on leur connaît depuis plusieurs mois, ne serait-ce que sous l'effet d'une demande pour le compte d'investisseurs étrangers qui n'apparaît guère freinée pour l'instant.

Cette semaine, les titres les plus en vue (B.S.N., Générale Biscuit, Essilor, L'Air Liquide, Générale occidentale, Pernod-Ricard), pour ne citer qu'un échantillon de ces « belles américaines », ont continué à bénéficier d'une inébranlable fringale d'achats de la part de la clientèle du palais Brongniart et la nette baisse du dollar intervenant sur les marchés des changes ne leur a pas coupé l'appétit, ainsi qu'en témoigne le « coup de sang » du dollar-titre. Vendredi, la devise-américaine avait bondi à près de 11 F en fin de séance, ce qui équivalait à une prime de 40 % que les amateurs de valeurs américaines devaient acquitter pour glisser cette catégorie de titres dans leur escarcelle.

Cet engouement pour les sociétés d'entre-Atlantique s'explique autant par le mouvement de défiance déclenché

Un marché confiant

en fin de semaine par l'accès de faiblesse du franc français face au mark que par le nouveau bond en avant effectué par Wall Street, où l'indice Dow Jones s'efforçait d'effacer de jour en jour ses niveaux records. Incontestablement, cette bonne humeur à la mode de nos cousins new-yorkais était du goût des boursiers parisiens, et la cote qui était apparue plutôt hésitante en début de semaine — jusqu'à perdre 1,2 % au cours des trois premières séances — progressa tout sur coup de 0,7 % jeudi et de 0,6 % le lendemain, de façon à permettre aux actions françaises d'afficher un solide positif (+ 0,2 %) en fin de semaine.

Parallèlement, les principaux gagnants de cette course sans obstacles furent l'ensemble des titres « indexés » sur le dollar, parmi lesquels B.S.N. a encore joué des coudes grâce à l'appui de nombreux ordres en provenance de l'étranger, surtout des pays anglo-saxons. Dans le même temps, quelques valeurs bien implantées de l'autre côté du Rhin ont bénéficié de la bonne orientation des Bourses allemandes (Frankfurt) et gagné plus de 24 % depuis le début de l'année) et du coup de ponce décisif donné au deutschmark dans la perspective d'un retour des capitaux flottants vers la R.F.A. au cas où les taux d'intérêt continueraient à faire marche arrière aux États-Unis. Avec un gain de près de 13 % en cinq séances, ce qui la place dans le peloton de tête des plus fortes hausses, l'électronique a tiré profit de cette situation tandis que les valeurs allemandes gagnaient facilement 6 % à 8 % sur le marché parisien.

An-déjà de cette esquisse rapidement tracée avec, en filigrane, les principales causes de change des devises, les traits ont été un peu plus appuyés sur des valeurs directement influencées par la publication de leurs résultats

SERGE MARTI

Mines d'or, diamants

	7-10-83	Diff.
Anglo	1 275	25
Anglo-American	1 370	16,4
De Beers	568	7
Diamond	348	0,5
Free State	462	12,5
Goldfields	91,90	+1,80
Genor	261,50	+20,5
Harmony	239	+3,5
President	1 079	6
Randfontein	1 360	+75
Sand-Holten	392	+3
Western Deep	541	+19
Western Holding	554	+6

Pétroles

	7-10-83	Diff.
Elf-Aquitaine	175	+490
Esso	326,80	+11,10
Elf	420	+20
Pétroles français	420	+20
Pétroles B.P.	66,80	+3,30
Primagaz	246	+10,50
Raffinage	83,20	+1,30
Sogefah	446	+14
Exxon	399,50	+3,50
Petrofina	1155	+12
Royal Dutch	493	+3

Valeurs diverses

	7-10-83	Diff.
Accor	185,20	+2,70
Agence Havas	350	+4
A.D.G.	360	+4
L'Air Liquide	488	+4
Argemont	355	+20
Bic	669	+6
Bis	278	+3
Club Méditerranée	676	+8
Emilio	1 855	+55
Europe 1	396	+10
Gl. Ind. Part.	339	+10
Hachette	1 260	+25
Oréal (L.)	2 070	+45
Navigation	186,50	+3,50
Nord-Est	57,20	+0,30
Presses de la Cité	1 290	+182
Silex Roussignol	1 245	+65
Sasol	464	+2

Mines, caoutchouc

	7-10-83	Diff.
Géophysique	1 011	-38
Imetel	67	+1,20
Imetel	794	+16
M.M. Pessier	40	+0,20
Chartier	40	+0,20
INCO	175	+8,5
R.T.Z.	96,20	+3,6
Z.C.I.	2,58	+0,14

Valeurs à revenu fixe

	7-10-83	Diff.
4 1/2 % 1973	1 951	-2
7 % 1973	9 980	-122
10 3/4 % 1975	91	Inchangé
P.M.E. 10 5/8 % 1976	90	Inchangé
8 3/8 % 1977	113,50	+1,25
10 % 1978	88,70	+0,25
9 3/8 % 1978	88,12	+0,62
8 3/8 % 1978	89,40	+0,54
9 % 1979	84,75	+0,15
10 3/8 % 1979	90,80	+0,10
12 % 1980	97,45	+0,15
13 3/8 % 1980	101,02	+0,82
16 7/8 % 1981	110,15	Inchangé
16 3/8 % 1982	109,95	+0,05
15 7/8 % 1982	109,25	+0,05
17 7/8 % 1982	107,85	Inchangé
C.N.E. 3 %	3 069	+84
C.N.B. 5 000 F.	101,78	+0,23
C.N.B. Parisiens	101,78	+0,23
5 000 F.	101,78	+0,23
C.N.B. 5 000 F.	101,78	+0,23
C.N.B. 5 000 F.	101,78	+0,23

Alimentation

	7-10-83	Diff.
Bagh-Say	303	+0,50
Bongrain	1 697	+28
B.S.N.	2 260	+175
Carrefour	1 358	-32
Coop	938	+15
Odia	556	+1
Eurocarché	745	+18
Guyane et Gasc.	329	+0,64
Leclerc	1 350	+130
Martell	1 163	+6
Molt-Homesay	332	+15
Mumm	519	+11
Occidentale	320	+1
Olda-City	219	+14
Pernod-Ricard	890	+45
Promodis	1 195	+10
Source Paris	1 340	+2,20
St-Louis-Bouillon	344,50	+2,50
C.S. Saupiquet	320	+39
Veuve Clicquot	1 625	+20
Viniprix	1 650	80
Natix	21 000	+540

Matériel électrique

	7-10-83	Diff.
Alstom-Atlantique	155	+1,50
CIT-Alstom	1 278	+46
Coax	326	+1
Général des Eaux	396	+19,50
Intertrichine	1 225	+45
Legrand	1 869	+1
Lynxisme des Eaux	760	+20
Matra	1 115	+10
Mertin-Gérin	943	+12
Moteur Leroy-Somer	528	+5
Motex	96,20	+0,70
P.M. Leblanc	320	+3
Radiotechnique	417	+2
S.E.B.	371	+4
Signaux	1 320	Inchangé
Télécom	181	+1
Thomson-C.S.F.	181	+1
I.B.M.	1 428	+42
I.T.T. (I)	429	+24,70
Schubert	894	+1
Siemens	1 540	+132

(1) Compte tenu d'un coupon de 4,70 F.

Produits chimiques

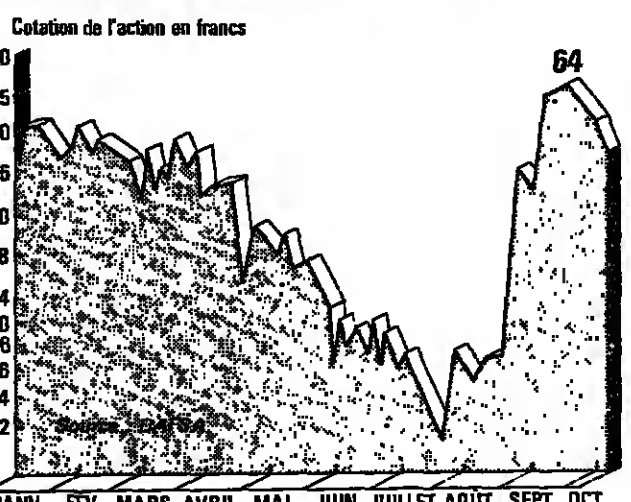
	7-10-83	Diff.
Insitut Mérieux	790	-50
Laboratoire Bédou	422	-38
Nobel-Borel	10,20	+1,60
Roussel-Uclaf	590	+42
B.A.S.F.	640	+41
Boyer	675	+50
Hoechst	709	+53
I.C.I.	94,10	+1,10
Nord-Hydro	795	+29

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 30 sept.	Cours 7 oct.
Or fin (à la livre)	104 980	101 500
Pièce française (20 fr.)	877	878
Pièce française (10 fr.)	438	439
Pièce suisse (20 fr.)	687	688
Pièce italienne (20 fr.)	620	620
Pièce suisse (10 fr.)	310	310
Pièce suisse (5 fr.)	155	155
Pièce suisse (2 fr.)	77,5	77,5
Pièce suisse (1 fr.)	38,75	38,75
Pièce suisse (0,50 fr.)	19,375	19,375
Pièce suisse (0,25 fr.)	9,6875	9,6875
Pièce suisse (0,10 fr.)	3,875	3,875
Pièce suisse (0,05 fr.)	1,9375	1,9375
Pièce suisse (0,025 fr.)	0,96875	0,96875
Pièce suisse (0,0125 fr.)	0,484375	0,484375

Creusot-Loire : la soupe à la grimace

L'annonce du plan de redressement de Creusot-Loire a fait l'effet d'une douche froide à la Bourse de Paris, et les trois sociétés concernées par l'opération (Schneider S.A. et Jeumont-Industrie, outre le groupe sidérurgique) ont lourdement chuté. Par précaution, les autorités boursières avaient suspendu la cotation de ces trois actions lundi 3 octobre, dans l'attente du communiqué officiel expliquant « réservée à la baisse » en raison d'un fort courant d'ordres de vente. Mercredi, les deux sociétés dont M. Didier Pineau-Valencienne assure la présidence étaient à nouveau en butte à l'hostilité des investisseurs, et Schneider perdait 8,2 %, tandis que Creusot-Loire chutait de 6,5 %. Pour sa part, Jeumont-Industrie, bien décidée à ne pas se singulariser, abandonnait 5,5 %. Au total, ces trois titres auront perdu



Le lendemain, Creusot-Loire ne réagissait guère, dans un premier temps, alors que Schneider, invitée à mettre 720 millions de francs dans le pot commun (500 millions de francs en espèces et 220 millions de francs en crédits courants), régressait de plus de 14 % après avoir été

	3 oct.	4 oct.	5 oct.	6 oct.	7 oct.
Termes	298 723 490	238 454 837	239 865 714	320 919 099	443 941 423
Comptant	900 797 075	650 054 671	661 939 860	867 774 449	868 458 652
R. et obl.	128 953 511	132 041 756	123 942 986	192 659 797	189 454 101
Actions	1 327 974 076	1 020 551 264	1 025 748 560	1 381 353 345	1 501 854 176

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1981)					
Franc ..	143,0	143,1	142,5	143,1	-
Étranger ..	154,8	152,7	151,5	155,4	-
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE					
(base 100, 31 décembre 1981)					
Tendance ..	149,7	148,5	147,9	149,1	150,1
(base 100, 31 décembre 1981)					
Indice gén.	139,5	139,5	139,0	139,8	140,9

Le dollar

Certes, M. Jacques Delors n'est pas tout à fait bénéficiaire des monnaies européennes pour le franc. Rappelons que l'indice en moins sur le dollar par rapport au franc n'est pas commercial français. Le mouvement de la spéculation, qui a relevé, avec non moins de vigueur, la place du franc n'est pas non plus un mouvement de spéculation. C'est-à-dire une hausse à court terme, mais une hausse à long terme, car le franc est une monnaie saine et solide.

D'autre part, la faiblesse du franc a des conséquences sur le marché des devises. En effet, les devises se sont haussées, ce qui a entraîné une baisse du dollar-titre. Vendredi, la devise-américaine avait bondi à près de 11 F en fin de séance, ce qui équivalait à une prime de 40 % que les amateurs de valeurs américaines devaient acquitter pour glisser cette catégorie de titres dans leur escarcelle.

Cet engouement pour les sociétés d'entre-Atlantique s'explique autant par le mouvement de défiance déclenché en fin de semaine par l'accès de faiblesse du franc français face au mark que par le nouveau bond en avant effectué par Wall Street, où l'indice Dow Jones s'efforçait d'effacer de jour en jour ses niveaux records.

FRANÇOIS RENARD

LES MONNAIES DU S.M.E. LA PLUS FORTE LA PLUS FAIBLE



Le lendemain, Creusot-Loire ne réagissait guère, dans un premier temps, alors que Schneider, invitée à mettre 720 millions de francs dans le pot commun (500 millions de francs en espèces et 220 millions de francs en crédits courants), régressait de plus de 14 % après avoir été

Le lendemain, Creusot-Loire ne réagissait guère, dans un premier temps, alors que Schneider, invitée à mettre 720 millions de francs dans le pot commun (500 millions de francs en espèces et 220 millions de francs en crédits courants), régressait de plus de 14 % après avoir été

Le lendemain, Creusot-Loire ne réagissait guère, dans un premier temps, alors que Schneider, invitée à mettre 720 millions de francs dans le pot commun (500 millions de francs en espèces et 220 millions de francs en crédits courants), régressait de plus de 14 % après avoir été

Le lendemain, Creusot-Loire ne réagissait guère, dans un premier temps, alors que Schneider, invitée à mettre 720 millions de francs dans le pot commun (500 millions de francs en espèces et 220 millions de francs en crédits courants), régressait de plus de 14 % après avoir été

Le lendemain, Creusot-Loire ne réagissait guère, dans un premier temps, alors que Schneider, invitée à mettre 720 millions de francs dans le pot commun (500 millions de francs en espèces et 220 millions de francs en crédits courants), régressait de plus de 14 % après avoir été

Le lendemain, Creusot-Loire ne réagissait guère, dans un premier temps, alors que Schneider, invitée à mettre 720 millions de francs dans le pot commun (500 millions de francs en espèces et 220 millions de francs en crédits courants), régressait de plus de 14 % après avoir été

Le lendemain, Creusot-Loire ne réagissait guère, dans un premier temps, alors que Schneider, invitée à mettre 720 millions de francs dans le pot commun (500 millions de francs en espèces et 220 millions de francs en crédits courants), régressait de plus de 14 % après avoir été

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

3. La situation au Liban.

FRANCE

8. Une déclaration de M. Giscard d'Estaing sur FR 3.

CULTURE

13. Un entretien avec Chagall.

ÉCONOMIE

18. Crédits, changes et grands marchés.
19. La revue des valeurs.

RADIO-TÉLÉVISION (15)

Météorologie (15); Mots croisés (14); Journal officiel (15); Carnet (15); Programmes des spectacles (14).

M. Mauroy va visiter la province

(De notre correspondant)

Valence. — M. Pierre Mauroy s'est rendu vendredi 7 octobre à Valence (Drôme). Il a ainsi commencé une série de courtes « visites surprises » en province qu'il effectuera « pratiquement une fois par mois » pour se rendre compte, par lui-même et sur le terrain, de l'application des décisions du gouvernement.

Le premier ministre avait choisi la Drôme parce que c'est, a-t-il expliqué, l'un des départements qui ont le mieux su mettre en place les transferts de pouvoirs consécutifs à la décentralisation.

Ces voyages à travers la France s'inscrivent dans le cadre d'une campagne de reconquête de l'opinion et d'explication de la politique gouvernementale. Soucieux de « galvaniser les énergies », le chef du gouvernement a souligné : « Le plan de rigueur est indispensable pour le pays, je le mène avec résolution et avec une très grande confiance. Je ne me laisserai surtout pas entamer par une insupportable passivité. »

L'élection partielle d'Antony

M. CHEVÈNEMENT : L'EXTRÊME DROITE A UNE TECHNIQUE TRÈS AU POINT DE LA MANIPULATION

La section socialiste d'Antony a organisé vendredi 7 octobre une manifestation silencieuse avec le soutien d'autres formations de la majorité. Elle entendait ainsi protester contre « l'exploitation scandaleuse » faite selon elle de l'attaque de la permanence du R.P.R. qui a eu lieu dans la nuit de jeudi à vendredi et au cours de laquelle deux personnes ont été légèrement blessées.

Pour les socialistes d'Antony qui soulignent que « le local du R.P.R. n'a en aucun cas été saisi » et que « les dégâts matériels se limitent à un pare-brise cassé », il s'agit d'une « altercation entre des éléments incontrôlés et des militants du R.P.R. ou même d'une provocation pure et simple du R.P.R. ».

Pour M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., l'attaque de la permanence du son parti « confirme la menace qu'avait révélée les volemences de Dreux et de Sorcelles ». M. Pons, qui dénonce l'existence d'un « fascisme rouge » en France, affirme que « la majorité socialo-communiste n'a pas accepté d'être condamnée pour fraude par les tribunaux » et qu'elle refuse aujourd'hui d'être sanctionnée par les électeurs.

M. Jean-Pierre Chevènement, parlant vendredi soir à Belfort, au cours d'une conférence de presse, des incidents d'Antony, a déclaré : « L'extrême droite a une technique très au point de la manipulation. Cela ne paraît fleurir la provocation. M. Devedjian, tête de liste du R.P.R. et ancien d'Occident, n'est certes pas un démocrate ordinaire : ses colistiers non plus. Ai-je eu tort d'évoquer à propos de ces messieurs les loups déguisés en grand-mères ? (Voir le Monde du 8 octobre.) Le maire de Belfort a indiqué d'autre part qu'avant le meeting de la gauche auquel il a participé le 6 octobre à Antony sa voiture avait été prise en chasse, et qu'elle avait été cabossée pendant la réunion.

Le numéro du « Monde » daté 8 octobre 1983 a été tiré à 486 374 exemplaires

A B C D E F G H

LES DÉCLARATIONS DE M. GISCARD D'ESTAING SUR FR3

« Le socialisme, c'est raté ! »

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui se proposait, vendredi soir 7 octobre, de franchir une nouvelle étape dans son parcours difficile d'ancien président de la République, a essuyé les platitudes de la nouvelle émission d'André Campana programmée par FR3. « Rencontre avec... » est apparue comme une pâle copie de « L'heure de vérité » sur Antenne 2. Elle se voulait à la fois plus intimiste et percutante ; elle a été confuse et décevante. La responsabilité en incombe, pour une large part, aux journalistes présents (Christine Clerc, Ivan Lévi et Michel Naudy), dont les questions se croisaient, s'annulaient sans qu'apparaisse véritablement un fil conducteur.

Cela tient aussi à la difficulté pour M. Giscard d'Estaing de parler de l'avenir en des termes concrets sans être constamment ramené au passé dont, décidément, l'ancien chef de l'État reste prisonnier.

Celui-ci a toutefois réussi à peaufiner une formule qu'il avait lancée il y a un an — après « Le socialisme, cela ne marche pas », voilà « Le

1980, cela veut dire réduire les dépenses publiques... ». On ne peut, note-t-il, vouloir faire travailler un pays dont on prélève 45 % de son travail ! Selon M. Giscard d'Estaing, on peut réduire les dépenses publiques en réduisant la dette et les interventions économiques de l'État, « dans le financement des entreprises qui ne font pas partie de la fonction étatique directe ».

L'ancien chef de l'État se prononce pour le maintien de la cinquième semaine de congés payés, de la retraite à soixante ans et des trente-neuf heures, mais, précise-t-il, en procédant à des ajustements. « On a rigidifié aujourd'hui toute la vie du travail, il faut revenir à plus de souplesse, créer des droits, mais ne pas en faire des obligations », explique-t-il. Interrogé sur les lois Auroux, il souhaite que « les syndicats reviennent à leur fonction véritable qui est la représentation, l'organisation et la défense des travailleurs et non la gestion des entreprises ».

« Les esprits ont changé »
M. Giscard d'Estaing préconise aussi le maintien de la décentralisation, mais, dit-il, il faut « aller plus loin » avec de « véritables transferts de ressources ».

Pourquoy donc demain serait possible ce qui ne l'a pas été hier ? « Les esprits ont changé », explique l'invité de FR 3 qui note : les Français considèrent que le socialisme « est raté ».

Et l'on revient sur Dreux, les dernières élections municipales et l'alliance de l'opposition avec le Front national. M. Giscard d'Estaing n'est pas encore parvenu sur ce sujet : « Il faut se battre partout sur le terrain, explique-t-il, et accélérer l'évolution des esprits comme le fait notamment M. Raymond Barre. » Mais il manifeste quelque réticence à dire quelle aurait été son attitude s'il avait dû voter à Dreux : « J'ai envoyé un télégramme de félicitation au maire élu

socialisme, c'est raté ! » — et à faire passer vers son électorat un message : « J'ai écarté le socialisme deux fois, en 1974 et en 1978. » Voilà pour ceux qui lui reprochent d'avoir pratiqué « un socialisme rampant ».

M. Giscard d'Estaing est devenu pathétique, dans les dernières minutes, quand il a conclu : « Je voudrais vous dire un bonsoir amical du fond du cœur. La France que vous aimez, vous la reverrez. Sachez que je ferai tout ce qui dépend de moi pour que l'alternance soit prochaine. Je n'abandonnerai pas notre combat ; je ne désertai pas le malheur de mon pays... »

Comme un boxeur K.O. après un match qui n'a pas eu lieu, l'ancien chef de l'État apparaît soudain désolé de n'avoir pu, en étant resté collé à son adversaire, montrer sa souplesse, son agilité, sa capacité de détente. L'impression dominante, au terme des soixante-dix minutes, était celle d'une « rencontre » manquée.

de l'opposition, et, dit-il, finalement l'approuve le vote des électeurs de Dreux. L'ancien président de la République ajoute qu'il comprend l'attitude de M^{me} Veil, mais confère à la position de cette dernière un caractère « moral ». Il ajoute : « Il faut traiter le problème qui est à l'origine de la poussée de l'extrême droite : l'immigration ». Il rappelle : « Nous avons essayé de limiter le nombre des immigrés en France... Nous avons notamment abouti à un accord avec l'Algérie signé le 19 septembre 1980. » Cet accord, précise-t-il, prévoyait le retour de trente mille chefs de famille et les permis de séjour en France n'avaient été renouvelés que pour une durée de trois ans et demi. « Pourquoi, demande-t-il, n'est-on abandonné cette politique de retour ? »

Y aura-t-il un changement de la loi électorale pour les législatives de 1986 ? « On ne change pas les règles du jeu en milieu de partie », affirme M. Giscard d'Estaing. Il rappelle que c'est M. Mitterrand, à l'époque où il était ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de M. Pierre Mendès France, qui, en 1955, a proposé le retour à un scrutin d'arrondissement. « On peut changer d'avis trente ans plus tard, estime-t-il, mais il faut procéder honnêtement. » Pour M. Giscard d'Estaing, le prochain serait honnête. Il consentait à soumettre un changement de loi électorale aux deux Assemblées parlementaires qui appartiennent à des majorités différentes. « Le vote successif montrerait qu'il y a une règle du jeu acceptée par tous. » Il souligne en conclusion que « ce qui est important pour l'avenir, c'est que les Français préparent maintenant la future alternance ». « Il faut, dit-il, qu'ils se mettent d'accord sur un projet clair et simple susceptible de réunir deux Français sur trois. » M. Giscard d'Estaing n'écartera pas l'éventualité de sa candidature à l'Assemblée nationale : « Si les circonstances s'y prêtent », il représentera « volontiers » sa région nivernoise.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Mort du cardinal Renard ancien archevêque de Lyon

Le cardinal Alexandre-Charles Renard, ancien archevêque de Lyon, est mort à Paris, dans la nuit du 7 au 8 octobre, après avoir subi une intervention chirurgicale. Il sera enterré dans la priamiale Saint-Jean, à Lyon, à une date qui n'a pas encore été arrêtée.

Un homme de mesure et de tradition

Né à Avelin (Nord), le 7 juin 1908, Alexandre Renard suit des études classiques qui lui valent, en 1941, le doctorat ès lettres. Ordonné prêtre en 1931, il est successivement professeur au collège de Marcq, au petit séminaire d'Haubourdin et aux facultés catholiques de Lille. En 1938, il devient supérieur diocésain de la Jeunesse étudiante chrétienne, puis, en 1947, directeur diocésain des œuvres et des mouvements d'Action catholique.

Il est nommé, le 22 août 1953, évêque de Versailles en remplacement de Mgr Roland Gosselin. Il administre ce diocèse difficile jusqu'à la réorganisation de la province de Paris, puis il se voit confier le 28 mai 1957, l'archevêché de Lyon et est nommé cardinal à la fin de la même année.

Le cardinal Renard a témoigné de son intérêt pour un grand nombre de domaines religieux et profanes. Membre de la commission conciliaire pour les sacrements, de la congrégation des religieux et de celle de l'évangélisation des peuples, il anime la commission épiscopale de la famille et des communautés chrétiennes. Bâisseur d'églises à Ver-

saillies, il s'intéressera à Lyon, à la morale familiale et sexuelle.

Le cardinal manifeste très tôt des tendances théologiques classiques qui le poussent à rappeler les positions traditionnelles de l'Eglise : la contraception artificielle et les relations pré-nuptiales sont condamnables, de même que l'indégnité qui oublie le devoir d'obéissance à l'égard du successeur de saint Pierre.

Surtout Mgr Renard se signale, en 1973, au moment où se prépare la loi sur l'interruption de grossesse par son attitude rigoureuse. Selon lui, « la vie doit être sauvegardée dès sa conception ». Il multiplie les condamnations à l'égard de l'avortement : « Un échec, un mal et un malheur. »

Ses jugements tranchés — « la famille passe un mauvais quart d'heure » — ne l'entraînent jamais au rigorisme. Mgr Renard, homme de mesure, prendra toujours grand soin de condamner la faute sans rejeter le coupable, qu'il s'agisse des prêtres mariés, des intégristes ou des prostituées qui occupent, en 1975, l'une des églises de son diocèse.

ALAIN FAUJAS.

LE COAUTEUR DU MASSACRE D'ORLY ARRÊTÉ À MARSEILLE ?

Soner Nayir, âgé de vingt-deux ans, Turc d'origine arménienne, considéré comme le coauteur de l'attentat — revendiqué par l'ASALA — commis à l'aéroport d'Orly le 15 juillet (huit morts et cinquante-quatre blessés), a été arrêté, samedi matin 8 octobre à 5 h 15, à la gare Saint-Charles de Marseille, alors qu'il arrivait de Paris. Cette arrestation est l'aboutissement d'une longue enquête menée par les services de la direction centrale de la police judiciaire (D.C.P.J.), sous la direction de la surveillance du territoire (D.S.T.).

Soner Nayir est soupçonné par les policiers d'avoir mis au point le système de minoterie de l'engin explosif que Vardjian Garibedian, Arménien de nationalité syrienne, arrêté après l'attentat, a reconnu être allé chercher à Villers-le-Bel (Val-d'Oise). Il est plus généralement soupçonné d'avoir fabriqué la plupart des systèmes de mise à feu employés dans les attentats de l'ASALA ces derniers mois en France et ailleurs en Europe.

Les enquêteurs de la brigade criminelle de Paris n'avaient pu le trouver à son domicile de Courbevoie (Hauts-de-Seine) lors des arrestations opérées après l'attentat, mais y avaient, en revanche, trouvé des armes et des explosifs. Durant sa garde à vue, Garibedian, qui est revenu le 28 juillet sur ses aveux, a paru le protéger : il serait un personnage aussi important que l'ancien présumé de l'attentat d'Orly dans la hiérarchie de l'ASALA en Europe. Présenté comme un expert en explosifs, formé dans les camps libanais, il aurait permis, selon des informations officielles, à l'un ou l'autre des membres du commando de l'attentat de la rue des Bouchers, en août 1982, de séjourner dans son appartement.

NOUVELLES BRÈVES

● Le comédien Marcel Tristant, doyen des pensionnaires de la Comédie-Française, où il est entré en 1964, est mort le 6 octobre à son domicile parisien des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante ans.

● Grève au Centre Pompidou. Les techniciens du Centre Georges Pompidou, affectés à la salle où se donnent les spectacles du Festival d'automne, commencent, ce samedi 8 octobre, une grève de vingt-quatre heures reconductible. Soutenus par la C.G.T., ils réclament, depuis 1977, une réévaluation de la catégorie 3 à la catégorie 4.

● Agression à Sorcelles. — Un conseiller municipal de Sorcelles (Val-d'Oise), M. Maurice Borier, U.D.F., a été agressé, vendredi 7 octobre dans la soirée, devant son domicile. Un inconnu lui a donné un coup de poing au visage, le blessant légèrement. M. Borier, qui figurait en dixième position sur la liste de M. Lamontagne (div. d.), a décidé de porter plainte. Pour M. Lamontagne, il s'agit d'une « agression politique ». « Nous faisons l'objet, a-t-il déclaré, de multiples menaces, tant par téléphone que par écrit, depuis notre élection. »

● Foot-ball : Marseille battu. En matches avancés comptant pour la quatorzième journée du championnat de France de football de deuxième division, vendredi 7 octobre, Montpellier a battu Marseille (2-1), qui reste en tête du groupe 1 avec un point d'avance sur Limoges ; Orléans s'est incliné à Tour (3-0) et partage la première place du groupe B avec le Stade français mais avec un match de plus.

VU

Pouvoir changer

Je ne comprends pas très bien, cette rencontre, organisée vendredi soir par FR3, c'était avec qui ? Avec quatre journalistes distraits et bavards ou avec Giscard ? Une émission de ce genre autorise et même exige qu'on fasse, le cas échéant, des objections aux réponses de la personnalité invitée, qu'on s'en donne ou qu'on les discute avant d'y aller d'une autre question. Si c'est pour se contenter d'enregistrer des satisfactions de genre : « Quatre ans après le début de mon septennat, ma cote de popularité était plus élevée que celle de mon successeur aujourd'hui. » Bon. Et alors ? Cette vague ne l'a pas porté jusqu'en 1981, il aurait peut-être fallu se demander pourquoi. Si c'est pour noter, tête ployée, des déclarations pré-électorales, inutile de se déplacer.

Comment a-t-on pu passer sans régler les raisons invoquées par l'ancien chef de l'État pour excuser son absence rue Copernic le jour de l'attentat ? Il voulait agir à l'égard de la communauté juive comme il aurait agi à l'égard de toute autre. Fallait-il comprendre que si une bombe avait éclaté à la sortie de Notre-Dame ou de la Mosquée, il n'y aurait pas été ?

Comment a-t-on pu lui permettre d'attribuer aux seules souffrances de Simone Veil pendant la guerre et à son passé de déporté l'attitude courageuse et noble qui a été la sienne pendant les élections municipales de Dreux ?

Enfin — et c'est beaucoup plus grave — comment a-t-on pu ne pas relever cette affirmation — « Le socialisme, c'est raté, ça ne marche pas, le P.S. en a fait la preuve » — sans citer en exemple la Suède, l'Autriche, l'Allemagne, la Danemark, les Pays-Bas... Et sans faire remarquer qu'une assertion aussi catégorique ferait pratiquement la porte à toute possibilité d'alternance ?

Les Français et les Français, comme on dit dans l'opposition (chaque fois qu'on le dit, ça me replonge dans un passé tout proche, trop proche, et ça me hérisse, j'en suis persuadé, à remettre, dans un avenir proche, les clés des palais ministériels à une droite qui verrait là une chance historique). Giscard de revenir au pouvoir pour n'en plus déloger.

CLAUDE SARRAUTE.

mélange blond de Virginia bright,
Burley et tabacs orientaux



Le Monde

D I M A N C H E



Les autonomistes du silence

Il n'y a pas que la Corse ou le Pays basque. Des Flamands, des Normands, des Savoyards luttent dans l'ombre pour conquérir davantage d'autonomie. Des mouvements toujours politiquement ambigus.

CORSE, Pays basque, Occitanie : une fois de plus, l'été des autonomistes a été chaud. Rien de nouveau, certes. Les poussées de fièvre régionales, les rébellions féodales, font partie de l'histoire de France. Un temps estompées par le jacobinisme napoléonien, elles ont repris dès la fin du XIX^e siècle.

Elles perdurent encore aujourd'hui. Dans la discrétion, le plus souvent. Certes, les attentats corses et basques, la force des traditions bretonnes et l'exubérance estivale occitane crévent l'écran des médias nationaux. Mais ils dissimulent tous les autres. Moins spectaculaires, les mouvements régionalistes normand (lire nos reportages) et flamand n'en sont pas moins l'expression profonde d'une identité qui a résisté aux divers types de dragonnades, puis aux hussards noirs de la République, ces instituteurs chers à Jules Ferry, et enfin — surtout ? — à l'uniformisation introduite par la télévision. Pas un hasard si tous les régionalistes de l'Hexagone se rejoignent dans la rancœur contre leur

bureau régional de FR 3, invariablement jugé trop « national ».

Ni la pauvreté de la région (ni a fortiori sa richesse), ni son éloignement de Paris, ni le caractère récent de son rattachement à la France ne suffisent, à eux seuls, à y expliquer la persistance d'un sentiment régional puissant.

Ces facteurs jouent cependant. Ainsi le mouvement des Savoyards de Savoie (province rattachée à la France en 1860) réclame depuis une quinzaine d'années la fusion de la Savoie et de la Haute-Savoie, et leur sortie de la région Rhône-Alpes. Ses huit cents membres revendiquent aussi le transfert à la région de la définition des programmes scolaires ou des normes d'urbanisme. Et il n'est que l'avant-garde d'un régionalisme plus diffus qui, depuis plus d'un siècle, n'a jamais baissé les bras.

Autre exemple, la célébration du tricentenaire de la Franche-Comté a aussi révélé la persistance d'un sentiment régional : les régionalistes souhaitaient célébrer, en 1974, l'anniversaire de la

guerre où s'illustra le résistant Lacuson, héros franco-comtois. Les autorités atermoyèrent, puis choisirent de fêter, deux ans plus tard, l'anniversaire de la paix de Nimègues, qui devait sceller la victoire des troupes de Louis XIV. Deux provinces tardivement rattachées à la France.

Tout récemment, un mystérieux et ultra-confidentiel Front de libération de la Franche-Comté a signalé sa naissance en menaçant, par l'intermédiaire de la presse régionale, d'envoyer des roquettes sur les Mirages de la base de Luxeuil ou de « capturer des bidasses du camp du Valdahon et les gaver de cancollette » si « le pouvoir central colonialisateur » refusait d'ouvrir des nég-

ciations devant aboutir à l'avènement d'un « État franc, libéral et prospère d'une superficie d'une demi-Belgique »...

Plus modéré dans son expression, un tout neuf « parti picard », constitué à l'initiative de quelques militants « plutôt à gauche », souhaite revenir à « une grande Picardie englobant tout le nord de la France », objectif antagoniste avec celui des Flamands, qui revendiquent le même territoire.

Dès qu'ils se transportent sur le terrain politique, éclate au grand jour l'ambiguïté de tous ces mouvements. Des chiens perdus de l'extrême gauche aux anciens activistes de l'O.A.S. à la dérive,

des « babas » anti-nucléaires à l'élégante « nouvelle droite », en passant bien sûr par tout l'échiquier politique traditionnel (sait-on que le seul grand parti qui se soit déclaré sans équivoque pour la réunification des deux Normandies est... le parti communiste ?), le régionalisme transcende tous les clivages et mobilise dans tous les recoins.

Du « vivre au pays » à l'étroit esprit de clocher, la distance est plus courte qu'on n'imaginerait. Souvent volontairement entretenue, voire exploitée par les régionalistes pour ratisser plus large, l'équivoque suscite le malaise. Rares sont les mouvements qui, à l'instar des Savoyards de Savoie qui se revendiquent « libéraux et proudhoniens », n'ont pas hésité à expulser leurs indésirables, en l'occurrence une frange du petit patronat de la vallée d'Arve. Mais, alors que la France s'interroge sur son avenir multiracial et pluriculturel, il n'est peut-être pas mauvais de lui rappeler qu'elle est aussi un laboratoire, mais riche mélange.

DANIEL SCHNEIDER.

LIRE

● LA RUSSIE ENTRE LE RÉFORMISME ET LE DESPOTISME

Selon Alexandre Yanov, l'histoire russo-soviétique obéit à un cycle, un éternel retour, dont elle n'a pu jusqu'à présent s'évader (lire page XIII).

● L'HABILLEMENT « ROBOTISÉ »

Durement touchée par les importations, l'industrie de l'habillement fait appel aux robots (lire page IV).

● LES PROGRAMMES DE LA RADIO ET DE LA TÉLÉVISION (pages VII à XI).

Lire page III

● FLAMANDS : malgré la honte.

● NORMANDS : p'têt ben qu'oui.

« Nouvelles femmes »

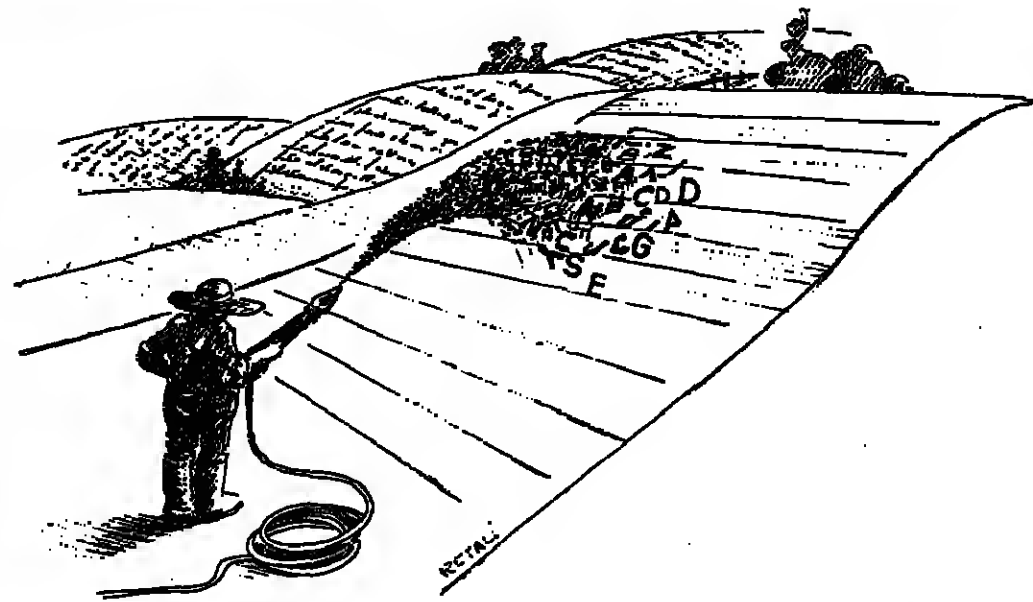
L'interview d'Elisabeth Badinter (le Monde Dimanche du 18 septembre 1983), excepté dans sa dernière partie, me paraît relever d'un cliché que je croyais déjà périmé : le droit des femmes à la réussite professionnelle et sociale. Des phrases telles que « pour les femmes, changer de rive et aborder le terrain masculin est valorisant » sont très dangereuses. Certes, la phrase est juste et une femme doit pouvoir jouer un rôle social, et cela contribue certainement à son épanouissement et à la reconnaissance de son identité par son mari et parfois même par ses enfants. Mais c'est surtout la réalité féminine qui doit être valorisée, et non l'imitation réussie de la réalité masculine.

Les femmes ont toujours eu le rôle essentiel. Il est temps qu'elles en prennent conscience. Elles le remplissent mieux et avec moins d'ambivalence. Pour ne parler que du rôle maternel dont il est ici question au départ, ce sont elles, plus que les hommes, qui préparent le monde de demain. La créativité peut être tout autre chose que l'écriture de livres souvent narcissiques, et combien de réussites ne sont que recherches de compensations ou satisfactions de vanité ! (Je ne parle pas du génie, dont le cas est trop exceptionnel — et peut-être un peu pathologique ? — pour relever de cette créativité de « faiseurs » qui est le plus répandue à notre époque.)

« Qu'elle soit de la chair ou de l'esprit, la créativité est une », a dit Rilke. Même si l'on fait abstraction de l'instinct maternel — qui me semble cependant infiniment plus répandu, fort et spontané que ne le prétend E. Badinter — bien que non systématique, — qu'y a-t-il au monde de plus passionnant que d'assister à l'éveil d'une intelligence, à l'affirmation d'une personnalité ? Et les deux se produisent extrêmement tôt. Quel travail, quelle œuvre demandera plus d'attention, de patience, d'intensité, de ténacité, d'amour, de passion, de délicatesse, de créativité enfin pour essayer, tout en respectant scrupuleusement cette personnalité naissante, d'en éprouver les qualités, d'en orienter les défauts dans un sens positif, d'en stimuler les virtualités, d'en protéger la vulnérabilité, de lui faire gagner beaucoup de temps en lui faisant sentir, expérimenter certaines choses, et de créer enfin, en moins, un « être de bonne volonté ».

Si toutes les femmes s'y appliquaient, peut-être chacun reconnaîtrait-il plus volontiers les éléments féminins et virils qui sont en lui, et l'antagonisme des sexes serait en partie résolu, entraînant — on peut toujours espérer — ce passage harmonieux que recherchent les Orientaux entre le Yin et le Yang et une synthèse si souhaitable entre la civilisation de Prométhée et celle de Bouddha.

H. F.
(Neully).



FRANÇOIS RÉTALL

Femmes au foyer et Sécurité sociale

La polémique engagée dans vos colonnes à propos de l'affiliation gratuite des « femmes au foyer » à la Sécurité sociale appelle de la part d'un homme marié qui travaille les réflexions suivantes :

Le choix des femmes de travailler ou non est-il menacé ? Contesté ? Certes oui ! Il a simplement été constaté ici que les travailleurs des deux sexes offrent aux femmes mariées qui ne travaillent pas une protection sociale gratuite, par leurs cotisations (les plus lourdes d'Europe).

Cet avantage n'est en aucune façon lié à l'éducation des enfants, puisqu'il se prolonge quand ceux-ci sont scolarisés, et bien au-delà après leur départ du foyer, jusqu'à la fin de la vie de l'ayant droit, soit un minimum de quarante ans de non-cotisation ! Que dire d'ailleurs des inactives mariées qui n'ont pas d'enfants ?

Que cette situation soit juste ou injuste, c'est affaire de morale sociale. Le fait, lui, demeure.

S'il est humain qu'une catégorie sociale privilégiée s'accroche avec passion à ses privilèges, il est aussi normal que d'autres catégories les contestent, puisqu'elles en supportent le poids. Une cotisation forfaitaire payée par le conjoint pour financer cette charge sera-t-elle instituée ? C'est peu probable dans l'immédiat, car elle concernerait plus de 60 % des couples : électoralisme naïf... Cependant, si la justice sociale (et fiscale) progresse en zigzag, l'histoire nous en apprendra plus tard.

GEORGES OSFELD
(Paris.)

Le métier de juge

Un magistrat nous a adressé la lettre suivante :

A propos de l'article paru dans le journal le Monde Dimanche du

18 septembre 1983 sur « les incertitudes des jeunes juges », je voudrais commenter brièvement le propos suivant tenu par un futur collègue : « L'idée d'envoyer des gens sous mandat de dépôt me rend malade ».

Choisir le métier de juge — que ce soit celui de juge civil ou de juge pénal — oblige — bon gré mal gré — à accepter et à faire sien le système de valeurs communément admis par la collectivité à une époque donnée.

Le métier de juge consiste en effet à porter des jugements de valeur sur les comportements d'autrui et à « punir », soit par une condamnation civile, soit par une sentence pénale, l'infraction à la loi.

Ce métier n'est pas un métier noblesse puisqu'il a pour effet, sinon pour but, de faire souffrir les justiciables, de leur faire mal, de ne pas leur faire du mal.

C'est dire que les candidats aux fonctions de juge doivent choisir un autre métier s'ils ne sont pas au clair avec leurs « secrets » motivations et s'ils n'acceptent pas la fatalité de la répression.

Mais il est vrai que quelques jeunes magistrats ont fait un choix de profession incompatible avec leur personnalité ou — le plus souvent encore — espèrent se mettre en vedette et essaient de donner le change sur la nature réelle de leurs pulsions en « jouant au psy ».

C'est alors le discours plus ou moins jargon sur des notions de

psychiatrie, de psychologie et le jargonisme hâtivement ingurgités et assimilés tant bien que mal.

Imparfaitement au courant des problèmes juridiques et judiciaires qui se posent à notre corps, même s'ils en parlent d'abondance, ces juges sont plus ou moins bien adaptés aux fonctions pour lesquelles ils ont reçu mandat et s'évadent vers la recherche de gadgets valorisants. Bien entendu, ils ne sont que de « pseudo-psy » avec tous les risques que ce semblant de rôle comporte pour les justiciables et pour eux-mêmes.

Les juges doivent avoir — ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle — un bagage en sciences humaines qui leur permettra de mieux appréhender les problèmes humains auxquels ils sont confrontés.

En aucun cas, ils ne doivent se départir du mandat qui leur a été confié par la collectivité, à savoir dire la loi après avoir posé les atteintes aux valeurs éthiques.

L'alcool

J'ai beaucoup aimé votre article sur « L'alcool de la honte » (le Monde Dimanche du 4 septembre 1983).

Je ne formulerais qu'un regret : si j'avais lu un papier comme le vôtre il y a quelques années encore, je n'aurais pas pu ne pas m'y reconnaître ; mais j'étais à

l'époque dans une détresse absolue, complètement sous-informée pour tout ce qui touchait à l'alcoolisme, et j'aurais tellement voulu, à ce moment-là, que quelqu'un me dise à quelle porte je pourrais frapper. Ne vous serait-il pas possible d'indiquer quelques-unes des adresses qui ont sauvé la vie à tant de mes sœurs de misère (sauver la vie n'est pas un vain mot : en ce qui me concerne, j'aurais vraisemblablement sombré dans la folie).

Les adresses de ces associations, regroupant d'anciens malades alcooliques et s'efforçant d'aider les autres à s'arrêter de boire :

— Alcooliques anonymes : 21, rue Troussau 75011 Paris. Tél : 806-43-68.
— Croix d'Or : 10, rue des Messageries 75010 Paris. Tél : 770-34-18.
— Croix Bleue : 47, rue de Clichy 75009 Paris. Tél : 874-85-22.

— Vie Libre : 8, impasse Dumar 92110 Clichy. Tél : 739-40-80.

Elles ont toutes de nombreuses implantations en province.

DOMINIQUE
(Paris)

Une langue internationale

« Il faudrait apprendre très tôt une langue pour les relations avec l'étranger : l'anglais », nous dit M. Heister (le Monde Dimanche du 11 septembre 1983), en réponse à une lettre de M. Delarue (le Monde Dimanche du 28 août 1983). Alors, pourquoi s'embarasser du français ? Apprenons directement l'anglais (on l'américain) aux enfants de l'Hexagone et d'Europe comme on a appris le français aux enfants bretons, basques et autres... Encore plus logique, non ?

En supposant quelques réticences dans les milieux politiques, littéraires... Je vous propose une solution encore plus rationnelle. Laissons chacun parler et étudier sa langue maternelle. Pour les relations avec l'étranger, le docteur Zamenhof en a créé une, comme la Révolution française a créé le système métrique qui, petit à petit, s'impose sur terre pour remplacer la toise, le yard... Deux langues : langue maternelle et langue internationale. Les jeunes, scientifiques apprendraient des choses utiles pendant le temps qu'ils auraient passé à baragouiner l'anglais, l'allemand, le russe...

F. GUÉGEN
(Clamart)

Pionnières

Je suis ravie de l'interview de M^{me} Badinter dans le Monde Dimanche du 18 septembre 1983. J'admire une fois de plus son talent (...). Mais elle m'a semblé oublier les pionnières du féminisme, en datant de 1960 le début des luttes des femmes.

Qu'elle n'excuse de le lui faire observer, M^{me} Picbon-Landry, Avril de Saint-Croix, Brunschwig, étaient des chefs remarquables, à la tête du conseil national de l'Union française pour le suffrage des femmes, entre autres. C'était vers 1901, déjà.

Les temps ont changé. Les hommes aussi. Des sections avaient été organisées partout en province par M^{me} Brunschwig, dont j'étais la collaboratrice. Articles, études, conférences, et notre journal La Française, représentaient des efforts efficaces et ontamment eurent des succès : le statut de la femme mariée en 1938, la mixité dans les concours, la lutte contre les discriminations de tous genres.

La très vieille militante que je suis (peut-être une des seules survivantes de ces temps héroïques !) se devait et devait à ses grandes amies qui ont tant œuvré le rétablissement d'une vérité quel que peu oubliée.

MARCELLE KRAEMER-BACH
(avocat honoraire, Paris.)

La différence

Mon propos n'est pas de renforcer le camp de ceux qui sont pour — au contraire — l'enseignement des langues minoritaires de France. Mon intention est seulement de ne pas laisser dire n'importe quoi sur ce sujet, car certains arguments sont irrecevables. « Il faudrait d'abord apprendre aux jeunes Français à lire et à écrire correctement leur langue. » J'en conviens, mais il est pédagogiquement exact que pour atteindre un tel objectif il faut prendre en compte le vécu des enfants — sur le plan des contenus cela s'appelle parfois : les pré-requis. Pour avoir oublié cela, l'Etat français n'a pas permis aux couches populaires de culture occitane de parler un français correct (tout problème d'accent mis à part). Une langue — et sa culture — s'apprend par comparaison et non par négation. Dans l'intérêt du français, il serait d'une grande utilité d'apprendre, à l'école, la différence.

BERNARD NÈGRE,
(Trieux-sur-Seine).

VOUS ET MOI

La vie donnée

Une mystique ? Le mot a une noble ancienneté. Il a aussi le rai-deur d'un brocart. Pourquoi n'avoueriez-vous pas qu'il me fait un peu peur ? L'appliquer à Loba, n'est-ce pas le renvoyer à un monde déshéant, obscurément naïf et menaçant ?

Dans l'étroite église de campagne où je l'ai vue pour la première fois, Loba, seule, priait. A mi-voix, en détachant les syllabes, ses yeux bleus fixés sur la croix de l'autel, elle s'adressait à Dieu dans le tutoiement de la nouvelle liturgie : « Pardonne-nous nos offenses comme nous pardonnons aussi à ceux qui nous ont offensés... » Toute petite, la fragilité même, presque octogénaire et, j'allais le découvrir plus tard, la hanche déformée.

Pour la village, une vingtaine de maisons blanches et ocre en surplomb au-dessus de la mer — elle est Loba, un prénom cathare dont s'enorgueillissent plusieurs « par-faites » du treizième siècle. Loba, je ne le savais pas, signifie « louve » en langue d'oc.

Elle me l'apprend elle-même, le dimanche suivant, et l'éclair de malice de ses prunelles pâles prouve qu'elle a conscience de l'ironie du baptême qui a fait louve une femme fluette et déhanchée.

« Pour mes sœurs cathares, c'est autre chose... »

Elle dit cela avec tendresse, comme une mère parlant d'un fils prodigue et bien-aimé.

« Connaissez-vous le Pater des hérétiques ? Il commence ainsi : Père saint, Dieu droiturier des bons esprits... Ça n'est peut-être pas si hérétique que ça, dites... »

Ja me gardais bien de la contredire. De toute façon, n'est-elle pas la confiance du curé, qui, deux minutes avant la messe, l'a,

d'un geste, envoyée sonner le cloche ? C'est alors que m'est apparu la botterie de Loba. Séquella d'« hérétique », malade, inutile, m'expliquait-elle. Elle n'en paraît pas souffrir.

Quand, cependant, parvenus au pied du calvaire, à un jet de pierre de l'église, nous faisons halte en face d'un panorama d'une ampleur vertigineuse, elle appuie au socle son épaulement la plus basse. Oiseau blessé, elle ferme un instant ses beaux yeux clairs.

« J'ai commencé par l'école », dit-elle en se redressant un peu.

« D'un bras frêle, elle désigne une maison carrée, à gauche du port.

« Par faire l'école, précise-t-elle. C'était avant la guerre. Je n'ai jamais eu plus de six élèves. Après la guerre, les deux qui restaient, on les a rebaptisés sur l'école du canton. Je n'ai pas voulu aller enseigner ailleurs. Il me semble que... »

Loba hésite, cherche ses mots, murmure sur le ton humble de qui, osant à peine affirmer, quête une approbation :

« Un pays est plus important, il me semble, qu'un métier. Vous ne croyez pas ? »

Question embarrassante. Que répondre si l'on n'y a pas longuement réfléchi ? Loba a, quant à elle, apporté sa réponse, son acte, elle est devenue factrice. La courrière arrivait du canton, en voiture. Elle en remplissait une ou deux sacoches et, à pied, faisait tous les jours une tournée de 12 kilomètres, village à écarte compris.

A peine croyable ! On m'en avait déjà parlé, en me parlant de Loba. Mais à pied, avec sa pauvre hanche !

« Le plus dur, c'était quand soufflait la tramontane. Il y avait

des moments où le vent me clouait au sol, me crucifiait... Pardonnez-moi... »

Je sais ce qu'elle allait dire. Je l'aurais deviné même si son « pardon », visiblement, ne s'était adressé au Crucifié du calvaire plus qu'à moi, au Crucifié qu'elle gratifie d'un regard de connivence.

« Voyez les pays... »

Elle se redresse et, de son pas toujours clochant, me précède vers le muret qui sert de garde-fou.

« De 1942 à 1965, j'ai porté aux gens des maisons que vous appelez là, et là, ou plus loin encore, derrière le coteau, des nouvelles d'ailleurs, heureuses, je l'espère, ou, plus souvent heureuses que malheureuses. »

Sa main malade caresse la pierre baignée de soleil. Une façon aussi, qui sait ? de prendre appui pour soulager sa hanche ? Je ne suis plus tellement certain, maintenant, qu'elle ne souffre pas dans sa chair.

« Vous savez — reprend-elle comme pour répondre à mon interrogation secrète — vous savez, en dehors de ça (elle jette, par-dessus l'épaule, un regard vers sa mauvaise hanche), je n'ai jamais eu de maladie grave et, sauf une fois où la voiture postale, en panne, est restée au canton, j'ai fait ma tournée tous les jours, pendant vingt-trois ans. »

A mesure que la soleil monte, une odeur de lavande et de résine se mêle à celle de la mer. Le petit port de pêche s'anime. Deux, trois bateaux, gagnent le large. La camionnette du boulanger brinquebale sur un chemin de terre beige qui rejoint le route, heureusement détournée par la colline, du village.

« Après le brevet supérieur, j'ai songé à entrer au couvent. Il y en avait un, à moins de quatre lieues.

J'ai compris à temps et l'on m'a, pour dire vrai, aidé à comprendre qu'il ne fallait pas offrir à Dieu que le sacrifice d'un corps... parait. Mais la don de sa vie, au jour le jour, on peut le faire autrement qu'en cloître. Alors... »

Elle me regarde, les deux mains sur la pierre rugueuse, deux mains où l'on voit des veines mauves, à la peau fine, à la peau ridée, deux mains qui l'imaginent jointes devant l'autel ; puis ouvrant, en classe, le manuel d'histoire ou de sciences naturelles ; enfin puisant dans la sacoches les lettres ou le télégramme...

Loba enseignant les mots, l'écriture, et pourvoyeuse de savoir. Loba apportant à domicile les nouvelles, et pourvoyeuse de joies, d'amitié, d'effort, de deuil... Comment lui dire que bienheureux, est le village qui eut cette louve pour éducatrice et pour messagère ?

« Peut-être que ce qui compte, c'est, en passant sur terre, de laisser la moins de traces possible ? Vous comprenez ? Le mal est lourd, il écrase, il crève de mauvaises silences. Alors que la bien, c'est léger, léger, si léger qu'on en éprouve du bonheur sans savoir pourquoi... Chaque fois qu'on peut atténuer la souffrance... »

Elle détourne le tête, lève les yeux jusqu'au Christ dont les mains saignent, au-dessus de nous, en plein ciel. Le bien, le mal, réminiscences cathares ? Et la souffrance ? Loba en sait plus qu'elle n'en dit. Par pudeur ? Par humilité ?

« Je me demande si je ne raconte pas des bêtises... »

Elle sourit de toute l'eau de ses prunelles.

MAURICE CHAVARDES.

Théâtre des Amandiers
Nanterre
20 septembre - 6 novembre
les paravents
de Jean Genet

mise en scène : Patrice Chéreau

LOCATION : 721.18.81

ENSEMBLE 2e 2m
Direction PAUL MEFANO
œuvres de
AMBROSINI-DONATONI
COHEN-FRANCOIS
Mercredi 5 octobre à 20 h 30
à 18 h 30 rencontre avec les musiciens (entrée libre)
Espace de Projection - Loc. 278.79.95

ENQUETE

Les autonomistes du silence

● Normands : p'têt ben qu'oui

La légendaire prudence normande s'accorde mal de l'extrémisme. Mais certains lorgnent avec tendresse vers leurs ancêtres Vikings.

En ce beau jour du cœur de l'été, l'Enfant-des-Houles n'avait pas pris la mer. Le chalutier était tristement resté à quai à Barfleur (Manche). Les autorités maritimes interdisaient la pêche aux coquillages en raison d'une maladie qui les rendait impropres à la consommation. Et le matelot Frédéric Legoupil ne décollait pas : « On va être obligés de gréer le chalut pour aller pêcher le poisson. » Le poisson en juillet, le long des côtes normandes, quelle hérésie ! « On est sûrs de ne rien prendre, ce n'est pas la saison. Tout ça, de la faute de quelques technocrates parisiens. Les Normands feraient mieux de s'occuper de leurs affaires eux-mêmes ! »

Rien d'une tête brûlée, le matelot Frédéric Legoupil. Un grand gaillard blond et pondéré, héritier de générations de Legoupil blonds, militaires, policiers ou instituteurs, qui se sont succédé ici, dans ce coin de bocage du bout de la France, entre Saint-Florent et Teurthéville. Un tout jeune Viking tranquille qui vous sert le cidre et, entre deux gorgées, vous déclare froidement : « Je crois qu'à terme la Normandie devra être indépendante. Dans un premier temps, police et justice seront transférées en Normandie. Puis les affaires étrangères, l'armée, la monnaie. »

Rigole ! Le bocage normand va-t-il devenir une nouvelle Corse ? Les plantureux cottages à colombages vont-ils faire connaissance avec le plastique ? A feu et à sang, ce pays dégoulinant de cidre et de crème fraîche ? « D'abord, nous allons

tenter de dialoguer, concéder le marin-pêcheur. Essayer de convaincre les élus locaux. Si nécessaire, on en viendra aux manifs. On n'utilisera la violence qu'en dernier recours. »

Modérés, mais déterminés, les autonomistes normands. Frédéric Legoupil est membre du Normanska Pjodernisins Flokkur, le parti nationaliste normand, qui vient de changer de nom : il s'appelle auparavant « Samband Normanniskra Folk » (Union des peuples normands). Le nombre d'adhérents est secret, mais ne doit pas dépasser la vingtaine. Le parti est centralisé à l'extrême. Ses membres ne se rencontrent qu'exceptionnellement. Tout le pouvoir se trouve concentré entre les mains du président-fondateur Christiens (Christian) Coutard, un officier de marine marchande de la région de Falaise. L'organe suprême est un thing (assemblée) de dix personnes, qui se réunit régulièrement.

Refusant de se situer à droite ou à gauche, le « Flokkur » se veut avant tout normand. « N'importe où en France, hors de Normandie, je me sens à l'étranger », explique Frédéric Legoupil. Cet été, j'ai essayé de louer un gîte rural sur la côte normande. Plus rien. Tout était réservé par des « horsains », (étrangers à la région). Trop, c'est trop. « A plusieurs reprises, Frédéric a manifesté contre l'usine nucléaire de La Hague, même s'il a refusé de s'inscrire dans un groupe écologiste : « La plupart des écoles ne sont pas des Normands. Moi,

je suis chez moi, je me bats pour chez moi. Le nucléaire, je ne suis pas contre, mais il n'est pas juste que l'électricité de Flamanville aille profiter aux Bretons, qui ont refusé Plagoff. »

Les autonomistes se proposent de redécouvrir la future Normandie indépendante en quatorze « pays » : le pays de Caux deviendrait ainsi le Hvitaland, le Perche l'Yrumork, etc. Cette terminologie nordique l'atteste assez : la revendication indépendantiste s'appuie d'abord sur l'histoire de la province, et à l'intérieur de cette histoire, sur la période viking, ardemment revendiquée.

Au-delà même des indépendantistes, tout un courant culturel s'emploie activement à revaloriser l'image du Viking. Destructeur, piller, violer de petites filles, le Viking ? Pas du tout : « C'est l'Islande, vers l'an mil, qui a inventé la démocratie », rappelle Georges Bernage, un jeune éditeur de Bayeux. Georges Bernage est également animateur d'un « cercle Hasgard » qui a organisé l'année dernière un voyage touristique en Islande.

Cette « vikingolâtrie », pour certains autres militants normands, est cependant à prendre avec des pincettes. « Les Vikings ne représentent qu'une petite partie, limitée dans le temps et dans l'espace, de l'histoire de la Normandie », explique Didier Patte, président du Mouvement normand.

Avec ses deux mille adhérents revendiqués, ses treize parlementaires sympathisants et ses plus de deux cents conseillers municipaux, le Mouvement normand est à l'extrême « Flokkur » ce que l'Union du peuple corse du docteur Simeoni est, en Corse, à l'ex-F.L.N.C. Sa revendication majeure est la réunification administrative de la Haute-Normandie et de la Basse-Normandie. Cette fusion donnerait naissance à une région puissante, la cinquième sur treize par le nombre d'habitants, une région capable de taper du poing sur la table à Paris. Selon les régionalistes, elle contribuerait à accélérer le développement économique d'une région, en dehors de la vallée de la Seine, encore grandement sous-développée.

D'avantage qu'au machiavélisme du centralisateur parisien, cette revendication se heurte cependant à la rivalité de Rouen et de Caen, pouvant toutes deux prétendre au statut de capitale régionale. D'accord pour la réunification, à condition que Rouen soit capitale de Normandie, acquiesce innoemment son maire, Jean Lecanuet, voué aux gémonies par les régionalistes comme « le plus grand diviseur de Normandie ». De la même façon, le grand rêve régionaliste d'un pont sur l'estuaire de la Seine, à Honfleur, qui viendrait doubler le pont de Tancarville et multiplier les dégagements vers le sud du port du Havre, se heurte aux réticences de Rouen, qui, à tort ou à raison, redoute de perdre du trafic.

Les régionalistes comptent bien mettre à profit les prochaines élections européennes, et surtout régionales, pour faire progresser leurs idées. Même si, invo-

quant des problèmes financiers, ils n'y présentent pas de liste propre, leurs consignes de vote pourraient être déterminantes. Pencheront-ils donc à gauche ou à droite ? « Le problème du régionalisme divise tous les partis politiques », répond en souriant Didier Patte. Nous nous déterminerons en temps utile. » S'ils admettent que la plupart des élus locaux du Mouvement penchent plutôt vers le conservatisme bon teint que vers un progressisme acharné, les régionalistes font remarquer qu'il ne faut voir là que le décalage fidèle du paysage politique normand.

L'extrême modération des thèmes du Mouvement, qui rejette avec horreur toute idée d'indépendance, est d'ailleurs le reflet obligé de la légendaire prudence normande. Un peu d'autonomie, p'têt ben qu'oui, mais l'indépendance, p'têt ben qu'non.

THYL DE FLANDRE, DIT ULENSPIEGEL



* SANS PAROLE

MORGAN.

● Flamands : malgré la honte

« A Roubaix, en 1915, un habitant sur deux sera algérien », craignent les nationalistes, qui ne se sont pas encore remis de la collaboration de plusieurs d'entre eux durant la dernière guerre.

Qui connaît la Flandre française ? Qui sait qu'entre Lille et Dunkerque, entre moulins et terrils, entre ducasses et géants, dans un pays de briques et de brumes, l'Hexagone possède aussi son petit morcotte de Flandre ? Et non seulement la région existe, mais elle a ses régionalistes. Flamands et fiers de l'être. Depuis quinze ans, une floraison.

Les vieilles chansons régionales oubliées sont tirées des tiroirs par la chorale dunkerquoise Het Reuzekoor. Un « centre culturel de Flandre », à Hazebrouck, recueille pieusement depuis un an livres, disques, documents les plus divers, organise des stages tous azimuts. Des cette rentrée, trois cents écoliers du primaire vont renouer avec les sonorités rauques de la langue de leurs grands-parents, sous l'influence de l'association d'enseignants Tegaele Togaen (aller de l'avant). Deux dictionnaires français-flamand sont en cours de préparation.

Cinq fois saisi en cinq ans d'existence, la radio libre Uylenspiegel fut une des pionnières du mouvement. Ce bouillonnement culturel commence à trouver son prolongement politique. Cinq associations viennent de publier un « Manifeste des Flamands de France ». L'idée d'un « parti politique flamand » fait lentement son chemin. Alors, Flamands et fiers de l'être, vraiment ?

Pas si simple. Le mouvement flamand se développe dans un environnement rouge de honte, écrasé de culpabilité. An complexe traditionnel du rural patoisant face au citadin, que les moqueries de Brel sur les « flamings » n'ont sûrement rien fait pour arranger, vient s'ajouter une écrasante mauvaise conscience, née de l'attitude des activistes flamands au cours de l'occupation.

Le mouvement flamand n'a pas encore tué le père. Le père, c'est l'abbé Jean-Marie Gantois, animateur d'un « vlaamsch verbond » avant et pendant la dernière guerre, condamné à quelques mois de prison à la libération pour collaboration. L'ombre du grand homme du régionalisme flamand, encore aujourd'hui, plane sur le mouvement. D'autant plus pesante qu'un manteau de plomb recouvre cette période.

Jusqu'où Gantois est-il allé ? Le très prolifique abbé aux deux cents pseudonymes recensés s'est-il seulement rendu coupable de complaisance intellectuelle pro-germaniste en insistant sur les origines germaniques d'une prétendue « race flamande » ? A-t-il collaboré, politiquement, avec les nazis ? Silences gênés, réponses évasives des militants flamands d'aujourd'hui. En attendant que soit clairement connue et assumée cette période, la honte a planté ses crocs sur la Flandre française. Meilleur exemple : le centre culturel de Hazebrouck

n'a pas osé s'appeler « flamand », mais seulement « de Flandre », pour ne rebouter personne », explique Martial Waeghemaeker, son directeur.

Pour renforcer le malaise, le mouvement actuel, réapparu en 1968 après une longue et compréhensible éclipse, cultive comme à plaisir les ambiguïtés. « Priorité d'emploi pour les Flamands en Flandre », exige ainsi haut et fort l'association Menschen Lyk Wyder (des hommes comme nous), qui revendique cent cinquante adhérents. Socialisante à ses origines, mais désertée par les militants de gauche après le 10 mai, l'association se veut aujourd'hui « ni de gauche, ni de droite, mais flamande ».

En 2015, la moitié de la population de Roubaix sera algérienne, redoute son président, Régis de Mal. Déjà, on y parle davantage arabe que flamand. Est-ce là ce que nous voulons ? « Slogans racistes et dangereux », réplique Tegaele Togaen, qui revendique, elle, clairement, une sensibilité de gauche, et se fait le héraut du flamand à l'école pour lutter contre l'échec scolaire. D'une association l'autre, une ambiance empoisonnée, traversée d'anathèmes et d'écoulements, sans oublier, de temps à autre, lettres anonymes et menaces de mort.

Autre point de discorde, pas moins passionné : les rapports avec les militants flamands belges. Une grande partie des Français ne se défend pas d'une certaine fascination pour les frères d'outre-Quévrain : « Ils ont su, eux, préserver leur architecture, soupire Wido Triquet, architecte dunkerquois, vice-président de l'association, Michel de Swaen. Leurs entrepreneurs sont plus dynamiques. Même nos briques, nous devons les importer de Belgique, parce que les briquetiers français se sont laissés dépasser par le progrès ! » Oui, même les briques ! L'association publie force brochures illustrées fustigeant le graffiti et l'affichage sauvage qui dégradent l'environnement flamand, et assurant, sous des photos horrifiées de murs lépreux, que « le tiers-monde est à l'assaut de nos villes ».

En sens inverse, les « grands frères » belges manifestent une embarrassante sollicitude envers les Français. Une association belge, subventionnée notamment par le ministère de la culture flamande,

le K.F.V., a pour but d'apporter des aides financières ponctuelles aux associations françaises qui en font la demande. Ce discret pactole s'élèverait, bon an mal an, à une centaine de milliers de francs français. Certaines associations, comme la chorale Het Reuzekoor, l'acceptent sans honte. D'autres, comme Menschen Lyk Wyder, font la fine bouche, redoutant sans doute une accusation toujours latente de séparatisme. D'autres enfin, comme Tegaele Togaen, refusent dédaigneusement cet argent du diable.

Les Belges, il est vrai, préfèrent arroser de leurs bienfaits les propagateurs de la langue néerlandaise moderne plutôt que les prosélytes, comme Tegaele Togaen, d'un parler flamand rustique et, selon eux, sans avenir. A signaler parmi les plus ardents « néerlandophiles » français un certain Institut culturel nordique, qui admet un cousinage intellectuel avec le GRECE, groupement vedette de

la « nouvelle droite ». Le GRECE a apporté sa contribution au débat régionaliste », explique son président, Alain Walenne.

Mis à part l'habituelle poignée d'excités d'après-boire, personne n'envie une séparation d'avec la France. Mais, si la revendication est aujourd'hui culturelle (les Flamands s'indignent ainsi non sans quelque raison que des prénoms comme Jan, Marieke ou Nelc aient été refusés par l'état civil, alors que Sue Ellen a été acceptée), elle n'exclut pas de se porter sur le terrain politique. Le futur parti flamand risque cependant de porter des sa naissance le lourd handicap des dissensions du mouvement. Un slogan-choc du type « La Flandre aux Flamands », qui pourrait bien être le sien (le syndrome de Dreux fait carburer plus d'une tête flamande), n'emportera sans doute pas l'adhésion de tous les courants.

DANIEL SCHNEIDER.

L'habillement « robotisé »

L'industrie de l'habillement, durement touchée par les importations, fait progressivement appel aux robots. Quitte à les fabriquer elle-même.

L'n'y a pas de secteur condamné ; il n'y a que des technologies dépassées. Ainsi s'exprimait en 1981 M. François Mitterrand. Pourtant, certaines industries semblent mal parties. Parmi elles, l'habillement. La filière a perdu plus de 60 000 emplois entre 1973 et 1981. Soixante-dix pour cent des machines utilisées dans cette branche sont importées. Deux chemises pour hommes sur trois, vendues aujourd'hui, proviennent de l'étranger. L'innovation technologique permettra-t-elle d'arrêter l'hémorragie, de s'habiller français et d'exporter afin de sauver des milliers d'emplois ?

Sur 3 000 entreprises environ, employant au total 230 000 personnes, près des deux tiers comptent moins de cinquante salariés. Leurs capacités de financement sont limitées, et le parc de machines vieillit. L'obligation de s'adapter rapidement aux exigences de la mode, la diversité des modèles et la mobilité du marché ne plaident guère en faveur de la modernisation des usines. Pourtant, certains fabricants de vêtements, quelques constructeurs de machines et des laboratoires de recherche relèvent le défi.

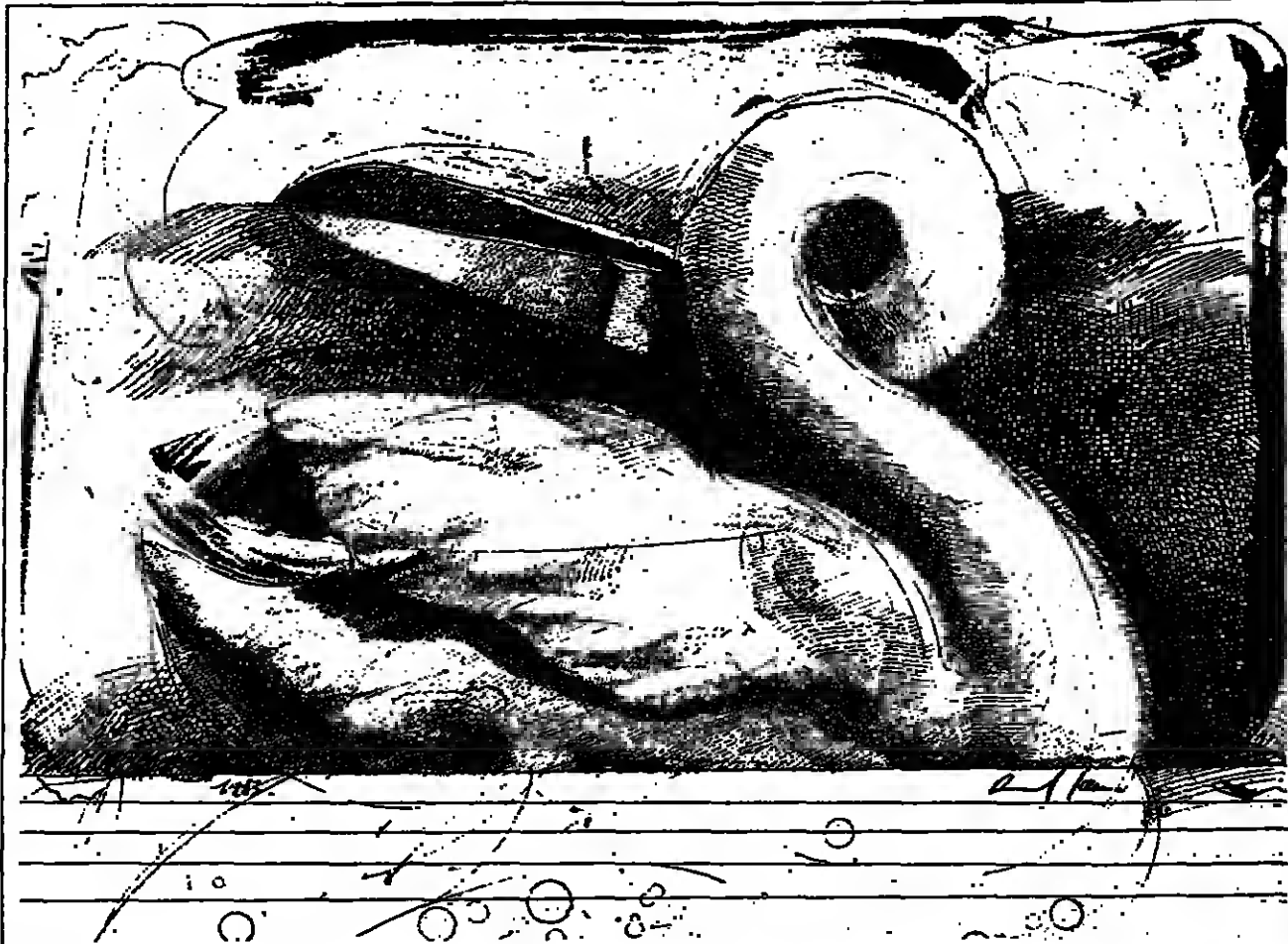
Le CETIH (Centre d'études techniques des industries de l'habillement) (1) s'intéresse à la conception assistée par ordinateur (C.A.O.). Avec l'université de Compiègne, il a mis au point un système qui réalise automatiquement des patrons de vêtements à partir d'un prototype dessiné par un stylist.

L'ébauche est « essayée » sur un « mannequin électronique », décrit en trois dimensions dans la mémoire d'un ordinateur. Un programme calcule la forme et les cotes des différentes parties du vêtement, puis transmet ces informations à une machine qui trace le patron avec une très grande précision. Pour transférer ces technologies vers l'industrie, le CETIH ouvre à Toulouse un centre de services destiné aux P.M.I. Il leur fournit des dossiers techniques comprenant les patrons, les gammes de montage (2), le choix des machines à utiliser, les temps de fabrication, etc.

L'Institut textile de France (I.T.F.) (3) travaille également sur l'automatisation. L'I.T.F. « Maille » a conçu et mis au point avec l'aide de l'Agence de l'Informatique six automates pour le secteur confection. Ils servent à fabriquer des serpillières et des slips. De son côté, l'ADEPA (Agence pour le développement de la production automatisée) (4) propose une aide technique aux entreprises et a mis au point plusieurs programmes de conception assistée par ordinateur. Elle anime depuis peu un comité de travail sur la technologie de groupe assistée par ordinateur (T.G.A.O.), méthode qui consiste à « regrouper les pièces en familles pour les concevoir et les fabriquer en tirant partie de leurs analogies ».

Des industriels ne sont pas restés inactifs. Lectra-Systèmes par exemple est à l'avant-garde de l'innovation. L'entreprise est installée à Cestas, près de Bordeaux. Une usine toute neuve, 3 500 mètres carrés, moquette verte et grandes baies vitrées qui donnent sur la forêt landaise. Un personnel jeune (moyenne d'âge vingt-huit ans) et bon enfant. « Cette usine nous change des vieux locaux du quai des Chartrons à Bordeaux », lance le P.-D.G., M. Bernard Etchebarre.

Ingénieur informaticien, il a créé l'entreprise en octobre 1973, avec son frère et sa belle-sœur. A l'époque ils travaillaient comme conseils en informatique. Appelés à traiter un problème d'automatisation dans une usine textile, ils découvrent un secteur où l'ordinateur n'a quasiment pas pénétré. Pourquoi ne pas tenter sa chance en créant une entreprise ? Le produit, un pantographe automatique, est mis au point dans un garage. Il permet de reproduire mécaniquement un dessin, de l'agrandir, de le réduire. C'est un succès. Non seulement il est assez efficace, mais la voie est prometteuse : le tracé et la découpe de pièces est en effet un casse-tête pour de nombreux industriels. Quel que soit le savoir-faire d'un coupeur, il par-



DANIEL JAN.

vient rarement à utiliser plus de 70 % d'une pièce de tissu. L'ordinateur, lui, choisit le meilleur emplacement pour chaque élément et limite les pertes.

Lectra propose aujourd'hui plusieurs systèmes qui découpent automatiquement au laser les patrons et les tissus, au dixième de millimètre près. Ils taillent les pièces à l'unité et non en matelas de plusieurs épaisseurs comme les machines classiques, ce qui permet de lancer des petites séries et de s'adapter à la demande. L'entreprise conçoit les tables à découper, les lasers et les calculateurs puis sous-traite leur fabrication. Elle se concentre sur la recherche et la commercialisation. Objectif 1985 : passer de 150 à 500 personnes, dont une centaine d'ingénieurs et de techniciens. Les produits de demain sont à l'étude dans un laboratoire. Un laser de 500 watts diffuse une lumière violette. « Nous devons arriver à 800 watts, indique un ingénieur. Nous pourrions alors découper la toile. »

De nouvelle machine en nouveau client, Lectra s'est développée « à la japonaise ». Atelier artisanal en 1973, société anonyme en 1978, c'est aujourd'hui un des leaders mondiaux dans son domaine. Son chiffre d'affaires en 1983 devrait atteindre 120 millions de francs, dix filiales ont été ouvertes à l'étranger : en Europe, aux États-Unis et même au Japon. Pour grandir, il a fallu trouver des capitaux. La société de développement régional et la chambre de commerce sont devenues actionnaires.

Le P.-D.G. regrette-t-il l'ancien temps ? « Non, bien que ma vie ait

changé. Avant, mon seul souci était d'arriver au vendredi pour mettre ma planche à voile sur le toit de la voiture. Aujourd'hui, je n'ai guère le temps d'aller sur les plages de Landes. Nous sommes engagés dans une aventure industrielle. C'est autre chose, mais c'est aussi passionnant ! »

Une minute par slip

A 250 kilomètres de là, à Toulouse, un industriel de la confection s'est également lancé dans l'automatisation. L'entreprise Guichard, spécialisée dans les sous-vêtements, emploie 480 personnes dans quatre usines. Son chiffre d'affaires 1982 atteint 120 millions de francs. Elle contrôle une grande partie de la filière textile, allant de la teinture de la matière dans son usine du Mirail, la « ville ouve » de l'architecte Candilis, qu'elle a installée ses « robots à slips ». Nous sommes dans la vitrine sociale de l'établissement. Le P.-D.G., M. Alain Rouleau, insiste sur le décor : pelouse, arbres, baies vitrées et piscine pour les employés, à quelques mètres de l'atelier. Dans une grande salle, le robot est au travail. Un « bras », muni de papier adhésif, saisit une à une des pièces de tissu empilées avec soin et les dépose devant la tête d'une machine à coudre. En une minute, les élastiques sont mis en place, et le slip terminé. Gain de temps 50 %. Cette machine, qui fait partie des automates conçus par l'I.T.F., a été construite par une P.M.I. ardéchoise, Méca 07. Dans une autre partie de

l'usine, une deuxième machine réalise automatiquement les ourlets des manches des tee-shirts.

L'entreprise n'achète pas seulement des robots, elle en conçoit. Dans son laboratoire, M. Jean-Pierre Tourret, ingénieur, met au point sa dernière invention qui assemblera des fonds de slip par collage. « Une ouvrière ne passe que le cinquième de son temps à coudre ces pièces, le reste est consacré à la mise en place du tissu, autant automatiser », explique-t-il. L'opération manuelle est fastidieuse. Il s'agit de prendre différentes pièces sur le dessus d'une pile et de les presser à la machine. Les tissus étant de plus en plus fins — la mode est au slip discret — ces pièces adhèrent l'une à l'autre. L'ouvrière en prend souvent deux à la fois, d'où une perte de temps. La machine, elle, travaille sans problème.

Pour exploiter au maximum les possibilités de ces automates et amortir les investissements, les établissements Guichard ont mis en place le travail par équipes — l'envers de la piscine — et réduit la gamme des produits. Les 50 000 articles qu'ils fabriquent quotidiennement ne correspondent qu'à un modèle de tee-shirt et à trois modèles de slips, au lieu d'une quarantaine chez les concurrents. La productivité a été ainsi multipliée par cinq. Cette modernisation va transformer le recrutement. Ici les « vieux métiers » n'ont plus la cote. On préfère embaucher des B.T.S. en électrocinétique plutôt qu'en textile. (5)

Pourquoi se lancer dans la conception de machines-outils ? « Parce qu'on ne

peut pas faire autrement, affirme M. Rouleau. Nous préférons les trouver sur le marché. Hélas ! c'est impossible. L'entreprise va déposer un brevet pour ses machines conçues en grand secret, afin de ne pas alerter les concurrents. L'enjeu est de taille : quelques secondes gagnées dans la fabrication d'un tee-shirt, c'est la baisse des coûts de production qui permet d'enlever un marché.

L'innovation technologique s'accompagne d'une stratégie commerciale originale. « Nous n'avons pas de politique de marque, explique M. Rouleau. Nous ne faisons aucune publicité et diffusons en grandes surfaces. Nous préférons investir dans les machines plutôt que dans les agences. Cette année, par exemple, 20 % des bénéfices seront consacrés à la recherche. »

Plus au sud, à Nice, l'entreprise Dana, spécialisée dans le prêt-à-porter haut de gamme, a aussi choisi l'innovation technologique. Comme quoi l'automatisation n'est pas réservée à la production de masse. Cette société, créée en 1910, emploie 255 personnes et a fait en 1982 un chiffre d'affaires de 37 millions de francs, dont 70 % à l'exportation, essentiellement vers les États-Unis. Être à la pointe de la mode a ses exigences. Dana lance deux collections de 120 modèles par an (vestes, pantalons, robes, chemisiers, etc.), soit 50 000 articles répartis dans des séries de 20 à 350 exemplaires au maximum. Certains sont même réalisés spécialement, sur commande. Dana s'est équipée en 1977 d'une des premières machines Lectra-Systèmes.

Aujourd'hui, c'est un client fidèle de l'entreprise bordelaise. Non sans raison. Avant l'automatisation, la réalisation des patrons et la gradation d'un blazer nécessitaient soixante à soixante-dix heures de travail. Douze suffisent à présent. Pour M. Michel Aron, adjoint de direction, c'est un gain appréciable : « Sans l'outil informatique, nous ne pourrions pas lutter contre les concurrents. C'est indispensable dans la gestion et maintenant dans la préparation du travail. Toutefois, dans notre secteur de petites séries, la production reste manuelle... » Les robots ont encore des progrès à faire.

RICHARD CLAVAUD.

(1) CETIH : 14, rue des Reculettes, 75013 Paris. Tél. (1) 535-24-01.

(2) Séries de patrons d'un même vêtement dans différentes tailles.

(3) I.T.F. : 35, rue des Abondances, BP 79, 92105 Boulogne-Billancourt Cedex. Tél. (1) 625-18-90.

(4) ADEPA : 17, rue Périer, BP 54, 92123 Montrouge Cedex. Tél. (1) 657-12-70.

(5) Pour l'ensemble de la filière habillement, peu robotisée maisaylorisée, les qualifications évoluent peu. La part d'ouvriers (et surtout d'ouvrières), qui atteint déjà 80 %, a tendance à augmenter. L'introduction de nouvelles technologies à base d'électronique va poser de graves problèmes d'adaptation à une main-d'œuvre qui n'a pas reçu de formation et qui s'est souvent tournée vers le secteur faute d'avoir trouvé un emploi ailleurs. De leur côté les jeunes diplômés délaissent l'habillement au profit de filières plus « valorisantes ».

[Pour un panorama complet de la situation dans ce secteur, se reporter au rapport de M. Gérard Domagala devant le Conseil économique et social, « Le devenir des industries du textile et de l'habillement », Journal officiel du 25 février 1982.]



ANNIE BATLLE

A SUIVRE

Nécessaire de nettoyage pour ordinateurs

Le *Sofekis*, nécessaire de nettoyage pour ordinateurs et machines de traitement de texte, vient d'être mis sur le marché. Présenté dans un coffret rechargeable qui a la forme d'un livre, il contient une série de disques et de disquettes jetables qui nettoient les têtes d'enregistrement, ainsi que divers produits pour entretenir les entraînements de bande magnétique, les écrans de visualisation, les claviers et les pupitres.

★ Technology Resources SA, 114, rue Marins-Aufan - 92300 Levallois-Perret.

Tri génétique

D'après un récent rapport de l'Office of Technological Assessment (O.T.A.) des États-Unis, et les audiences tenues par un sous-comité du Congrès à l'automne dernier, cinquante-neuf grandes firmes américaines en-

visagent de soumettre leurs employés à une forme ou une autre de tri génétique dans un proche avenir. Actuellement, six firmes seulement effectuent, à grande échelle, ce type de tests. Le sondage de l'O.T.A. est anonyme, et il n'est pas possible de connaître le nom des sociétés ni le type précis de tests effectués. Toutefois des informations partielles montrent que Dupont, Dow Chemical et Johnson et Johnson sont parmi elles. Il s'agit essentiellement d'identifier les individus particulièrement sensibles aux produits chimiques toxiques et de sélectionner des gens à motifs résistants.

★ *Quebec Science*, vol. 22, n° 1, C.P. 250 Silver, Québec G1T 2R1 (418) 657-2426.

BOITE A OUTILS

L'avenir de la politique

La World Future Studies, une des plus grandes associations prospectives internationales, vient de publier *The Future of politics* résultat de plusieurs rencontres entre experts.

L'ouvrage présenté par Goran Backstrand et William Page, offre l'évolution de la recherche prospective et de la W.F.S., une transcription de la conférence de la W.F.S. de 1982 et de débats préparatoires, s'attache à la nécessité de recenser les études sur le futur et de les faire évoluer vers une conception volontariste, sans exclure le côté visionnaire, utopique, cher à l'association.

Sont analysés les problèmes propres aux institutions politiques et les processus qui affectent les choix sociaux et politiques, les pistes qui s'ouvrent, les mondes qui peuvent nous attendre, que nous pouvons construire. Les thèmes traités comprennent le leadership, la participation, les mouvements militaires, religieux, culturels, les questions ethniques.

★ *Francois Pister* - 5 Dryden Street - London WC2B - 9NW.

Technologie appropriée

En trois ans, de 1977 à 1980, le nombre d'organisations qui participent au développement et à la promotion de la technologie appropriée, d'après des enquêtes effectuées par le centre de déve-

loppement de l'O.C.D.E., est passé de six cent quatre-vingts à plus de mille. Il continue à s'accroître rapidement. En même temps, la technologie appropriée est devenue un instrument important pour les pays industrialisés comme pour les pays en développement.

Nicolas Jequier et Gérard Blanc, auteurs de l'étude *Technologie appropriée dans le monde, une analyse quantitative*, ont essayé de réunir et d'analyser toutes les informations statistiques disponibles sur ce nouveau domaine d'activité. Leur objectif était non seulement d'offrir un tableau aussi complet que possible, mais aussi d'identifier les questions de politique générale qui présentent un intérêt immédiat dans l'élaboration de stratégies de développement mieux adaptées aux nouveaux défis économiques et sociaux.

Plusieurs constatations instantanées en ressortent ; elles tendent à contredire un certain nombre d'idées bien établies. Pour la recherche seule, les dépenses de recherche-développement des pays en développement sont presque aussi

élevées que celles des pays industrialisés et leur effort dans ce domaine, mesuré en nombre d'hommes-mois de travail, est plus de deux fois supérieur à celui des pays industrialisés. En outre, ce sont les gouvernements des pays en développement qui sont les principales sources de financement des activités de technologie appropriée, et non l'aide étrangère.

D'autre part, tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement, les principaux obstacles rencontrés par les organisations de technologie appropriée dans la diffusion des innovations à leurs utilisateurs potentiels sont le manque de crédits et la bureaucratie et non le manque d'information. Enfin, l'analyse et la description cartographique des réseaux de communications en technologie appropriée font ressortir qu'il y a beaucoup plus de communications Sud-Sud que l'on ne croyait, ainsi qu'un flux relativement important d'informations et de technologies du Sud vers le Nord.

★ O.C.D.E., 2, rue André-Pascal, 75775 Paris, Cedex 16 (Tél. : 524-81-65).

CHRONOLOGIE

Septembre 1983 dans le monde

La chronologie établie par Philippe Boucher et Edouard Mesuret paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

ÉTRANGER

La reprise de la guerre au Liban

Le 1^{er}, l'armée libanaise achève de reprendre le contrôle de Beyrouth-Ouest après les violents affrontements de la fin juillet avec des miliciens musulmans.

Les 3 et 4, les troupes israéliennes se retirent de la montagne du Chouf, malgré une nouvelle demande d'ajournement de Washington. Aussitôt les affrontements reprennent entre miliciens chrétiens et druzes. Ces derniers reçoivent un appui important de la Syrie ainsi que le renfort de combattants palestiniens.

Les jours suivants, de très violents combats ont lieu, et les miliciens chrétiens sont contraints de se retirer du presbytère, toute la montagne. Ces combats s'accompagnent de massacres de populations civiles dans plusieurs villages et de l'exode de milliers de réfugiés.

Le 8, tandis que les gouvernements américain et français enjoignent Damas de cesser ses opérations militaires, la flotte américaine ancrée au large de Beyrouth canonne des batteries d'artillerie qui bombardent leurs positions proches de l'aéroport; deux avions ont été tués le 6 ainsi que deux militaires français, dont un officier supérieur; le 7, ce qui porte à quatre Américains et dix-sept Français le nombre des soldats de la force multinationale victimes des combats.

Le 16, l'aviation libanaise, qui intervient pour la première fois depuis dix ans, s'attaque à des positions druzo-palestiniennes pour appuyer l'offensive lancée dans la région de Souk-el-Gharb par l'armée de Beyrouth, qui s'était contentée jusqu'alors de se déplacer vers le sud et l'est le long du littoral. La bataille autour de Souk-el-Gharb est extrêmement meurtrière. L'armée libanaise est appuyée par des bombardements de l'artillerie navale américaine qui visent également des positions syriennes dans le haut Metn.

Le 22, des Super-Etandard français bombardent des batteries d'artillerie qui tirent sur le contingent français à Beyrouth. M. Georges Marchais déclare, le 23, que « la France ne doit pas être entraînée par les États-Unis dans un conflit qui la dépasse ».

Le 25, un accord de cessez-le-feu est conclu grâce aux efforts de médiation saoudiens. Il prévoit que le président Gemayel devra convoquer une réunion regroupant toutes les parties libanaises ainsi que deux délégués, un saoudien et l'autre syrien. Les Occidentaux (États-Unis, France, Grande-Bretagne et Italie) voudraient faire contrôler ce cessez-le-feu par des observateurs de l'ONU, mais Damas s'y refuse. (A partir du 2).

2. - **TCHAD**: Des combats ont lieu dans la région d'Oum-Chalouba, après plus de trois semaines d'interruption. Les troupes gouvernementales repoussent l'offensive des forces rebelles après des vols d'intimidation à basse altitude de Jaguar français (du 4 au 10, 16, 17, 20 et 23).

5. - **ÉTATS-UNIS**: Retour de la navette spatiale américaine Challenger, mise en orbite le 30 août. Pour ce huitième vol, le lancement et l'atterrissage se font de nuit. Guion Bluford, l'un des cinq astronautes, est le premier Noir américain à séjourner dans l'espace (30 et 31/VIII, 1 et 6/IX).

7. - **RÉPUBLIQUE D'IRLANDE**: 67 % des électeurs approuvent l'introduction dans la Constitution d'un amendement interdisant l'avortement (10).

8. - **CHILI**: La cinquième journée de protestation nationale en cinq mois est marquée par de nouvelles manifestations d'hostilité au régime du général Pinochet. Cinq personnes sont tuées. Le 9, les partisans de la dictature défient à Santiago, tandis que, du 8 au 12, plusieurs affrontements violents ont lieu, en particulier dans les quartiers populaires de la capitale. Le 11, le général Pinochet, prenant la parole à l'occasion du dixième anniversaire du coup d'État qui l'a amené au pouvoir, réprime qu'il se maintiendra à la tête de l'État jusqu'en 1989 (du 6 au 13, 18, 19, 22 et 23/IX, 2-3/X).

10. - **RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE**: Mort de John Vorster, premier ministre de 1966 à 1978 (13).

10-13. - **AUTRICHE-VATICAN**: Jean-Paul II, en visite officielle en Autriche, lance un « appel aux consciences » des Européens et les engage à « la lutte spirituelle pour le service de la paix et la liberté » (10, 13, 14 et 15).

13. - **VATICAN**: Le Père Peter-Hans Kolvenbach (Pays-Bas) est élu préposé général des Jésuites. Le 2, le Père Damian Aloysius Byrne (Irlande) avait été élu maître général des dominicains (1, 4-5, 6, 14, 15, 16 et 24).

15. - **ISRAËL**: M. Menahem Begin fait remettre sa lettre de démission au président Haim Herzog, qui charge, le 21, M. Yitzhak Shamir, ministre des affaires étrangères, de former le nouveau gouvernement (du 1 au 6, 14, 16, 17, 22, 23 et 28/IX, 2-3/X).

17. - **VATICAN**: Jean-Paul II condamne la contraception « artificielle » avec une fermeté sans précédent. Le 5, le pape avait réaffirmé la doctrine traditionnelle de l'Eglise sur le divorce, la sexualité préconjugale, l'homosexualité, l'avortement, l'euthanasie et l'ordination des femmes à la prêtrise (7, 20 et 21).

19. - **SAINT-KITTS ET NEVIS**: L'archipel antillais de Saint-Kitts et Nevis, ancien territoire britannique, accède à l'indépendance. Le 23, il devient le 158^e et le plus petit Etat des Nations unies (18-19 et 24).

21. - **ITALIE**: L'immunité parlementaire de M. Toni Negri est levée par la Chambre des députés. De nouveaux mandats d'arrêt, sont lancés contre l'ex-chef d'Autonomie ouvrière, élu député radical le 26 juin et, ainsi, libéré après quatre ans et trois mois de prison préventive (7, 22, 23 et 25-26).

21. - **PHILIPPINES**: Plus de trois cent mille personnes participent à Manille à des manifestations anti-gouvernementales qui sont suivies d'affrontements avec les forces de l'ordre; onze personnes sont tuées et près de deux cent cinquante blessées. Le président Marcos annonce, le 25, qu'il sera désormais réélu « à la force par la force » (8, 13 et 20 au 27).

22. - **IRAN-IRAK**: L'imam Khomeiny, parlant à l'occasion du troisième anniversaire de la guerre du Golfe, menace de provoquer la fermeture du détroit d'Ormuz, par où passe le pétrole à destination de l'Occident, « si des armes destructrices menacent les ressources iraniennes » sont livrées à l'Irak à qui la France s'apprête à prêter cinq avions d'attaque Super-Etandard (13, 17, 18-19, 20, 21 et 24/IX, 2-3/X).

23. - **ARGENTINE**: Le régime militaire promulgue une loi d'am-

nistie, généreuse à l'égard des illégalités commises depuis 1973 par les forces armées dans la lutte contre le terrorisme, mais très restrictive pour les délits imputables aux « subversifs » (25-26).

23. - **BELGIQUE**: Fin de la grève des services publics après l'acceptation par les syndicats du

28. - **NATIONS UNIES**: M. Mitterrand, parlant devant l'Assemblée générale de l'ONU, propose d'« affecter au développement des moyens importants qui seraient dégagés par une réduction progressive mais méthodique des dépenses militaires » (19, 29 et 30).

Le Boeing et la tension Est-Ouest

Le 5, M. Reagan annonce, dans une allocution télévisée aux termes très durs, des sanctions limitées contre l'U.R.S.S., qui n'a toujours pas admis officiellement avoir fait abattre par ses avions de chasse, dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre, un Boeing-747 des lignes sud-coréennes transportant 269 personnes.

Le 6, le gouvernement soviétique reconnaît que ses chasseurs ont « mis un terme » au vol du Boeing sud-coréen, qu'il accuse d'avoir été utilisé par les services de renseignements américains pour une mission d'espionnage au-dessus de l'U.R.S.S.

Du 7 au 9, a lieu la réunion de clôture de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), qui se tient à Madrid depuis novembre 1980. Les ministres des affaires étrangères des trente-cinq pays européens et nord-américains signataires des accords d'Helsinki en 1975 y participent. Le document final adopté le 15 juillet est antérieur à l'unanimité grâce à la levée, la veille de la réunion, de l'obstruction maltaise.

Les 9 et 10, M. Gromyko se rend à Paris; cette « visite de travail », d'abord fixée aux 5 et 6, est la première du chef de la diplomatie soviétique depuis avril 1980. Il est reçu le 9 par M. Mitterrand, qui insiste auprès de lui sur la « gravité » de la situation internationale.

Le 12, au Conseil de sécurité de l'ONU, l'Union soviétique oppose son veto au projet de résolution occidentale « déplorant profondément » la destruction du Boeing sud-coréen.

Le 15, le Congrès américain adopte définitivement le budget de la défense, d'un montant de 187,5 milliards de dollars; il prévoit notamment des crédits pour le nouveau missile intercontinental MX, qui avait sus-

cité l'opposition de nombreux parlementaires.

A partir du 15, les pays de l'OTAN, sauf la France, la Grèce et la Turquie, suspendent pour quinze jours les vols en provenance de l'U.R.S.S., y compris ceux de la compagnie soviétique Aeroflot, tandis que, dans la plupart des pays occidentaux, les pilotes de ligne appliquent un boycottage des liaisons aériennes avec l'U.R.S.S., à l'appel de leur syndicat international.

Les 15 et 16, le conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) est réuni à Montréal en session extraordinaire. Le principe d'une enquête sur la destruction du Boeing est voté malgré l'opposition de l'U.R.S.S., ainsi qu'une résolution présentée par la France prévoyant l'adoption prochaine d'une modification du droit aérien international visant à mieux préserver la sécurité du trafic aérien civil.

Le 26, M. Reagan, ouvrant la trente-huitième Assemblée générale des Nations unies, annonce les nouvelles propositions qu'il a faites pour relancer la négociation de Genève sur les armistices.

Le 28, M. Andropov, dans une déclaration solennelle lue en son nom à la télévision soviétique, qualifie ces propositions de « supercherie » et se livre à une attaque d'une violence sans précédent contre les « ambitions impérialistes » et l'« extrême aventure » des États-Unis.

Le 29, le département d'Etat américain précise que « la parité soviéto-américaine est la seule base acceptable » après que le vice-président Bush eut envisagé, le 26, la prise en compte dans les négociations de Genève des forces nucléaires de la France et de la Grande-Bretagne, ce que Paris et Londres refusent (à partir du 2).

CULTURE

1. - Mort de Stanislas Fumet, écrivain et journaliste (3 et 11-12).

2. - Publication des *Mémoires* de Raymond Aron (9 et 11-12).

11. - Au Festival de Venise, *Prénom Carmen*, de Jean-Luc Godard, *Biquefarré*, de Georges Rouquier et *Rue Cases-Nègres*, d'Euzhan Palcy obtiennent respectivement le Lion d'or, le Grand Prix spécial du jury et le Lion d'argent, réservé à une première œuvre (du 1 au 13).

13. - Edmond Charles-Roux et Daniel Boulanger sont élus membres de l'Académie Goncourt (14).

26. - Mort de Tino Rossi (28 et 30/IX, 2-3/X).

28. - *Maisie*, de Rossini, mis en scène par Luca Ronconi, est le premier spectacle choisi par Massimo Bogianckino, nouvel administrateur de l'Opéra de Paris (30).

FRANCE

11. - A Dreux, l'opposition, alliée à l'extrême droite, remporte l'élection municipale organisée après l'annulation du scrutin de mars. Entre les deux tours, un débat national s'était instauré et M. Simone Veil avait précisé, le 5, qu'elle « n'aurait pas conclu d'alliance avec le Front national » qui avait obtenu 16,72 % des suffrages au premier tour (du 4 au 20).

15. - M. François Mitterrand, invité de l'émission « L'Exposé » sur TF1, défend la politique budgétaire du gouvernement. Il annonce que la taxe professionnelle, cet impôt « insensé », sera réformé en 1984 et s'engage à diminuer d'un point dans le budget 1985 le taux des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) qui, à 44,7 % du produit intérieur brut en 1983 et à 45,6 % prévu pour 1984, sont devenus « insupportables » (17 et 18).

25. - Aux élections sénatoriales, l'opposition obtient soixante et onze (+12) des quatre-vingt-dix-neuf sièges qui étaient à pourvoir et la majorité, vingt-trois (-1). Onze sièges supplémentaires avaient été créés; l'opposition en a gagné sept, la majorité quatre (du 3 au 28).

27. - La C.F.D.T. s'engage aux côtés des organisations réunies dans le Comité pour le désarmement nucléaire en Europe (CO-DENE) (27, 28 et 29).

30. - A Marseille, l'explosion d'une bombe dans l'enceinte de la Foire internationale provoque la mort d'un visiteur. Vingt-neuf autres personnes sont blessées. Cet attentat est revendiqué par plusieurs organisations (à partir du 2-3/X).

Vie des partis

10-11. - Au comité directeur du P.S., réuni à Paris dans la perspective du congrès de Bourg-en-Bresse fin octobre, sont présen-

tés trois motions: celle de M. Joseph (courant mitterrandiste), à laquelle se sont ralliés les amis de MM. Mauroy et Rocard; celle de CERESE de M. Chevènement et celle de dissidents rocardiens (2, 6, 7, 10, 11-12, 13, 16 et 24).

11. - M. Pierre Juquin déclare à la Fête de l'Humanité que les communistes font et feront « tout pour que la gauche réussisse » (11-12, 13 et 14).

18. - M. Chirac, invité du « Grand Jury R.T.L.-Le Monde », n'exclut pas une cohabitation avec le chef de l'Etat en cas de victoire de l'opposition aux législatives de 1986. Sur ce sujet, il est en accord avec M. Giscard d'Estaing mais s'oppose à M. Barre qui précise son point de vue, le 27, devant les parlementaires de l'U.D.F. (16, 20, 21 et à partir du 29).

22. - Le conseil national de l'U.D.F. réélit président pour deux ans M. Jean Lecanuet et élit vice-présidents les responsables des quatre partis politiques membres de la confédération. Le poste de secrétaire général est supprimé; M. Michel Pinaton, à qui il était reproché de vouloir jouer un rôle politique, avait démissionné le 5 (10, 13, 14, 16, 17 et 24).

26. - M. Georges Marchais affirme que « les municipalités communistes sont inattaquables sur le plan de l'élection comme sur le plan de la gestion », alors que le Conseil d'Etat a confirmé des fraudes commises aux municipales de mars dans des villes où des maires communistes avaient été élus et que quatre élus communistes de la région parisienne ont été inculpés dans l'affaire des fausses factures (3, 4-5, 11-12, 15, 16, 27 et 28).

27. - M. Raymond Barre déclare, dans le *Progrès de Lyon*, qu'il n'entend pas devenir un « homme de parti », mais qu'il se

tient prêt, le moment venu, à répondre à un « mouvement significatif » de l'opinion en sa faveur (28).

Economie

7. - **EMPRUNT**: Le deuxième emprunt de l'année lancé par l'Etat est porté de 15 à 25 mil-

liards de francs car raison de son succès auprès des souscripteurs (du 24 au 29/VIII, 4, 5, 8, 9 et 11-12/IX).

14. - **SÉCURITÉ SOCIALE**: M. Pierre Bérégovoy annonce que, pour assurer l'équilibre financier des régimes sociaux en 1984, d'une part le prélèvement de 1 % sur le revenu imposable sera reconquis, et d'autre part le prélèvement du capital soumis à prélèvement obligatoire, d'autre part la cotisation vieillesse sera relevée d'un point pour l'ensemble des actifs (3, 6, 8, 13 et 16).

15. - **CONJONCTURE**: Les indices économiques d'août sont satisfaisants, selon le gouvernement: le chômage ne progresse que de 0,1 %, le prix de détail augmente de 0,6 % et le déficit du commerce extérieur se limite à 389 millions de francs (du 16 au 19 et du 24 au 29).

20. - **AFFAIRES**: Le président de la République donne son accord de principe aux projets de restructuration entre les deux principaux groupes nationalisés de l'électronique, la Compagnie générale d'électronique et Thomson. La C.G.E. renforcera ses positions dans la communication et Thomson axera son développement sur le secteur militaire, les produits grand public et les composants (9 et du 17 au 23).

21. - **BUDGET**: Le conseil des ministres adopte le projet de loi de finances pour 1984. La limitation à 6,3 % de l'augmentation des dépenses de l'Etat n'empêche pas un alourdissement de la fiscalité pour les moyens et gros revenus (du 6 au 22).

25. - **TRANSPORTS**: La mise en service du dernier tronçon de la ligne nouvelle à grande vitesse met Lyon à deux heures de Paris. La construction d'un T.G.V. Atlantique a été confirmée, le 15, par M. Mitterrand (17, 24 et 25-26).

PETITES ANNONCES POUR LES ASSOCIATIONS

RUBRIQUES : Appels □ Convocations □ Créations □
Manifestations □ Sessions et stages □

* Cocher la rubrique souhaitée.

VOTRE TEXTE :

1	.....
2	.....
3	.....
4	.....
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....

- Prix de la ligne : 25 F.T.T.C. (28 signes, lettres ou espaces).
- Veuillez mentionner l'année et le numéro d'inscription par au J.O.
- Délai d'insertion : deux semaines après réception de la demande d'insertion ACCOMPAGNÉE DU RÈGLEMENT libellé : Régie Presse L.M.A.
- A envoyer à : REGIE PRESSE L.M.A., 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

annonces associations

Appels

Lecteur-écrivain, écrivains !
Etre édité ou s'auto-éditer ?
15-16-28-38-75, 750-32-83 voy.

Service d'action éducative
souhaité entre en contact avec
personnes intéressées par l'écrit
d'enfants ou d'adolescents ou
jeunes adultes. Toutes propositions
et candidatures seront
examinées. Travail rémunéré, sur
Paris et banlieue.
Ecrire à A.J.C.
52, rue Montmartre
75002 Paris

Boomerang, la revue des
15-25 ans par des 15-25 ans,
offre 32 pages chaque mois à
1. Jeunes ! textes poétiques,
BD, photos, dessins, etc.
Que vous soyez seul ou
membres d'une association,
prenez contact, sur Boomerang
25-27 r. de la Fontaine-au-Roi
75011 Paris. Tél. : 338-
34-48.

Pour poursuivre son action
bénévole auprès des familles qui ont
charge d'un enfant handicapé, le service V.E.H.
(Volontaires pour enfants handi-
capés) de la Fondation Claude Fon-
tadieu lance un appel à toute per-
sonne disposant de quelques
heures libres chaque semaine ou
quinzaine pour effectuer des
gardiennes.

Avant de commencer leurs gardes,
les volontaires reçoivent une forma-
tion sous forme de six conférences
comportant exposés, films, discus-
sions, visites de centres, etc.
La prochaine session débute le
7 octobre (après-midi ou soirée au
choix).

Vous qui croyez à la solidarité
humaine et qui voulez aider les
parents d'un enfant handicapé,
prenez rapidement contact avec :
LES VOLONTAIRES
POUR ENFANTS HANDICAPÉS
FONDATION CLAUDE FONTADIEU
42, rue de la Vierge
75001 Paris - Tél. 508-45-15

L'AEEMNAF
informe les étudiants qui sont
restaurateurs universitaires agréés
par le CROUS.
115, bd Saint-Michel,
75005 Paris, est ouvert
dimanche 2 octobre.

Créations

GUIDE de la Création
O'ENTR, 58 F. Média Inter,
14 r. des Bourdonnais, Paris (17^e).
Création de l'association pour
la recherche sur l'histoire
contemporaine des Juifs.
A pour but de promouvoir
toute recherche en ce domaine.
Contactez aussi un lieu d'échange
et de réflexion. Renseignements :
R.C.D., 120, rue Parmentier,
75011 Paris.

Le groupe THE TARTAN PLAGE annonce
qu'il a déposé une demande pour devenir
buvette de la R.C.D.S.

Manifestations

Adhérents Cardiaque,
l'Association Française des
Cardiaques vous invite à l'Ass.
générale dimanche 23 oct.
1983 à 14 h 30 au 27 av. des
Renouillers 92700 Colombes
Tél. : 781-55-52 Permanence
le lundi de 14 h à 17 h.
PSYCHANALYSE-CONFÉRENCES
Rene. AFP 20, rue Laffitte 20.
R.D.V. Tél. : 638-55-53.

Les femmes parlent de la paix,
le sem. 18 oct., à 20 h. Maison
des femmes, 8, cité Prost,
Paris (11^e). M. Charonne. Film
et débat. Entrée non mixte.

Sessions et stages

INSTITUT DE FISCALITÉ
INTERNATIONALE
18, rue Mabilon - Paris-6^e
Tél. : 633-55-09
Etudiants matriculés éco. ou
éco. commerciale
- 1^{re} session du 15 novembre
au 15 février
- 2^e session du 15 février au
15 mai
- Session de comptabilité du
15 octobre au 15 novembre.
Le mardi de 18 h à 18 h 30.
La Fable mystique, M. de Cernusky
S.P. 106, 692-10 ABRESLE
Tél. : 171-01-01-03.

REC RUSSE
2, rue de l'Ébène, 75006 Paris
Cours collectifs et pers., insti-
tution, grammaire, conversation.
Forfait annuel 25 F/T.
Réunion d'information :
mardi 11 octobre à 18 h.
Lydia Fénelon, M. Oudin,
Tél. : 634-27-55.

Changer pour changer sa vie.
Groupe de Mado Gestalt av. le
D. Barry Goodfield (U.S.A.).
Atelier du 25 au 28 oct. ou
1^{er} au 5 nov. à Bordeaux, Ince-
sp. art. théat. préf. Px 2 500 F.F.
Pos. héberg. Contact : ASA,
48, r. J.-Gautier, D. Thievenin,
33110 Le Boucaut.
Tél. : (56) 60-70-61.

Responsables associations
PNE La Boutique de gestion
de Paris organise stages
micro-info, gestion comptable,
micro-informatique toute
l'année du 21/22/10/83
Mise en place du nouveau plan
comptable, etc. 18/12,
96, bd Veltre Paris 11^e.
Tél. : 745-09-48.

MICRO-INFORMATIQUE ASSOCIATIONS

L'Association de l'un ou l'autre
proposera form. personnalisées
conseil, logiciels.

PUBLIC
Nouveaux stages de formation
à l'usage des microordinateurs,
aussi en formation continue.
Renseignements : 9, rue
Campagne-Première, 75014
Paris - Tél. : 322-97-28.

Académie de musique de
Louviers Tél. : 818-43-51
crée un cours de musique
de chambre professionnelle,
club de musique de chambre
em. ans, chœur adules.
L'Atelier de la Vie à Gormes
34190 Gormes (71) 73-68-08
Org. st. mensuels 8 et 11.
toute l'année inst. pers. appt
matériel Agrim. form. pers.
17-31 octobre 7-17 novembre,
28 décembre-29 janvier.

I.C. ORGANISME DES STAGES DE MICRO- INFORMATIQUE AUX TECHNIQUES DE PROGRAMMATION

- FORMULE DU SAMEDI
OU DU SOIR
- STAGES INTENSIFS
EN SEMAINE
- RENSEIGNEMENTS :
544-05-14

Former ses adversaires

Née en 1971 dans les Côtes-du-Nord,
l'Association régionale d'information communale apporte
aux candidats et aux élus
les données de base de la gestion communale.

CHAMPAGNE : La cam-
pagne a été rude, les adver-
saires coriaces, mais la vic-
toire est là. Las...
L'euphorie qui suit les
élections municipales est
souvent de courte durée.
Une poignée de jeunes élus
des Côtes-du-Nord en ont
fait l'expérience en 1971. Les diffi-
cultés du premier budget à établir,
l'ironie du percepteur, la com-
pétence intrinsèque de l'ingénieur
des ponts et chaussées, les habi-
tudes du secrétaire de mairie met-
taient à mal leurs plans sur la co-
mète et leurs idées généreuses.
Bref, élus, ils n'étaient guère capa-
bles d'extorquer leurs pouvoirs.
Incompétents, ils décidaient de se
regrouper et de se former :
l'Association régionale d'informa-
tion communale (ARIC) voyait le
jour (1).

Douze ans après, ses objectifs
n'ont pas changé : faciliter la for-
mation et l'accès à l'information
pour toute personne intéressée par
les problèmes communaux.

Aujourd'hui, près de trois cents
communes participent financière-
ment à l'ARIC, en Ille-et-Vilaine et
dans les Côtes-du-Nord surtout,
mais aussi dans le Morbihan et de
plus en plus dans le Finistère : ce
sont en particulier des communes
de moins de dix mille habitants qui
plus souvent ne disposent ni de ser-
vices techniques ni de documenta-
tion. D'autres, mieux loties, coti-
sent pourtant, par solidarité.

Près de sept cents personnes, le
plus souvent élus, cotisent égale-
ment à l'association, à titre indivi-
dual. « Ceux-là », explique Jacques
Martin, directeur de l'ARIC, « sont
le plus souvent les élus municipaux
ou les conseillers municipaux. A
cet égard, ils s'estiment mal
informés des rouages de l'insti-
tution communale par leurs collè-
gues majoritaires, ils nous deman-
dent des informations précises,

évitant ainsi de passer par l'admi-
nistration préfectorale, à leurs
yeux peu discrète. Les femmes
élues sont également nombreuses à
s'inscrire à l'ARIC à titre indivi-
dual. « Minoritaires d'une autre
manière », explique Jacques Martin,
elles veulent à tout prix être com-
pétentes. » Ces adhérents indivi-
duals ne sont pas seulement des
« clients » de l'ARIC, mais aussi,
pourrait-on dire, sa principale rai-
son d'être.

Aux communes et aux indivi-
duals, l'ARIC propose à longueur
d'année des journées ou des demi-
journées de sensibilisation aux fi-
nances locales, à la décentralisa-
tion, à l'urbanisme (selon la
demande), où des élus déjà avertis
font profiter les « bleus » de leur
expérience. En 1982, plus de
quatre-vingts réunions de formation
ont ainsi été organisées, regroupant
au total deux mille personnes en di-
vers points de la région : des élus ou
des candidats de toutes tendances.
Même si, le plus souvent, il s'agit
d'élus du centre ou socialistes. A
l'instar du paysage politique de la
région, mais aussi, assure Jacques
Martin, parce que le P.C. ou le
R.P.R., par exemple, forment da-
vantage sinon préfèrent former eux-
mêmes leurs militants.

La Lettre de l'ARIC prolonge
chaque mois ce travail de formation
des adhérents. Elle cite tous les
textes officiels nouveaux concer-
nant la commune, développe cer-
tains décrets d'intérêt immédiat
(indemnité de logement des institu-
teurs), et rend compte également
d'expériences communales. La Let-
tre fait également le point sur les
soixante-dix publications que reçoit
l'ARIC, dresse une bibliographie et
propose toutes les photocopies né-
cessaires, voire des dossiers théma-
tiques.

Un service S.V.P. répond en ou-
tre à toutes les demandes d'ordre

administratif. Assuré bénévolement
par un ancien directeur des affaires
communales à la préfecture d'Ille-
et-Vilaine, ce service consiste le
plus souvent à orienter les com-
munes vers les services adminis-
tratifs et financiers compétents.

« Les pressions se neutralisent »

Des voyages d'études, enfin, sont
proposés aux adhérents. Le plus
souvent à la demande d'élus qui se
regroupent pour visiter cantines
sociales et stations d'épuration.
Mais aussi sur proposition de
l'ARIC, voulant mieux faire
connaître les institutions nationales
(Bourse, Parlement) ou internatio-
nales (UNESCO). Les voyages à
l'étranger sont plus difficiles à orga-
niser. « Les administrateurs
marquent Jacques Martin, n'aiment
pas voir l'argent des communes se
profiter qu'à quelques-uns. Tout
voyage à l'étranger a toujours pu
ou prou une allure de voyage tou-
ristique. »

Depuis peu, l'ARIC a mis au
point une « bourse » d'expérience,
selon un système de fiches souvent
renouvelées, permettant de mettre
en relation les communes ayant des
préoccupations analogues. L'affaire
ne sera vraiment opérationnelle, as-
sure Jacques Martin, que lorsque
l'ARIC aura accès à des banques
de données spécialisées. Ce qui est
loin d'être le cas aujourd'hui...

L'ARIC, en effet, ne dispose pas
de gros moyens financiers. Un bud-
get d'environ 600 000 F en 1982.
Un tiers provenant des adhérents
individuels et des prestations de ser-
vice, un tiers des subventions des
communes et des départements, un
tiers de l'Etat. Il est vrai que l'ap-
pui de l'association est particulière-
ment léger : deux salariés à plein
temps, un animateur (directeur) à

Remmes, et un autre à Vannes ; deux
à mi-temps ; une secrétaire et une
documentaliste.

Mais là n'est pas la préoccu-
pation principale de Jacques Martin.
Son souci permanent est de pré-
server l'indépendance de l'ARIC.
« Nous sommes sans cesse, assure-
t-il, accusés d'être d'un bord politi-
que ou d'un autre, selon les cir-
constances et les lieux. Notre
chance est de nous situer à l'éche-
lon régional. Nous avons ainsi
difficilement évité les tentatives
politiques. Les pressions se
neutralisent. » Par exemple, le
conseil général des Côtes-du-Nord
est à majorité socialiste, le conseil
général d'Ille-et-Vilaine est aux
maïns de l'opposition.

L'écoulement de l'ARIC est
une garantie pour elle et une néces-
sité qui rassure, lorsque l'associa-
tion décide de passer des conven-
tions avec des institutions
départementales. Le conseil d'ad-
ministration de l'association est
composé de vingt-deux élus de toutes
tendances. Renouvelé par tiers tou-
tes les deux ans, il échappe à toute
opération de ruyauté : personne
jusqu'à présent n'a pris l'initiative.
Et quand la municipalité de Rennes
est passée à la gauche, elle n'a pas
renversé en cause son adhésion à
l'ARIC.

Un épisode récent rassure tout le
monde et montre le succès de
l'ARIC. Avant les dernières élec-
tions municipales, les administra-
teurs de l'ARIC, tous élus locaux,
ont accepté d'organiser des sessions
de formation pour les candidats.
« Ils ont accepté de former leurs
adversaires », remarque Jacques
Martin ; « c'est tout de même en-
couraçant. »

ANDRÉ MEURY.

(1) ARIC, 7, rue Poulain-Duparc,
35025 Rennes Cedex ; tél. (99) 79-
21-07.

BLOC-NOTES

ACTUALITÉ

Retour aux sources

Les centres régionaux de
l'enfance et de l'adolescence
inadaptés (C.R.E.A.I.), créés en
1964, abandonnent la gestion
des établissements et services
de l'enfance et de l'adolescence
inadaptée au profit des tâches
de conseil technique, d'animation
et de coordination régio-
nales et de formation des per-
sonnels. Six des vingt-deux
centres ont déjà effectué cette
mutation. Le financement des
C.R.E.A.I., reconduit cette an-
née, reste à définir pour l'avenir.
* R.E.A.I., 135, boulevard
de la Liberté, 59000 Lille. Tél. :
(20) 57-54-55.

INITIATIVES

Accueil des jeunes en difficulté

Point Jeunes reprend, pour
les personnes qui désirent colla-
borer à titre bénévole avec une
équipe de travailleurs sociaux à
l'accueil de jeunes en difficulté,
son cycle de sensibilisation.
Animé alternativement par une
psychanalyste et un sociologue
au rythme d'une réunion hebdo-
madaire, ce cycle se déroule sur
deux mois au rythme d'une réu-
nion hebdomadaire, puis à un
rythme bi-mensuel pour ceux
qui s'intégreront à la vie de la
maison. Première réunion la
vendredi 7 octobre, de
18 heures à 20 heures.
* Point Jeunes, 121, boulevard
Didrot, 75012 Paris. Tél. :
343-12-86.

RENDEZ-VOUS

Protection des villes d'art

La XIX^e congrès des villes
d'art organisé par l'Association
nationale pour la protection des
villes d'art (A.N.P.V.A.) aura lieu

les 14, 15 et 16 octobre à Metz
(Moselle) sur le thème :
« L'A.N.P.V.A. face à la dé-
centralisation ». Trois commissions
s'interrogent sur la protection
de l'architecture militaire, les
implications de la loi du 7 janvier
1983 concernant les zones de
protection et sur le rôle des as-
sociations face à la décentralisa-
tion.
* A.N.P.V.A., 39, avenue de la
Motte-Picquet, 75007 Paris. Tél. :
705-37-71.

Mutation et adaptation

L'Association nationale
d'éducateurs de jeunes han-
dicapés (ANEJ), devenue Mou-
vement d'action éducative et
de formation (MAEF), organise ses
troisième journées nationales,
les 16, 17 et 18 novembre, à
Rennes (Ille-et-Vilaine), à la par-
ticipation des usagers afin que
ces derniers ne soient plus « bé-
néficiaires » ou « victimes »
mais, un jour prochain, « ac-
teurs ».

Les journées nationales de
Colmar (Haut-Rhin), du 6 au
9 décembre, auront pour
thème : « Action éducative et
sociale : service ? public ?
laïc ? » Les participants recher-
cheront des solutions originales
qui respectent les différences.

* Renseignements.
- RENNES : SEMO, 63, rue Beau-
regard, 35000 Laval. Tél. :
(43) 53-10-63. COLMAR : Chri-
stiane Daull, 10, rue des Tanneurs,
68000 Colmar. Tél. : (89) 24-
43-29.

PUBLICATIONS

L'économie sociale

Les travaux de Philippe Ka-
minsky, chercheur de l'INSEE,
présentés le 8 juin dernier lors
du colloque « Des chiffres pour
l'économie sociale », organisé
par l'ADDES (Association pour
le développement de la docu-
mentation sur l'économie sociale),
sont disponibles.

* ADDES, Parc de la Défense,
33, rue des Tris-Fantassin,
92002 Nanterre. Tél. :
(1) 724-85-62 et (1) 724-85-60.

CONSEILS

Le financement des associations (IV) Les aides publiques

L'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 énonce, au titre des ressources
des associations, les « subventions de l'Etat, des départements, des com-
munes » et non pas « subventions de l'Etat, des départements, des com-
munes ». L'ensemble de ces subventions constitue l'aide publique ; mais si ces apports sont
toujours sollicités, il faut savoir qu'ils ne constituent nullement un
droit, l'orientation générale pour leur attribution devient au contraire
plus sélective ; et considère essentiellement l'utilité sociale des asso-
ciations. Les aides ainsi octroyées revêtent des formes diverses : du verse-
ment en espèces pour l'équipement ou le fonctionnement jusqu'à prêt de
locaux en passant par la mise à disposition de personnel. Enfin, les asso-
ciations qui assurent des services considérés comme indispensables ou
compétitifs de services publics peuvent passer des conventions avec
l'Etat ou les collectivités locales ou territoriales.

Dans tous les cas, les demandes doivent être accompagnées d'un do-
cument dont le contenu peut être variable suivant l'autorité sollicitée : à ses
propres critères et ses représentations, critères et représentations aux-
quels nous consacrons une étude particulière sur les « arguments ».

Mais, en règle générale, outre les renseignements concernant l'iden-
tité de l'association (titre, siège social, buts poursuivis, liste des membres
de bureau ou du conseil d'administration, statut), deux documents sont
indispensables :

a) un état de la situation financière générale : compte d'exploitation
antérieur faisant apparaître les charges et les produits, projet de budget
pour l'année à venir et éventuellement bilan ;

b) un dossier concernant directement la subvention : son objet (com-
plément de fonctionnement ou équipement), le montant et un programme
de financement faisant apparaître les ressources propres consacrées à
l'objet défini.

Nous nous attachons essentiellement ici aux aides que l'Etat peut
accorder aux associations qui sont susceptibles de créer des emplois à
temps complet ou à temps partiel. Il s'agit bien d'une première caté-
gorie de subventions dont certaines sont reconductibles. Il s'agit
d'abord d'aides à la création d'emplois dans la durée.

Les emplois d'initiative locale (E.I.L.) sont destinés à des emplois
créés pour l'animation, l'insertion ou la réinsertion professionnelle.
L'opération est pilotée par le ministère du travail, délégué à l'emploi,
et est réservée à l'embauche de personnes sans emploi. L'aide s'élève ac-
tuellement à 40 000 F pour une année non renouvelable, elle est versée en
deux fois et est réservée à des associations qui retiennent de par leur ac-
tivité de la tutelle des ministères du temps libre, jeunesse et sports, de
l'agriculture, de la culture, du travail, de la solidarité et affaires sociales,
de l'industrie, de l'environnement et des droits de la femme. Elle est de
20 000 francs pour un emploi à mi-temps. Elle ne peut être cumulée avec
d'autres aides à la création d'emploi.

Les contrats jeunes volontaires qui permettent à des jeunes sans
emplois, de dix-huit à vingt-cinq ans, d'effectuer dans des associations des
travaux d'intérêt général et formatifs. Les contrats sont de six mois à
un an renouvelables. Pilotés par le ministère du temps libre jeunesse et
sports, ils concernent les associations qui retiennent de ce ministère, de l'agri-
culture, de la solidarité, de l'agriculture, de la culture, de l'environnement,
du travail et de la formation professionnelle. Pour ces postes il n'y a pas
de participation financière des associations, les jeunes volontaires sont
payés entièrement par l'Etat sur la base de 75 % du SMIC qui prend en
charge également les charges sociales.

Le FONJEP (Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éduca-
tion populaire) dont les postes sont attribués essentiellement par le mini-
stère du temps libre de la jeunesse et des sports, mais également par d'au-
tres, qui se consacrent au financement (agriculture, solidarité nationale,
environnement, etc.). Il s'agit de participer au financement de postes
d'animateurs nouvellement créés ; la durée de l'aide est indéterminée et
est donc reconductible sans avis contraire du ministère qui les attribue.
Actuellement, le montant de l'aide est de 40 000 francs par an, le finan-
cement complémentaire demeure à la charge de l'association, mais peut
être assuré par des collectivités locales (communes ou départements) ou
provenir d'organismes sociaux (caisses d'allocation familiale, mutualité
sociale agricole).

A qui s'adresser dans ces trois cas ? Pour les E.I.L. à la direction
départementale du travail et de l'emploi ; pour les contrats jeunes volon-
taires aux directions départementales du temps libre, jeunesse et sports ;
pour les postes FONJEP, au ministère de tutelle de l'association ou à ses
représentants départementaux ou régionaux.

* Conseils rédigés par service associations, association loi 1901 - 24,
rue de Prony, 75017 Paris. Tél. : (1) 380.34.09. Telex : SERVASS 650
344 F.

TELEVISION

TF 1

A 2

FR 3

PÉRIPHÉRIE

Musiques

Monsieur Shankar...

TOSCANINI, Casella, ont été époustouffés par Shankar bien avant qu'il ne devint, avec son sitar merveilleux, une vedette internationale, avant que Georges Harrison ne lui demande des leçons pour une magique régénération de la musique d'un groupe appelé les Beatles. Revi Shankar, l'indien, le natif de Bénarès, n'est pas seulement l'héritier d'un savoir, d'une manière millénaire et exotisme : le style Dhrupad (celui aussi des frères Dagar), il est avant tout un musicien, badin persévérant, le premier à jouer au plein air dans New-York, qui n'a pas hésité à s'inspirer des œuvres contemporaines. Compositeur, il ne « mélange » pas les genres, il ne saute rien, contrairement à ce que certaines mauvaises langues ont pu dire, il se sent éprouvé. C'est tout. Sement ses perles d'« atmosphères microscopiques », autant dire de couleurs imaginaires... avec un sourire bonhomme, de sage pas encore vieux. Prêt à faire sentir la mystère indien, sinon à l'expliquer. Disponible et concentré à la fois. Comme son frère, Uday.

M.-L. S.
★ PRÉLUDE A LA NUIT : RAVI SHANKAR.
FR 3, lundi 10 octobre, 23 h 13 (33 minutes).

... M^{me} Caballé

On ne va pas revenir sur la légendaire déjà bien entretenue — sinon rebattue — sur ces images connues de M^{me} Monserrat Caballé, indubitable maitresse de famille, et épouse modèle dans sa charmante maison d'un très simple village catalan. Comptons sur le reportage de P. Camus pour nous montrer tout cela : pour les petits détails à qui elle offre des vacances et consacre son énergie inépuisable. La femme vertueuse en réalité est pleine d'humour.

Attendez donc, hors les clichés pieux, les moments précieux où seront rediffusés quelques-uns des moments enregistrés depuis Orange où elle s'est rendue très souvent. Opéra. Voix sublime. Présence. La Caballé n'est pas seulement la travailleuse qu'elle dit continuer à être. C'est un des dix talents du siècle. Voilà.

M.-L. S.
★ MUSIQUE AU CŒUR : MONSERRAT CABALLÉ, A 2, le jeudi 13 octobre, 22 h 5 (75 minutes).

Variétés

Décidément, Piaf !

SOIGNEUSEMENT entretenu par les médias, le mythe Piaf est une aubaine pour les réalisateurs en mal d'inspiration. Depuis vingt ans, on fait du Piaf pour boucher les trous. Après la Piaf éternelle, de M. Blistène, diffusée le 28 septembre sur FR 3, c'est au tour de Denis Derrien de nous servir, sur TF 1, un hommage inégalé à force d'être réchauffé : même juxtaposition prolifique d'images (extraits de films et photos-souvenirs de Piaf avec Les Compagnons de la chanson, avec Théo Sarapo, etc.), mêmes extraits — trop courts — de chansons. Une fois de plus, l'émotion est rare et l'écoulement abondant.

L. G.
★ EDITH PIAF... IL Y A VINGT ANS, TF 1, le lundi 10 octobre, 16 h 50 (60 minutes).

Reportage

Corps-machines

COMMENT le fantasme dynamique des corps-machines que sont les pilotes de formule 1 trouve sa justification dans leur mort spectaculaire. Une émission qui témoigne de la folie croissante du siècle pour la vitesse et la mobilité, de cette « course contre le montre » où les corps s'abandonnent dans un flirt morbide avec la mécanique-qui-tue. L'engouement de plus en plus grand des jeunes pour le sport automobile est bien le signe d'un temps prisonnier de ses mythes, où la mobilité contrainte des corps-objets est la conséquence directe de leur « arraisonnement », où la vitesse et la mort elle-même sont objets de consommation.

Un reportage au premier degré d'Emilie Raffoul et Jacques Audouin, où la jouissance du risque est érigée en vertu et les pilotes en chevaliers des temps modernes.

La parallèle, il est vrai, n'est pas nouvelle : le futurisme fasciste des années 20 métaphoriserait déjà autour de l'accouplement de l'homme et de son bolide, idéalisait le rêve métallique du corps humain...

ISABELLE GIUGLIARIS.
★ LA VIE EN FACE : DONNEZ-MOI L'INSÉCURITÉ, FR 3 le mardi 11 octobre, 22 h 25 (50 minutes).

LUNDI

- 11 h 30 Vision plus.
12 h Le rendez-vous d'Annik.
13 h 30 Atout cœur.
14 h Journal.
15 h 45 La croisée des chansons.
16 h 5 Poney dans les prés.
17 h 25 Film : La Belle et la Bête, de Jean Cocteau.
18 h 55 Documentaire : Rencontre au jardin des musiciens.
19 h 50 Spécial Edith Piaf.
(Lire notre article ci-contre.)
20 h Série : Ton amour et ma jeunesse.
21 h 20 Le village dans les nuages.
22 h 40 Variétéscope.
23 h 55 7 h moins 5.
24 h Météorologie.
25 h 15 Emissions régionales.
26 h 45 Jeu : Marions-les.
27 h Journal.
28 h 35 Film : L'Enigme du Chicago-Express, de Richard Fleischer.
29 h 45 Indication.
Magazine de la santé.
La fabrication des dents en céramique : L'action du fluor sur les caries ; Le point sur la réforme des études médicales et la réorganisation de la santé par le professeur M. Tubiana.
30 h 45 Journal.

- 12 h Journal (et à 12 h 45).
13 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
14 h 35 Feuilletton : Les amours romantiques.
15 h 50 Aujourd'hui la vie.
16 h 55 Série : Embarquement immédiat.
17 h 45 Cette semaine sur A 2.
18 h Reprise : Apostrophes.
La liberté d'écriture. (Diff. le 7 octobre.)
19 h 10 La T.V. des télé-spectateurs.
20 h 40 Récité A 2.
21 h 30 C'est la vie.
22 h 50 Des chiffres et des lettres.
23 h 10 D'accord, pas d'accord.
24 h 15 Emissions régionales.
25 h 40 Campagne pour les élections à la Sécurité sociale.
26 h Journal.
27 h 35 Le grand échiquier : Coteau vivant.
Emission de J. Chancel.
(Lire notre article page précédente.)
28 h 15 Journal.

- 17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
18 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
19 h Les jeux.
20 h 35 Film : (Cyclo Yves Montand) Un soir, un train, d'André Delvaux.
21 h 5 Journal.
22 h 30 Magazine : Thalassa.
De G. Pernoud.
Portrait du port de Sète.
23 h Prélude à la nuit.
Musiques traditionnelles d'Inde.
« Raga Capilla » (Raga du soir), par Ravi Shankar.
(Lire notre article ci-contre.)

- R.T.L., 20 h, Variétés : M. Sardon ; 21 h, Le Corneille, film de Gérard Oury ; 22 h 30, Émission littéraire : la joie de lire.
• T.M.C., 20 h 35, Ray Blas, film de P. Billon (avec D. Darrieux, J. Marais) ; 22 h 20, Vidéo-solo (variétés).
• R.T.B., 20 h, Écran télé-média : Kagemusha, film d'A. Kurosawa.
• T.E.L., 20 h, Sémio-rama : S.O.S. Animaux ; 20 h 30, Portrait de l'écrivain F. Nourissier.
• T.S.R., 20 h 10, Élection fédérale : débat ; 21 h 45, Et Dieu créa la femme, film de R. Vadim (avec R. Bardot, J.-L. Trintignant) ; 23 h 15, Journal.

MARDI

- 11 h 15 Vision plus.
12 h Le rendez-vous d'Annik.
13 h 30 Atout cœur.
14 h Journal.
15 h 45 Portes ouvertes.
16 h 5 L'Antiquité dans notre environnement. C.N.D.P.
17 h 25 Série : François Gaillard ou la vie des autres.
18 h 25 Magazine de la santé : Indication (diffusé le 10 octobre).
19 h 20 Le forum du mardi.
20 h 30 Le paradis des chefs.
21 h Série : Ton amour et ma jeunesse.
22 h 20 Le village dans les nuages.
23 h 40 Variétéscope.
24 h 55 7 h moins 5.
25 h Météorologie.
26 h 15 Emissions régionales.
27 h 45 Jeu : Marions-les.
28 h Journal.
29 h 30 D'accord, pas d'accord.
30 h 35 Variétés : Salut les Miquels, de C. Izard, et J.-D. Verhaeghe. Premier numéro d'une nouvelle émission réalisée avec Walt Disney Productions France. Des bandes dessinées. Un chanteur vedette... séduisant.
31 h 40 L'enjeu. Émission de F. de Closets, E. de La Taille, A. Weiller. Le tiers-monde et l'endettement pétrolier. Épisode : la classe 81. Texte : la solution japonaise. Micro-informatique : la course aux best-sellers.
32 h 30 Balle de match : tennis.
33 h 30 Journal.

- 10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
13 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
14 h 35 Feuilletton : Les amours romantiques.
15 h 50 Aujourd'hui la vie.
16 h 55 Série : Timide et sans complexe.
17 h 45 Reprise : des chiffres et des lettres (finale) (diff. le 9 octobre).
18 h 10 Entre vous, de L. Bériot.
19 h 45 Récité A 2.
20 h 30 C'est la vie.
21 h 45 Des chiffres et des lettres.
22 h 15 Emissions régionales.
23 h 40 Théâtre de Boulevard.
24 h Journal.
25 h 30 D'accord, pas d'accord.
26 h 40 Film : Il faut tuer Birgitt Haas, de Laurent Heynemann.
27 h 30 Mardi cinéma.
Avec Marie-Christine Barraud et Michel Piccoli.
28 h 30 Journal.

- 17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
18 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
19 h Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
21 h 35 Film : Cours après moi que je t'attrape, de Robert Pouret.
22 h 5 Journal.
23 h 25 La vie en face : Donnez-moi l'insécurité.
Magazine d'information de P. Alfonsi et P. Pernoud.
24 h 15 Prélude à la nuit.
Sports et divertissements d'Erik Satie (1^{re} partie).

- R.T.L., 20 h, Série : « Les uns et les autres » ; 21 h, A vous de choisir : Orphée, film de J. Cocteau, ou La Belle et la Bête, film de J. Cocteau ; 22 h 45, La joie de lire.
• T.M.C., 20 h 35, Neuf garçons, un cœur, film de G. Friedland (avec E. Piaf et Les Compagnons de la chanson) ; 22 h 05, Entre amis.
• R.T.B., 20 h 05, Série : « Les brigades du Tigre » ; 21 h, Vidéo-gram ; 21 h 45, Salut l'artiste ; 23 h 20, Tribune économique et sociale : la C.S.C.
• T.E.L., 20 h, Point de mire : Souvenirs Brassens.
• T.S.R., 20 h 05, Dynamite ; 20 h 55, Les grands pêcheurs de la côte nord-ouest ; 21 h 50, Théâtre Vitez ou... la vie à bras le corps ; 22 h 30, L'antenne est à vous.

- JEUX OLYMPIQUES D'HIVER. La Société française de production (S.F.P.) apportera son concours à la chaîne américaine A.B.C. chargée de la couverture télévisuelle des prochains Jeux olympiques d'hiver, en février prochain à Sarajevo (Yougoslavie). La S.F.P. lui fournira des moyens vidéo mobiles qui seront notamment utilisés pour la cérémonie d'ouverture.

MERCREDI

- 11 h 30 Vision plus.
12 h Le rendez-vous d'Annik.
13 h 30 Atout cœur.
14 h Journal.
15 h 45 Un métier pour demain.
16 h 50 Vitamines.
17 h 40 Jouer le jeu de la santé.
18 h 45 Temps X.
19 h 40 Informations jeunes.
20 h 55 Jack spot.
21 h 20 Le village dans les nuages.
22 h 40 Variétéscope.
23 h 55 7 h moins 5.
24 h Météorologie.
25 h 15 Emissions régionales.
26 h 45 Jeu : Marions-les.
27 h 53 Tirage de la loterie.
28 h 30 Tirage du Loto.
29 h 35 Les mercredis de l'information. Magazine de la rédaction de TF 1, proposé par A. Devers. La menace biochimique en 1983 : reportage de J. Galeotti, J. Kaprielian, R. Fraile, en Écosse, aux États-Unis, en France, etc.
30 h 40 Rêves d'images.
Œuvres de Debussy, par l'Orch. national de France, dir. de L. Maazel.
31 h 30 Histoires naturelles : Gibier d'eau en Camargue.
32 h 5 Journal.

- 10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
13 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
14 h 35 Feuilletton : Les amours romantiques.
15 h 50 Les carnets de l'aventure.
16 h 25 Dessins animés.
17 h Récité A 2.
18 h 10 Pistine 46.
19 h 45 Terre des bêtes.
20 h 30 C'est la vie.
21 h 45 Des chiffres et des lettres.
22 h 15 Emissions régionales.
23 h 40 Le théâtre de Boulevard.
24 h Journal.
25 h 35 Téléfilm : Les cinq dernières minutes.
« La Chine à Paris », réal. F. Martin. Avec J. Debary, M. Eysaude. L'ex-femme d'un patron du marché aux Puces achète aux enchères une fameuse lampe de Gallé que convoite son ex-mari. Rivalités de brocanteurs.
26 h 55 Les jours de notre vie.
Les « nouvelles » malades infectieuses, celle du légionnaire, la fièvre hémorragique d'Afrique, les infections cancéreuses provoquées par les champignons, le SIDA.
27 h 50 Histoires courtes.
« Conservez votre billet jusqu'à la sortie », de P. Brunie.
28 h 10 Journal.

- 15 h En direct de l'Assemblée nationale.
Questions au gouvernement.
17 h Télévisions régionales.
Programmes autonomes des douze régions.
18 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
19 h Les jeux.
20 h 35 Cadence 3.
Émission de Guy Lux et Léa Milic. Présentation à Lille : Sophie Darel. Avec Julien Clerc.
21 h 50 Journal.
22 h 10 Enquête : L'esprit du devoir. Réal. J.-L. Mage.
(Lire notre article ci-contre.)
23 h Prélude à la nuit.
« Sports et divertissements », d'Erik Satie (suite et fin).

- R.T.L., 20 h, Série : « La chambre des dames » ; 21 h, Danger diabolique, film ital. de Mario Bava (avec M. Piconi) ; 22 h 40, Enquête ; 22 h 55, La joie de lire.
• T.M.C., 20 h 35, Little Big Man, film d'A. Penn (avec D. Hoffman, F. Dunaway) ; 22 h 55, Chrono.
• R.T.B., 20 h, Risques tout (jeu) ; 21 h, Série historique : « Les fils d'Abraham » ; 21 h 55, Série : « Les péchés originels » ; 23 h 5, Bilet de la pensée et les hommes.
• T.E.L., 20 h, 20 h.
• T.S.R., 20 h 05, Studio 4 (variétés) ; 21 h 10, Téléscope ; 22 h 5, Regards ; 22 h 50, Football.

JEUDI

- 11 h 30 Vision plus.
12 h Le rendez-vous d'Annik.
13 h 30 Atout cœur.
14 h Journal.
15 h 45 Objectif santé.
16 h Série : Ton amour et ma jeunesse.
17 h 20 Le village dans les nuages.
18 h 40 Variétéscope.
19 h 55 7 h moins 5.
20 h Météorologie.
21 h 15 Emissions régionales.
22 h 35 Émissions d'expression directe : C.G.T., C.F.T.C.
23 h Journal.
24 h 15 Au-delà de l'histoire : Cortaillod, le village englouti. Série documentaire coproduite par les télévisions francophones. Réal. P. Berle. Une enquête « policière » des équipes scientifiques du musée Cortaillod d'archéologie : sur les traces des villages construits sur pilotis au-dessus des lacs d'Europe occidentale.
25 h 5 Journal.

- 10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
13 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
14 h 35 Feuilletton : Les amours romantiques.
15 h 50 Aujourd'hui la vie.
16 h 55 Téléfilm : Charlie Cobb détective, de R. Michaels. Un détective et la fille d'un propriétaire.
17 h 30 Les mystères de la mer.
18 h 40 Un temps pour tout.
19 h 45 Récité A 2.
20 h 30 C'est la vie.
21 h 45 Des chiffres et des lettres.
22 h 10 D'accord, pas d'accord.
23 h 15 Emissions régionales.
24 h 40 Le théâtre de Boulevard.
25 h Journal.
26 h 35 Série : Masada. Neuf cents réfugiés zélotes tentent de résister à l'occupation dans la forteresse de Masada. Une épopée de l'histoire juive dans la tradition de Ben Hur.
27 h 5 Musique au cœur, de B. Ruggieri et P. Camus. Monserrat Caballé.
(Lire notre article ci-contre.)
28 h 20 Journal.

- 17 h Télévisions régionales.
Programmes autonomes des douze régions.
18 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
19 h Les jeux.
20 h 35 Ciné-passion, de M.-C. Barraud.
21 h 40 Film : Cabaret, de Bob Fosse.
22 h 40 Journal.
23 h Boîte aux lettres.
Magazine littéraire de J. Garcin. Émission diffusée de Francfort à l'occasion du 35^e anniversaire de la foire. Pourquoi la littérature française se vend-elle mal à l'étranger ? Avec J.-C. Lattès, M. Favier, J.-F. Josselin.
0 h 5 Prélude à la nuit.
« Ubu », de Terrance, par P. Corre et E. Exerjian, piano.

- R.T.L., 20 h, « La chambre des dames » ; 21 h, « Dadas » ; 22 h, R.T.L. Plus ; 23 h, Boop.
• T.M.C., 20 h 35, James Dean, film de R. Butler.
• R.T.B., 20 h, Opération Japon : la publicité ; 20 h 25, Les jeux de Laura Marx, film de I. Kerschner ; 22 h 05, le Carrousel aux images et le monde du cinéma.
• T.E.L., 20 h, Portrait de P. Boullez ; 20 h 50, Concert : 7^e symphonie de Bruckner.
• T.S.R., 20 h 05, Débat élections ; 21 h 40, Barbarella, film de R. Vadim, (avec J. Fonda).

TELEVISION

TF 1

A2

FR 3

PÉRIPHÉRIE

Documentaire

Le compagnonnage, une morale du sacré

PRÉSENTÉ en avant-première au Festival international du film des métiers d'art d'Aubusson, ce film de Jean-Luc Mège (FR 3 Limoges) nous fait découvrir les règles et les traditions du compagnonnage, une confrérie d'artisans dont les origines remontent au Haut Moyen Âge, et qui a conservé toute l'étrangeté, toute la magie de certains rituels qui font songer parfois à ceux d'une société secrète.

De l'initiation du jeune aspirant (qui doit, pour être accepté, accomplir un « Tour de France » des ateliers où il fera son apprentissage pendant cinq ans environ) à son intégration dans la confrérie, et à son rejet par elle s'il trahit le code de l'honneur : tout est régi par un sens exarçé du devoir et du sacré, un rapport passionnel de l'homme à son œuvre et un souci constant de la perfection. Étrange compagnon de France, c'est accepter cette assemblée.

Faute d'archives, il n'existe aucune charte des devoirs des compagnons, mais la tradition orale en a préservé la mémoire, et chacun les connaît et les respecte. Le seul interdit : se rendre indigne de son œuvre en trahissant la morale collective. Une conception quasi religieuse du travail, où l'individu se trouve transcendé par la pratique perfectionniste de son art, qui n'est pas sans évoquer l'opiniâtreté mystique des anciens bricoleurs de cathédrales.

L.G.

* L'ESPRIT DU DEVOIR, FR 3, le mercredi 12 octobre, 22 h 10 (50 minutes).

L'histoire à plat

OUF ! La deuxième guerre mondiale est terminée. Les années 50 commencent aux temps du jazz. Pierre Brasseur incarne somptueusement le Diable et le Bon Dieu, de Sartre, qui lui cause avec sa voix rauque de la décolonisation justement en train de se faire timidement en Indochine. En Corée on se bat. Gérard Philippe est à Avignon avec Jean Vilar tandis que Vincent Auriol siège tranquillement à l'Élysée.

Des images à profusion, images grises qui resurgissent à la mémoire, images d'actualité télévisées ou de cinéma, rassemblées et commentées avec une monotonie asphyxiante par Claude-Jean Philippe. Voilà c'est tout : une petite histoire en trois épisodes (1950-53, 1954-56, 1957-59) de la France contemporaine, posée à plat, égarée comme ci, comme ça.

Malgré quelques parallèles associés, l'ensemble laisse assez indifférent.

M.G.

* NOS ANNÉES 50 : LA FAUSSE AVANT-GUERRE, A2, le dimanche 16 octobre à 21 h 40 (50 minutes).

Téléfilm

Omar Sharif et tapis verts

OMAR SHARIF est un « joueur », cela fait partie de sa légende. Quoi de plus tentant donc de lui demander de jouer non pas son propre rôle, car il n'a jamais inventé de martingale, du moins à ce qu'on sache, mais il connaît bien le monde des casinos, les chuchotements autour des tapis verts, les cliquetis des jetons, les gestes rapides, les regards tendus qui gardent leur secret. Omar Sharif est donc un joueur, un dentiste (Alex Jaski), qui joue à haut niveau. Il a trouvé, grâce à un ordinateur, un système qui lui permet de vaincre le hasard sans risque. Il a trouvé une martingale pour la roulette et propose à une jeune femme (Catherine Spaak), coincée dans des dettes de jeu, d'accepter de jouer selon ses combinaisons.

Celle-ci, qui a des petits problèmes avec son amant (marisé mais prêt à tout quitter pour elle... à condition qu'elle cesse de jouer), hésite, choisit le jeu et Sharif dans la même foulée. Atmosphère feutrée des salles de jeu, belles voitures et belles jeunes femmes, séduction et jalousie, filatures... Il y a tous les ingrédients qu'il faut dans cette histoire qui obéit à toutes les conventions. Alain Gicqui (qui aime lui-même le jeu) et qui a réalisé le film avec Michel Legris, dit avoir eu l'idée de ce scénario d'après un fait divers réel (un homme dont on n'a jamais réussi à percer le secret). Le principal intérêt de ce suspense est le système de surveillance qui se met en place à la police des jeux, avec ses méthodes de recherche.

CATHERINE HUMBLLOT.

* LA MARTINGALE, TF 1, le jeudi 13 octobre, 20 h 35, (90 minutes).

VENDREDI 11 OCTOBRE

- 11 h 30 Vision plus.
- 12 h Le rendez-vous d'Annik.
- 13 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 14 h 5 Hommes et troupes dans les Hautes-Pyrénées (C.N.D.P.).
- 18 h Série : Ton amour et ma jeunesse.
- 18 h 20 Le village dans les nuages.
- 18 h 40 Variétéscope.
- 18 h 55 7 heures moins cinq.
- 19 h Météorologie.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 45 Jeu : Marionnes.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Variétés : Porte-bonheur. Émission de P. Sabatier et R. Grumbach. Avec Sylvie Vartan, Gilbert Bécaud, Enrico Macias.
- 21 h 40 Série : les Uns et les Autres, de Claude Lelouch. Troisième épisode : la guerre d'Algérie termine les blessures neuvoient leur famille. Aux États-Unis, Sarah Green défie la chronique. L'histoire sur fond de music-hall. Quelques images superflues, un rythme enlevé.
- 22 h 40 22, V'la le rock. Émission de J.-B. Hebey.
- 23 h 25 Journal.

- 10 h 30 ANTOIPE.
- 12 h Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
- 13 h 35 Feuilletton : Les amours romantiques.
- 13 h 50 Aujourd'hui la vie.
- 14 h 55 Série : Timide et sans complexe.
- 15 h 45 Reprise : Les jours de notre vie. Les maladies infectieuses (diff. le 12 octobre).
- 16 h 40 héméraires de S. Richard. Histoire de manger, en liaison avec la Journée mondiale de l'alimentation.
- 17 h 45 Récré A2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 45 Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Feuilletton : Les brigades du tigre. Rita et le caté. Réal. V. Vicas. 1929 : scandales dans les milieux officiels : politiciens corrompus, concurrence de clans. Un feuilleton allégrement mené, un « Borsalino » grand modèle.
- 21 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de R. Pivon. Sur le thème : l'histoire au service du roman. Sous invités : Renaud Camus (Roman roi), Jacques Duquesne (Marie Vandamme), Jean-Marie Rouart (Après-guerre), Frédéric Tristan (les Egars), François Weyergans (le Radeau de la Méduse).
- 22 h 50 Journal.
- 23 h Ciné-club (cycle Sacha Guitry) : la Mort de Cambronne. Film de S. Guitry.

- 17 h Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.
- 19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31. Les jeux.
- 20 h 30 D'accord pas d'accord.
- 20 h 35 Vendredi : SIDA, Réseau du siècle. Magazine d'information de A. Campana. Une maladie qui bouleverse l'Amérique, au certain considéré déjà que c'est un fléau de Dieu. J.C. Deniau et A. Taleb ont tourné aux États-Unis, interrogé des homosexuels victimes du SIDA. Le point actuel des connaissances et des recherches. Avec de nombreux professeurs et spécialistes.
- 21 h 30 Journal.
- 21 h 50 Flash 3. Magazine de la photo de J. Bardin, P. Dhôtel et J. Egger. Histoire de la photographie : Fox Talbot, portrait de Rémy Poincaré et les rubriques habituelles.
- 22 h 35 Prélude à la nuit. Sonate en la bémol majeur, de Beethoven, par A. Benedetti. Michelangelo, piano.

● TENNIS. M. Hervé Bourges, président de TF 1 et M. Philippe Chatrier, président de la Fédération française de tennis, ont signé une nouvelle convention sur les droits des retransmissions des internationaux de Roland-Garros 1984. La Fédération française de tennis et TF 1 s'entendent également pour leur intention de retransmettre cet accord pour 1985 et 1986.

- R.T.L., 20 h. Série : « Starkey et Hutch » : 21 h, « Dyastie » : 22 h, La caméra de l'étrange : 22 h 30, l'Étrange château du docteur Lorne, téléfilm de J.-O. Verhaeghe.
- T.M.C., 20 h 35, Une faiblesse passagère, film de C. Gégou : 22 h 10, Adjugé-vendu.
- R.T.B., 20 h, Opération Japon : 21 h 05, Océaire : l'Empire de la passion, film japonais d'Oshima.
- TELE 2, 20 h 05, Billet de faveur : les murs ont des oreilles, pièce de P. Ustinov : 21 h 35, Europe à table.
- T.S.R., 20 h 05, Spécial Japon : 22 h 45, Territoire, film de R. Ruiz.

SAMEDI 15 OCTOBRE

- 8 h 30 Vision plus.
- 10 h Casques et bottes de cuir.
- 10 h 15 Vision plus.
- 10 h 30 La maison de TF 1.
- 12 h Bonjour, bon appétit.
- 12 h 30 La séquence du spectateur.
- 13 h Journal.
- 13 h 35 Fin de vacances.
- 14 h 5 Série : Starkey et Hutch.
- 14 h 55 Le grand ring dingue.
- 15 h 35 C'est super.
- 16 h Dessins animés.
- 16 h 30 Histoires naturelles.
- 17 h Série : Blanc, bleu, rouge.
- 17 h 55 Pâpin oulin.
- 18 h Trente millions d'amis.
- 18 h 30 Magazine auto-moto.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord. (I.N.C.).
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Jeu : Marionnes.
- 20 h Journal.
- 20 h 45 Série : Dallas. Réd. L. Norec. Encouragé par la défaite qu'il vient d'infliger à J.-R. Clift tente d'accroître son rôle dans la compagnie pétrolière, mais Katherine s'y oppose et J.-R. se prépare à frapper.
- 21 h 25 Droit de réponse : Émission de M. Polac.
- 22 h 50 Étoiles et toiles. Magazine du cinéma de F. Mitterrand.
- 23 h 35 Journal.

- 10 h 15 ANTOIPE.
- 11 h 10 Journal des sounds et des malentendus.
- 11 h 25 Plurim 45.
- 11 h 55 A nous deux.
- 12 h 25 Automobile. Grand prix d'Afrique du Sud (et à 13 h 30).
- 12 h 45 Journal.
- 14 h 15 La course autour du monde.
- 15 h 15 Les jeux du stade.
- 17 h Récré A2.
- 17 h 50 Les carnets de l'aventure. « Aventure à l'Aconcagua », delta-plane au sommet des Andes. réal. J.-M. Boivin.
- 18 h 45 Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord pas d'accord. (I.N.C.).
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Variétés : Chempé-Elysées, de M. Drucker. Avec Johnny Hallyday.
- 22 h 5 Magazine : les enfants du rock. Rock palat : le festival d'Essen.
- 23 h 20 Journal.
- 23 h 40 Rock Palat. En direct d'Essen.

- 14 h Entrée libre. Une émission du C.N.O.P. Invité du jour : Djura Abouda ; 14 h, Images d'histoire ; 14 h 15, Portrait d'Alvaldo Rodriguez ; 14 h 30, D'un mur à l'autre ; 14 h 45, Venues d'ailleurs ; 15 h 20, Chantier la variété ; 15 h 40, La main dans le sac.
- 16 h 15 Liberté 3. Une émission de J.-C. Courty. L'école et nous, les réactions des fédérations de l'éducation nationale.
- 17 h 30 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.
- 18 h 50 Dessin animé : Ulysse 31. Les jeux.
- 20 h 35 Série : Agatha Christie : Agence matrimoniale. Réal. M. Simpson. Un commandant de retour en Angleterre découvre dans un coffre un papier contenant des instructions en langue swahili concernant une réserve d'ivoire. Ce commandant part en Afrique, à la découverte de tout... sauf de l'ivoire.
- 21 h 25 Série : Mercier Bernard. Réal. J.-M. Ribes. Tapor, Andrea Fértil, Claude Piéplu, l'humour post-soixante-huitard en folie, et souvent à cours d'imagination.
- 21 h 55 Journal (et à 23 h).
- 22 h 15 Confrontations. Réal. H. Chapier et M. Naudy. Avec Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre.
- 22 h 45 Musicclub. Le Mandarin merveilleux, de Bartok, ballet en un acte avec E. Inre et C. Ferenc.

- R.T.L., 20 h. Un homme nommé cheval, film de E. Silverstein : 22 h, Flash-back : 22 h 30, Ciné-Club : Les anges du boulevard, film chinois de X. Muzhi.
- T.M.C., 20 h 35, Rita Lobo, film de H. Hawks (avec J. Wayne).
- T.S.R., 20 h 10, Jeu de l'été savante : 21 h, Jardins divers : 22 h 30, Rockpalast festival.
- R.T.B., 19 h 30, le Jardin extraordinaire : 22 h 35, Croupe la vie, film de J.-C. Tacchella : 22 h 15, Cinéclip.

DIMANCHE 16 OCTOBRE

- 9 h Émission islamique.
- 9 h 15 A Bible ouverte.
- 9 h 30 La source de vie.
- 10 h Présence protestante.
- 10 h 30 Le jour du Seigneur. Évangile et société (cinquante ans des Cahiers de l'actualité religieuse et sociale) : les chrétiens et les juifs (nouveau de l'affaire Dreyfus).
- 11 h Messe célébrée à la paroisse Saint-Martin de Palaiseau. Prédicateur M. Quis.
- 12 h Téléfoot 1.
- 13 h Journal.
- 13 h 25 Série : Joyeux Bazar.
- 13 h 55 Jeu : J'ai un secret.
- 14 h 30 Champions. Magazine du service des sports et des variétés de TF 1.
- 17 h 30 Les animaux du monde.
- 18 h Série : Alambic et Torpédo.
- 19 h Le magazine de la semaine : sept sur sept. de J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Boulay.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Film : American Graffiti, de George Lucas.
- 22 h 25 Sport dimanche.
- 23 h 10 Journal.

- 10 h Cheval 2-3.
- 10 h 30 Gym tonie.
- 11 h 15 Dimanche Martin.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 20 Dimanche Martin (suite). Si j'ai bonne mémoire ; 14 h 25 Série : Chipe ; 15 h 15 : l'École des fans ; 15 h 55 : Les voyageurs de l'histoire ; 16 h 25 : Thé dansant.
- 17 h 10 Disney dimanche.
- 18 h 5 Dimanche magazine.
- 18 h 5 Stade 2.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Jeu : la chasse aux trésors. Au cap Bon, en Tunisie.
- 21 h 40 Document : Nos années 50. La fausse avant-guerre, réal. C.-J. Philippe. (Lire notre article ci-contre.)
- 22 h 30 Concert actualités. Avec la cantatrice Elisabeth Schwarzkopf.
- 23 h Journal.

● UN CYCLE CINÉMA AL-LEMANO (1928-1931). Sur FR 3 à 22 h 30 à partir du 23 octobre : les Espions, de Fritz Lang suivi le 30 octobre par Chânes, un autre film muet de Wilhelm Dieterle. En novembre ce sera le tour de les Hommes, le dimanche et de Abshied, de R. Siodmak, de l'Homme qui assassina, de K. Bernhard et de M. le Maudit, de Fritz Lang.

- 10 h 30 Mosaïque.
- 17 h 35 Pour les jeunes.
- 18 h 45 L'écho des benanes. Émission de rock de V. Lamy. Séquence vidéo : groupe australien, Oxo ; repartage sur Renaud à Los Angeles.
- 19 h 40 R.F.O. habdo.
- 20 h Fraggles Rock. Un spectacle de marionnettes réalisé par Tim Henson, le créateur des illustrations « Muppets ». Une comédie musicale colorée pour les enfants et pour les adultes, pourquoi pas ?
- 20 h 35 A la recherche du temps présent, une émission de P. Sabbagh et R. Clarke. Les pierres tombées du ciel, les météorites, les légendes qui se rattachent à ces manifestations cosmiques, par André Brachic, astronome à l'observatoire de Paris-Meudon.
- 21 h 35 Série documentaire : Les producteurs : Raoul Ploquin. Réal. L. Seinati. Portraits de Raoul Ploquin, ancien journaliste, fondateur de sa propre maison de production : les films Raoul Ploquin.
- 22 h 35 Journal.
- 22 h 35 Cinéma de minuit (cycle Hollywood et les femmes) : le Groupe, de Sidney Lumet.
- 0 h 55 Prélude à la nuit. « Mégalthes », (improvisation). - Regards sur un temps immémorial - par Krenski, piano.

- R.T.L., 20 h. René la Canne, film de F. Girard (avec G. Depardieu, M. Pécceoli) : 21 h 40, R.T.L. le Monde : 22 h 30, La lanterne magique (arts) : 23 h, La joie de lire.
- T.S.R., 20 h, Série : la chambre des dames : 20 h 55, Mirrors : 22 h 5, Table ouverte.
- R.T.B., 19 h 30, Spécial Japon : 20 h 10, A qui le gant ? (jeu) : 21 h 35, Téléfilm : Court-circuit.

FRANCE-CULTURE

LUNDI 10 OCTOBRE

- 7 h 2. Matinales.
- 8 h. Les chemins de la connaissance : l'héritage : à 8 h 32. Les rêves dans l'Antiquité.
- 9 h 50. Écho au hasard.
- 9 h 7. Les landes de l'histoire : avec Claude Lévi-Strauss, pour « le regard éloigné ».
- 10 h 45. Le texte et la marge : « Le perchoir du perroquet », avec M. Rio.
- 11 h 2. Musique : les œuvres pour violoncelle d'Offenbach (et à 13 h 30).
- 12 h 5. Nous tous chacun.
- 12 h 45. Panorama.
- 14 h. Sons.
- 14 h 5. Un livre, des voix : « Le Brant de voleurs », de Massin.
- 14 h 47. Les après-midi de France-Culture : l'indépendance à Blandy-les-Tours : à 15 h 20. Laboratoire : à 16 h. Exposition de l'automne : l'Australie, à l'ARC.
- 17 h 32. Instantané, magazine musical.
- 18 h 30. Feuilleton : l'Hôtel Saint-Pol.
- 19 h 30. Présence des arts : la Turquie, de Byzance à l'ère ottomane.
- 20 h. Le chiron ne part pas bien, demain on fera de la fraise, de P. Louki, avec P. Louki, C. Nicot, Y. Arcand.
- 21 h. L'autre scène ou les vivants et les morts : de l'histoire primordiale à la parole fondatrice du monde.
- 22 h 30. Nuits magnétiques : passions nocturnes.

MARDI 11 OCTOBRE

- 7 h 2. Matinales.
- 8 h. Les chemins de la connaissance : l'héritage : à 8 h 32. Les rêves dans l'Antiquité.
- 9 h 7. La matinee des autres : Tradition de George (U.R.S.S.).
- 10 h 45. A bâtons rompus, avec Daniel Cordier.
- 11 h 2. Musique : André Segovia (et à 13 h 30, 17 h 30 et 21 h 15).
- 12 h 5. Nous tous chacun.
- 12 h 45. Panorama.
- 14 h. Sons.
- 14 h 5. Un livre, des voix : « Avant-guerre », de J.-M. Rouart.
- 14 h 47. Les après-midi de France-Culture : A. Blandy-les-Tours : à 15 h 20. Raison internationale : à 16 h 30. Micromag : à 17 h. Raison d'être.
- 18 h 30. Feuilleton : l'Hôtel Saint-Pol.
- 19 h 30. Sciences : Temps et devenir.
- 20 h. Dialogues : esthétique et poésie japonaise, avec Jeanne Sigec et Maurice Coudard.
- 22 h 30. Nuits magnétiques.

MERCREDI 12 OCTOBRE

- 7 h 2. Matinales.
- 8 h. Les chemins de la connaissance : l'héritage : à 8 h 32. Les rêves dans l'Antiquité.
- 9 h 50. Écho au hasard.
- 9 h 7. Matinée des sciences et des techniques.
- 10 h 45. Le livre, ouverture sur la vie : « La Cabane rouge », de Ota Otfar.
- 11 h 2. Musique : les Miroirs de Jean Cocteau (et à 13 h 30, 17 h 32 et 20 h).
- 12 h 5. Nous tous chacun.
- 12 h 45. Panorama.
- 14 h. Sons.
- 14 h 5. Un livre, des voix : « Le Voyageur », de J. Sinclair.
- 14 h 47. L'école des parents et des éducateurs : l'empire de la douceur, dans l'émancipation.
- 15 h 2. Les après-midi de France-Culture : à Blandy-les-Tours : à 15 h 20. Les cosmologies : à 16 h. science : à 17 h. Raison d'être.
- 18 h 30. Feuilleton : l'Hôtel Saint-Pol.
- 19 h 30. Perspectives scientifiques : les différents aspects de l'évolution (l'Amérique centrale et du Sud).
- 20 h. Les miroirs de Jean Cocteau : les théâtres grecs.
- 22 h 30. Nuits magnétiques.

JEUDI 13 OCTOBRE

- 7 h 2. Matinales.
- 8 h. Les chemins de la connaissance : l'héritage : à 8 h 32. Les rêves dans l'Antiquité : à 8 h 50. Les demeures de l'au-delà.
- 9 h 7. Matinée de la littérature.
- 10 h 45. Entretiens, avec Petru Dumitriu.
- 11 h 2. Musique : les Miroirs de Jean Cocteau (et à 13 h 30 et 17 h 32).
- 12 h 5. Nous tous chacun.
- 12 h 45. Panorama.
- 14 h. Sons.
- 14 h 5. Un livre, des voix : « La vie ordinaire des anges », de François Coupry.
- 14 h 47. Les après-midi de France-Culture : à Blandy-les-Tours : à 15 h 20. Y a-t-il de nouveaux marginaux ? : à 16 h. L'industrie aéronautique : à 17 h. Roison d'être.
- 18 h 30. Feuilleton : l'Hôtel Saint-Pol.
- 19 h 30. Les progrès de la biologie et de la médecine : la chronobiologie.
- 20 h. Nouveau répertoire dramatique : « Thomas l'imposteur », de J. Cocteau. (Redif.)
- 21 h 45. Profession : spectateur, Guy Dumur.
- 22 h 30. Nuits magnétiques.

VENREDI 14 OCTOBRE

- 7 h 2. Matinales.
- 8 h. Les chemins de la connaissance : l'héritage : à 8 h 32. Les rêves dans l'Antiquité.
- 9 h 50. Écho au hasard.
- 9 h 7. La matinee des arts du spectacle.
- 10 h 45. Le texte et la marge.
- 11 h 2. Musique : le fantastique en musique (et à 13 h 30 et 16 h).
- 12 h 5. Nous tous chacun.
- 12 h 45. Panorama.
- 14 h. Sons.
- 14 h 5. Un livre, des voix : « Vasilé Evanesco, l'homme à la tête d'oignon », d'Alain Absire.
- 14 h 47. Les après-midi de France-Culture : les inconnus de l'histoire : Jean Herold, le médecin de Louis XIII.
- 18 h 30. Feuilleton : l'Hôtel Saint-Pol.
- 19 h. Actualité magazine.
- 19 h 30. Les grandes avenues de la science moderne : les instruments du temps.
- 20 h. Émission médicale (en liaison avec l'émission de TF 1) : le cancer de l'utérus ; les grains de beauté ; les implants du cristallin.
- 21 h 30. Black and blue : le jazz au cinéma.
- 22 h 30. Nuits magnétiques.

SAMEDI 15 OCTOBRE

- 7 h 2. Matinales.
- 8 h. Les refoulements des sciences humaines : une pédagogie de l'homme.
- 8 h 30. Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : l'ingénieur face au futur.
- 9 h 7. Matinée du monde contemporain.
- 10 h 45. Démarches avec...
- 11 h 2. Musique : Festival d'automne de l'Australie à Paris (et à 16 h 20).
- 12 h 5. Le pont des arts.
- 14 h 5. Les samedi de France-Culture : les Indiens d'Amérique du Nord.
- 18 h. Chronique de la langue parlée : la douceur et les mots.
- 19 h 25. Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30. Coïncidence des radios publiques de langue française : Xp rencontre québécoise : écrire l'amour.
- 20 h. L'élève de Brecht, de B. Da Costa (1^{re} partie).
- 21 h 55. Ad lib.
- 22 h 5. La fugue du samedi.

DIMANCHE 16 OCTOBRE

- 7 h 9. La fenêtre ouverte.
- 7 h 15. Horizon, magazine religieux.
- 7 h 40. Chasseurs de son.
- 8 h. Orthodoxie.
- 8 h 25. Protestantisme.
- 9 h 10. Écoute Israël.
- 9 h 40. Divers aspects de la pensée contemporaine : la Grande Loge de France.
- 10 h. Messe chez les carmélites de Pontléve.
- 11 h. Musique Festival d'automne de l'Australie à Paris (et à 12 h 45, 16 h 20 et 23 h).
- 12 h 5. Alléluia.
- 14 h. Sons.
- 14 h 5. La Comédie-Française présente : « La Robe de la reine Pélopie ».
- 17 h 30. Rencontre avec... Clément Lepidus.
- 18 h 30. Ma non troppo.
- 19 h 10. Le cinéma des cinéastes.
- 20 h. Affrutos : la nouvelle poésie anglaise (Bob Cobbing).
- 20 h 40. Atelier de création radiophonique : Mauricio Kagel.

Radio-France Internationale

- Pour les travailleurs immigrés en France (en ondes moyennes). — Tous les jours de 5 h 30 à 7 h, des émissions pour immigrés en portugais, espagnol, urdu, serbo-croate, arabe, émir, laotien, vietnamien, et en français (pour les africains).
- En France et en Europe, en Afrique et sur l'Océan indien et l'ensemble des pays de l'Est (en ondes courtes sur 49 mètres, 6175 kHz) — Service mondial : Informations en français, tous les quarts d'heure de 5 h à 9 h et à 20 h 15, 21 h 25, 22 h, 23 h, 1 h, 2 h. Magazine quotidien 24 heures en Afrique à 13 h 45.
- Le magazine quotidien Carrefour est consacré à Jacques Brel le lundi 10 octobre ; à la Belgique en 1983 — bilan politique, économique et culturel — le 12 octobre.
- Parmi les rendez-vous fixes, signalons : Planète, musiques, tous les jours de 11 h à 12 h ; Canal Tropical, rythmes de l'Afrique et de la Caraïbe, chaque jour à 18 h ; Sports et musique, chaque lundi à 12 h 45 ; Priorité santé, chaque jeudi à 10 h (redif. le samedi à 18 h) ; Cinéma d'aujourd'hui, chaque mardi à 18 h ; R.F.I. Hebdo, l'actualité internationale de la semaine, chaque samedi à 15 h ; Futur, le magazine des sciences et techniques, un samedi par mois, à 16 h ; Interflèmes, le magazine des livres, un samedi par mois à 10 h.

FRANCE-MUSIQUE

LUNDI 10 OCTOBRE

- 6 h 2. Musiques légères.
- 6 h 30. Musiques du matin.
- 7 h 10. Concert : « Siegfried Idyll », de Wagner, par l'Orchestre national de la philharmonie hongroise.
- 7 h 45. Le journal de musique.
- 9 h 2. D'une oreille l'autre : œuvres de Schubert, Chostakovich, Forqueray, Mozart, Prokofiev.
- 12 h. La table d'écoute.
- 12 h 35. Jazz : le jazz en France.
- 13 h. Opérette.
- 13 h 30. Jeunes solistes : œuvres de Mozart, Puccini, Wagner, Berio, avec S.V. Valayre, soprano et F. Haulet, piano.
- 14 h 4. Musique légère.
- 14 h 30. L'après-midi des musiciens : Panorama R.D.A., œuvres de Matthus, Haydn, Bach, Markovitch, Mozart, Thiele.
- 17 h 5. Répères contemporains : Michel Philippot.
- 18 h. L'imprévu.
- 19 h 5. Studio-concert : Tradition de l'Inde du Nord, avec J. Bhartiya, sitar et chant.
- 20 h. Jazz.
- 20 h 30. Concert (en direct de l'auditorium 1051) : quintette pour piano et cordes de Vienne, sonate pour violon et piano de Pjotr, quintette pour piano et cordes de Franck par le Quatuor Vioti.
- 22 h 30. Fréquence de nuit : œuvres de Donizetti, Wolf, Stravinsky, Milhaud, Berg.

MARDI 11 OCTOBRE

- 6 h 2. Musiques du matin.
- 7 h 10. Concert : œuvres de Brahms par le sextuor à cordes de l'Orchestre national de France.
- 7 h 45. Le journal de musique.
- 9 h 2. D'une oreille l'autre : œuvres de Poulenc, Mendelssohn, Vienne, de Fella.
- 12 h. Archives lyriques : œuvres de Puccini, Massenet, Spontini, Verdi.
- 13 h 35. Jazz : le jazz en France.
- 14 h. Les nouvelles musiques en dialogue.
- 14 h 4. Chasseurs de son stéréo.
- 14 h 30. L'après-midi des musiciens (voir lundi) : œuvres de Weber, Schütz, Bach, Mozart, Zimmermann.
- 17 h 5. Répères contemporains : Cortis Mirza.
- 18 h. L'imprévu.
- 19 h 5. Studio-concert : œuvres de Leandre, « le Réveil profond » de Scelsi, « Valentine » de Druckmann, « The Wonderful Widow » de Cage avec J. Léandre, contre-basse.
- 20 h. Jazz.
- 20 h 30. Concert : (en direct du grand auditorium de Radio-France) : « Die Erschöpfung der Welt » de Kagel par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, dir. J.-P. L'Isquierdo, chef des chœurs J. Jouineau, sol. G. Kontarsky, W. Pearson, R. Réiss.
- 23 h. Fréquence de nuit : Jazz-club (en direct du Petit Océan).

MERCREDI 12 OCTOBRE

- 6 h 2. P. Intermittentes et légères : hommage à Edith Piaf.
- 6 h 30. Musiques du matin.
- 7 h 10. Concert : œuvre de Schoenberg avec R. Buchbinder, piano.
- 7 h 45. Le journal de musique.
- 9 h 2. D'une oreille l'autre : œuvres de Schumann, Mendelssohn, Macagnoli, Ravel, Mozart.
- 12 h. Archives lyriques : œuvres de Schubert, Weill, avec Ph. Dubossion, piano, et M. Siretsfeld, mezzo-soprano.
- 14 h 4. Microcosmos : Discontinuité.
- 14 h 30. Un conte de chien : 15 h. Reportage à Sarance : 16 h. Vive les vacances.
- 17 h 5. Histoire de la musique.
- 18 h. L'imprévu.
- 19 h. Studio-concert : œuvres de Tommasini, Haydn, par le Esterhazy Baryton Trio.
- 20 h. Les chants de la terre.
- 20 h 30. Concert (donné le 5 mai 1983 à Paris) : Madrigaux de Gabrieli. « Juchas de dolor de Ausencia » de Halffter : cantiques de Fauré. « Nox et tenebrae » et « Nulla » de Willmann, par le Groupe vocal de France, dir. J. Allid, sol. F.H. Houbard, orgue, F. Pierre, harpe.
- 21 h 40. Concert (en simultané avec TF 1) : « La Mer », « Nocturnes » de Debussy, par l'Orchestre national de France, dir. L. Maazel.
- 22 h 30. Fréquence de nuit : œuvres de Wagner, Verdi, Bellini, Kagel, Allouci.

JEUDI 13 OCTOBRE

- 6 h 2. Musique du matin.
- 7 h 10. Concert : Œuvres de Mozart.
- 7 h 45. Le journal de musique.
- 9 h 2. D'une oreille l'autre : œuvres de Schubert, Chostakovich, Forqueray, Mozart, Prokofiev.
- 12 h. La table d'écoute.
- 12 h 35. Jazz : le jazz en France.
- 13 h. Opérette.
- 13 h 30. Jeunes solistes : œuvres de Schubert, Weill, avec Ph. Dubossion, piano, et M. Siretsfeld, mezzo-soprano.
- 14 h 4. Microcosmos : Discontinuité.
- 14 h 30. Un conte de chien : 15 h. Reportage à Sarance : 16 h. Vive les vacances.
- 17 h 5. Histoire de la musique.
- 18 h. L'imprévu.
- 19 h. Studio-concert : œuvres de Tommasini, Haydn, par le Esterhazy Baryton Trio.
- 20 h. Les chants de la terre.
- 20 h 30. Concert (donné le 5 mai 1983 à Paris) : Madrigaux de Gabrieli. « Juchas de dolor de Ausencia » de Halffter : cantiques de Fauré. « Nox et tenebrae » et « Nulla » de Willmann, par le Groupe vocal de France, dir. J. Allid, sol. F.H. Houbard, orgue, F. Pierre, harpe.
- 21 h 40. Concert (en simultané avec TF 1) : « La Mer », « Nocturnes » de Debussy, par l'Orchestre national de France, dir. L. Maazel.
- 22 h 30. Fréquence de nuit : œuvres de Wagner, Verdi, Bellini, Kagel, Allouci.

VENREDI 14 OCTOBRE

- 6 h 2. Musiques du matin.
- 7 h 10. Concert : œuvres de Gounod, Dowland, Gréves, Purcell, Byrd.
- 7 h 45. Le journal de musique.
- 9 h 2. D'une oreille l'autre : œuvres de Schubert, Chostakovich, Forqueray, Mozart, Prokofiev.
- 12 h. La table d'écoute.
- 12 h 35. Jazz : le jazz en France.
- 13 h. Opérette.
- 13 h 30. Jeunes solistes : œuvres de Schubert, Weill, avec Ph. Dubossion, piano, et M. Siretsfeld, mezzo-soprano.
- 14 h 4. Microcosmos : Discontinuité.
- 14 h 30. Un conte de chien : 15 h. Reportage à Sarance : 16 h. Vive les vacances.
- 17 h 5. Histoire de la musique.
- 18 h. L'imprévu.
- 19 h. Studio-concert : œuvres de Tommasini, Haydn, par le Esterhazy Baryton Trio.
- 20 h. Les chants de la terre.
- 20 h 30. Concert (donné le 5 mai 1983 à Paris) : Madrigaux de Gabrieli. « Juchas de dolor de Ausencia » de Halffter : cantiques de Fauré. « Nox et tenebrae » et « Nulla » de Willmann, par le Groupe vocal de France, dir. J. Allid, sol. F.H. Houbard, orgue, F. Pierre, harpe.
- 21 h 40. Concert (en simultané avec TF 1) : « La Mer », « Nocturnes » de Debussy, par l'Orchestre national de France, dir. L. Maazel.
- 22 h 30. Fréquence de nuit : œuvres de Wagner, Verdi, Bellini, Kagel, Allouci.

SAMEDI 15 OCTOBRE

- 6 h 2. Samedi matin : œuvres de Schubert, Weill, avec Ph. Dubossion, piano, et M. Siretsfeld, mezzo-soprano.
- 8 h 5. Avis de recherche.
- 9 h 5. Carnet de notes.
- 11 h 5. La tribune des critiques de disques.
- 13 h. Importation.
- 15 h. L'archive à chansons.
- 16 h 30. Concert (donné au Carré Sylvia Montfort le 31 janvier 1983) : œuvres de Webern, Horowitz courtes de Mioglia, Folk Songs de Berio par l'Ensemble musique oblique, dir. J. Swierczewski, sol. J. Whalm, T. Nordal-Haavik.
- 18 h. Les cinglés du music-hall. (Lire ci-contre.)
- 19 h 5. Les pêcheurs de perles.
- 20 h 30. Concert (donné au grand auditorium de Radio-France le 6 mai 1983) : Concerto pour violon, violoncelle et orchestre de Brahms, Symphonie n° 2 de Scriabine, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. J. Semkov, sol. U. Hoelscher, violon, D. Geringas, violoncelle.
- 22 h 30. Fréquence de nuit : cycle Mendelberg. (Lire ci-contre.)

DIMANCHE 16 OCTOBRE

- 6 h 2. Concert promenade : œuvres de Ziehrer, Haydn, J. Strauss, Gershwini, Kalman, Ivanovitch, Seitzler, Offenbach, Lovenskjold, Liszt.
- 8 h 5. Cantate.
- 9 h 5. D'une oreille l'autre : Concert (donné le 15 juin 1983 à Vienne) : Parlia pour chœur n° 2 de Bach, Sonate pour piano de Brahms, Sonate pour piano de Beethoven avec W. Klien au piano.
- 12 h 5. Hors commerce : œuvres de Sauguet, Aubert : vers 16 heures. Références : œuvres de Milhaud.
- 17 h. Comment l'entendez-vous ? Aventures et nouvelles aventures d'un interprète ramiste.
- 19 h 5. Jazz vivants.
- 20 h. Les chants de la terre.
- 20 h 30. Concert (en direct de la salle Pleyel à Paris) : le Songe d'une nuit d'été, de Mendelssohn ; Till Eulenspieg, de R. Strauss ; Symphonie n° 8 de Dvorak par l'Orchestre national de France, dir. G. Albrecht.
- 22 h 30. Fréquence de nuit : les figures du livre : 23 h. Entre guillemets : 0 h 5. Les mots de Françoise Xenakis.

A écouter

Les cinglés et l'air du temps

Pour-être à cause de l'eudécieux adage selon lequel les meilleures soupes se fabriquent plutôt dans les vieux pots, ou peut-être pour trouver en Jean-Christophe Averty une caution miracle (quasi classique) à l'introduction française et définitive de la chanson sur les créniaux de la grande musique... Bref, on en appelle à une recette âgée de cinq ans et ayant déjà fait miracle sur France-Inter. A moins qu'il ne s'agisse de « ré-cassages » et d'« échanges » de bons procédés entre les diverses chaînes de Radio-France. Quoi qu'il en soit — et après tout n'élions pas faire la fine bouche — voilà : Averty a débarqué pour mettre un peu de couleur dans les samedis après-midi de musique. Dene ses bagages, toute l'expérience et les trésors accumulés pour « les cinglés du music-hall ». Au programme, l'entre-deux-guerres, l'histoire du Palcos, la « phonobiographie » de Mayol, etc.

Qu'importe d'ailleurs, l'équilibre. Un menu saison Averty peut aussi bien commencer par le dessert. Il en fait trop. Et c'est là son charme, son savoir faire. On l'a écouté la semaine dernière démentir son show-ratio avec Brasseur, Patachou, Annie Cordy et tout quand, sur le thème des papillons (1). La semaine passée encore commentait une autre série baptisée celle-là « L'air du temps » et signée Claude-Jean Philippe (2), tandis que l'émission hebdomadaire de Dominique Jemeux « Entre guillemets », e vu son sommaire modifié (3).

M.L.B.

* France-Musique : « Les cinglés du music-hall ». Chaque sa-

medi à 18 heures. (2) Fréquence de nuit, « L'air du temps », les 10, 31 octobre et 21 et 26 novembre, 22 h 30. (3) « Entre guillemets », dimanche à 23 heures.

Le Napoléon des chefs

Huit samedi de suite, le « Club des archives » sera consacré au chef d'orchestre Wilhelm Mengelberg. Une première pour la simple raison que la radio néerlandaise n'avait jamais autorisé la diffusion des retransmissions de concerts dirigés par le surnommé « Napoléon » de la musique. Concerts publics assurés de 1895 à 1945 : un demi-siècle au cours duquel l'héritier spirituel de Gustav Mahler façonna à son gré le Concertgebouw d'Amsterdam. Si aujourd'hui encore cette formation est l'une des plus prestigieuses au monde, c'est à cause du style, de la couleur imprimés par Mengelberg. Au programme, les manuscrits, ont dit ceux qui l'ont connu, mais après tout, Richard Strauss ne lui avait-il pas dédié la Vie d'un héros, poème symphonique quasi hagiographique ? La réalité reste : une sonorité unique. Et pourtant le silence... car — le répertoire immense diffusé au cours de ce cycle le ferait-il « pardonner » — Mengelberg fut ouvertement et acclamé par ses contemporains. Il mourut en 1951 après avoir été destitué de son poste à la fin de la guerre.

En attendant quasiment quarante ans, la radio des Pays-Bas a compté sans doute sur les vertus du temps.

M.L.B.

* « Cycle Mengelberg », chaque samedi à partir du 15 octobre, France-Musique, 22 h 30.

Radios locales

● Problèmes de garde d'enfant ? Radio-92 se propose de vous venir en aide en organisant une « bourse du baby-sitting ». Écrivez à la radio ou téléphonez au 77-4-92-92. Les animateurs de l'émission essaieront de vous mettre en relation avec des personnes intéressées. (Dans l'émission « Passe-temps », tous les jours, de 9 heures à 11 heures, à partir du 3 octobre, sur Radio-92, 92,8 MHz, Nanterre.)

● « Régession sixties » : émission-jeu pour les fans du rock anglo-saxon des années 60. Eddy et Nancy, les deux animateurs, vous invitent à plonger dans vos souvenirs de jeunesse et à essayer de répondre à leurs « colles » : la « tube » de l'été 1962 en Angleterre, le titre du morceau que l'on vient d'entendre et le nom de son compositeur... Si vous faites « un sans-faute » et que vous êtes un homme, vous gagnez un billet d'entrée au Palace ; si vous êtes une femme, un 45 tours. Tout cela est ponctué par de savoureux pastiches de publicité télévisée et de courtois du cœur pour ne pas oublier les années 80. (Sur Fréquence-Gaie, le dimanche de 15 heures à 17 heures, 97,2 MHz Paris.)

● Cinéma 7, cinéma vie : c'est le nom du magazine proposé par T.S.F. chaque mercredi, de 19 h 30 à 21 h. Au sommaire, différents rubriques : « Le coup de cœur », « Feites vos jeux » (pour gagner des places de cinéma) sans oublier l'actualité de la semaine. Et, pour les inconditionnels du cinéma expressionniste allemand, le 12 octobre, l'émission sera entièrement consacrée à Carl T. Dreyer. (Sur T.S.F., 93 MHz, Bobigny.)

Stations nationales

FRANCE-INTER

Après-midi joyeux. La révolution ? Certes non, mais un ton, un rythme, une couleur d'attente, radicalement nouveaux. Diable ! Docteur Jean Garotto gagnerait-il son pari ? Voilà une station dont l'image était ternie, le souffle ralenti, le programme en déroute, l'audience en déclin, qui, brusquement, s'éveille, soudainement innove, et effiche avec candeur et assurance un souci de création. Création ? Oui, création. Et le bon docteur s'y connaît, qui nous règle, depuis des années, d'émissions pleines de drôlerie et d'imaginaire, sous le titre coquin d'« Oreille en coin ». La différence est là... Alors, écoutez-la : — Da 13 h 30 à 14 h, « Le passé singulier », de Michel Winock et Claude Dominique ; de 14 h à 15 h, « Si par hasard eu

pleno-ber », de Daniel Mermet, et « Boulevard de l'étrange », de Jean-Yves Casaghe ; de 15 h à 16 h, « Signé Simonon », de Patrick Galtéau ; de 16 h à 17 h, « Drôle de trame », de Philippe Labrousse, « Felpaci, felpaci », de Jean-Marc Terrassa, et « Histoires d'enfances », de Jacques Trémolin ; de 17 h à 18 h, « Quotidien pluriel », de Jacques Chancel ; et « Zorro de conduite », d'Agnès Ribes ; de 18 h à 19 h, « Trajectoires », de Laurent Broomhead, « A qui aide l'honneur », de José Arur, et « Les infiltrations », de Kriss Graffit.

Douze rendez-vous, douze « temps pleins », comme on dit à Inter, qui s'échelonnent de 13 h 30 à 19 h, ponctués de « déliés », moments de pause ou de respiration musicale. Thierry Beccaro et Marie-Odile Montchicourt seront nos hôtes.

COMMUNICATION

9 000 RADIOS AUX ÉTATS-UNIS

I. — Les pèlerins de San-Francisco

San-Francisco. — Il avait tout prévu, les organisateurs de R.P.C. 83 (Radio Programming Conference), la plus importante rencontre de radios commerciales aux États-Unis et dans le monde : la date — du 27 au 30 août — qui promettrait une température clémente quand la canicule écrasait le reste du pays ; le lieu — le Saint-Francisco Hôtel, avec ses mille deux cents chambres, ses suites et ses salons, face à Union Square, petit point d'espace vert au centre de la ville ; les activités de détente du parfait congressiste ; les concerts (l'un avec la star de la musique country Barbara Mandrell, l'autre avec les sautillantes Pointer Sisters) ; le lunch sur le thème : « Comment gagner beaucoup d'argent grâce à sa voix », animé par les trois disc-jockeys (D.J.) les plus payés du territoire ; les cocktails divers et même le jogging matinal d'un bout à l'autre du Golden Gate Bridge.

Ceux qui cherchent la faille la trouvent cependant... Les cable-cars n'étaient pas au rendez-vous, immobilisés plusieurs mois pour une cure de jouvence ! Powell Street, du coup, faisait grise mine et le petit sifflement du câble dans sa gaine scintille sur la chaussée faisait place cette année, le long des collines franciscaines, au concert assourdissant d'une multitude de marteaux-piqueurs.

Quelle organisation, malgré tout, que ce congrès de la N.A.B. (National Association of Broadcasters), un groupement qui compte aujourd'hui plus de cinq mille stations de radio et de télé-

vision commerciales. Des salons d'exposition offrant à la profession la vitrine la plus moderne et la plus sophistiquée des techniques et programmes de radiodiffusion ; soixante-cinq suites, louées par des réseaux, producteurs et prestataires divers pour y recevoir, dans le calme et le luxe, clients et visiteurs ; démonstrations particulières auprès d'un « docteur-radio » et autres conseillers ou avocats spécialisés. Et puis, les réunions, les débats, (plus de vingt-huit), les forums : « Apprendre à mieux connaître votre public grâce au marketing », « Ce qu'un responsable de programme soucieux de sa carrière doit savoir sur les ventes de la publicité », « L'ordinateur : meilleur ami du programmeur », « Qu'est-ce que la nouvelle musique », « Comment organiser une rédaction », et même : « Y a-t-il une vie après le boulot ? » ou « Comment le stress peut affecter votre travail, votre santé ou votre vie sexuelle ». Une preuve supplémentaire que nous avions bel et bien changé de continent !

Mais avions-nous bien besoin de cette indication ? L'échelle, l'atmosphère générale et la vocation même de ce rassemblement n'interdisaient-elles pas toute comparaison avec le Vieux Continent ?

L'échelle ? Près de deux mille responsables de stations venus des quatre coins des États-Unis et même du Canada ; des directeurs de radio, responsables de programmes ou des services régis, consultants ou avocats.

journalistes ou D.J. M. Wayne Cornils, le vice-président de l'organisation, ne proclamait-il pas avec insistance : « *Quoi que vous fassiez dans le rayon de la radio, quelque chose a spécialement été conçu pour vous* » ?

L'atmosphère : celle d'un congrès d'hommes d'affaires. Moderne et mondain. On y parlait audience, publicité, profit et marketing ; on échangeait des barèmes, on jugeait les D.J. de renom en évaluant leur cote sur le marché, en comparant leurs scores dans les sondages, en spéculant sur leur avenir. On évoquait Reagan et puis l'économie, les espoirs de reprise et les tarifs de pub, on commentait la réussite d'un confrère et la déconvenue d'un autre en s'exaltant sur le premier, et en blâmant le second. A ce jeu compliqué, la règle, bien sûr, est toujours de gagner.

La vocation enfin : informer, conseiller, rassembler. Informer sur les tendances, les nouveautés, les enjeux et les risques du marché ; conseiller en matière de formats (formule de programme), de prix, de procédures, de matériels et de gestion ; rassembler, pour aider à se rencontrer, se connaître, se ressourcer, voire s'épauler, le « petit monde » de la profession.

« Psy » et guerre des ondes

Mais, au fait, quelle profession ? Et au-delà de leurs titres et des cartes d'affaires échangées de façon frénétique, qui sont ces gens pressés qui ne parlent que dollars, courbes de profits, et programmes à risques minimes ? Des hommes de radio ou bien des épiciers ? Des gens de spectacle ou encore des marchands ? La question — perçue comme une insulte — était faite à blémir en France les dirigeants de nos radios commerciales. Ici, elle amusa beaucoup le président de la convention, Gary Stevens, directeur d'une station de radio à New-York. « Nous sommes des hommes d'affaires en pleine compétition. Rien à voir avec des artistes en mal de création, des gens de spectacle soucieux d'originalité ou des expérimentaux capables de faire cavalier seul. Notre mission, notre objectif, c'est d'abord le pub. En vendre beaucoup, et le plus cher possible. Cela exige de faire de l'audience, d'avoir de bons sondages ; et donc, en conclusion, des programmes accrocheurs. L'enjeu ? La prospérité. Celle de la station. Et donc la nôtre. Naturel, non ? ».

Peut-être. Sans doute. Comment exprimer pourtant ce sentiment de malaise, tenace, pendant la durée de cette convention ? Comment décrire cet écoulement progressif à l'égard de la pub présente d'abord, présente partout, présente toujours ? Comme si le programme — accessible — n'était là que pour mieux la faire passer et la mettre en valeur.

Un exemple ? Le détournement de ce jeu radiophonique classique récompensant l'auditeur capable de téléphoner le nombre exact de disques programmés entre les spots. « Si ce jeu est bon pour promouvoir votre station, il ne profite pas beaucoup à vos annonceurs, remarque un participant lors d'un forum. Proposez plutôt à vos auditeurs de compter les spots de pub pendant une minute. Ainsi, personne ne tournera le bouton au moment des plages commerciales ! ».

Mais alors, cette liberté, élevée par les Européens au rang de mythe, et dont la floraison des 9 186 stations paraissait un gage, tout au moins un indice ? Elle existe, bien sûr, délimitée par quelques règles du jeu fixées par la F.C.C. (Federal Communication Commission) au moment où est délivrée, pour sept ans renouvelables, une autorisation pré-établie, assortie de contraintes techniques mais que de mauvais sondages pourraient rendre inutile.

Pour quelques dollars de plus...

Car ce sont eux les seuls maîtres du jeu. Ce sont eux qui font qu'un directeur adopte sur un marché donné tel ou tel format de radio (rock, country, « musique d'ascenseur » ou musique classique...) auquel il se tient jusqu'à ce que d'autres sondages lui annoncent un déclin de l'audience ; eux qui déterminent avec précision les titres des disques, on le ton des émissions susceptibles de maximiser l'audience, eux qui dictent la conduite du directeur des programmes et font et défont la réputation des D.J. « Un siècle semble s'être écoulé depuis l'époque où l'animateur entraînait dans le studio avec lui le pile des albums de son choix, raconte un responsable de la Nouvelle-Orléans. Il y a belle lurette qu'il n'a plus aucun contrôle des disques qu'il présente ! » Ce sont eux, enfin, qui ont permis aux radios, dans les années 60, de trouver une parade à l'explosion de la télévision, et de viser, à l'intérieur de leur marché local, une cible précise, avec un type de programme de plus en plus spécialisé. Un éclatement, une fragmentation qui aurait dû entraîner une formidable diversité des genres, et une gamme étendue de choix, n'était cette lutte acharnée pour un peu plus de publicité. Un nouveau format, un nouveau succès provoquant l'engouement des auditeurs, et c'est le rush des concurrents et l'alignement sur la station en tête des indices d'écoute. « C'est vrai, explique Gary Stevens. Notre réaction est automatique, et nous nous fions aux recherches, études et sondages. Ils font figure de conseillers sinon d'épiciers de matras. Les gagnants de demain seront ceux qui posséderont ce type d'information. ».

Le nombre de forums et de débats consacrés aux sondages et études de marché confirmait ses propos. Une étude exclusive sur la psychologie des auditeurs des différents types de stations fut même dédicacée, format par format, tout au long du congrès, et un conseil prodigué dès le départ devint bientôt une sorte de mot d'ordre : « Puisque la musique ne suffit plus à conférer à votre station son identité et qu'aucune radio n'a le monopole des informations et des prévisions météo, lancez-vous dans de nouvelles méthodes de promotion comme le vendeur de cigarettes, de bière ou de cosmétiques, c'est la psychologie du consommateur qu'il faut désormais travailler, tout comme il faut le convaincre de la façon dont votre radio satisfait à la fois ses besoins et ses désirs personnels. A l'avenir, c'est dans le cerveau et le psychisme des auditeurs que se livrera la guerre des ondes. ».

ANNICK COJEAN.

La semaine prochaine :

II. — SECOND SOUFFLE

MEDIAS DU MONDE

ÉTATS-UNIS

L'heure de l'A.T.T.

Déposé par la politique de déréglementation de son monopole sur les télécommunications, le géant American Telephone and Telegraph (A.T.T.) s'attaque au marché de la vidéo-communication. Début août, la société a lancé son premier satellite capable de transmettre vingt-quatre canaux de télévision aux réseaux câblés répartis sur le territoire américain. La navette spatiale doit mettre en orbite deux autres satellites, l'un en 1984, l'autre en 1985.

Par ailleurs, A.T.T. vient de signer un accord avec Coloco, un des principaux fabricants de jeux vidéo. Les deux sociétés vont développer conjointement un service de jeux interactifs destinés aux propriétaires de consoles et de micro-ordinateurs. A.T.T. ne se contente pas du marché américain. En association avec British Telecom, la société va créer un réseau transatlantique de vidéo-conférences, et ses récents accords avec Philips lui ouvrent les portes du marché européen.

Reprise dans le câble ?

Le marché du câble, qui a connu l'an dernier de graves difficultés (chute de 79 % des bénéfices, dette de 5,5 milliards de dollars), croit à la reprise. Les câblo-distributeurs ont obtenu une première victoire en juin dernier lorsque le Sénat a adopté une nouvelle réglementation limitant le pouvoir des États et des municipalités sur les réseaux ainsi que le nombre de canaux réservés à l'accès public. La Chambre des représentants devrait voter à son tour cette loi qui fait désormais du câble un marché national soumis au seul arbitrage de la Commission fédérale des communications (F.C.C.).

Du côté des services, on est en pleine concentration. Faute d'une audience suffisante, les programmes thématiques ou à destination de publics spécifiques se regroupent pour former des services de base capables d'attirer les annonceurs. Jusqu'à présent, la publicité a boudé le câble, dont l'audience paraît difficilement contrôlable. Pour diversifier leurs ressources, les opérateurs de réseaux se tournent vers le programme à péage (pay per view) et ont tenté quelques expériences avec des rencontres sportives ou des films en avant-première.

Il s'agit pour les réseaux de dépasser le seuil de 40 % de pénétration en essayant d'attirer des couches de la population encore réticentes. L'association des câblo-distributeurs (N.C.T.A.) a décidé de créer le Consortium for Cable Information pour informer le public et mieux comprendre ses souhaits en matière de programmation.

GRANDE-BRETAGNE

Quotas pour le câble ?

Les syndicats des techniciens de cinéma et de télévision britanniques s'inquiètent des conséquences de l'ouverture de nouveaux réseaux câblés sur l'avenir de l'industrie des programmes. Alertés par la récente offensive des « majors » américaines sur le marché britannique (le Monde Dimanche du 2 octobre), les syndicats demandent au gouvernement de fixer un quota de 14 % pour les programmes étrangers. Reppelons que le gouvernement a autorisé

l'ouverture de douze nouveaux réseaux. Trente-sept sociétés ont déposé leurs candidatures.

D'un vidéodisque à l'autre

La société japonaise Hitachi, l'américaine R.C.A. et le géant électronique anglais G.E.C. s'apprêtent à lancer le vidéodisque C.E.D. pour les fêtes de fin d'année. Une campagne publicitaire de 1,5 million de livres va précéder la mise sur le marché de cet appareil à des prix très inférieurs à ceux attendus : 200 livres pour le lecteur et de 6 à 16 livres pour les disques.

Philips commercialise son vidéodisque à laser en Grande-Bretagne depuis le printemps 1982. La société se refuse à communiquer les résultats de vente, mais l'Office des douanes décompte pour sa part 4 516 lecteurs importés des cinq premiers mois de 1983 et environ 10 000 appareils en un an.

Aux États-Unis, où le vidéodisque C.E.O. est en vente depuis mars 1981, R.C.A. estime avoir vendu 500 000 lecteurs et 6,5 millions de disques.

FRANCE

Vidéo-variétés

Le ministère de la culture et l'agence Detet organisent un concours de vidéo-clips, ces bandes vidéo destinées à la promotion d'un disque. Ce concours a pour objet d'aider la diffusion de la chanson française sur le marché national et international mais aussi de lancer une production de vidéo-clips « à la française » sur un marché dominé jusqu'à présent par les productions anglo-américaines. Le ministère de la culture espère contribuer ainsi au renouvellement de l'écriture télévisuelle en repérant de nouveaux talents. Pour 1983, ce concours portera sur vingt chansons de tout genre et associera trois producteurs : Pipa Vidéo, Transcontinentale Production et l'Institut national de la communication audiovisuelle. Une sélection de réalisateurs est déjà en cours sur une première tranche de chansons. On y trouve des titres de Julien Clerc, Sapho, Elisabeth Wiener, Yves Simon, Touré Kunda, Angèle Maimonne, du Magic Circus et de Daniel Balavoine. Les réalisateurs intéressés peuvent contacter Detet : 11, boulevard de Sébastopol, 75001 Paris (tél. : 264-84-10).

Vous avez dit : interactif ?

L'interactivité est un mot à la mode. Il justifie les choix technologiques du plan de câble français. Il donne un supplément d'âme aux ambitions de l'industrie des communications. Il résume le modèle culturel et social de notre avenir électronique. On le retrouve partout, qu'il égaré le vidéodisque, de la télématique, de la vidéo-communication des images de synthèse, ou même du choix entre les trois programmes de votre téléviseur. Comme toutes les idées à la mode, l'interactivité est un concept flou. Outil d'intérêt de ce nouveau numéro de Problèmes audiovisuels, la revue de l'Institut national de la communication audiovisuelle, qui tente de clarifier aussi bien la technologie que les usages de l'interactivité. Problèmes audiovisuels : n° 15 : « L'audiovisuel interactif ». La documentation française : 123, rue Henri-Berger, 93308 Aubervilliers Cedex.

VIDEOCASSETTES SELECTION

« Tron »

C'est l'événement du mois : la sortie du dernier film de Walt Disney en videocassettes. La firme américaine a en matière d'édition une politique très particulière, réservant les grands succès de son catalogue aux reprises en salles de cinéma. Mais Tron n'a pas eu beaucoup de succès en France. Son esthétique et sa conception du public traditionnel de Walt Disney. Le pari était ambitieux, marquant pour la première fois aventure, féerie et technologie de pointe.

Pour filmer le combat de cet ingénieur vidéo pris au piège de ses propres créations, le réalisateur Steven Lisberger a fait appel aux images de synthèse. L'ensemble des décors, costumes et accessoires sont en effet calculés par ordinateur. Seuls les acteurs sont passés devant une caméra. Cette extraordinaire prouesse technologique est en même temps un minifilm esthétique. Ces images froides, fluorescentes, aux perspectives schématisées signent la mort du carton-pâte des studios ou du graphisme réaliste des dessins animés.

Le choc était sans doute plus brutal pour les spectateurs français que pour les américains déjà immergés dans l'univers des jeux électroniques. Mais Tron restera une date dans l'histoire du cinéma, un document exceptionnel. En tout cas, un film à revoir.

Tron de Steven Lisberger avec Jeff Bridges. Edité par Walt Disney Home Video et distribué par Film Office.

Hollywood Gold

La vidéo s'intéresse de plus en plus aux cinéphiles. Après Cinéthèque et R.C.V., Warner Home Video, qui a déjà lancé « Prestige du cinéma », annonce une nouvelle collection de films en version originale sous-titrée. « Hollywood Gold » sera consacrée aux films hollywoodiens des années 30 et 40. Douze titres sont prévus pour l'année 1984, mais dès ce mois-ci que-

tre premiers films sont disponibles en location :

— Les Anges aux figures sales, de Michael Curtiz avec James Cagney et Humphrey Bogart.

— Little Caesar, de Melvin Leroy avec Edward G. Robinson et Douglas Fairbanks.

— L'Ennemi public, de William Wellman avec James Cagney et Jean Harlow.

— Le Chantier de jazz, de Allen Croeland avec Al Johnson (le premier film parlant).

FILMS

La Désobéissance, d'Alido Lado avec Stefania Sandrelli et Mario José Neri. Edité et distribué par U.G.C. Vidéo.

L'Alibi, film inédit de Vittorio Gassman avec Vittorio Gassman. Edité par Stardust et distribué par Caméra Vidéo.

Pour 100 briques, l'as plus rien, d'Edouard Molinaro avec Anémone et Gérard Jugnot. Edité et distribué par U.G.C. Vidéo.

La Guerre du feu, de Umberto Lenzi avec Sam Peacock et Eivie Audrey. Edité par S.M.V. et distribué par Warner Home Video.

La Vénus au vision, de Daniel Mann avec Elisabeth Taylor. Edité et distribué par R.C.V.

Grands classiques

Brève Rencontre, de David Lean avec Trevor Howard et Cécile Johnson (avec en complément de programme, les Amants passionnés, un autre film inédit de David Lean). Edité et distribué par R.C.V., collection « Mémoire du cinéma ».

M. Le Maudit, de Fritz Lang avec Peter Lorre. Edité et distribué par Cinéthèque. Version originale sous-titrée.

Le Testament du docteur Mabuse, de Fritz Lang avec Rudolph Klein Rogge. Edité et distribué par Cinéthèque. Version originale sous-titrée.

Classique

« LES INTROUVABLES »
d'Elizabeth Schwarzkopf

La Maréchale, la comtesse Almaviva, dona Elvira et Fioriligi, ces rôles auxquels elle se prête avec une maîtrise et une maîtrise, répondent ainsi au précepte de la maestra Vogl (Sois noble !), ont fait oublier les débuts de Schwarzkopf en soprano léger. Pourtant, cette voix pure et juvénile, radieuse de gaieté naturelle et de simplicité de ton, courte d'étendue mais d'envoie aisée, la disposait aux emplois neurs et agiles dans lesquels elle se révèle : Zerbinetta, Blondchen, Sophie, mais aussi Gluck et Musette. La beauté intrinsèque du timbre, la fraîcheur du style et une élégance immédiate imposent leur séduction. Une belle carrière de léggiro s'annonçait. Mais les rencontres (dont Walter Legge bien sûr), le

travail et l'émotion en décidèrent autrement.

La voix volontairement assombrie et élargie par un labeur acharné, le style devenu plus littéraire et sophistiqué au gré des années, les « grandes manières » se substituent peu à peu à l'esprit buffa, aboutissent à des compositions dramatiques bouleversantes de profondeur humaine et de force poétique, soutenues par une recherche minutieuse de la nuance, de la couleur, de l'inflexion qui chargent de sens, jusqu'au maniérisme parfois, le moindre mot, le moindre note. Parallèlement, Schwarzkopf explore tous les chemins du lied, ouvrant à ses fidèles, en quelques phrases, les voies du rêve et de la nostalgie, initiant des générations de mélomanes à un répertoire particulièrement exigeant et ascétique.

Le disque a conservé la trace de ces débuts et l'écho de ces voyages. Il a aussi accueilli des rôles que la cantatrice n'eut pas l'audace ou l'occasion de porter à la scène. Tels sont ces « introvables » que les amoureux collectionneurs n'ont pas et que cet album rassemble. Ainsi réunis, ils retracent le cursus exemplaire d'une carrière d'exception certes, mais plus encore d'un art poétique et musical unique dans le siècle, fondé d'abord sur des moyens supérieurs, puis sur une intelligence suprême du chant, sur une exigence inlassable qui désignent Elizabeth Schwarzkopf comme l'une des artistes capitales de l'histoire de la musique.

(EMI 5 D 1546 133. Airs d'opéras de Mozart : R. Strauss, Puccini, Charpentier, J. Strauss, Beethoven : arias et mélodies de Bach, Dowland, Haendel, Mozart, Beethoven, Schubert, R. Strauss, Wolf, Schumann, Wagner, Sibelius, Martini, Hahn, Debussy, Arne, Brahms ; airs folkloriques. Wiener Philh. et Phil. Orchestra dir. Herbert von Karajan, Josef Krips, Alceo Geliera, Peter Gellhorn, Issay Dobrowen, Wernick Braithwaite, Otto Ackermann, Walter Susskind, Loro von Matzoc. Piano : Gerald Moore, Geoffrey Parsons, Karl Hudez. Enregistrement, numéro spécial de l'« Avant-Scène Opéra »).

ALAIN ARNAUD.

« ARIANE
ET BARBE-BLEUE »
DE DUKAS

Enregistrée à l'issue de sa récente production par Radio-France, cette œuvre majeure du répertoire français entre enfin au catalogue. Elle apparaît en un langage méconnu de notre école nationale qui, aux antipodes des Faust, Carmen et Werther auxquels trop souvent on le réduit, a suscité des œuvres d'une grande profondeur poétique et d'une réelle richesse d'écriture.

L'orchestration d'Ariane, tour à tour et changeante, parfois opusque (ce qui crée d'indéniables effets de climat dramatique, mais n'arrange guère les chanteurs), forme un tout avec le texte de Meisnerich, hautement symbolique et allégorique. Tantôt le redoublant, tantôt lui faisant contrepont. De facture traditionnelle, elle ne propose aucune révolution musicale, mais porte à sa plénitude l'usage de la tonalité, de l'harmonie et des formes classiques. La direction d'Armin Jor-

dan (avec l'Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France) respecte cette conception, soulignant les détails de timbre et les subtilités de la dynamique, créant une tension enjouée et sans relâche qui convient parfaitement au sujet de l'œuvre.

Deux rôles étonnants dominent l'opéra : celui d'Ariane, d'écriture large et tendue, avec de grandes envolées lyriques et de longues tenues de phrases ; celui de la nourrice, assistante maternelle d'Ariane, telle l'Orphée de Phédre. Katherine Ciesinski (dont les moyens étaient, à la scène, nettement inférieurs aux exigences du rôle, mais que la mise en scène) se sort à mieux de sa partie périlleuse, composant une figure certes plus lyrique et sensible que grandiose et mythique, mais d'une belle musicalité et d'une grande conviction. Sans plus d'effet qu'il ne convient, Marius Paumova joue de son timbre de vrai alto pour dessiner une nourrice sobre et convaincante, véritable moteur de l'action.

Soul reproche : le manque de précision de l'articulation de ces deux interprètes qui laisse échapper une grande part du pouvoir des mots et du rythme de la langue française. Reproche qu'on ne peut adresser à Gabriel Bacquier, qui, dans sa brève apparition, est d'une saisissante présence.

Une première certes ; mais surtout un grand événement. (Erato 3 D NUM 750893.)

A. A.

Aucune voix d'exception dans la distribution, ni tempérament hors du commun. Mais, antidote heureux au « star system », une équipe de musiciens parfaitement accordés entre eux et mieux, indispensable pour Mozart, en totale osmose avec les sonorités et les mouvements de l'orchestre.

Après de récents enregistrements de l'œuvre bien discutables (Le Monde Dimanche du 24 janvier 1982), une envolée vers le plaisir musical et aussi un retour à la fraîcheur des sources.

(Erato 3 D. NUM 750803. Solistes : Harry van der Kamp, Guy de Mey, Hens Vels, Isabelle Poulenard, Marianne Kweksilber, Michel Verschaef, Thies van der Putten, Palle Fuh Jorgensen. L'Orchestre Kammerchor Viva la Musica. The Amsterdam Baroque Orch. Dir. Ton Koopman.)

A. A.

LA « PASSION
SELON SAINT JEAN »
d'Alessandro Scarlatti

Encore fortement marquée par le style des Histoires sacrées de Carissimi, la Passion selon saint Jean d'Alessandro Scarlatti doit en grande partie son actuelle popularité au fait d'avoir été utilisée au cinéma pour une copie de la fameuse Passion de Jeanne d'Arc de Dreyer dans les années 60. Et sans doute la dramaturgie de la mélodie d'entrée (confiée à l'évangéliste) qui accompagnait le générique a-t-il marqué tout un public a priori assez indifférent à la musique sacrée du dix-septième siècle.

La redécouverte de cette Passion letine se justifie cent fois, car il s'agit d'un chef-d'œuvre, malgré une sobriété de moyens qui en regard fait paraître opulente la Passion selon saint Jean de Bach.

En fait, toute comparaison entre les deux partitions tourne court, tant l'esthétique et la signification en sont différentes, la première étant écrite pour la liturgie romaine, l'autre s'adressant au culte de la communauté luthérienne.

Dans l'ensemble, Scarlatti reste fidèle aux exigences de l'oratorio primitif, la musique se faisant avec lui cette « servante de la parole » qui rythme et décrit les images du discours, mais en privilégiant la mélodie, tant dans le rôle de l'évangéliste que dans les interventions ariales des solistes (le Christ, principalement), émoussées d'affet dans le meilleur esprit du baroque

italien. Quant aux chœurs de foule (ou turbe) à quatre voix, ils éclatent en de brèves rafales qui impressionnent par leur trop-plein de sentiment et de haine. Dans le registre pathétique cher aux écoles de Rome et de Naples, la Passion selon saint Jean s'impose avant tout comme un acte de foi d'une intensité bouleversante mais la vocalité triomphante explique aussi l'intérêt que lui porte tout un auditoire d'amateurs lyriques, surtout séduits ici par la pure beauté du chant.

Venant après l'amorce et très imparfaite version de l'université Yale (celle-ci même qui servit au film de Dreyer), puis après une honnête version bruxelloise dirigée par Louis Devos, la présente approche est bien celle qu'attendait l'œuvre, par son souci musicologique, mais également pour son émotion et son bon sens sonore.

René Jacobs, servi par son timbre irremplaçable de haute-contre, surclasse sans peine ses concurrents dans l'emploi de l'évangéliste et laisse sa virtuosité naturelle au vestiaire pour n'être que l'officiant, fervent de la musique, attentif à la portée du drame, comme à la prière. A ses côtés, Kurt Widmer, déjà remarqué dans une belle interprétation de l'Oratorio de Pâques de Schütz, est un Christ d'une humanité poignante, tandis que l'accompagnement instrumental de la Schola Basiliensis (sonorités d'époque à l'appui) fait heureusement alterner le frémissement de vie et la touche mystique. (Harmonia Mundi allenard, 069-989277.)

ROGER TELLART.

BRAHMS PAR SERKIN
ET ROSTROPOVITCH

Un enregistrement majeur de l'année Brahms. Dans les deux Sonates pour piano et violoncelle, le dialogue de Rudolf Serkin et de Rostropovitch est une méditation à deux où chacun donne le meilleur de lui-même : une sonorité qui s'élève de profondeurs, une fougue et une grande émotion intérieure. Les deux personnalités s'additionnent sans se confondre, avec toute la richesse de deux générations, de deux artistes venus de traditions et d'horizons bien différents, gonflant encore les puissantes houles lyriques de Brahms dans les larges phrases qu'il dédie aux œuvres où le violoncelle domine (DG, 2532.073.)

J. L.

Rock

XTC « Mummer »

On a mis du temps à apprécier la valeur d'XTC, à juger de son importance, sans doute parce que la groupe n'était jamais là au bon moment, effacé par d'autres qui avaient mieux su s'affirmer ou « se vendre ». On les a souvent considérés comme une réplique anglaise aux Talking Heads, ce qui n'était pas. On s'est laissé intimider par les résonances revêches de leur musique, l'apparence figée de leur propos qui n'étaient en réalité que la face émergée de l'iceberg.

L'oreille aux aguets, l'imagination en éveil, les intentions excentriques, il existe un tel travail de mise en couleur, une telle recherche de sonorités, qu'il n'est pas surprenant que les informations on se laisse facilement distraire de l'essentiel : la richesse des harmonies qui font dans les nuances, qui se piquent d'astuce, s'associent à des arrangements en porte-à-faux. Musique de contraste, il y a en germé la graine de Beatles dans les compositions qui cherchent l'insolite tout en ne s'écartant pas du format populaire. Une espèce de classicisme moderne, si cela peut signifier quelque chose, où le tradition du rock répond à une structure eudécadente, une mise en place casse-cou et une inspiration sophistiquée.

Autant dire que ce nouveau 33 tours n'est pas ce qu'XTC nous a donné de mieux, mais on y trouve les principales composantes de sa création. Les références celtiques — qui semblent une source de plus en plus prise dans le rock anglais, qui fait un net retour vers les racines des derniers temps — sont encore plus présentes que sur le disque précédent. Au fil des plages, en filigrane, on découvre des variations orientales, des lé-

gers clins d'œil au jazz, sur un album culturel qui voyage librement en déjouant les formes. (Virgin, 205 338.)

CHAZ JANKEL
« Chazablanca »

On la connaît surtout à travers les autres, Chaz Jankel, Quincy Jones l'a chanté, lui offrant un succès international (Al No Corrido) mais c'est surtout avec Ian Dury qu'il a produit et pour qui il a composé ses morceaux les plus connus (Sex and Drugs and Rock'n'roll, Wake Up and Make Love With Me, Sweet Gene Vincent), quand il jouait avec son groupe, les Blockheads. Retour d'ascenseur, Ian Dury signe ici un texte. Là où le disque précédent le révélait comme un interprète un peu fade et peu enclin à voler de ses propres ailes, celui-ci pourrait bien lui permettre enfin d'imposer son nom. Il semble avoir trouvé le ton qui lui convient et s'y être adapté sur un disque confortable qui swingue en souplesse.

Production lachée, son nickel, mise en place à l'équerre, les compositions développent les espaces, installent des climats en progression sur un funk léger et racé, qui s'adapte parfaitement au format des disques et des radios. Faiseur habitué de médies, Chaz Jankel connaît bien la recette de ces airs entraînants qu'on attrape au vol sans vraiment s'en rendre compte et dont on ne parvient plus à se débarrasser après accoutumance. Musique de densité, musique d'ambiance, voilà un Anglais qui a bien appris la leçon américaine : la consommation à grande échelle. (CBS, AMLH 64917.)

ALAIN WAIS.

OFFRES SPÉCIALES
D'AUTOMNE
OPÉRAS - 28 COFFRETS
6 NOUVEAUTÉS - 20 %

RAMEAU : LES BOREADES**

Dir. J.E. Gardiner Éditions Sté. - Paris 82
Enregistrement Festival d'Aix 82
STU 715343 (coffret 3 disques)
NCE 715343 (coffret 3 cassettes)

MOZART : LA FLUTE ENCHANTÉE**

Dir. Ton Koopman
Instruments anciens - Festival de Hollande 82
NUM 750803 (coffret 3 disques)
MCE 750803 (coffret 3 cassettes)

DUKAS : ARIANE & BARBE-BLEUE**

K. Ciesinski - M. Paunova - G. Bacquier
NOP / A. Jordan
NUM 750693 (coffret 2 disques)
MCE 750693 (coffret 2 cassettes)

XII

LES MEILLEURES VENTES ET LES RECOMMANDATIONS DES DISQUAIRES

Nous publions ici, chaque quinzaine, les meilleures ventes réalisées dans les magasins de la FNAC, ainsi qu'un choix de disques nouveaux recommandés par les disquaires. Nous avons demandé d'autre part à ces disquaires d'attirer l'attention sur des disques anciens « à redécouvrir ». (Cette semaine, le choix de la FNAC-Annevy.)

	CLASSIQUE		FOLKLORE		VARIÉTÉS		POP-ROCK	
	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires
1	« LES INTROUVABLES », de J.E. Schwarzkopf (EMI).	« LES INTROUVABLES », de J.E. Schwarzkopf (EMI).	« AMADOU PILO », Tora Kanda (Celluloid).	« AMADOU PILO », Tora Kanda (Celluloid).	« FLASHOANCE », BOF (Phonogram).	« EXCLUSIF », P. Proust (Phonogram).	« SYNCHRONICITY », Police (C.B.S.).	« WATER BOYS », (Phonogram).
2	« LES BOREADES », de J.E. Gardiner (Erato).	« LES MOÏTES », de J.E. Gardiner (Erato).	« MANDO », Alameda (C.B.S.).	« PLANXTY », Keldu (Musi).	« QUELQUIN DE L'INTÉRIEUR », Francis Cabrel (C.B.S.).	« ENTRE VIOLENCE ET VIOLENCE », Johnny Hallyday (Phonogram).	« THRILLER », Michael Jackson (C.B.S.).	« LAWYERS IN LOVE », Jackson Browne (W.E.A.).
3	« VARIATIONS », de J.S. Bach, dir. M. Carbox (Erato).	« HERCULES », de J.S. Bach, dir. J.E. Gardiner (Archiv).	« SYNCHRO SYSTEM », King Sunny Ade (Phonogram).	« JOCKAY », G. Valero (Phonogram).	« TRUST », C.B.S.).	« TES PAS DROLE », Catherine Lara (RCA).	« STRAYCATS », (Arabella).	« WATER SIGN », Chris Rea (W.E.A.).
4	« LES CINQ ACTES POUR PIANO », de L. Beethoven, W. Buchner (Decca).	« KATHLEEN FERRIER », de J.E. Gardiner (Erato).	« CAFÉ DU BON COIN », Tri Yann (Phonogram).	« AO VIVO », Milton Nascimento (D.A.M.).	« ENTRE VIOLENCE ET VIOLENCE », Johnny Hallyday (Phonogram).	« S E C R E T S GLACES », Alain Chénier (C.B.S.).	« WAR », U2 (Phonogram).	« GANG OF FOUR », (EMI).
5	« APRÈS UNE LECTURE DE DANTÉ », de F. Liszt, Claudio Armi (Phonogram).	« BALLADES POLONAISES », de F. Chopin, F. René Dardelle (Erato).	« CONFRONTATION », Bob Marley (Phonogram).	« EN ARGENTINA », Mercedes Sosa (Phonogram).	« ON AVANCE », Alain Souchon (RCA).	« CHANSONS POUR TITINE », Colette Magny (Chant du monde).	« SWEET DREAMS », Eurythmics (RCA).	« LIKE GANGBUSTERS », Jo Bowers (RCA).
6	« L'ŒUVRE POUR PIANO », de J. Brahms, Julius Katchen (Decca).	« STABAT MATER PERGOLESE », Concerto Vocali (Harmonia Mundi).	« LYONESSE », Brenda Wootton (RCA).	« IN THE FUTURE », Pablo Mounet (Phonogram).	« DANSE TA VIE », Sybil Varian (RCA).	« TOUT L'OR OU MONDE », Angelo Branduardi (Arabella).	« ALPHA », Asia (C.B.S.).	« PUNCH - THE CLOCK », Elvis Costello (RCA).
7	« HERCULES », de J.S. Bach, dir. J.E. Gardiner (Archiv).	« LES BOREADES », de J.E. Gardiner (Erato).	« REALCE », Giberto GB (W.E.A.).	« MANDO », Alameda (C.B.S.).	« L'AVENTURIER », Indochine (Arabella).	« JE PORTE MA VIE », G. Bédier (Carnegie).	« BODY WISHES », Rod Stewart (W.E.A.).	« GOOD FOR YOUR SOUL », Oingo Boingo (C.B.S.).
A	« SONATES VIOLON-PIANO N° 1-2 », de R. Schumann ; R. Oleg violon ; Y. Raut, piano (Harmonia Mundi 489).		MUSIQUE ZEN ET MUSIQUE ANCIENNE JAPONAISE (Atridis AV4501).		« MA PETITE FILLE DE RÊVE », Jean-Michel Caméde (Polydor 2664 392).		« SEKTET », A. Certain Ratir (Virgin 201 901).	
B	« CANCIONES Y DANZAS DE ESPANA », (1547-1616), Ensemble Hespérian (EMI 063.30.939).		« LES CHANSONS ÉTERNELLES », Asmahar (Club du disque arabe ASML0402).		« MOTS CROISÉS », Castelhemis (RCA CEZ 1062).		« SECONDHAND DAYLIGHT », Magazine (Virgin 200 385).	

JP 11/10/83



ROGER VIOLLET.

ENTRETIEN

La Russie entre le réformisme et le despotisme

Historien et journaliste soviétique,
émigré aux États-Unis,

Alexandre Yanov estime que l'histoire de la Russie
oscille en permanence entre deux grands courants :
le réformisme européen et le despotisme oriental.

La Russie reste une énigme pour les historiens. Est-elle demeurée européenne en dépit de son occupation par les Mongols (1223-1480) ? Ou bien est-elle une résurgence en Europe du despotisme oriental ? Cette énigme ancienne se redouble d'une nouvelle : celle de la « nature » de l'U.R.S.S. et du rapport qu'entretient le régime soviétique avec son substrat historique ambigu.

Dans le monde hipolaire d'aujourd'hui, ces interrogations ne donnent pas seulement lieu à une discussion académique. A la Maison Blanche, au Pentagone et à la C.I.A., les stratèges s'entourent de conseillers soviétologues. Selon l'école à laquelle ils appartiennent, les perspectives changent. On place le défi sur le terrain des droits de l'homme, si on croit qu'en perçant la croûte despotique il sera possible de trouver un allié dans le noyau européen. Mais si la révolution de 1917 n'apparaît que comme un avatar de la vieille volonté de rattraper l'Europe afin de la dominer ; si la lutte des classes que Moscou encourage à l'échelle mondiale n'est qu'un complément de son expansionnisme traditionnel, il ne reste que le défi militaire.

Alexandre Yanov renouvelle cette problématique. Historien puis journaliste, trop « mouillé » par son militan-

tisme réformiste à l'époque de Khrouchchev, il a dû émigrer en 1972 aux États-Unis et enseigner à Berkeley et Ann Arbor. Son œuvre capitale, *The Origins of Autocracy: Ivan the Terrible in Russian History* (University of California Press, 1981), n'est pas encore traduite en français (1).

Pour lui, les deux écoles extrêmes ont, à la fois, tort et raison, mais seulement à tour de rôle. En effet, le modèle de l'histoire politique de la Russie (et de l'U.R.S.S.) depuis Ivan le Terrible (1530-1584) est le balancier, l'oscillation entre les modèles européen et asiatique, entre la réforme et la contre-réforme dont Moscou s'empare et se déprend tour à tour. L'histoire russo-soviétique obéit à un cycle, un éternel retour, dont elle n'a pu jusqu'à présent s'évader. A ce modèle russe, Yanov oppose l'histoire linéaire des sociétés occidentales qui, en dépit de régressions locales et passagères, ont connu un processus continu d'accumulation de progrès politique.

« Parmi les auteurs soviétiques émigrés à l'Ouest, vous êtes le plus contesté. On vous accuse de connivence avec l'U.R.S.S. »

« Effectivement. La presse de l'émigration russo-soviétique, qui prêche une

croisade contre l'U.R.S.S., n'hésite pas à me traiter d'agent soviétique. Dans les milieux de la soviétologie américaine où l'on répugne à un langage aussi cru, je fais figure de pestiféré. En effet, je n'appartiens ni à ceux qui pensent qu'il suffit de libéraliser le commerce avec l'U.R.S.S. pour la ramener à de meilleurs sentiments, ni à ceux pour qui le « totalitarisme » (notion que je récusé) ne peut être mis à genoux que par la confrontation idéologique ou la course aux armements.

« On ne me pardonne ni mon appartenance à l'équipe des réformateurs en matière agricole à l'époque de Khrouchchev, ni ma mise en cause, étayée par des faits concrets, du postulat absurde qui veut qu'une réforme libérale de l'agriculture est impossible sans un bouleversement radical du système soviétique. L'agriculture est le secteur-clé de toute réforme. Non parce qu'elle est le secteur le plus arriéré économiquement, mais parce que l'appareil rural du parti constitue le bastion majeur de la réaction stalinienne. L'agriculture est le seul domaine géré directement par le parti. Partout ailleurs — industrie, enseignement, recherche, armée... — face à l'appareil du parti, existe, même timide, un contre-pouvoir : l'élite technocratique, sélectionnée selon des critères de compétence, et qui introduit des germes de rationalité.

« A la campagne, les apparatchiks règnent en maîtres absolus sur une masse amorphe et atomisée et sont sélectionnés selon l'unique critère de la loyauté à l'égard du parti. Ce sont eux qui maintiennent vivante, sous la forme la plus pure, la relation parti-peuple établie à l'époque de la collectivisation, où les communistes se sont comportés comme des cosaques tsaristes en expédition punitive contre des serfs insurgés. Dans l'imaginaire de l'ensemble de l'appareil territorial du parti, le mode de domination sur l'agriculture constitue la référence idéale, le mètre-étalon de son pouvoir, même si, dans les autres domaines, le parti doit concéder à d'autres des parcelles de son autorité.

« Khrouchchev a voulu trancher ce cordon ombilical. Il est tombé parce qu'il était en train de mettre en place un modèle de gestion appelant à la vie une élite paysanne dotée d'une certaine autonomie et contre-balançant le pouvoir de

l'appareil rural, promis à la disparition. Mais ma référence principale est la Hongrie, parce que la réforme, conçue par Khrouchchev, y a été appliquée intégralement. Le système permet, même si c'est d'une façon imparfaite, la consolidation dans tous les secteurs d'une « aristocratie » naturelle, qui doit son statut à sa compétence et non à la seule bonne volonté des apparatchiks. Le parti lui-même en subit les contrecoups. C'est la réforme, et elle seule, qui constitue le fondement de la remarquable tolérance politique hongroise, qui en est le corollaire obligé. Certes la dissidence y existe et est hrimée. Mais elle existe aussi à l'Ouest, où pourtant le degré de tolérance est plus grand. En U.R.S.S. ou en Roumanie, cette tolérance est quasi nulle. Pour moi, la Hongrie n'est pas l'idéal du libéralisme politique, mais uniquement la preuve qu'un potentiel réformiste (toujours menacé) existe à l'Est.

Les contretemps de la stratégie américaine

« Entre la dictature molle à la Kadar et la dure à la Staline, vous préférez la première ? »

« Pas vous ? Mais il ne s'agit pas de préférence. Le problème est d'abord de comprendre que les deux politiques se trouvent sur deux versants opposés. D'un côté l'ascétisme égalitariste stalinien, le refus de toute différenciation sociale et de l'éclosion d'aristocraties — ou d'élites — autonomes à l'égard du pouvoir. Tout cela est bloqué par l'idéologie isolationniste de la forteresse assiégée, où s'exaltent le nationalisme et le militarisme. Ce versant-là donne toutes ses chances à la guerre.

« L'autre versant est celui du « consumerism » communiste, laissant la voie à la différenciation sociale. L'aristocratie, encore clandestine, qu'est la « nomenklatura » pourrait de cette façon recevoir la légitimation de ses privilèges occultes et les masses, en échange, l'élévation de leur niveau de vie. C'est le versant de la modernisation politique, de la détente à l'intérieur et des chances d'une coexistence pacifique.

« Les deux détenteurs, celle qui a eu lieu à l'époque de Khrouchchev puis celle de Brejnev, se sont soldées par

des durcissements. Comme si les détenteurs n'étaient, pour Moscou, qu'un moyen de reprendre souffle avant de repartir vers de nouvelles confrontations. L'agressivité est-elle congénitale à l'U.R.S.S. ? »

« Il y a là deux questions. Une, relativement superficielle : la détente et les responsabilités — partagées — de son échec ; et la question fondamentale, celle de savoir ce qui est ou non congénital à l'U.R.S.S.

« La première détente a été coulée par les Américains. Lorsque Khrouchchev tentait une réforme en profondeur et ramenait de 5,5 à 3,5 millions les effectifs de l'armée, les États-Unis augmentaient les leurs. Kennedy est arrivé à la Maison Blanche grâce à une campagne axée sur le « missile gap » qui était une mystification complète. A l'époque, la supériorité des États-Unis en matière de missiles était de huit pour un. Au moment de la deuxième détente, lorsque la parité était réalisée, les Américains ont été beaucoup plus généreux avec Brejnev. Peu leur importait que leur aide finançât une modernisation technique qui permettait à Brejnev de faire l'économie d'une réforme. Dans un premier temps, les États-Unis ont contribué sciemment à faire tomber le réformiste Khrouchchev et, dans un deuxième, ils ont financé le conservateur Brejnev qui a répondu par l'invasion de l'Afghanistan. Les deux fois, les Américains ont agi à contretemps.

« Cela nous amène à la deuxième question : celle de la « nature » de l'U.R.S.S. ». Je ne prétends pas répondre à la totalité de cette question, quelque peu encombrée, à mon sens, de considérations métaphysiques. Mais je crois pouvoir éclairer un de ses aspects, celui du « rythme » du processus politique soviétique, et c'est justement ce qui m'autorise à parler des « contretemps » de la stratégie américaine.

BASILE KARLINSKY
et PAUL THIBAUD.

(Lire la suite page XIV.)

(1) Autres ouvrages : *Détente after Brezhnev: Domestic Roots of Soviet Foreign Policy*, Institute of International Studies, Berkeley, 1977 ; *The Russian New Right: Right-Wing Ideologies in Contemporary USSR*, ISS, Berkeley, 1978 ; à paraître : *Russians versus Russia: the Making of Reformers*.

DERIVES

Philippe Sollers

(écrivain)
Toute vérité est imposture

« Vous dites vouloir renverser, ravager, démythifier, tous les faux dieux piétreux, afin de découvrir le vrai, l'indiscutable. Seriez-vous un mystique qui s'ignore ? »

« Plutôt un mystique qui se connaît, un mystique paradoxal, n'obligé non pas de prêter, mais de détruire des couches successives de langage. Dans la mesure où cette activité de « dissolution » implique comme une bouffonnerie fondamentale, cela m'est très vivement reproché. Nous sommes à une époque où il n'y a plus que la « publicité » ou l'« état mystique » ; autrement dit, plus le monde devient faux, plus la vérité s'approfondit. Quand tout sera absolument faux — et nous y sommes presque — la vérité n'aura jamais été plus sensible. »

« Mais démentée, par les diverses idéologies... »

« ... Par définition, puisque toute vérité qui se présente sur la « scène publicitaire » devient immédiatement imposture, et toute affirmation de vérité fait alors partie de la manipulation de l'imposture. Une seule chose me paraît sûre, c'est que le mensonge règne ; il n'y a donc pas lieu de voir régner la vérité. »

« Comment définissez-vous cette vérité ? »

« Il s'agit d'une vérité qui ne peut pas apparaître dans le monde, qui ne peut qu'être récusée par lui : je parle de cette vérité qui dit : « Mon royaume n'est pas de ce monde ». Je parle donc d'une vérité indicible. Rien n'est plus pitoyable que les bateleurs de la religion ou de la mystique. Pour être au point-clé de l'état mystique, il faut avoir eu une expérience véritable de la mystification. Finalement, nous sommes à un moment où l'on ne peut faire sentir l'insaisissable de la vérité que par un excès de langage qui s'exprime par une inconstance, une exubérance et une jouissance baroques. »

« Ainsi que par une action iconoclaste... »

« Qui est en même temps une construction spirale. Dans *Femmes*, il y a deux personnages positifs : Scariatti en musique et Bernini en sculpture. D'une part, parce que le clavier — tel qu'il a été traité par Scariatti à l'époque — n'a jamais été dépassé comme affirmation d'une euphorie rythmique ; et, d'autre part, parce que le baldaquin de Bernini, à la gloire du Saint-Esprit — tel que vous pouvez l'observer à Saint-Pierre de Rome — représente la vérité la plus fondamentale sur laquelle nous devrions méditer. Vous savez que le Bernin a laissé, comme testament spirituel, une sculpture inachevée s'appelant précisément *la Vérité révélée par le Temps*. Or cette statue n'est autre qu'une femme nue qui rit à l'invisible. Le renversement du monde comme une femme nue, dévoilée, riant à quelque chose qui ne se manifeste pas, me paraît être une clé ultime de l'expérience esthétique. »

« L'art, voire l'esthétique, ne seraient-ils pas plus aptes que n'importe quelle autre approche, à révéler cet indicible ? »

« L'esthétique dépend de ce que l'on fait avec les femmes. La modernité est un moment difficile pour l'art, parce que c'est un mauvais moment avec les femmes. Vous savez qu'on peut apprécier la peinture uniquement par rapport à l'aptitude « voluptueuse » ou « destructrice » du peintre par rapport à l'image féminine. C'est évident lorsque vous regardez Manet, Matisse ou Picasso, qui est le plus grand aventurier de ce mal-être avec l'image féminine, que nous vivons dramatiquement aujourd'hui. »

« Dieu ne serait-il donc accessible que par le biais de l'amour ? »

« Je ne dis pas l'amour. »

« L'érotisme ? »

« Quelque chose entre les deux, car il y a beaucoup de mensonge dans l'amour et beaucoup de complaisance dans l'érotisme. Il faut se faufiler ! Certainement, l'expérience de Dieu passe « là » et nulle part ailleurs. C'est la raison pour laquelle le mensonge tient bien son terrain. En réalité, le faux Dieu, qui nous est toujours présenté comme le vrai, est en général une idéalisation de l'image féminine, une idéalisation parallèle, à côté. Ce n'est pas par hasard si la religion fondamentale de l'humanité est une religion féminine ; c'est contre elle que la Bible a dû se produire. Que raconte la Bible ? La lutte épuisante pour sortir de la religion maternelle. La fondation à l'éclipse d'un Dieu de parole et non pas de corps. Dans *Femmes*, je me suis amusé à répéter le rôle joué par les femmes Sara, Rachel, Léa... Lisez la Bible est le texte le plus cru, le plus précis que nous ayons sur la reproduction de l'espèce humaine ; c'est d'ailleurs son intérêt majeur, et la raison pour laquelle il reste — ce Livre des livres — si moderne. Ce qui saute aux yeux, dans la Bible, c'est que les fameux patriarches ne sont pas grand-chose. Regardez Jacob, il stibule entre ses deux femmes, qui lui offrent, de sur-

croît, des servantes pour qu'il procréé à longueur de temps. Ironie fabuleuse de la Bible... »

« Les patriarches étaient, en effet, toujours manipulés par leur mère ou par leurs femmes... »

« Evidemment, cette espèce d'assignation reproductive à domicile est tellement fatigante, tellement épouvantable que, de temps en temps, se manifeste la nécessité d'avoir une interruption verbale, un appel qui vous tire du cauchemar physique, du bruit et de la fureur des passions et du temps. Le sommeil humain est alors appelé par son nom. C'est étrange. »

« L'émergence du Verbe exigerait-elle la tempérance ? »

« Il y en a qui le croient, ou qui l'ont cru. La chasteté ? La littérature tourne autour de cela — voyez *la Tentation de saint Antoine* de Flaubert — mais elle peut engendrer l'hallucination. La continence sexuelle peut entraîner — par vases communicants — l'obsession ou la survalorisation de la sexualité. C'est en somme ce qui est arrivé au christianisme. Le péché original est assimilé à l'acte sexuel. Il me semble qu'ici on devrait plutôt suivre Kafka : « Le texte biblique dit qu'il est interdit de manger le fruit de l'arbre du bien ou du mal, mais il ne dit pas qu'il est interdit de jouer avec ». Cela signifie que le « péché » ne serait pas le jeu avec la sexualité, mais la volonté de la faire servir à des fins de domination, à un rapport de pouvoir. »

« Pourtant, « connaître » signifie « co-maître », et, en hébreu, le verbe *hadas* désigne simultanément « connaître la connaissance » et « connaître la femme »... »

« Oui, mais, de cette connaissance, les textes ne nous disent rien, sauf que Dieu interviendrait, de temps en temps

« là ». Prenez l'épisode de Salomon : il est censé réaliser le grand dessein d'Israël, la construction du Temple. Comment expliquez-vous alors que le roi Salomon, une fois le Temple divin construit et l'approbation de Dieu révélée dans une théophanie grandiose, oublie Dieu, tandis que ce phénomène extraordinaire aurait dû le frapper pour toute sa vie ? Eh bien, à ce moment-là, le texte dit ironiquement : « Sept cents femmes et trois cents concubines étoient son cœur de Dieu ». Comment comprendre cette incroyable contradiction de quelqu'un qui a vu la manifestation même de Dieu et qui ne s'en souvient pas au chapitre suivant ? »

« Peut-être Dieu aurait-il provoqué son propre oubli, car Sa « connaissance » est trop difficile à assumer ? »

« Le besoin de croyance est très grand aujourd'hui. Mais je n'ai aucun « besoin » de croyance ! »

« Tout votre cheminement n'est cependant qu'une quête... »

« Je pourrais vous répondre, comme Picasso : « Je ne cherche pas, je trouve ». Finalement, j'ai découvert une contradiction qui me ravit : le comble de la certitude — vécue à la limite de la prière — ne peut être exprimée que par le débordement et non pas par le silence, l'abstention, le retrait. Cela me paraît être un paradoxe incroyable : plus vous avancez dans la certitude intérieure complètement dépourvue de forme et de nomination et plus vous êtes capable de faire tourner le langage sous toutes ses formes. Prenez l'exemple de la Contre-Réforme, de l'art jésuite baroque — si méconnu — pour sentir cela. Là, il y a un homme admirable, Balhasar Gracian, qui a eu cette exclamation étonnante : « Oh, que le néant est beaucoup ! » »

GUYTIA PESSIS-PASTERNAK.

Aux quatre coins de France

Vacances et loisirs

COTE D'AZUR-MENTON

Hôtel CÉLINE-ROSE
57, avenue de Sospel, 06500 Menton.
Tél. (93) 35-74-69 - 28-28-38.
Châtres et cft, calmes et ensoleillés, cuis. famill., ascens., jardin. Pension compl. automne-hiv. 83-84: (52 à 172 F T.T.C.

Vins et alcools

POUR VOS COTES-DU-RHÔNE, BEAUJOLAIS, BOURGOGNE, Vins de table, demander tarif n° 219 gratuit à J. BACHELIER, négociant-développeur B.P. 83, 21202 - BEAUNE (Côte d'Or).

VINS DE BOURGOGNE - Demander tarif spécial à J.-C. BOISSET, viticulteur-développeur, 21100 Nuits-Saint-Georges.

CROZES HERMITAGE

Grand vin A.O.C.
CAVE des CLAIRMONTS
PRODUCTEUR-ÉLEVÉUR
DU DOMAINE A VOTRE TABLE
« VIGNES VIEILLES »

BEAUMONT-MONTREUX - 28000 TAIN L'HERMITAGE

CHATEAU LA TOUR DE BY

Cru Grand Bourgeois du Médoc
Bégadan, 33340 Lesparre Médoc
Tél. : (56) 41-50-03
Documentation et tarif sur demande.

GRANDS VINS DE BORDEAUX

A.O.C. Fronsac - TARSIS
GUILLON-KEREDAM, Propriétaire
CHATEAU LES TROIS-CROIX, 33120 FRONSAC
(Se recommander du journal)

CHATEAU ROQUEBRUNE

33360 CENAC
En direct exploitation familiale
BORDEAUX Rouge A.O.C.
Vrac ou bouteilles.

VINS FINS D'ALSACE médailles
Charles SCHLERET, propriétaire-viticulteur à 68230 TURCKHEIM.

CRUS du BEAUJOLAIS

BROUILLY - COTE DE BROUILLY
MOULIN A VENT - Médailles d'or.
Vente directe - Prix franco.

Benoît TRICHARD & FILS

VITICULTEURS-EXPLOITANTS
69830 ODENAS (74) 03.40-87.
PORT GRATUIT pour la FRANCE
à partir de 396 BOUTEILLES

MERCUREY

vente directe propriété
12 bout. 1980 A.O.C. 348 F T.T.C. franco dom.
Tarif sur demande. Tél. (85) 47-13-94
Léa MODRIN, viticultrice - 71548 MERCUREY

55 MÉDAILLES

Château Saint-Estève
GRAND VIN - COTES-DU-RHÔNE
Médailles 1982 vins rouges, rosés, blancs.
Vin vieux du Syrah

Documentation et tarif (82) sur demande.
FRANÇOIS Père et Fils
Propriétaires-Régisseurs
Uzès, 34100 Uzès. Tél. : (84) 34-34-04
(Se recommander du Monde)



CHATEAU de RICARDELLE

Route de Gruissan, 11100 NARBONNE
Téléphone : (68) 32-12-81

A.O.C. COTES DE ROUSSILLON VILLAGES
V.D.G.S. LA CLAPE - MINERVOIS - COBIERES
VIN DU PAYS DE L'AUDE - CHEVALIER D'OR

VENTE DIRECTE - MISE EN BOUTEILLES AU CHATEAU

DÉCOUVREZ LES GRANDS THÉS

Ce qui compte, c'est le fraîcheur, le savoir des thés, la force des parfums.

TOUS LES THÉS

C'est l'assurance de la meilleure qualité.
Par correspondance sur toute la France.

CATALOGUE GRATUIT 16 pages, photos couleur.
Tous les Thés Serv. M.L. BP 240 - 92307 Levallois-Perret.

(Suite de la page XIII.)

« Mon premier travail universitaire a porté sur l'image de la Russie dans la presse social-démocrate allemande de 1912 à 1914. J'ai constaté deux choses : 1) La Russie y apparaissait figée dans son rôle de « bastion de la réaction » ; 2) Menace immuable pour l'Europe civilisée, elle devait être détruite ; on ne pouvait faire aucune confiance en un processus interne susceptible d'amener la Russie dans le concert des nations. La social-démocratie allemande faisait bon marché du processus politique russe qui avait oscillé depuis le quinzième siècle entre réforme et contre-réforme. »

« Ce mouvement pendulaire s'était encore accéléré au début du vingtième siècle. Citoyen soviétique, la prudence me conseillait d'autocensurer mon livre et d'en exclure quelques idées subversives. La social-démocratie allemande, unanime, pensait la Russie dans le droit fil de Marx et Engels. L'idéologie russe de l'époque se complaisait dans son rôle de châtiment de l'Occident « dégénéré » et confinaient les libéraux et les social-démocrates européens qui, à la suite de Victor Hugo, voulaient « refaire la Russie barbare dans les steppes ». La même situation s'est retrouvée, mutatis mutandis, après 1917 et encore plus après 1945. »

« Notons une tradition, plus que séculaire, sur ce sujet, chez les Russes (puis les Soviétiques), de doter leur pays d'une mission historique unique, et, parallèlement, chez les Occidentaux, de discuter de sa « nature » mystérieuse. »

Ivan ou Boris ?

« Qu'il y ait un substrat russe spécifique et permanent, tout le monde ou

presque, en est d'accord. Mais n'escamotez-vous pas ainsi la spécificité de l'U.R.S.S. ? »

« Dieu m'en garde ! Mais je voudrais quand même qu'on ne sacrifie pas la spécificité proprement russe. La Russie, après avoir secoué le joug mongol, a été au quinzième siècle un Etat européen à plein titre, peut-être même plus avancé que les autres. Elle ne connaissait pas le servage, avait un protoparlement, une élite sociale libre, elle s'était munie d'un embryon d'autogouvernement local et introduit le jury dans les tribunaux. La paysannerie riche partait à la conquête de ces deux institutions. Cette Russie-là a été détruite au seizième siècle par Ivan IV le Terrible. Au début du dix-septième siècle, Boris Godounov en avait entrepris la restauration. Entre le quinzième et le début du vingtième siècle, sept régimes diamétralement opposés se sont ainsi succédés. Où est, alors, la spécificité russe ? Ivan ou Boris ? »

« De toute évidence, elle n'est pas au niveau des régimes et de leurs finalités, de sens différent. Elle ne se discerne que si on considère la « forme » du processus politique de l'alternance, de ces sept aller et retour du balancier entre réforme et contre-réforme, Europe et Asie. Fondateur du régime autocratique russe, Ivan le Terrible a cassé la tendance régulière au cours des deux siècles précédents vers la modernisation politique de type européen, que la Russie avait connue. Depuis lors, l'histoire russe est jalonnée de réformes, parfois révolutionnaires, mais qui, régulièrement, avortent et sont suivies de contre-réformes qui restaurent l'autocratie. »

« Vous semblez extrapoler votre cycle spécifique au-delà de 1917. Comment intégrez-vous Octobre et sa radicalité ? »

« Croyez-vous que la réforme de Pierre le Grand au dix-huitième siècle n'a pas été une révolution radicale ? Elle a fait d'un pays quasiment inconnu qui végétait à la périphérie de l'Europe une puissance européenne de premier ordre. Et si la radicalité de la révolution de 1917 se mesure au nombre de ses victimes, celle de Pierre le Grand a emporté plus du dixième de la population du pays, ordre de grandeur des massacres stalinien. Chaque époque possède ses critères de radicalité. A côté de la radicalité de la guerre thermo-nucléaire qui

vient, les massacres stalinien feront figure de bagarre de bal de banlieue un samedi soir. Votre autre question, l'extrapolation. La série : Staline (contre-réforme), Malenkov (hésitation), Khrouchtchev (réforme), Brejnev (stagnation), rentre dans mon système. »

La révolution bolchevique : une contre-réforme

« Et Lénine ? »

« Lénine est l'unique dirigeant russe qui ait parcouru un cycle complet. Réforme : les décrets sur la terre, la paix, les libertés. Contre-réforme : le communisme de guerre qui annule tous les décrets réformistes, écrase les soviets et instaure la dictature. Puis, de nouveau, réforme : la NEP où Lénine renoue avec le réformisme de Stolypine. C'est le cycle le plus rapide de l'histoire russe, mais il n'est nullement gratuit de considérer globalement la révolution bolchevique (mis à part la courte parenthèse libertaire, fin 1917-début 1918) comme une contre-réforme, la reconstitution d'un régime autocratique de type nouveau, après que l'ancien, celui des Romanov, eût fait faillite, ébranlé par le régime semi-constitutionnel de Nicolas II, puis abattu par l'intervention de Fédorov. Telle n'était pas l'intention des bolcheviks, mais tel en a bien été le résultat. »

« Et Andropov ? »

« Je suis historien, pas extra-lucide. L'avenir n'est écrit nulle part. En tant que citoyen, je souhaite (sans aucune prétention à la scientificité) qu'Andropov s'engage dans la voie des réformes. Je perçois aussi quelques prémices dans ce sens. La situation est plus que naïve. Andropov depuis trente-cinq ans a appartenu à l'appareil central du parti, c'est-à-dire le lieu d'où l'on a davantage de chances de percevoir la nécessité de la réforme, alors que c'est l'appareil territorial qui en est le principal adversaire. La voie d'un regel stalinien reste une autre option. Il n'a pas encore tranché. »

« De tous les dirigeants que la Russie ait eu depuis cinq siècles, Andropov est celui qui a accédé au pouvoir à l'âge le plus avancé. Il doit se dépêcher... ou passer la main. »

BASILE KARLINSKY
et PAUL THIBAUD.

La Russie

NOUVELLE

La fiancée

par J.-F. COATMEUR

ELLE s'appelait Evelyne. Un jour, il y avait très longtemps, elle avait eu treize ans...

Les deux femmes habitaient la ville depuis peu - un rez-de-chaussée gris de la triste rue de la République, où le soleil ne se risquait qu'à temps perdu, par charité. La mère était femme de peine à l'hôpital, une noirette aux bandeaux sévères, toujours pressée, toujours rasant les murs, partant tôt, rentrant tard le soir, l'épaule cassée par le lourd cabas aux provisions.

Evelyne, elle, ne faisait jamais les courses. Elle aurait bien aimé, mais sa mère disait non, ma pauvre Evelyne, qu'elle n'en était pas capable. Elle ne travaillait pas ; par tous les temps, elle promenait le chien Sacha, un bâtard plaide noir et blanc à l'oreille gauche tronquée. Quand Sacha était fatigué, ou hico elle, Evelyne s'asseyait dans le square, sur le même banc à l'entrée, et restait un long moment à rêver en surveillant le bâtard, qui s'échouait sur la pelouse.

Ce fut là qu'elle le rencontra, un après-midi de mai fourmillant de soleil et de bruissements d'insectes. Au loin, la rade s'étalait qu'une flaque d'argent, sur laquelle de petites barques évoluaient, comme des ballerines. Le garçon vint s'installer sur le banc. Il était jeune et beau, vêtu d'un « Levi's » blanc et d'une chemise bleu pastel déboutonnée jusqu'au ventre. A son poignet, une large plaque à la chaîne torsadée. Evelyne se déplaça un peu sur le siège, et le garçon sourit, exhibant une denture éclatante :

« Je te fais peur ? »

Elle secoua la tête. Elle n'avait pas peur, mais elle ne le connaissait pas, et sa mère lui avait dit, ne parle pas aux étrangers. Elle continua de regarder la mer éperdue de lumière et les grandes ailes des voiliers qui glissaient.

« Comment tu t'appelles ? »

Elle marqua un temps, dit :

« Evelyne. »

« Evelyne ! C'est un chouette nom ! Tu fais quoi au juste dans la vie ? »

Elle dit : « Rien, je garde Sacha. »

Il ouvrit une bouche toute ronde, et éclata de rire. Il se rapprocha, l'examina attentivement : « Tu as de beaux yeux. »

C'était vrai, mais personne ne le lui avait encore dit. De grands yeux bleu pâle, sans fond.

« Pas de copain ? »

Elle dit non.

« Les week-ends, qu'est-ce que tu fais ? »

Elle dit : « Rien, je promène le chien. »

Il se mordit la lèvre.

« Tu as quel âge ? »

Elle haussa les épaules. Difficile de répondre. Elle avait eu treize ans, un jour, et depuis sa mère disait qu'elle n'avait plus vieilli. Il dit encore :

« Je te trouve très sympa. Dis donc, si on s'offrait une balade tous les deux ? »

Les paupières d'Evelyne battirent :

« Une balade ? »

« J'ai ma Yamaha, tout près. Déjà fait de la moto ? »

Elle dit non, jamais. Il se leva :

« Allez, je t'enlève ! »

Elle le regarda. Il était vraiment très beau dans le contre-jour, avec sa peau hâlée et ses dents étincelantes. Et il y avait le soleil, le ronronnement des insectes autour des massifs, toutes ces voiles blanches sur la mer...

« Il faut que je ramène Sacha. »

« Tu habites loin ? »

Elle désigna les hauts immeubles austères : « Derrière. »

« Je t'accompagne. »

Il l'aida à emprisonner sous le casque sa chevelure de miel, s'amusant de sa gaucherie : il s'arrêtait pas d'être de bonne humeur. Dans le rétroviseur elle eueillit sa propre image, et elle rit de se découvrir si changée. Elle grimpa derrière lui, posa ses mains sur ses hanches.

« Accroche-toi, je lance ! »

LS roulerent longtemps, loin de la ville, le long d'une côte en dentelle où elle n'était encore jamais venue : elle n'allait nulle part, elle connaissait le quartier de la République et le square, et puis c'était tout. La route frôlait la mer rose toute peuplée d'écueils vernissés, on aurait dit une colonie d'animaux endormis. Le vent de la course lui flagellait le visage ; sous ses mains crispées elle seotait vivre le corps tiède de son compagnon. Parfois il tournait la tête :

« Ça va ? »

Et elle disait « ça va ! ». La brise iodée emportait les mots jusqu'au ciel.

Il arrêta la moto sur la dune verte, moelleuse comme un tapis.

« On va se dégourdir les jambes, dit-il. Tu viens ? »

Aussitôt il lui entoura la taille. Elle se mit à trembler, mais ce se défendit pas. Ses joues étaient brûlantes, couturées par le vent et le sel des embruns. Sur l'herbe rase leurs deux ombres jointes s'étiraient, immenses.

« Evelyne, reprit-il, oui, j'aime bien ton nom. »

« Et toi ? dit-elle. »

« Roger. »

Roger. Plusieurs fois de suite elle se dit les deux syllabes : Roger. Elle était heureuse. Elle avait presque oublié la rue grise, le chien Sacha et sa mère qui toujours soupirait, la pauvre Evelyne. Ils s'assirent dans un creux de la dune, il l'embrassa et elle eut très envie de pleurer. Il décolla ses lèvres :

« C'était la première fois ? »

Elle renifla, dit oui, évidemment. Il dit, quel gâchis, la renversa contre le sable, se coucha sur elle...

Le jour basculait, la côte déjà n'était plus qu'une ligne d'encre noire. Un oiseau vers la mer jetait un long cri rouillé. Le garçon se releva, dit voilà. Elle ne bougeait pas. Le sable sous sa nuque grésillait.

« Roger ? »

« Oui ? »

« Est-ce que tu m'aimes ? »

« Mais bien sûr ! Ça été extra ! »

« Alors, est-ce que... »

Elle chercha ses mots avec effort, dit gravement : « Je suis ta fiancée ? »

Il rit de bon cœur. Elle aimait quand il riait.

« C'est ça, ma fiancée ! Tiens, en passant rue de Paris, on s'arrête au bar des Sports, et je te présente aux copains. D'accord ? »

Cela lui aurait fait bien plaisir. Mais elle pensa à sa mère et à Sacha. Elle se redressa, dit : « Il est tard, je rentre à la maison. »

Il la déposa devant l'immeuble.

« Roger, tu reviendras ? Je serai sur le banc, dans le square. »

Il dit, c'est d'accord, à demain. Le mugissement du gros engin recouvrit son rire léger.

« D'où est-ce que tu viens à pareille heure ? » s'inquiéta sa mère à la porte.

Elle sourit d'un air de mystère, dit :

« Je me suis promenée. »

Elle n'ouvrit pas la bouche au cours du dîner, se retira vite dans sa chambre, oubliant même d'embrasser le chien Sacha. Elle se déshabilla, s'inspecta dans la glace de l'armoire, minuitement. Elle se coucha et s'endormit, la tête vibrante de musiques et de cauleurs crues, en se murmurant comme une prière, Roger, je suis sa fiancée.

Elle l'attendit sur le banc du square tout l'après-midi. A 6 heures, elle reconduisit Sacha à l'appartement et repartit. Elle gagna la grande artère centrale. Elle se rappelait un nom qu'il

avait prononcé la veille, le bar des Sports. Avant de lire l'enseigne, elle remarqua l'attroupement des motos qui stationnaient en désordre sur le trottoir. Elle eut un instant de panique, puis elle franchit résolument la double porte ouverte, dit à l'homme du comptoir :

« Est-ce que Roger est là ? Je suis sa fiancée. »

Il la dévisagea d'un air très surpris, appela vers le fond :

« Roger, c'est pour toi ! Allez-y, Mademoiselle », ajouta-t-il, très poliment.

Elle s'ouvrit un passage parmi les consommateurs accoudés au bar, clignant des yeux dans le brouhaha et le brouillard des cigarettes. Elle le reconnut au milieu d'une bande de jeunes at-tahés, garçons et filles mêlés, qui h-vaient et discutaient joyeusement. Quand elle fut devant lui, il lui adressa un signe amical :

« Salut, toi ! Comment déjà tu t'appelles ? »

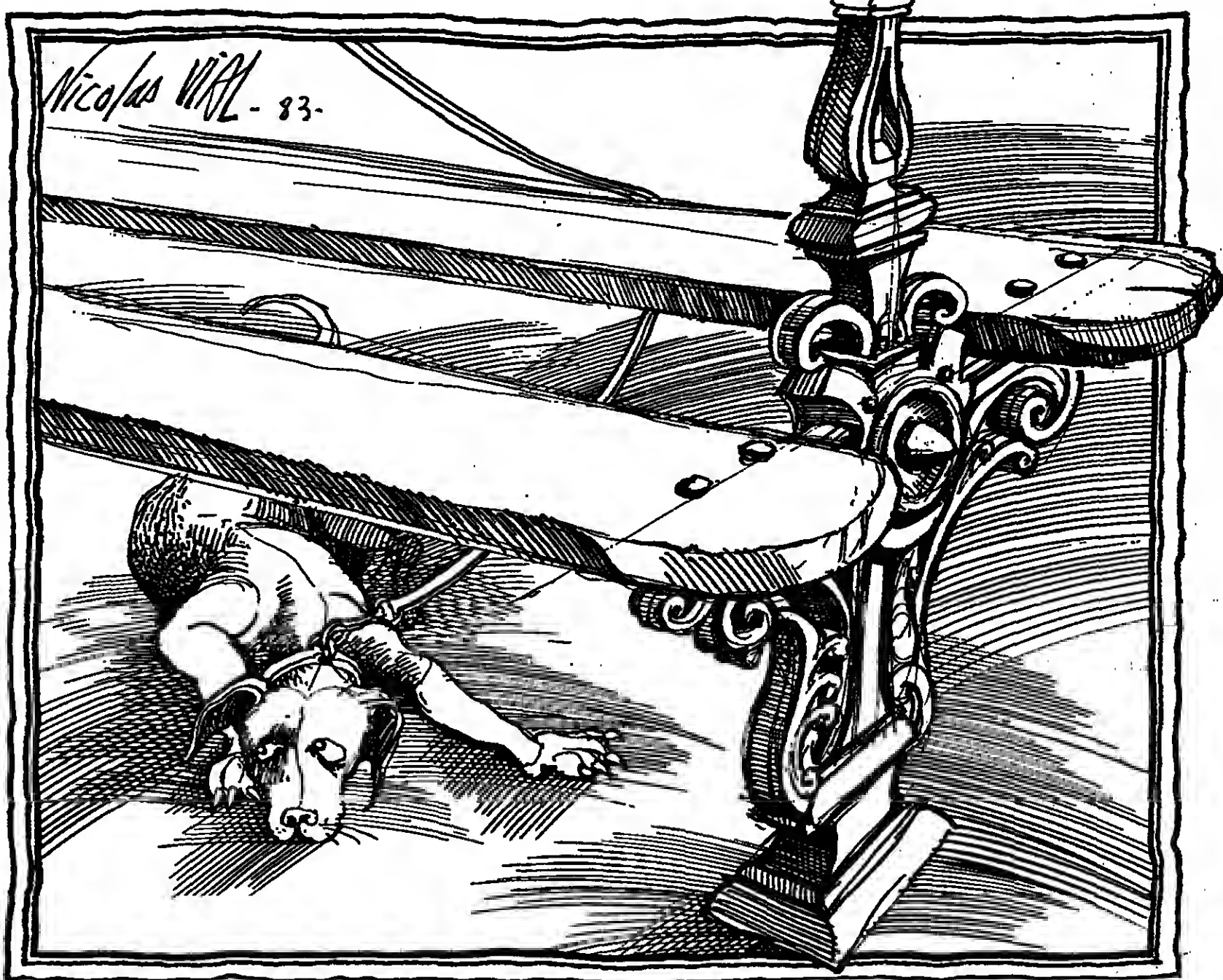
« Evelyne. »

« Ah oui, Evelyne... »

Il suivit une pensée, gloussa, arrondit

(Lire la suite page XV.)

* Professeur au lycée de Kérichen à Brest, Jean-François Coatmeur a publié douze romans aux éditions Denoël, dont les *Sirènes de minuit*, grand prix de littérature policière 1976 et *La Bourse*, prix Mystère de la Critique 1981, qui va être adapté à la télévision. Son dernier ouvrage est *Morte Fontaine* (1982). *La Fiancée* fait l'objet d'une adaptation pour un court métrage.



NICOLAS VIAL